Assemblée nationale

Table nominative

(M à Z et Congrès du Parlement)

établie par le service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 1er octobre 1998 au 30 septembre 1999

11e législature

Session ordinaire de 1998-1999

M

Alain MADELIN

Ille-et-Vilaine (4ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1140 visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [19 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1265 autorisant la ratification du traité de Rome du 17 juillet 1998 portant création de la Cour pénale Internationale [14 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1447 relative à la liberté de communication sur l'Internet [9 mars 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1741 relative à la charte des langues régionales ou minoritaires [24 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 novembre 1998] (p. 8706)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3363)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9470)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9472)

Etat : souveraineté (p. 9471, 9473)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9472)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9470)

Politiques communautaires : politique économique (p. 9472)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9471)

Union européenne : Commission (p. 9471)

Union européenne : construction européenne (p. 9472, 9473)

Union européenne : construction européenne : droits de l'homme et libertés publiques (p. 9472, 9473)

Union européenne : euro (p. 9472)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9471)

Union européenne : subsidiarité (p. 9471)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5065)

Après l'article 28

Son amendement n° 332 précédemment réservé : non soutenu (p. 5076)

Bernard MADRELLE

Gironde (11ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1768 portant modification des articles L. 224-4 et L. 228-5 du code rural concernant les chasses de nuit [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 638, posée le 15 février 1999. Voirie. RN 137 (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Aménagement, Gironde (p. 1414)

n° 682, posée le 15 mars 1999. Agriculture. Asperges (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Label rouge, conditions d'attribution, Blayais (p. 2396)

Patrick MALAVIEILLE

Gard (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IX : Emploi et solidarité (formation professionnelle) (n° 1112) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Perspectives [6 octobre 1998] (p. 5958)

Santé. Sida. Lutte et prévention [1er décembre 1998] (p. 9747)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [17 mars 1999] (p. 2535)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 624, posée le 15 février 1999. Sécurité sociale. Travailleurs de la mine (J.O. Questions p. 839). Appelée le 16 février 1999. Centres de soins, financement (p. 1422)

n° 838, posée le 31 mai 1999. Gendarmerie. Casernes (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1er juin 1999. Implantation, La Grand Combe (p. 5160)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thème :

Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8671)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8672)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8672)

Formation professionnelle : contrats d'insertion professionnelle (p. 8672)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8672)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2642)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2643)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 2643)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2642)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2643)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Après l'article 1er

Son amendement n° 16 soutenu par M. Maxime Gremetz (utilisation possible dans un autre pays de l'Union européenne) : retiré (p. 2660)

Après l'article 7

Son amendement n° 17 soutenu par M. Maxime Gremetz (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : devenu sans objet (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4896)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4896)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4896)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4896)

Travail : chèques vacances : publicité (p. 4896)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Son amendement n° 9 (accès aux chèque-vacances pour les emplois-jeunes et les titulaires d'un contrats emploi-solidarité) : retiré (p. 4901)

Son amendement n° 10 corrigé (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : retiré (p. 4901)

Après l'article 7

Son amendement n° 11 (information et publicité sur les chèques-vacances) : retiré (p. 4907)

Vote pour du groupe communiste (p. 4896)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6547)

Thème :

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6547, 6548)

Vote pour du groupe communiste (p. 6548)

Noël MAMÈRE

Gironde (3ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1341 visant à étendre la règle du plafonnement de l'aide publique aux établissements privés d'enseignement technologiques et professionnels [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [7 octobre 1998] (p. 6040)

Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Protocole sur les mines antipersonnel, application [10 novembre 1998] (p. 8706)

Sécurité routière. Poids lourds. Circulation en montagne, limitation [30 mars 1999] (p. 3023)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [4 mai 1999] (p. 3943)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 503, posée le 30 novembre 1998. Patrimoine culturel. Musées (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1er décembre 1998. Oeuvres d'art confisquées pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation (p. 9738)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 177 (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) : rejeté (p. 9794)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 180 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires prouvant par des documents justificatifs ou par deux témoins qu'ils vivent ensemble depuis trois ans) : non soutenu ; repris par M. Edouard Landrain : rejeté (p. 9941)

Son amendement n° 179 : non soutenu (p. 9939)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 181 : non soutenu (p. 9989)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10202)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4536)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4522)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4521, 4522)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4536)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4613)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Yves Cochet (introduction de la notion de "développement durable") (p. 4625)

Son amendement n° 543 (vocation de pôle industriel du nouvel holding) : rejeté (p. 4628)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4631)

Son amendement n° 544 soutenu par M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4666) : retiré (p. 4667)

Soutient l'amendement n° 428 de Mme Christiane Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) : adopté (p. 4702)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Son amendement n° 546 (clarification des missions des deux chaînes) : rejeté (p. 4712)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 642 de M. Rudy Salles (représentativité géographique) à l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4719)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 547 (personnalités qualifiées nommées par le CSA) : retiré (p. 4726)

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Son amendement n° 548 : devenu sans objet (p. 4730)

Soutient l'amendement n° 549 de Mme Marie-Hélène Aubert (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté après rectification (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Christian Cuvilliez (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4733)

Son amendement n° 550 : devenu sans objet (p. 4733)

Son amendement n° 553 (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Son amendement n° 552 (nomination des administrateurs) : adopté (p. 4737)

Article 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 : procédure de la nomination des présidents de chaînes par le CSA

Son amendement n° 551 soutenu par M. Yves Cochet (mandats des directeurs généraux de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4746)

Après l'article 4

Son amendement n° 554 soutenu par M. Yves Cochet (représentation des associations de téléspectateurs) : retiré (p. 4746)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 556 corrigé soutenu par M. Yves Cochet (modalités de conservation) : rejeté (p. 4753)

Son amendement n° 557 soutenu par M. Yves Cochet (modalités de conservation) : rejeté (p. 4754)

Son amendement n° 555 : non soutenu (p. 4755)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4757)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Christian Cuvilliez (répartition des ressources) (p. 4768)

Soutient l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) : rejeté (p. 4770)

Son amendement n° 564 (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) : rejeté (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (répartition des ressources) (p. 4770)

Son sous-amendement n° 561 corrigé (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : retiré (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 418 de M. Renaud Muselier (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Olivier de Chazeaux (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Son sous-amendement n° 559 (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4777)

Intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Laurent Dominati (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Son sous-amendement n° 558 corrigé (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : adopté (p. 4778)

Intervient sur le sous-amendement n° 599 de M. Christian Kert (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)

Son sous-amendement n° 560 (rédaction de deux rapports par le Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4778)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Christian Cuvilliez (composition et missions de la commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Christian Kert (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Son amendement n° 565 (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) : rejeté (p. 4865)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié de M. Christian Kert (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Son amendement n° 571 (répartition de la programmation des émissions religieuses) : rejeté (p. 4858)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 502 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 359 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Son amendement n° 570 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) : rejeté (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Christian Kert (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4863)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Son amendement n° 572 soutenu par M. Yves Cochet (rédactionnel) : retiré (p. 4988)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 573 soutenu par M. Yves Cochet (présentation des déclarations de candidature) (p. 4989) : rejeté (p. 4990)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 576 (conditions de saisine du Conseil de la concurrence par le CSA) : retiré ; repris par M. Laurent Dominati : rejeté (p. 4998)

Son amendement n° 577 (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) : rejeté (p. 4997)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Olivier de Chazeaux (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Après l'article 20

Son amendement n° 579 soutenu par M. Yves Cochet (encadrement des conditions de rédaction des décrets précisant les critères et obligations des productions) : retiré (p. 5006)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5014)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Laurent Dominati (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Arnaud Montebourg (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Son amendement n° 580 soutenu par M. Yves Cochet (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 583 soutenu par M. Yves Cochet (compétences des collectivités territoriales) : rejeté (p. 5027)

Son amendement n° 584 soutenu par M. Yves Cochet (canaux locaux d'accès public) (p. 5028) : adopté (p. 5029)

Son amendement n° 582 soutenu par M. Yves Cochet (critères de présentation de la première proposition de services) (p. 5029) : devenu sans objet (p. 5030)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son amendement n° 585 (alignement du régime des bouquets satellitaires sur celui du câble) : retiré (p. 5067)

Après l'article 27

Son amendement n° 575 rectifié (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : devenu sans objet (p. 5070)

Son amendement n° 586 (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : devenu sans objet (p. 5070)

Son amendement n° 587 (contrats passés par les collectivités territoriales pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : devenu sans objet (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Son amendement n° 588 (associations pouvant saisir le CSA) : rejeté (p. 5071)

Après l'article 30

Son amendement n° 593 (établissement d'un bilan de l'évolution des groupes audiovisuels) : rejeté (p. 5088)

Son amendement n° 592 (récupération par les propriétaires et bailleurs de charges liées à l'audiovisuel) : rejeté (p. 5089)

Son amendement n° 589 (de précision) : rejeté (p. 5089)

René MANGIN

Meurthe-et-Moselle (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 1653) [16 juin 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- n° 785 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur la coopération culturelle, scientifique et technique ;
- n° 921 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [25 novembre 1998] (n° 1221)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [3 novembre 1998] (p. 7931)

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [20 janvier 1999] (p. 126)

Politique extérieure. Yougoslavie et pays limitrophes. Aides à la reconstruction [23 juin 1999] (p. 6363)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 560, posée le 18 janvier 1999. Enseignement supérieur. DEUG (J.O. Questions p. 234). Suppléant de M. François Dosé. Appelée le 19 janvier 1999. Filières scientifiques, financement, Bar-le-Duc (p. 10)

n° 666, posée le 8 mars 1999. Impôts locaux. Non appelée (J.O. Questions p. 1294). Suppléant de M. René Mangin

n° 840, posée le 31 mai 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Anciens combattants : structures administratives (J.O. Questions p. 3203). Suppléant de M. René Mangin. Appelée le 5 octobre 1999. Réforme, conséquences (p. 6838)

DÉBATS

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10427)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son intervention (p. 10432)

Après l'article 11

Son amendement n° 56 (immatriculation de tous les véhicules à deux roues) : retiré (p. 10443)

Son amendement n° 55 (marquage des bicyclettes) : adopté (p. 10443)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 13 supprimé par le Sénat (formation à la conduite d'un quadricycle léger à moteur)

Son amendement n° 19 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Baeumler (rétablissement de l'article) : retiré (p. 2484)

Article 14 supprimé par le Sénat (marquage des véhicules à deux roues non motorisés)

Son amendement n° 18 corrigé soutenu par M. Armand Jung (marquage des vélos à compter du 1er janvier 2000) (p. 2484) : adopté (p. 2485)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (prise en compte des indemnités versées aux membres d'établissements publics de coopération intercommunale dans le plafonnement à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire) : adopté (p. 1181)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2439)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2557)

Thème :

Union européenne : fonds structurels (p. 2557, 2558)

Jean-Michel MARCHAND

Maine-et-Loire (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du

territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. RMI. Extension aux jeunes [1er décembre 1998] (p. 9751)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 731, posée le 5 avril 1999. Pharmacie et médicaments. Plantes médicinales (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Commercialisation, politiques communautaires (p. 3261)

n° 802, posée le 17 mai 1999. Police. Police judiciaire (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Fichier, création, réglementation (p. 4482)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5901)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (agriculture respectant les spécificités des régions) (p. 5911)

Son amendement n° 730 (conditions d'élevage et de transport des animaux) : retiré (p. 5912)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Rebillard (renforcement de l'organisation économique des producteurs et des filières) (p. 5916)

Son amendement n° 731 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5966) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 732 corrigé (organismes chargés de la mise en oeuvre de la politique agricole) : rejeté (p. 5972)

Son amendement n° 733 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (débat annuel au Parlement) : adopté (p. 5973)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 735 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (recherche d'un niveau élevé de sécurité et de qualité des biens alimentaires et non alimentaires) : rejeté (p. 6010)

Son amendement n° 734 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (préservation des ressources naturelles) (p. 6010) : rejeté (p. 6011)

Son amendement n° 736 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (prise en compte des caractéristiques propres à chaque région agricole) : rejeté (p. 6023)

Son sous-amendement n° 741 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (respect de la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) (p. 6027) : adopté (p. 6028)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 742 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6059) : adopté (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son amendement n° 739 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (composition des commissions départementales d'orientation agricole) : retiré (p. 6068)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son sous-amendement n° 743 corrigé (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) : rejeté (p. 6124)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (p. 6124)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son sous-amendement n° 744 (information obligatoire) à l'amendement n° 103 de la commission (information du public) : rejeté (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6136)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 740 (contrôle des structures afin de permettre la poursuite d'une activité agricole bénéficiant de la certification du mode de production biologique) : retiré (p. 6144)

Son sous-amendement n° 745 (de précision) à l'amendement n° 105 de la commission (installation progressive) : devenu sans objet (p. 6145)

Son amendement n° 785 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 786 (autorisation pour les suppressions d'exploitation dont la superficie est comprise entre la moitié et deux tiers de fois de l'unité de référence) : rejeté (p. 6169)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Son amendement n° 787 (seuil de capacité de production des ateliers hors sol de capacité industrielle inscrit dans la loi) : retiré (p. 6178)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Son amendement n° 770 (publicité des demandes d'autorisation et des décisions du préfet pour les opérations prévues par les SAFER) : retiré (p. 6186)

Son amendement n° 769 (publicité des demandes d'autorisation et des décisions du préfet pour les opérations prévues par les SAFER) : retiré (p. 6186)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 771 (prise en compte des productions biologiques) : adopté (p. 6189)

Son amendement n° 772 (respect des espaces naturels) : rejeté (p. 6190)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6213)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) : rejeté (p. 6228)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 773 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (information des consommateurs) : rejeté (p. 6308)

Son amendement n° 774 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (association des organisations de consommateurs) : rejeté (p. 6309)

Son amendement n° 775 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (représentation des associations agréées pour la protection de l'environnement au sein des interprofessions) : rejeté (p. 6318)

Avant l'article 39

Son sous-amendement n° 784 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (contribution à la valorisation des modes de production respectueux de l'environnement) à l'amendement n° 164 rectifié de la commission (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires) : rejeté (p. 6344)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 776 rectifié (codification des signes de qualité) : adopté après modifications (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 778 (modalités de retrait d'un agrément) : retiré (p. 6356)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) (p. 6365)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 39

Son amendement n° 777 précédemment réservé (non-utilisation des organismes génétiquement modifiés et de leurs dérivés pour la production d'un produit agricole ou alimentaire bénéficiant d'un des trois signes justifiant la qualité) : rejeté (p. 6394)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 779 (classement des terres bénéficiant d'un mode de production biologique) : rejeté (p. 6411)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Son amendement n° 780 (encouragement des valorisations de terres par le mode de production biologique) : rejeté (p. 6415)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (développement des chemins de randonnée) (p. 6418)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 781 (information complète sur le mode de production biologique) : rejeté (p. 6426)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (p. 6428)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son sous-amendement n° 279 à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) : non soutenu (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 278 à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) : non soutenu (p. 3448)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son sous-amendement n° 277 à l'amendement n° 29 de la commission (seuils) : non soutenu (p. 3494)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 280 soutenu par M. Yves Cochet (moratoire de cinq ans pour les autorisations de commercialisation des OGM) (p. 3540) : rejeté (p. 3541)

Article 64 (recherche agronomique et vétérinaire)

Son sous-amendement n° 281 corrigé à l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) : non soutenu (p. 3569)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6155)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6154, 6155)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Son intervention (p. 7127)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : agents et ouvriers (p. 7127)

Professions sociales : éducateurs spécialisés (p. 7128)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8794)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8794)

Agriculture : installation (p. 8794)

Agriculture : primes (p. 8794)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 8795)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8794, 8795)

Enseignement agricole (p. 8794)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8795)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10297)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 10297, 10298)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 10297)

Politique économique : investissement : aides (p. 10298)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 68)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 83)

Son intervention (p. 104)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 104, 105)

Environnement : protection (p. 69)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 104)

Secteur public : services publics (p. 83, 105)

Union européenne : fonds structurels (p. 104)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) (p. 324)

Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)

Après l'article 2

Son amendement n° 625 (application du principe de précaution) : rejeté (p. 324)

Son amendement n° 626 (principe de participation) : retiré (p. 325)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 705 de M. Yves Coussain (choix des associations "agréées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Son amendement n° 627 rectifié (choix des associations "agréées" pour la protection de l'environnement) : adopté après deuxième rectification (p. 394)

Son amendement n° 628 (compatibilité des schémas directeurs et des schémas de secteur avec le schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 395)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 629 rectifié (représentation des associations de protection de l'environnement conditionnée à leur agrément préalable) : retiré (p. 409)

Intervient sur l'amendement n° 707 de M. Yves Coussain (représentation des associations de protection de l'environnement conditionnée à leur agrément préalable) (p. 410)

Après l'article 8

Son amendement n° 630 (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) : retiré (p. 421)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 631 rectifié (associations agréées associées à l'élaboration des schémas de services collectifs) : adopté après deuxième rectification (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 439)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 730)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 800)

Soutient l'amendement n° 632 rectifié de Mme Marie-Hélène Aubert (référence aux "Actions 21" adoptées à Rio de Janeiro en 1992) : adopté (p. 814)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 634 rectifié (de cohérence) : adopté (p. 831)

Son amendement n° 635 (agglomérations constituées en syndicat mixte lors de la contractualisation) : adopté (p. 833)

Son amendement n° 636 (assemblées des agglomérations élues au suffrage universel direct) : retiré (p. 837)

Après l'article 20

Son amendement n° 638 (coopération transfrontalière) : adopté (p. 840)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 640 (coordination des politiques régionales) : rejeté (p. 914)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 641 (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : retiré (p. 919)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 642 (compatibilité des plans de déplacements urbains et des plans départementaux de transport routier non urbains avec le schéma régional des transports) : retiré (p. 923)

Son amendement n° 643 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (souci de rééquilibrage du territoire) (p. 929) : rejeté (p. 930)

Après l'article 32

Son amendement n° 644 (renforcement des compétences de la région en matière de définition des politiques de transport) : rejeté (p. 933)

Son amendement n° 645 (renforcement des compétences de la région en matière de définition des politiques de transport) : retiré (p. 933)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Son amendement n° 646 (compatibilité des schémas directeurs et des schémas de secteur avec le schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 935)

Après l'article 36

Son amendement n° 647 rectifié (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) : adopté (p. 940)

Soutient l'amendement n° 675 de M. Jean Pontier (autorisations de constructions ou d'installations par l'autorité compétente en matière d'occupation des sols lorsque l'intérêt de la commune le justifie) : rejeté (p. 942)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4067)

Son intervention (p. 4091)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4091)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4091)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4067)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4091)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4091)

Emploi (p. 4048)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4091)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 4091)

Environnement : protection (p. 4091)

Secteur public : services publics (p. 4091)

Télécommunications (p. 4091)

Transports (p. 4091)

Union européenne : fonds structurels (p. 4091)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 207 (reconnaissance des parcs naturels régionaux) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 4121)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son sous-amendement n° 227 (de précision) à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4138)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) (p. 4144)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 208 soutenu par M. Philippe Duron (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 4214)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4217)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son sous-amendement n° 209 (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) : adopté (p. 4224)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Intervient sur le sous-amendement n° 216 de M. Serge Poignant (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) (p. 4254)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 de M. Christian Bataille (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 4254)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Son sous-amendement n° 233 (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) : adopté (p. 4258)

Son sous-amendement n° 232 (large publicité de l'enquête) à l'amendement n° 88 de la commission : retiré (p. 4257)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4318)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4318)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5833)

Thèmes :

Emploi (p. 5833)

Environnement (p. 5834)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5834)

Régions : coopération interrégionale (p. 5834)

Secteur public : services publics (p. 5834)

Transports : transport combiné (p. 5834)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5951)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5952)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 986)

Thèmes :

Coopération intercommunale : organismes : déchets ménagers (p. 986)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 986)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 564 soutenu par M. Guy Hascoët (rôle des établissements publics régionaux) : rejeté (p. 1614)

Son amendement n° 566 (usage rationnel de l'électricité) : retiré (p. 1617)

Son amendement n° 567 soutenu par M. Guy Hascoët (mise en oeuvre des systèmes de production locale) (p. 1624) : retiré (p. 1625)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 568 (responsabilité du ministère de l'environnement) : rejeté (p. 1625)

Son amendement n° 569 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Son amendement n° 570 soutenu par M. Guy Hascoët (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : retiré (p. 1626)

Son amendement n° 571 soutenu par M. Guy Hascoët (constitution d'établissements publics régionaux de distribution) (p. 1629) : retiré (p. 1630)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 552 soutenu par M. Guy Hascoët (bénéfice de l'obligation d'achat étendu aux communes et à leurs groupements) : rejeté (p. 1718)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 553 (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) : rejeté (p. 1740)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son amendement n° 554 soutenu par M. Guy Hascoët (coordination de la gestion et des projets de développement des réseaux d'énergie assurée par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 555 soutenu par M. Guy Hascoët (régie de distribution d'électricité créée par la collectivité concédante à l'échéance du contrat de concession avec EDF) : rejeté (p. 1751)

Son amendement n° 556 soutenu par M. Guy Hascoët (consultation obligatoire des usagers au niveau local) : rejeté (p. 1751)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 558 soutenu par M. Guy Hascoët (éligibilité des communes) : rejeté (p. 1757)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Son amendement n° 560 soutenu par M. Guy Hascoët (droit d'accès à la comptabilité des collectivités concédantes) : rejeté (p. 1771)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Son amendement n° 561 soutenu par M. Guy Hascoët (avis de la commission sur la politique commerciale et publicitaire des opérateurs) : retiré (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 562 soutenu par M. Guy Hascoët (conseil consultatif créé auprès de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2434)

Thèmes :

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2434)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2434)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son amendement n° 17 (représentation des associations de personnes et des communes sinistrées au sein du conseil d'administration) : retiré (p. 2446)

Après l'article 6

Son amendement n° 15 (dotation de solidarité au profit des communes minières) : retiré (p. 2448)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2449)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2547)

Thèmes :

Elevage : bovins (p. 2548)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2547)

Union européenne : fonds structurels (p. 2548)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2613)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2613, 2614)

Secteur public : service minimum (p. 2614)

Travail : droit de grève (p. 2613, 2614)

Jean-Pierre MARCHÉ

Deux-Sèvres (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Daniel MARCOVITCH

Paris (19ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1192) [4 novembre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1192), relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction [25 novembre 1998] (n° 1217)

Proposition de loi n° 1791 relative aux congés pour vente par lots aux locataires dans les ensembles immobiliers d'habitation [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie et aux services téléphoniques [19 mai 1999] (p. 4589)

Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme, communauté juive [22 juin 1999] (p. 6271)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 915, posée le 28 juin 1999. Baux. Baux d'habitation (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Résiliation, congé donné en vue de la vente, réglementation (p. 6513)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7186)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences : assainissement (p. 7186, 7187)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7187)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8040)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics (p. 8040)

Copropriété : syndics (p. 8041)

Logement : crédits (p. 8040)

Logement : habitat insalubre (p. 8041)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8040)

Procédure des questions :

Eau : distribution (p. 8055)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Christine Boutin (conclusion du PACS entre Français) (p. 8554)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Charles de Courson (détermination des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires par un acte notarié) (p. 9805)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Bernard Accoyer (rédaction du PACS devant un notaire) (p. 9805)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Renaud Dutreil (établissement du PACS devant un notaire) (p. 9805)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10401)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 10401)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10401, 10402)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 54 rectifié (garantie d'exécution du contrat passé entre l'auto-école et le candidat au permis de conduire) : retiré (p. 10417)

Son amendement n° 53 (gestion d'auto-école prohibée pour les personnes interdites d'exercice d'une activité commerciale ou artisanale) : adopté (p. 10417)

Son amendement n° 58 : devenu sans objet (p. 10417)

Son amendement n° 52 (contrôle des activités d'enseignement des auto-écoles) : adopté (p. 10419)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 2 (enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son intervention (p. 2479)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10354)

Thèmes :

Logement : Union d'économie sociale (p. 10354, 10355)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10354, 10355)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10356)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10355)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1599)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1599)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1599)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1600)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1599)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Son intervention (p. 4150)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Vice-président de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1134 visant à faciliter la recherche des héritiers dans le cadre du règlement des successions [14 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1325 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'opportunité et l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles de mieux encadrer cet enseignement [28 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1636 visant à conférer de plein droit la nationalité française aux étrangers ayant été blessés au cours d'un engagement opérationnel dans les armées françaises [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Expulsion [13 octobre 1998] (p. 6467)

Etrangers. Sans-papiers. Reconduite aux frontières [16 février 1999] (p. 1441)

Etrangers. Aide au retour. Politique de codéveloppement, bilan et perspectives [22 juin 1999] (p. 6269)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 480, posée le 5 octobre 1998. Industrie. Papier et carton (J.O. Questions p. 5341). Appelée le 6 octobre 1998. Morel-Barneron, emploi et activité, Valréas (p. 5924)

n° 619, posée le 8 février 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Police, effectifs de personnel, Orange (p. 1057)

n° 894, posée le 21 juin 1999. Emploi. Entreprises d'insertion (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Loi d'orientation contre les exclusions, conséquences (p. 6251)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande si l'ordre du jour sera modifié en raison des obsèques de M. Michel Crépeau [31 mars 1999] (p. 3133)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5863)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5864)

Agriculture : installation (p. 5864)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5864)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5864)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 292 soutenu par M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5966) : rejeté (p. 5968)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 306 soutenu par M. Christian Jacob (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) (p. 6021) : rejeté (p. 6022)

Son amendement n° 307 (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de cultures méditerranéennes) : rejeté (p. 6022)

Son amendement n° 308 soutenu par M. Michel Bouvard (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de cultures méditerranéennes) : rejeté (p. 6022)

Son amendement n° 309 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (aides spécifiques pour les zones défavorisées) : rejeté (p. 6022)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 315 : non soutenu (p. 6066)

Après l'article 12

Son sous-amendement n° 327 (cas des exploitations sous forme sociétaire) à l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) : rejeté (p. 6118)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6138)

Son amendement n° 356 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6142) : rejeté (p. 6144)

Son amendement n° 359 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (de suppression partielle afin de garantir la sécurité juridique des membres d'une entreprise agricole) (p. 6160) : rejeté (p. 6161)

Son amendement n° 367 (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) : devenu sans objet (p. 6164)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Christian Jacob (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) (p. 6167) : rejeté (p. 6168)

Son amendement n° 357 (suppression de la limite de cinq kilomètres en zones de montagne) : rejeté (p. 6174)

Après l'article 64

Son amendement n° 430 soutenu par M. Christian Jacob (rapport au Parlement sur les modalités d'un aménagement du régime d'imposition afin de distinguer les revenus de l'entreprise de ceux des personnes qui y travaillent) : rejeté (p. 6454)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7453)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7455)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 7455, 7556)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7454)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son amendement n° 260 soutenu par M. Patrick Delnatte (exonération de charges sur les bas salaires) : rejeté (p. 7571)

Son amendement n° 259 soutenu par M. Bernard Accoyer (exonération de charges) : rejeté (p. 7573)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7710)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 258 : non soutenu (p. 7786)

Son amendement n° 263 : non soutenu (p. 7786)

Son amendement n° 262 : non soutenu (p. 7786)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9599)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9600)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9601)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 9601)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 9601)

Retraites : généralités : montant des pensions : fiscalité (p. 9600)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9599)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 9600)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 9600)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 9600)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629, 9678)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son amendement n° 81 (de suppression) : rejeté (p. 9636)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) (p. 9636)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Soutient le sous-amendement n° 85 de M. Bernard Accoyer (suppression d'une taxation rétroactive) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9650)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 9556)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Soutient le sous-amendement n° 86 de M. Bernard Accoyer (évaluation du système de soins ambulatoires) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9659)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9682)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8387)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8388)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8388)

Etrangers : immigration (p. 8387, 8388)

Famille : concubinage (p. 8387)

Famille : politique familiale (p. 8387)

Parlement : rôle (p. 8387)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8454)

Son amendement n° 272 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 276 rectifié (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 277 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son amendement n° 286 (PACS ne pouvant déroger à l'ordre public ou aux bonnes moeurs) : rejeté (p. 8504)

Son amendement n° 285 (conclusion du PACS en présence d'un notaire) : rejeté (p. 8506)

Son amendement n° 279 (conclusion du PACS dans le respect des conditions de validité des conventions) : rejeté (p. 8506)

Son amendement n° 288 (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 18 ans) : rejeté (p. 8512)

Son amendement n° 289 soutenu par M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8511) : adopté (p. 8512)

Soutient l'amendement n° 189 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins deux ans) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 283 (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins deux ans) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 284 (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins un an) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 280 (conclusion du PACS par des personnes vivant effectivement sous le même toit) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 281 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 282 (conclusion du PACS par deux personnes de même sexe) : rejeté (p. 8518)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Accoyer (conclusion du PACS dans le but de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux au détriment des couples mariés, des veuves et des veufs, des célibataires et des concubins de sexe différent) (p. 8525)

Son amendement n° 278 (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) : rejeté (p. 8537)

Son amendement n° 287 (délai de 300 jours après la dissolution d'un PACS pour en conclure un nouveau) : rejeté (p. 8538)

Son amendement n° 290 (nullité du PACS conclu par un étranger en situation irrégulière) : rejeté (p. 8541)

Intervient sur les observations de M. Renaud Donnedieu de Vabres : s'élève contre les conditions de convocation de la commission des lois (p. 8504)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 291 (de suppression) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 292 (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Soutient l'amendement n° 206 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 294 (nullité du PACS conclu par un mineur) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 293 (nullité du PACS conclu par un mineur émancipé) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 296 (nullité du PACS conclu par un mineur non émancipé ou par un majeur protégé au sens de l'article 488 du code civil) : rejeté (p. 8553)

Son amendement n° 295 (nullité du PACS conclu par un majeur protégé au sens de l'article 488 du code civil) : rejeté (p. 8553)

Son amendement n° 301 (nullité du PACS conclu par un étranger entré en France de façon irrégulière) : rejeté (p. 8555)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Christian Estrosi (nullité du PACS conclu par une personne séjournant illégalement sur le territoire national) : rejeté (p. 8555)

Son amendement n° 300 (nullité du PACS conclu par une personne séjournant illégalement sur le territoire national) : rejeté (p. 8555)

Son amendement n° 297 (nullité du PACS lorsque le consentement a été donné par erreur) : rejeté (p. 8559)

Son amendement n° 298 (nullité du PACS lorsque le consentement a été surpris par dol) : rejeté (p. 8559)

Son amendement n° 299 (nullité du PACS lorsque le consentement a été extorqué par violence) : rejeté (p. 8559)

Soutient l'amendement n° 828 de M. Éric Doligé (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la contravention aux prohibitions énoncées par l'article) : rejeté (p. 8559)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 302 (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Intervient sur l'amendement n° 107 de Mme Christine Boutin (modalités de publicité du PACS analogues à celles du mariage) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Charles de Courson (affichage en mairie et publication des PACS dans un journal d'annonces légales) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 108 de Mme Christine Boutin (affichage aux portes des préfectures et publication des projets de PACS dans un journal d'annonces légales) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 835 de M. Éric Doligé (publication du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Christine Boutin (publication du PACS dans un journal d'annonces légales) (p. 9769)

Son amendement n° 313 (nullité du PACS demandée par toute personne y ayant intérêt dans le délai de deux mois suivant sa connaissance) : rejeté (p. 9773)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 234 (nouvelle rédaction du premier alinéa prévoyant l'obligation de secours et d'assistance) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 229 (détermination des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un cahier de charges défini par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 9804)

Son amendement n° 232 (détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un modèle type faisant l'objet d'un décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 9804)

Son amendement n° 233 (solidarité entre les partenaires pour les dettes contractées en vue de l'éducation de enfants) : rejeté (p. 9811)

Son amendement n° 231 (engagement automatique des partenaires de même sexe à ne pas recourir à la procréation médicalement assistée) : rejeté (p. 9813)

Son amendement n° 230 (engagement automatique des partenaires de même sexe à ne pas adopter) : rejeté (p. 9813)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 235 (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 237 (régime de la communauté de biens réduite aux acquêts) : retiré (p. 9825)

Son amendement n° 236 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 238 (de suppression) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 241 (de suppression) : rejeté (p. 9833)

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Claude Goasguen (intervention du notaire en cas de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de dénonciation unilatérale) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Henri Plagnol (dissolution du PACS par consentement mutuel, rupture de la vie commune ou faute en application de la législation sur le divorce) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9877)

Son sous-amendement n° 1056 (motivation de la déclaration conjointe) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9840)

Son sous-amendement n° 1097 (déclaration conjointe rédigée devant notaire) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)

Son sous-amendement n° 1096 (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)

Son sous-amendement n° 1098 (résidence commune) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9844)

Son sous-amendement n° 1059 (répudiation) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9847)

Son sous-amendement n° 1072 (signification au partenaire de façon argumentée et précise des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1103 (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1079 (signification de l'ensemble des faits rendant intolérable le maintien de la vie commune) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9852)

Son sous-amendement n° 1074 (rupture unilatérale ne pouvant intervenir avant un délai d'un an après la conclusion du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9854)

Son sous-amendement n° 1075 (pas de rupture unilatérale si elle avait des conséquences matérielles ou morales d'une exceptionnelle dureté pour le partenaire ou pour les enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9856)

Son sous-amendement n° 1058 (pas de rupture unilatérale si elle avait des conséquences matérielles ou morales d'une exceptionnelle dureté pour les enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9856)

Son sous-amendement n° 1081 (dissolution du PACS dans un délai de cinq mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : retiré (p. 9859)

Son sous-amendement n° 1076 (détermination par les partenaires devant notaire des conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9863)

Son sous-amendement n° 1077 (détermination par les partenaires sous seing privé des conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9863)

Son sous-amendement n° 1073 (compétence du juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)

Son sous-amendement n° 1071 (attribution de dommages et intérêts en cas de faute lorsque les partenaires sont en désaccord sur les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9870)

Son sous-amendement n° 1057 (attribution de dommages et intérêts au partenaire lésé par la dissolution du PACS lorsque les partenaires sont en désaccord sur les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9871)

Son sous-amendement n° 1080 (règlement par le juge aux affaires familiales des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9871)

Son sous-amendement n° 1078 (versement d'une pension alimentaire selon les articles 281 à 285 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9873)

Soutient le sous-amendement n° 1100 de M. Éric Doligé (conséquences de la dissolution du PACS réglées devant le tribunal de grande instance en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)

Soutient le sous-amendement n° 1102 de M. Éric Doligé (date certaine conférée au PACS par sa publication dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9876)

Après l'article 1er

Son amendement n° 271 : non soutenu (p. 9903)

Son amendement n° 270 soutenu par M. Christian Estrosi (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9904) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 269 (absence d'ouverture de droit à la procréation médicalement assistée par la

conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) : devenu sans objet (p. 9906)

Son amendement n° 257 soutenu par M. Bernard Accoyer (mention de l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel en marge de l'acte de naisance des parents) : rejeté (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 258 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 263 soutenu par M. Bernard Accoyer (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9935) : rejeté (p. 9936)

Son amendement n° 261 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'étant obligés à une communauté de vie) : rejeté (p. 9937)

Son amendement n° 259 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à se porter secours et à élever leurs enfants) : rejeté (p. 9937)

Son amendement n° 262 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à se porter secours) : rejeté (p. 9937)

Son amendement n° 260 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à élever leurs enfants) : rejeté (p. 9937)

Soutient l'amendement n° 471 de M. Jacques Masdeu-Arus (délai de dix ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 264 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Soutient l'amendement n° 539 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Intervient sur le sous-amendement n° 1009 de M. Bernard Accoyer (taux unique de 59 %) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) (p. 9967)

Après l'article 3

Reprend l'amendement n° 679 de M. Charles de Courson (taux de 40 et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) : rejeté (p. 9968)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 9968)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 1047 (bénéficiaire de la disposition devant être de nationalité française) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement (qualité d'ayant droit en matière d'assurance maladie conférée au partenaire de l'assuré social lié par un PACS s'il ne peut bénéficier de cette qualité à un autre titre) : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1048 (PACS conclu sur le territoire français) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1049 (PACS conclu depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1050 (PACS conclu depuis au moins deux ans) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1051 (possession d'une carte de résident en cours de validité par le bénéficiaire de la disposition s'il est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1052 (possession d'un titre de séjour longue durée par le bénéficiaire de la disposition s'il est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1053 (PACS conclu depuis au moins trois ans si le bénéficiaire de la disposition est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1054 (PACS conclu depuis au moins deux ans si le bénéficiaire de la disposition est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1055 (séjour régulier du bénéficiaire de la disposition s'il est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 266 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation de parent isolé aux signataires d'un PACS) (p. 9979)

Intervient sur l'amendement n° 684 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires d'un PACS à un couple pour le RMI) (p. 9979)

Intervient sur l'amendement n° 1012 de M. Patrick Bloche (suppression du versement de l'allocation de soutien familial aux signataires d'un PACS) (p. 9982)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 9984)

Son amendement n° 267 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9986) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 322 (PACS ayant été conclu sur le territoire national) : rejeté (p. 9990)

Son amendement n° 329 (PACS conclu avec un ressortissant français) : rejeté (p. 9990)

Son amendement n° 323 (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de cinq ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 324 (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de trois ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 325 (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de deux ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 326 (PACS ne constituant pas l'un des éléments d'appréciation de liens avec la France) : rejeté (p. 9993)

Son amendement n° 321 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation de liens avec la France pour les étrangers vivant en France et n'ayant jamais fait l'objet d'une condamnation par un tribunal français) : rejeté (p. 9993)

Son amendement n° 268 (étranger vivant en France de façon ininterrompue et régulière depuis au moins dix ans) : rejeté (p. 9995)

Son amendement n° 332 soutenu par M. Yves Fromion (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins dix ans) (p. 9994) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 320 (étranger vivant en France de façon ininterrompue et régulière depuis au moins huit ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 330 soutenu par M. Henri Plagnol (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins huit ans) (p. 9994) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 319 (étranger vivant en France de façon ininterrompue et régulière depuis au moins six ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 331 (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins six ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 328 (étranger entré de façon régulière et disposant d'un titre de séjour valable) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 327 soutenu par M. Dominique Dord (étranger entré de façon régulière) (p. 9995) : rejeté (p. 9996)

Soutient l'amendement n° 482 de M. Jacques Masdeu-Arus (PACS ne pouvant être conclu par une personne en situation irrégulière) : rejeté (p. 9996)

Soutient le sous-amendement n° 1030 de M. Éric Doligé (pas d'application immédiate) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers contractants d'un PACS pouvant justifier d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 9997)

Après l'article 6

Son amendement n° 333 (conclusion d'un PACS n'ouvrant aucun droit en matière de regroupement familial) : rejeté (p. 9999)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son intervention (p. 9999)

Son amendement n° 334 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son intervention (p. 10176)

Soutient l'amendement n° 777 de M. Patrice Martin-Lalande (priorité donnée aux couples mariés) : rejeté (p. 10179)

Son amendement n° 347 (PACS conclu depuis au moins un an) : rejeté (p. 10181)

Son amendement n° 344 (preuve de l'effectivité de la communauté de vie) : rejeté (p. 10182)

Son amendement n° 348 (de coordination) : rejeté (p. 10183)

Son amendement n° 345 (de coordination) : rejeté (p. 10183)

Son amendement n° 349 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Son amendement n° 346 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Soutient l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Son amendement n° 350 (vie commune depuis deux ans pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) : rejeté (p. 10189)

Son amendement n° 351 (poursuite du bail au profit du partenaire vivant depuis au moins deux ans avec le locataire décédé) : rejeté (p. 10191)

Son amendement n° 352 (suppression du droit de reprise conféré au partenaire) : rejeté (p. 10191)

Soutient l'amendement n° 226 de M. Christian Estrosi (extension du droit de reprise à la personne vivant avec le propriétaire et atteinte d'une maladie grave et incurable) : rejeté (p. 10191)

Son amendement n° 353 (suppression du droit de reprise conféré aux enfants du partenaire) : rejeté (p. 10192)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Soutient l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Son amendement n° 369 (extension des dispositions de l'article aux membres d'une même fratrie) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 378 (extension des dispositions de l'article aux collatéraux au troisième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 379 (extension des dispositions de l'article à deux collatéraux au troisième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 377 (extension des dispositions de l'article aux collatéraux au deuxième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 380 (extension des dispositions de l'article à deux collatéraux au deuxième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 376 (extension des dispositions de l'article à un parent isolé et à ses enfants) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 372 (extension des dispositions de l'article à une tante et à sa nièce) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 371 (extension des dispositions de l'article à une tante et à son neveu) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 374 (extension des dispositions de l'article à un oncle et à sa nièce) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 375 (extension des dispositions de l'article à un parent isolé et à l'un de ses enfants) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 373 (extension des dispositions de l'article à un oncle et à son neveu) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 362 (extension des dispositions de l'article à un frère et à quatre soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 367 (extension des dispositions de l'article à deux frères et à trois soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 368 (extension des dispositions de l'article à trois frères et à deux soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 365 (extension des dispositions de l'article à quatre frères et à une soeur) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 359 (extension des dispositions de l'article à cinq soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 356 (extension des dispositions de l'article à cinq frères) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 360 (extension des dispositions de l'article à un frère et à deux soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 363 (extension des dispositions de l'article à deux frères et à une soeur) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 357 (extension des dispositions de l'article à trois soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 354 (extension des dispositions de l'article à trois frères) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 370 (extension des dispositions de l'article aux demi-frères et aux demi-soeurs) : retiré (p. 10212)

Article 11 (décrets d'application)

Intervient sur l'amendement n° 761 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10215)

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10215)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 698 rectifié du Gouvernement (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 10216)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Intervient sur l'amendement n° 1174 du Gouvernement (de suppression) (p. 10218)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 275 précédemment réservé (contrat d'union à libre répudiation) : rejeté (p. 10224)

Intervient sur l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. Dominique Dord (union de biens) (p. 10224)

Son amendement n° 274 précédemment réservé (contrat de vie en commun) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 273 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3048)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3049)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3048)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Son intervention (p. 3107)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3109)

Article 1er C (définition du concubinage)

Son intervention (p. 3111)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 505 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 3114)

Après l'article 1er C

Son amendement n° 183 (insertion dans le code civil d'un titre relatif au "concupacsage") : rejeté (p. 3116)

Son amendement n° 156 (insertion dans le code civil d'un titre relatif au célibat) : rejeté (p. 3119)

Son amendement n° 181 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation des célibataires) : rejeté (p. 3120)

Son amendement n° 182 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les évolutions législatives et réglementaires en faveur des célibataires) : rejeté (p. 3120)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3124)

Son rappel au règlement (cf. supra) [31 mars 1999] (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)

Son sous-amendement n° 48 (contrat à durée indéterminée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3144)

Son sous-amendement n° 49 (contrat conclu pour une durée minimale de deux ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3144)

Son sous-amendement n° 58 (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 54 (contrat conclu par au moins deux personnes) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3146)

Son sous-amendement n° 50 (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3146)

Son sous-amendement n° 47 (résidence en France de façon stable et régulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3147)

Son sous-amendement n° 57 (conclusion du contrat par des personnes de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 56 (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 51 (vie sous le même toit depuis au moins cinq ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 52 (vie sous le même toit depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 53 (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 55 (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : retiré (p. 3153)

Son sous-amendement n° 189 (contat contresigné par un témoin de chacun des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3153)

Son sous-amendement n° 63 (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 64 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 65 (conclusion du PACS par une personne mariée et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 66 (conclusion du PACS par une personne déjà liée par un PACS et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 191 (délai de trois cents jours entre la conclusion de deux PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)

Son sous-amendement n° 190 (nullité du PACS conclu par un concubin vivant avec une personne autre que le cocontractant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)

Son sous-amendement n° 59 (nullité du PACS conclu par un mineur émancipé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)

Son sous-amendement n° 60 (nullité du PACS conclu par un étranger entré en France de façon irrégulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 61 soutenu par M. Christian Estrosi (nullité du PACS conclu par un étranger entré irrégulièrement sur le territoire de l'espace Schengen) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3166) : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 62 (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 81 (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)

Son sous-amendement n° 78 (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3172)

Son sous-amendement n° 192 (conclusion du PACS dix jours après la publication dans un journal départemental d'annonces légales de l'intention de le conclure) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3173)

Son sous-amendement n° 193 (inventaire des biens annexé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3173)

Ses sous-amendements n°s 194, 195, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 196, 197, 198, 199 et 79 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 75 (information de la préfecture par le greffier si un partenaire est un étranger en situation irrégulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3174)

Son sous-amendement n° 73 (vérification à la préfecture par le greffier de la régularité du séjour du partenaire étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3174)

Son sous-amendement n° 200 (mention du PACS en marge de l'état civil des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Son sous-amendement n° 76 (panneau municipal mentionnant les PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Son sous-amendement n° 77 (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Son sous-amendement n° 74 (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales substituée à l'inscription sur le registre du lieu de résidence prévu pour les PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)

Son sous-amendement n° 201 (PACS opposable aux tiers dans un délai de onze jours suivant son inscription sur le registre du lieu de résidence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3178)

Son sous-amendement n° 202 (PACS opposable aux tiers dans un délai de dix jours suivant son inscription sur le registre du lieu de résidence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 203 (PACS opposable aux tiers dans un délai de neuf jours suivant son inscription sur le registre du lieu de résidence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 204 (motivation de la modification du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 80 (suppression du dernier alinéa de l'article 515-3 relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 205 (suppression de la référence au partenaire de nationalité française dans le dernier alinéa de l'article 515-3) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 206 (apport de l'aide mutuelle et matérielle tout au long de la vie des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Son sous-amendement n° 87 (secours et assistance substitués à l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Son sous-amendement n° 82 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Son sous-amendement n° 83 (solidarité en matière de dettes contractées pour l'éducation des enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)

Son sous-amendement n° 84 (cahier des charges établi par décret et définissant les dettes faisant l'objet de la solidarité entre les partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)

Son sous-amendement n° 209 (contribution des partenaires aux charges de leur ménage selon leurs facultés respectives) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)

Son sous-amendement n° 211 (devoir de secours tout au long de la vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)

Son sous-amendement n° 213 (devoir de secours pendant une période de dix ans après la dissolution du PACS du fait de la volonté) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)

Son sous-amendement n° 214 (devoir de secours pendant une période de cinq ans après la dissolution du PACS du fait de la volonté) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)

Son sous-amendement n° 212 (obligation de résidence sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)

Son sous-amendement n° 208 (obligation de nourrir, entretenir et élever les enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)

Son sous-amendement n° 210 (obligation d'éduquer les enfants et de préparer leur avenir) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)

Son sous-amendement n° 207 (présomption de paternité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)

Son sous-amendement n° 86 (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)

Son sous-amendement n° 85 (engagement automatique des partenaires de même sexe à ne pas recourir à la procréation médicalement assistée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)

Ses sous-amendements n°s 89, 91, 90 et 88 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)

Son sous-amendement n° 92 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)

Son sous-amendement n° 97 (motivation de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 98 (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 99 (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 136 (rédactionnel sur la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 101 (répudiation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 102 (abandon du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 103 (éconduite du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 104 (renvoi du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 105 (débarras du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 106 (congédiement du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 215 (signification de la rupture unilatérale par huissier) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 216 (interdiction de la rupture unilatérale dans le délai d'un an suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 217 (interdiction de la rupture unilatérale dans le délai de six mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 218 (pas de dommages et intérêts au profit de l'autre partie en cas de rupture unilatérale intervenant dans le délai de six mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 219 (pas de dommages et intérêts au profit de l'autre partie en cas de rupture unilatérale intervenant dans le délai de trois mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 220 (pas de dommages et intérêts au profit de l'autre partie en cas de rupture unilatérale intervenant dans le délai d'un mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 221 (argumentation claire et précise de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 222 (motivation de la rupture unilatérale du PACS par un ensemble de faits rendant impossible le maintien de la vie commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 223 (motivation de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 664 (signification du mariage le jour de la publication des bans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 224 (signification du mariage dix jours au plus après sa célébration) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 225 (cessation du PACS six mois après la signification de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 227 (maintien de la seule obligation d'aide mutuelle et matérielle entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 226 (prorogation par le juge du délai de trois mois entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 96 (juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 95 (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 100 (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 93 (possibilité pour le juge d'interdire la résiliation du PACS si la rupture a des conséquences particulièrement graves pour l'un des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 94 (possibilité pour le juge d'interdire la résiliation du PACS si la rupture a des conséquences particulièrement graves pour l'un des partenaires ou des enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Intervient sur le sous-amendement n° 499 de M. Charles de Courson (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)

Intervient sur le sous-amendement n° 300 de M. Dominique Dord (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)

Intervient sur le sous-amendement n° 508 de Mme Christine Boutin (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)

Soutient le sous-amendement n° 650 de M. Jacques Myard (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142).

Soutient le sous-amendement n° 264 de M. Bernard Accoyer (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Soutient le sous-amendement n° 358 de M. Éric Doligé (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Soutient le sous-amendement n° 610 de M. Richard Cazenave (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Soutient le sous-amendement n° 265 de M. Bernard Accoyer (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (réexamen du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)

Soutient le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Soutient le sous-amendement n° 619 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Soutient le sous-amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (délai de cinq ans entre la conclusion de deux PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)

Soutient le sous-amendement n° 360 de M. Éric Doligé (nullité du PACS conclu par un majeur protégé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)

Soutient le sous-amendement n° 271 de M. Bernard Accoyer (opposition formée par le procureur à l'enregistrement du PACS violant les empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Soutient le sous-amendement n° 361 de M. Éric Doligé (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la violation des empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Soutient le sous-amendement n° 620 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)

Soutient le sous-amendement n° 651 de M. Jacques Myard (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)

Intervient sur le sous-amendement n° 468 de M. Guy Hascoët (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3172)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Patrick Braouezec (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3172)

Intervient sur le sous-amendement n° 284 du Gouvernement (inversion des deuxième et troisième alinéas de l'article 515-3) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3174)

Soutient le sous-amendement n° 423 de M. Maurice Leroy (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Soutient le sous-amendement n° 369 de M. Éric Doligé (modalités de l'aide mutuelle et matérielle fixées selon un cahier des charges défini par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Soutient le sous-amendement n° 366 de M. Éric Doligé (pacte rédigé devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Intervient sur le sous-amendement n° 368 de M. Éric Doligé (perte du droit de garde pour le partenaire concluant un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3186)

Soutient le sous-amendement n° 370 de M. Éric Doligé (conclusion d'un PACS entre partenaires de même sexe n'ouvrant aucun droit à la procréation médicalement assistée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)

Soutient le sous-amendement n° 345 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Soutient le sous-amendement n° 624 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Soutient le sous-amendement n° 653 de M. Jacques Myard (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Soutient le sous-amendement n° 293 de M. Dominique Dord (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Soutient le sous-amendement n° 560 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à

295 du code civil relatifs au divorce) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Soutient le sous-amendement n° 637 de M. Pierre-Christophe Baguet (rupture du PACS par le mariage d'un des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Intervient sur le sous-amendement n° 294 de M. Claude Goasguen (intervention du notaire en cas de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et, en cas de dénonciation unilatérale, saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203)

Soutient le sous-amendement n° 262 de M. Patrick Delnatte (entretien de conciliation lorsque les partenaires mettent fin au PACS d'un commun accord) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 251 de M. Bernard Accoyer (répudiation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 398 de M. Maurice Leroy (remise par les partenaires en personne et ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 341 de M. Dominique Dord (remise par les partenaires ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 486 corrigé de M. Charles de Courson (déclaration conjointe de rupture du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 394 de M. Maurice Leroy (motivation de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 561 de Mme Christine Boutin (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 395 de M. Maurice Leroy (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 640 de M. Pierre-Christophe Baguet (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 390 de M. Maurice Leroy (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 641 de M. Pierre-Christophe Baguet (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 340 de M. Dominique Dord (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise également au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 399 de M. Maurice Leroy (récépissé de la déclaration conjointe de rupture) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 328 de M. Dominique Dord (vérification de la réalité du consentement des deux partenaires de mettre fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 562 de Mme Christine Boutin (vérification de la réalité du consentement des deux partenaires de mettre fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 343 de M. Dominique Dord (inscription de la déclaration conjointe mettant fin au PACS sur le registre recensant les pactes civils de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 563 de Mme Christine Boutin (suppression de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 342 de M. Dominique Dord (rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 578 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale du PACS pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 577 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale du PACS pour faute) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 618 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale du PACS pour motifs graves, précis et concordants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 252 de M. Bernard Accoyer (énumération des motifs exacts de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 613 de M. Richard Cazenave (énumération des motifs exacts de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 579 de Mme Christine Boutin (énumération des motifs de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 373 de M. Éric Doligé (motivation de la rupture unilatérale du PACS) à

l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 636 de M. Pierre-Christophe Baguet (préavis de trois mois pour la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 397 de M. Maurice Leroy (signification de la rupture unilatérale par acte extra-judiciaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 428 de M. Dominique Dord (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 396 de M. Maurice Leroy (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 580 de Mme Christine Boutin (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 335 de M. Dominique Dord (signification de la rupture unilatérale après entretien avec le partenaire en présence d'un médiateur familial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 444 de M. Dominique Dord (publicité de la rupture unilatérale du PACS dans des conditions analogues à celles de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 334 de M. Dominique Dord (pas de rupture unilatérale du PACS si elle a des conséquences d'une extrême gravité pour le contractant abandonné) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 581 de Mme Christine Boutin (pas de rupture unilatérale du PACS si elle a des conséquences d'une extrême gravité pour le contractant abandonné) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 445 de M. Dominique Dord (mention de la rupture unilatérale du PACS sur les registres de l'état civil et en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 401 de M. Maurice Leroy (conditions de la déclaration d'absence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 446 de M. Dominique Dord (signification du mariage trois mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 333 de M. Dominique Dord (signification du mariage un mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 261 de M. Patrick Delnatte (possibilité de dommages et intérêts en cas de rupture sans commun accord du PACS si le partenaire se trouve dans une situation morale et matérielle difficile) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 332 de M. Dominique Dord (effets de la rupture à l'égard des tiers après sa publication en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 253 corrigé de M. Bernard Accoyer (cessation du PACS dont le caractère frauduleux a été démontré par les services sociaux ou l'administration fiscale qui doivent engager les procédures pour la récupération des sommes détournées) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 295 de M. Bernard Accoyer (mention de la cessation du PACS sur les actes de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 639 de M. Pierre-Christophe Baguet (possibilité pour le juge d'interdire la résiliation du PACS si la rupture a des conséquences particulièrement graves pour l'un des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 638 de M. Pierre-Christophe Baguet (affichage des significations mettant fin aux PACS sur un panneau du tribunal) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 339 de M. Dominique Dord (cessation du PACS six mois après la signification de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 338 de M. Dominique Dord (suppression du dernier alinéa de l'article 515-7 relatif à la liquidation des droits et obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 337 de M. Dominique Dord (liquidation de l'indivision par le juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 371 de M. Éric Doligé (tribunal de grande instance pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 393 de M. Maurice Leroy (juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 583 de Mme Christine Boutin (règlement par le juge des conséquences extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 392 de M. Maurice Leroy (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 584 de Mme Christine Boutin (prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 400 de M. Maurice Leroy (publicité de l'acte par lequel les partenaires déterminent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 582 de Mme Christine Boutin (publicité de la cessation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 484 de M. Charles de Courson (mention au registre du commerce de la déclaration écrite conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 372 de M. Éric Doligé (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 391 de M. Maurice Leroy (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 290 de M. Dominique Dord (intervention du juge pour l'exercice de l'autorité parentale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 588 de Mme Christine Boutin (intervention du juge pour l'exercice de l'autorité parentale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 289 de M. Dominique Dord (prestation compensatoire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 585 de Mme Christine Boutin (prestation compensatoire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 288 de M. Dominique Dord (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 586 de Mme Christine Boutin (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 291 de M. Dominique Dord (concession du bail) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 587 de Mme Christine Boutin (concession du bail) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 485 de M. Charles de Courson (responsabilité solidaire des partenaires après la dissolution du PACS jusqu'à l'extinction des dettes fiscales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Soutient le sous-amendement n° 292 de M. Claude Goasguen (production de ses effets à l'égard des signataires du PACS déclaré nul s'il a été contracté de bonne foi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 228 (demande d'annulation du PACS par le procureur dans les deux mois suivant son enregistrement) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)

Son sous-amendement n° 229 (demande d'annulation du PACS par les ascendants, descendants et collatéraux des partenaires dans les deux mois suivant leur connaissance de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)

Son sous-amendement n° 230 (demande d'annulation du PACS par les ascendants et descendants des partenaires dans les deux mois suivant leur connaissance de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)

Son sous-amendement n° 231 (demande d'annulation du PACS par toute personne y ayant intérêt dans les deux mois suivant sa connaissance de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 656 (motivation de la rupture du PACS par le tuteur ou le juge des tutelles) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (cessation du PACS durant lequel un des partenaires est placé sous tutelle) : rejeté (p. 3210)

Son sous-amendement n° 657 (motivation de la rupture du PACS par le partenaire du majeur sous tutelle) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3210)

Son sous-amendement n° 663 (cause réeelle et sérieuse de la rupture vérifiée par le tuteur) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 658 (complément d'information demandé par le tuteur sur les motifs de la rupture) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 662 (appréciation des motifs de la rupture par le juge des tutelles) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 661 (appréciation des motifs de la rupture par le juge des tutelles) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 659 (acte signifiant la rupture entériné par le tuteur et par le juge des tutelles dans le délai de quatre mois) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 660 (délai de quatre mois pendant lequel le juge des tutelles peut demander des compléments d'information sur les motifs de la

rupture) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 112 (non cumul du concubinage et du PACS) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3213)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Son sous-amendement n° 111 (non cumul du concubinage et du mariage) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Son sous-amendement n° 110 (suppression des références au sexe des concubins) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Bernard Accoyer (nouvelle rédaction de l'article 343-1 du code civil autorisant l'adoption par un célibataire, précisant qu'elle ne peut-être demandée par une personne ayant conclu un PACS avec un partenaire de même sexe) (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 3215)

Son sous-amendement n° 113 (imposition commune subordonnée à la preuve de la communauté de vie) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 114 (imposition commune subordonnée à l'engagement de secours et d'assistance) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 115 (imposition commune subordonnée à l'engagement de contribuer de la vie commune) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 116 (imposition commune subordonnée à l'engagement de nourrir, entretenir et élever les enfants) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 117 (imposition commune subordonnée à l'engagement de pourvoir à l'éducation des enfants et de préparer leur avenir) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Soutient le sous-amendement n° 241 de M. Bernard Accoyer (imposition commune à compter de la cinquième année suivant la déclaration du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Son sous-amendement n° 118 (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Soutient le sous-amendement n° 403 de M. Maurice Leroy (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Reprend le sous-amendement n° 472 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 3219) : rejeté (p. 3220)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires à un couple pour le RMI) (p. 3222)

Article 2 bis (déduction des avantages consentis aux collatéraux dans le besoin)

Son intervention (p. 3222)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 3224)

Soutient l'amendement n° 427 de M. Éric Doligé (réduction des taux des droits sur les mutations à titre gratuit entre les personnes non mariées ou non parentes en ligne directe) : rejeté (p. 3224)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Son sous-amendement n° 123 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 124 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 125 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 126 (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les donations) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 127 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai d'un an) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 133 (abattement réduit de 300 000 à 200 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3227)

Son sous-amendement n° 134 corrigé (abattement de 250 000 F au 1er janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Soutient le sous-amendement n° 352 de M. Bernard Accoyer (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les donations après un délai de dix ans pour les partenaires de même sexe) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 du Gouvernement (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3227)

Son sous-amendement n° 132 (bénéfice de l'abattement sur les successions et sur les donations après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 128 (bénéfice de l'abattement sur les successions et sur les donations après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 129 (bénéfice de l'abattement sur les donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 130 (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice de l'abattement sur les donations) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 131 (bénéfice de l'abattement sur les successions après un délai d'un an) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Article 4 supprimé par le Sénat (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 3230)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son sous-amendement n° 109 (bénéfice des dispositions de l'article pour la personne de nationalité française) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 119 (bénéfice des dispositions de l'article pour la personne résidant en France de façon stable et régulière depuis deux ans) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 107 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de deux ans) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 108 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai d'un an) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 121 (bénéfice des dispositions de l'article si le PACS a été conclu en France et depuis un an) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 122 (bénéfice des dispositions de l'article sous réserve de la communauté de vie depuis un an sur le territoire national) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3233)

Son sous-amendement n° 120 (bénéfice des dispositions de l'article aux étrangers titulaires d'une carte de résident en cours de validité) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3233)

Article 5 (droits à congés)

Son intervention (p. 3233)

Son sous-amendement n° 137 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai d'un an) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3234)

Soutient le sous-amendement n° 244 de M. Bernard Accoyer (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 3234)

Soutient le sous-amendement n° 616 de M. Richard Cazenave (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 3234)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interruption du droit à l'allocation de soutien familial)

Son intervention (p. 3235)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 3237)

Son sous-amendement n° 140 (PACS conclu sur le territoire national et avec une personne de nationalité française) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 141 (PACS conclu sur le territoire national) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 139 (PACS conclu avec une personne de nationalité française) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Soutient le sous-amendement n° 436 de M. Claude Goasguen (étranger entré et séjournant régulièrement en France depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 138 (PACS conclu depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Soutient le sous-amendement n° 245 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 152 (PACS ne constituant pas l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 151 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation des liens

personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 142 (étranger entré de façon régulière en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 143 (étranger entré de façon régulière en France et bénéficiant d'un titre de séjour valable) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 144 (étranger entré de façon régulière sur le territoire de l'espace Schengen) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 145 (étranger n'ayant jamais été condamné par un tribunal français) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 146 (étranger n'ayant jamais fait l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 147 (étranger ayant constamment disposé d'un titre de séjour valable) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 148 (vie commune effective depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 149 (étranger disposant de revenus stables et réguliers) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 150 (étranger disposant d'une assurance maladie en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 153 (étranger disposant d'un titre de séjour d'au moins un an) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Soutient le sous-amendement n° 354 de M. Bernard Accoyer (communauté de vie) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Soutient le sous-amendement n° 353 de M. Bernard Accoyer (renoncement au regroupement familial du fait de la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Soutient le sous-amendement n° 525 de M. Richard Cazenave (renoncement au regroupement familial du fait de la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Après l'article 6

Son amendement n° 154 (PACS ne donnant aucun droit au regroupement familial) : rejeté (p. 3243)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 157 (vie commune) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Soutient le sous-amendement n° 604 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3244)

Son sous-amendement n° 160 (PACS conclu depuis un an) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3244)

Son sous-amendement n° 161 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Son sous-amendement n° 158 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Son sous-amendement n° 162 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Son sous-amendement n° 159 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son sous-amendement n° 163 (suppression de la poursuite de la location au profit du partenaire en cas d'abandon du domicile par le titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3246)

Soutient le sous-amendement n° 439 de M. Claude Goasguen (PACS conclu depuis cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 606 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 381 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis deux ans pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 382 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 164 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 607 de Mme Christine Boutin (PACS ayant été porté à la connaissance du bailleur pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 165 (vie commune depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire en cas d'abandon de domicile par le titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 380 de M. Maurice Leroy (vie commune pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 166 (suppression de la poursuite de la location au profit du partenaire en cas de décès du titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 167 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire en cas de décès du titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 168 (vie commune depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire en cas de décès du titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 169 (suppression du droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 387 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 386 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 170 (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 379 de M. Maurice Leroy (vie commune pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 171 (suppression du droit de reprise pour les ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Soutient le sous-amendement n° 384 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Soutient le sous-amendement n° 385 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 172 (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Soutient le sous-amendement n° 383 de M. Maurice Leroy (vie commune pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Article 11 (décrets d'application)

Son sous-amendement n° 174 (consultation des associations familiales) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 175 (consultation du Conseil économique et social) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 176 (consultation du conseil supérieur du notariat) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 177 (consultation des associations de célibataires) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 178 (consultation de la conférence des bâtonniers) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 179 (consultation des organisations de greffiers) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 180 (consultation du Conseil supérieur de la magistrature) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 173 (avis conforme de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur le décret intéressant des informations nominatives) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Soutient le sous-amendement n° 243 de M. Bernard Accoyer (rapport sur le PACS) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Soutient le sous-amendement n° 356 de M. Bernard Accoyer (rapport sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3250)

Soutient le sous-amendement n° 524 de M. Richard Cazenave (rapport sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3250)

Titre

Son amendement n° 184 ("contrat d'union à libre répudiation") : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 185 ("contrat de sous-mariage") : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 186 ("contrat civil de solidarité") : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 187 soutenu par Mme Christine Boutin ("contrat d'union informelle") (p. 3251) : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 188 soutenu par M. Dominique Dord ("pacte des célibataires sacrifiés") : rejeté (p. 3252)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Charles de Courson (taux de 40 % et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) (p. 5551)

Son sous-amendement n° 323 (compte personnel) à l'amendement n° 120 de M. Charles de Courson (versement des allocations familiales sur le compte du partenaire détenteur de l'autorité parentale) : rejeté (p. 5554)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 5555)

Son amendement n° 41 (de suppression) : rejeté (p. 5558)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 42 (insertion du contrat civil de solidarité dans le livre troisième du code civil relatif aux contrats) : rejeté (p. 5559)

Soutient l'amendement n° 177 de M. Bernard Accoyer (pacte d'accès à des avantages accordés en dehors du célibat et du mariage) : rejeté (p. 5560)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 54 (durée indéterminée du PACS) : rejeté (p. 5563)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Patrick Delnatte (PACS rédigé devant notaire) : rejeté (p. 5564)

Son amendement n° 46 (PACS conclu devant notaire) : rejeté (p. 5565)

Son amendement n° 48 (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) : rejeté (p. 5565)

Son amendement n° 51 (conclusion du PACS par plus de deux personnes) : rejeté (p. 5565)

Son amendement n° 55 (résidence en France de façon stable et régulière) : rejeté (p. 5566)

Son amendement n° 47 (PACS conclu par des partenaires de même sexe) : devenu sans objet (p. 5568)

Son amendement n° 49 (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) : rejeté (p. 5568)

Son amendement n° 52 (vie sous le même toit) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 53 (vie sous le même toit depuis un an) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 50 (organisation de la vie de couple substituée à celle de la vie commune) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 56 (PACS contresigné par le témoin de chacun des partenaires) : rejeté (p. 5572)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 57 (suppression des empêchements) : rejeté (p. 5574)

Son amendement n° 58 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) : rejeté (p. 5576)

Son amendement n° 59 (suppression de la nullité du PACS dont l'un des partenaires est marié) : rejeté (p. 5576)

Son amendement n° 60 (suppression de la nullité du PACS dont l'un des partenaires est lié par un pacte civil de solidarité) : rejeté (p. 5577)

Son amendement n° 62 (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 63 (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire de l'espace Schengen) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 61 (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Soutient l'amendement n° 171 de M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 64 (nullité du PACS conclu par un mineur émancipé) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 65 (nullité du PACS conclu par un concubin vivant avec une personne autre que le cocontractant) : rejeté (p. 5579)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Bernard Accoyer (opposition du procureur de la République à l'enregistrement d'un PACS violant les empêchements de l'article) (p. 5581)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Patrick Delnatte (peine d'un an de prison et 300 000 F d'amende pour les personnes concluant un PACS violant les empêchements de l'article) (p. 5581)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 66 (de suppression) : rejeté (p. 5583)

Soutient l'amendement n° 16 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité passée sous seing privé devant notaire et mentionnée en marge de l'acte de naissance) : rejeté (p. 5584)

Son amendement n° 69 (déclaration du PACS en mairie) : rejeté (p. 5585)

Son amendement n° 73 (publication de l'intention de conclure le PACS dans un journal d'annonces légales) : rejeté (p. 5585)

Son amendement n° 76 (inventaire des biens annexé à la déclaration) : rejeté (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Bernard Accoyer (taxe d'enregistrement du PACS) (p. 5586)

Son amendement n° 68 (production des pièces d'état civil établissant la nationalité des partenaires) : rejeté (p. 5587)

Son amendement n° 321 (non inscription de la déclaration par le greffier si la convention contient des dispositions contraires à l'ordre public ou aux bonnes moeurs) : rejeté (p. 5588)

Son amendement n° 322 (non inscription de la déclaration par le greffier si la convention contient des dispositions manifestement défavorables à l'un des partenaires) : rejeté (p. 5588)

Son amendement n° 77 (caractère public du registre recensant les déclarations) : rejeté (p. 5589)

Son amendement n° 78 (registre recensant les déclarations consultable par toute personne y ayant intérêt) : rejeté (p. 5589)

Son amendement n° 72 (information de la préfecture par le greffier du caractère irrégulier de la situation de l'étranger) : rejeté (p. 5589)

Son amendement n° 193 (vérification auprès de la préfecture par le greffier de la régularité du séjour de l'étranger) : rejeté (p. 5589)

Son amendement n° 75 (mention du PACS en marge de l'état civil) : rejeté (p. 5589)

Son amendement n° 70 (publication de la déclaration dans un journal départemental d'annonces légales) : rejeté (p. 5590)

Son amendement n° 71 (publication de la déclaration sur un panneau municipal) : rejeté (p. 5590)

Son amendement n° 194 (date certaine et opposabilité aux tiers conférées par la publication de la mention de la déclaration dans un journal départemental d'annonces légales) : rejeté (p. 5591)

Soutient l'amendement n° 185 de M. Patrick Delnatte (registre consultable par les tiers) : rejeté (p. 5591)

Son amendement n° 67 (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) : rejeté (p. 5592)

Son amendement n° 74 (conclusion d'un PACS à l'étranger par les seuls ressortissants français) : rejeté (p. 5592)

Soutient l'amendement n° 184 de M. Patrick Delnatte (production de son titre de séjour par le partenaire étranger) : rejeté (p. 5592)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 125 (secours et assistance) : rejeté (p. 5616)

Son amendement n° 130 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) : rejeté (p. 5617)

Son amendement n° 129 (solidarité à l'égard des dettes contractées pour l'éducation des enfants) : rejeté (p. 5619)

Son amendement n° 128 (solidarité à l'égard des dettes conforme à un cahier des charges défini par décret) : rejeté (p. 5619)

Son amendement n° 134 (devoir de secours pendant une période minimale de dix ans) : rejeté (p. 5620)

Son amendement n° 133 (contribution aux charges du ménage) : rejeté (p. 5620)

Son amendement n° 135 (résidence sous le même toit) : retiré (p. 5620)

Son amendement n° 131 (obligation des partenaires de nourrir, entretenir et élever les enfants) : rejeté (p. 5620)

Son amendement n° 132 (obligation des partenaires d'éduquer et préparer l'avenir des enfants) : rejeté (p. 5621)

Son amendement n° 126 (renoncement à l'adoption par les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 5622)

Son amendement n° 127 (renoncement à la procréation médicalement assistée par les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 5622)

Son amendement n° 136 (présomption de paternité) : rejeté (p. 5623)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 137 (de suppression) : rejeté (p. 5623)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 21 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5626)

Soutient l'amendement n° 88 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5626)

Son amendement n° 138 (de suppression) : rejeté (p. 5626)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 139 (de suppression) : rejeté (p. 5629)

Son amendement n° 141 (motivation de la déclaration conjointe) : rejeté (p. 5630)

Son amendement n° 140 (remise de la déclaration conjointe au tribunal ayant reçu la déclaration initiale) : rejeté (p. 5631)

Son amendement n° 142 (répudiation) : rejeté (p. 5632)

Soutient l'amendement n° 163 de M. Bernard Accoyer (motifs exacts de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5635)

Son amendement n° 190 corrigé (signification de la rupture unilatérale par voie d'huissier) : rejeté (p. 5636)

Son amendement n° 192 (maintien pendant un an du devoir d'aide mutuelle et matérielle en cas de rupture unilatérale) : rejeté (p. 5637)

Son amendement n° 191 (signification du mariage le jour de la publication des bans) : rejeté (p. 5638)

Soutient l'amendement n° 161 de M. Bernard Accoyer (fin du PACS lorsque son caractère frauduleux a été démontré par les services fiscaux ou sociaux qui engagent les poursuites pour récupérer les sommes détournées) : rejeté (p. 5639)

Son amendement n° 148 (cessation du PACS six mois après la signification de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 147 (maintien de la seule obligation d'aide mutuelle et matérielle entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 149 (prolongation par le juge du délai entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 144 (de précision) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 145 (pension alimentaire attribuée par le juge) : rejeté (p. 5641)

Intervient sur l'amendement n° 303 de Mme Christine Boutin (prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause en cas de désaccord entre les partenaires) (p. 5643)

Son amendement n° 143 (règlement par le juge aux affaires familiales des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) : rejeté (p. 5643)

Son amendement n° 146 (non résiliation du PACS ordonnée par le juge si la rupture entraînait un préjudice d'une exceptionnelle dureté pour un des partenaires ou des enfants) : rejeté (p. 5643)

Son amendement n° 43 (demande d'annulation d'un PACS dans les deux mois suivant la connaissance de sa conclusion par toute personne justifiant d'un intérêt à agir) : rejeté (p. 5644)

Son amendement n° 44 (demande d'annulation d'un PACS par le procureur dans les deux mois suivant son enregistrement) : rejeté (p. 5644)

Son amendement n° 45 (demande d'annulation d'un PACS dans les deux mois suivant la connaissance de sa conclusion par les parents des partenaires) : rejeté (p. 5644)

Après l'article 1er

Son amendement n° 199 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre VI ter relatif au choix d'un des statuts du nouveau droit de la famille) : rejeté (p. 5645)

Son amendement n° 198 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre VI ter relatif au célibat et possibilité offerte aux célibataires de se regrouper par deux) : rejeté (p. 5646)

Son amendement n° 197 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre VI ter relatif au "concupacsage") : rejeté (p. 5647)

Son amendement n° 195 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les mesures à prendre en faveur des célibataires) : rejeté (p. 5649)

Son amendement n° 196 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation des célibataires) : rejeté (p. 5649)

Article 1er bis (majeurs sous tutelle)

Son intervention (p. 5649)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Son intervention (p. 5650)

Son amendement n° 200 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Son amendement n° 204 (union entre deux personnes non mariées et n'étant pas liées par un PACS) : rejeté (p. 5652)

Son amendement n° 202 (union entre deux personnes non mariées de même sexe ou de sexe différent) : rejeté (p. 5652)

Son amendement n° 203 (union entre deux personnes de même sexe ou de sexe différent et n'étant pas liées par un PACS) : rejeté (p. 5652)

Son amendement n° 201 (union entre deux personnes) : rejeté (p. 5652)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 24 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5660)

Soutient l'amendement n° 91 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5660)

Soutient l'amendement n° 156 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 205 soutenu par M. Pascal Clément (communauté de vie) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 206 soutenu par M. Pascal Clément (engagement à nourrir, à entretenir et à élever les enfants) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 207 soutenu par M. Pascal Clément (engagement à pourvoir à l'éducation des enfants et à préparer leur avenir) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 208 soutenu par M. Patrick Delnatte (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) (p. 5660) : rejeté (p. 5661)

Soutient l'amendement n° 154 de M. Bernard Accoyer (délais de paiement pour les contribuables isolés justifiant de difficultés à acquitter leur impôt sur le revenu) : rejeté (p. 5661)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 215 (extension aux successions de la condition de délai applicable aux donations pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 213 (communauté de vie pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 209 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 211 (abattement réduit de 300 000 à 200 000 F) : rejeté (p. 5665)

Soutient l'amendement n° 319 de Mme Christine Boutin (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) : rejeté (p. 5665)

Son amendement n° 212 (abattement de 250 000 F au 1er janvier 2000) : rejeté (p. 5665)

Son amendement n° 216 (extension aux successions de la condition de délai pour le bénéfice de l'abattement) : rejeté (p. 5666)

Son amendement n° 214 (communauté de vie pour le bénéfice de l'abattement) : rejeté (p. 5666)

Son amendement n° 210 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice de l'abattement sur les successions) : rejeté (p. 5666)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son intervention (p. 5667)

Son amendement n° 217 (de suppression) : rejeté (p. 5668)

Son amendement n° 219 (partenaire de nationalité française pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5668)

Son amendement n° 220 (partenaire résidant en France de façon stable et régulière depuis deux ans pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Son amendement n° 218 (PACS conclu depuis deux ans pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Son amendement n° 222 (communauté de vie depuis un an pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Son amendement n° 221 (carte de résident en cours de validité pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Article 5 (droit à congés)

Son intervention (p. 5669)

Son amendement n° 223 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice du droit) : rejeté après rectification (p. 5670)

Article 5 bis A (capital décès)

Son intervention (p. 5671)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 5672)

Son amendement n° 224 (de suppression) : rejeté (p. 5674)

Son amendement n° 260 (PACS conclu sur le territoire national pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5674)

Son amendement n° 225 (PACS conclu depuis cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Son amendement n° 227 (PACS conclu sur le territoire national avec une personne de nationalité française pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Son amendement n° 226 (PACS conclu avec une personne de nationalité française pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Son amendement n° 261 (PACS ne constituant pas l'un des éléments d'appréciation des liens personnels avec la France) : rejeté (p. 5676)

Son amendement n° 259 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation des liens personnels avec la France) : rejeté (p. 5676)

Son amendement n° 229 (étranger entré de façon régulière sur le territoire et bénéficiant d'un titre de séjour valable pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 230 (étranger entré de façon régulière sur le territoire de l'espace Schengen pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 228 (étranger entré de façon régulière sur le territoire pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 233 (étranger devant avoir constamment bénéficié d'un titre de séjour valable pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 231 (étranger n'ayant jamais été condamné par un tribunal français pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 232 (étranger n'ayant jamais fait l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 234 (étranger pouvant prouver une communauté de vie de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 235 (étranger disposant de revenus stables et réguliers pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 236 (étranger disposant d'une assurance maladie en France pour le bénéfice des dispositions de l'article) : retiré (p. 5677)

Son amendement n° 262 (étranger disposant d'un titre de séjour d'une durée d'un an pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Birsinger (bénéfice immédiat des dispositions de l'article pour les étrangers justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) (p. 5677)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 266 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 263 (vie commune pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 267 (de coordination) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 264 (de coordination) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 268 (de coordination) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 265 (de coordination) : rejeté (p. 5680)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 271 (vie commune depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon du domicile par le partenaire) : rejeté (p. 5680)

Son amendement n° 269 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon du domicile par le partenaire) : rejeté (p. 5680)

Son amendement n° 272 (vie commune depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas de décès du partenaire) : rejeté (p. 5681)

Son amendement n° 270 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas de décès du partenaire) : rejeté (p. 5681)

Son amendement n° 273 (PACS conclu depuis un an pour l'exercice du droit de reprise par le partenaire) : rejeté (p. 5681)

Son amendement n° 274 (PACS conclu depuis un an pour l'exercice du droit de reprise par les ascendants ou descendants du partenaire) : rejeté (p. 5681)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 275 (décrets pris après consultation des associations familiales) : rejeté (p. 5682)

Son amendement n° 276 (décrets pris après consultation du Conseil économique et social) : rejeté (p. 5682)

Son amendement n° 277 (décrets pris après consultation du Conseil supérieur du notariat) : rejeté (p. 5682)

Son amendement n° 278 (décrets pris après consultation des associations de célibataires) : rejeté (p. 5682)

Soutient l'amendement n° 121 de M. Bernard Accoyer (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi et son coût) : rejeté (p. 5683)

Soutient l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (rapport évaluant les conséquences de la loi sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) : rejeté (p. 5683)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145,

Son intervention (p. 8163)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Etats-Unis (p. 8165, 8166)

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 8165)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8163 à 8165)

Droit pénal : délinquance et criminalité : zones urbaines sensibles (p. 8166)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8163, 8166)

Etrangers : expulsion (p. 8165)

Etrangers : immigration : majorité (p. 8164, 8165)

Police : crédits (p. 8165, 8166)

Police : effectifs (p. 8165, 8166)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Procédure des questions :

TVA : taux réduit (p. 8598, 8600)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 6 (autorisation par référendum de la ratification ou de l'approbation des traités et accords aménageant les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale) : rejeté (p. 9549)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9557)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10255)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10256)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10256)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10256)

Justice : conciliation (p. 10256)

Justice : contentieux : croissance (p. 10255, 10256)

Justice : réforme (p. 10255)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10266)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : comités techniques paritaires (p. 10266)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10493)

Thèmes :

Associations (p. 10493, 10494)

Associations : sectes : entreprises (p. 10494)

Associations : sectes : financement (p. 10494)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10494)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) (p. 10495)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 155)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 155)

Secteur public : services publics (p. 156)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255) ; [26 janvier 1999] (p. 373) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1083 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 1078 soutenu par M. Patrick Ollier (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) (p. 264) : rejeté (p. 268)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1082 : non soutenu (p. 304)

Son amendement n° 1084 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) (p. 319) : rejeté (p. 320)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1080 (maintien des services publics existants dans les zones rurales) : rejeté (p. 387)

Son amendement n° 1081 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son sous-amendement n° 1214 (émission des mandats postaux sans avoir à effectuer un déplacement de plus de trente minutes) à l'amendement n° 301 de la commission (objectifs et organisation du schéma des télécommunications) : devenu sans objet (p. 518)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 861)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 650)

Avant l'article 12

Soutient l'amendement n° 2 de M. Guy Drut (coopération entre polices municipales) : rejeté (p. 657)

Article 12 bis (article 62-1 du code de procédure pénale : domiciliation des personnes participant à la procédure)

Son intervention (p. 658)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son intervention (p. 658)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Dominique Bussereau (présentation immédiate à tout officier de police judiciaire territorialement compétent du contrevenant refusant ou se trouvant dans l'impossibilité de justifier son identité) (p. 660)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 541 corrigé : non soutenu (p. 1191)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 542 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression de la prise en compte des subventions dans les dépenses de transfert venant minorer le coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Son amendement n° 543 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression de la prise en compte des participations dans les dépenses de transfert venant minorer le coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Son intervention (p. 1953)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3325)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3325)

Droit pénal : composition pénale (p. 3325)

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 3325, 3326)

Droit pénal : composition pénale : fichiers (p. 3326)

Droit pénal : infractions : action publique (p. 3326, 3327)

Droit pénal : infractions : enquêtes (p. 3326, 3327)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3325)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Gérard Gouzes (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) (p. 3336)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 rectifié (ajout d'un alinéa à l'article 40 du code de procédure pénal posant le principe de nullité des vérifications ou poursuites engagées sur l'unique fondement de dénonciations anonymes) : rejeté (p. 3341)

Article 7 (articles 60, 77-1 et 167 du code de procédure pénale - examens techniques et scientifiques)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Claude Goasguen (communication systématique aux parties des conclusions des examens) : rejeté (p. 3344)

Article 16 (article 41-1 du code de procédure pénale - durée de conservation des scellés)

Soutient l'amendement n° 48 de M. Claude Goasguen (délai de réclamation d'un objet dont la restitution a été décidée porté de quarante-cinq jours à trois mois) : rejeté (p. 3346)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (recrutement d'emplois-jeunes par le ministère de la justice) (p. 3353)

Article 21 (articles 694, 695 et 696 nouveaux du code de procédure pénale - entraide judiciaire internationale)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 694 nouveau du code de procédure pénale) (p. 3354)

Ses explications de vote (p. 3356)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3356)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5689)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 5689)

Droit pénal : composition pénale (p. 5689)

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 5689)

Droit pénal : composition pénale : fichiers (p. 5689, 5690)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 5689)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition de nationalité) : rejeté (p. 3762)

Son amendement n° 37 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition d'ancienneté de résidence) (p. 3762) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 38 (condition de nationalité et d'ancienneté de résidence) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition d'entrée régulière pour les étrangers) (p. 3762) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition d'entrée régulière dans l'espace Schengen pour les étrangers) (p. 3762) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 41 soutenu par M. Bernard Accoyer (modalités de contribution) : rejeté (p. 3764)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6676)

Thème :

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6676)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 203 soutenu par M. Lionnel Luca (schéma départemental élaboré en fonction des données démographiques) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé après avis des communes concernées) (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 206 : devenu sans objet (p. 6458)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 207 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5697)

Thèmes :

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5697)

Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5697)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6576)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6577, 6578)

Assemblée nationale : députés : liberté d'expression (p. 6577, 6578)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6577, 6578)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6576, 6577)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 6577)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6577)

Assemblée nationale : séances (p. 6576)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6577)

Ses explications de vote (p. 6586)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6586)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6749)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 6749)

Défense : professionnalisation (p. 6749)

Défense : réserves (p. 6749, 6750)

Gendarmerie (p. 6750)

Alfred MARIE-JEANNE

Martinique (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1170 modifiant la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Martinique : politique économique. Difficultés des entreprises, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5958)

DOM. Institut d'émission des DOM. Statut [15 décembre 1998] (p. 10484)

DOM. Martinique : grandes écoles. Concours d'entrée, déroulement [19 janvier 1999] (p. 35)

DOM. Antilles-Guyane : politique extérieure. Association des Etats de la Caraïbe, attitude de la France [1er juin 1999] (p. 5186)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)

Son intervention (p. 7298)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7298)

Commerce extérieur (p. 7298)

Conseil constitutionnel (p. 7298, 7299)

DOM-TOM : institutions (p. 7298, 7299)

Finances publiques (p. 7298)

Politique économique (p. 7298)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1649)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1649)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1649)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1649)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1650)

Politique extérieure : coopération (p. 1650)

Politique extérieure : coopération : dette publique (p. 1650)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son amendement n° 1 rectifié : retiré (p. 1658)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son amendement n° 2 (documents mis à la disposition des départements d'outre-mer et établissement d'un fonds documentaire) : rejeté (p. 1662)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Son amendement n° 3 (maintien des journées commémoratives dans chacun des départements d'outre-mer) : adopté (p. 1662)

Son amendement n° 4 (action du Gouvernement pour l'élaboration d'une ou de plusieurs conventions internationales) : rejeté (p. 1663)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 170 rectifié : non soutenu (p. 4701)

Son amendement n° 171 : non soutenu (p. 4702)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son amendement n° 55 : devenu sans objet (p. 6411)

Gilberte MARIN-MOSKOVITZ

Territoire-de-Belfort (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteure de la proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs (n° 1503) [7 avril 1999]

Rapporteure de la proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs (n° 1514) [7 avril 1999]

Rapporteure de la proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie (n° 1515) [7 avril 1999]

Rapporteure de la proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement (n° 1560) [7 avril 1999]

Rapporteure de la proposition de loi tendant à créer un congé d'accompagnement des personnes en fin de vie (n° 1353) [7 avril 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie [31 mars 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

1. (n° 1515) de Mme Gilberte Marin-Moskovitz tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie ;

2. (n° 1503 rectifiée) de M. Jean-Jacques Denis tendant à favoriser le développement des soins palliatifs ;

3. (n° 1353) de M. Bernard Perrut tendant à créer un congé d'accompagnement des personnes en fin de vie ;

4. (n° 1514) de M. Roger-Gérard Schwartzenberg visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs ;

5. (n° 1560) de M. Jean-Louis Debré tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [29 avril 1999] (n° 1563)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [24 mars 1999] (p. 2765)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Urbanisme : développement social urbain (DSU) : famille (p. 7911)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10531)

Thèmes :

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10531)

Femmes : parité : Constitution (p. 10532)

Femmes : parité : histoire (p. 10531)

Femmes : parité : propositions de loi (p. 10531, 10532)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

Rapporteure de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4159)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4161)

Santé : douleur (p. 4159)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4160)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4159)

Santé : soins palliatifs : soins et maintien à domicile (p. 4159)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (caractère relatif de la gravité de la maladie) : adopté (p. 4340)

Soutient l'amendement n° 15 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4341)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (dispositif spécifique pour les fonctionnaires) : adopté (p. 4357)

Jean-Paul MARIOT

Haute-Saône (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 30 juin 1999] (p. 9626)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4441)

Thème :

Politiques communautaires : actions extérieures : coopération et développement (p. 4442)

Alain MARLEIX

Cantal (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. A 75. Travaux, délais [10 novembre 1998] (p. 8708)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 505, posée le 30 novembre 1998. Elevage. Porcs (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1er décembre 1998. Aides de l'Etat (p. 9733)

n° 620, posée le 8 février 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Fonds structurels, Massif central (p. 1063)

n° 849, posée le 31 mai 1999. Agroalimentaire. Lait et produits laitiers (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1er juin 1999. Pasteurisation, politiques communautaires (p. 5166)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5877)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5877)

Agriculture : montagne (p. 5878)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5877)

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 56 corrigé de M. Patrick Ollier (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4935)

Thèmes :

Agriculture : conjoints (p. 4935)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4935)

Agriculture : installation (p. 4935)

Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 4935)

Agroalimentaire : labels (p. 4935)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4935)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4936)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4935)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2519)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 2520)

Politiques communautaires : budget (p. 2519)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2519, 2520)

Union européenne : fonds structurels (p. 2520)

Franck MARLIN

Essonne (2ème circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Béatrice MARRE

Oise (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture et de la pêche [J.O. du 29 septembre 1999] (p. 14452)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 4 : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052) [3 décembre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052) [3 décembre 1998] (n° 1247)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 novembre 1998] (p. 9499)

Union européenne. Conseil européen. Berlin, bilan [30 mars 1999] (p. 3021)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5854)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5855)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5855)

Environnement : espace rural (p. 5855)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5855, 5856)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5854, 5855)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [8 octobre 1998] (p. 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6028)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6207)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son intervention (p. 6404)

Après l'article 47

Son amendement n° 824 (représentation des organisations professionnelles agricoles à la délimitation des zones de préemption) : adopté après rectification (p. 6413)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3397)

Son intervention (p. 3413)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3414)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3414)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3397)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3414)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3397, 3414)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3397, 3414)

Union européenne : élargissement (p. 3414)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3452)

Intervient sur le sous-amendement n° 217 de M. Charles de Courson (non plafonnement des aides) à l'amendement n° 9 de la commission (modulation et plafonnement des aides sur la base des critères économiques de l'exploitation) (p. 3458)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 3488)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (seuils) (p. 3494)

Intervient sur le sous-amendement n° 218 de M. Germain Gengenwin (seuils) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean Proriol (seuils) (p. 3494)

Après l'article 43 sexies

Soutient l'amendement n° 154 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (identification des animaux) : adopté après modifications (p. 3545)

Article 44 quater A (mesures relatives aux médicaments homéopathiques vétérinaires)

Soutient l'amendement n° 156 corrigé de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (de précision) : adopté (p. 3549)

Soutient l'amendement n° 165 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (règles applicables même si les animaux ne sont pas destinés à l'alimentation humaine) : adopté (p. 3549)

Soutient l'amendement n° 171 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (de précision) : adopté (p. 3549)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 de M. Charles de Courson (reconnaissance de l'entreprise agricole) à l'amendement n° 150 de la commission (cotisations sociales et fiscalité des jeunes pour faciliter l'installation) (p. 3571)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4942)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4942)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 4942)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4942)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4942, 4943)

Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 4943)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8626)

Thème avant la procédure des questions :

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 8626, 8627)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteure spéciale de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8765)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8766)

Agriculture : crédits (p. 8765)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8765, 8766)

Agriculture : installation (p. 8766)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8767)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8767)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8766)

Enseignement agricole (p. 8765)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8767)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8766, 8767)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8765)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8821)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) (p. 8829)

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8831)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. Charles de Courson (montant de la contribution sociale de solidarité) (p. 8832)

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (augmentation de crédits pour financer la revalorisation des retraites agricoles) (p. 8832)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9518)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam : femmes (p. 9518)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10535)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10535)

Femmes : parité : Union européenne (p. 10535)

Parlement : rôle : parité (p. 10535)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10535)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [26 janvier 1999] (p. 373) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 191)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son intervention (p. 374)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 769)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1257)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1257)

Femmes : parité (p. 1257)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1257)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1890)

Son intervention (p. 1930)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1891)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1891)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1891, 1930)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1890, 1891, 1931)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2497)

Thèmes :

Agriculture : céréales (p. 2499)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2499)

Agriculture : primes (p. 2498)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2498, 2499)

Agroalimentaire : viticulture (p. 2498)

Elevage : bovins (p. 2498)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2497)

Politiques communautaires : budget (p. 2497)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2497 à 2499)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6346)

Thèmes :

Agriculture (p. 6347)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6347)

Enfants : travail (p. 6347)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6346, 6347)

Politique économique : mondialisation (p. 6346, 6347)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6347)

Jean MARSAUDON

Essonne (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les

objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1509 tendant à permettre aux titulaires d'un contrat de travail de droit public à durée déterminée de solliciter un report d'incorporation au service national [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1510 tendant à renforcer la protection de l'environnement dans les espaces périurbains [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10373)

Thèmes :

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10373)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10373)

Transports aériens : sécurité (p. 10373)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4373)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4374)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4374)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Son amendement n° 47 (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Article L. 227-2 du code de l'aviation civile : régime d'incompatibilité des membres de l'Autorité

Son amendement n° 48 (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Son amendement n° 50 (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aérodromes les plus importants

Son amendement n° 51 soutenu par M. Jacques Myard (souci d'harmonisation européenne) : rejeté (p. 4401)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6646)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6647)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6647)

Urbanisme : permis de construire : plans d'exposition au bruit (p. 6647)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6639)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : sécurité des usagers (p. 6640)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6640)

Daniel MARSIN

Guadeloupe (1ère circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Rapporteur du projet de loi rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1173) [27 mai 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1173 rectifié) portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-973 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [3 juin 1999] (n° 1673)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7333)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7334)

Assemblée nationale : séances (p. 7333)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7334)

Culture (p. 7335)

Défense : service national (p. 7334)

DOM : Guadeloupe (p. 7333 à 7335)

DOM-TOM : institutions (p. 7333, 7335)

Emploi (p. 7333 à 7335)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7333, 7334)

Industrie (p. 7334)

Logement (p. 7334)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1652)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe (p. 1653, 1654)

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1653)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1653)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1653)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2578)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4565)

Thème :

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4565)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte) (p. 4700)

Soutient l'amendement n° 427 rectifié de M. Léo Andy (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO) : retiré (p. 4700)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5742)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5742, 5743)

Sécurité sociale : protection sociale : Dom-Tom (p. 5742)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : sang et organes humains (p. 5742)

Travail : droit du travail : Dom-Tom (p. 5742, 5743)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5757)

Article 1er (ratification des ordonnances)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) : adopté (p. 5758)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Buillard (exclusion de la ratification du titre Ier de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - droit du travail en Polynésie française) (p. 5758)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article L. 141-4 du code du travail applicable à Mayotte) (p. 5758)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article 20 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) (p. 5758)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - articles 31 et 32 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) (p. 5758)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Camille Darsières (extension à la législation relative aux transports intérieurs) : adopté (p. 5765)

Christian MARTIN

Maine-et-Loire (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 845, posée le 31 mai 1999. Politique extérieure. Maroc (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1er juin 1999. Sahara occidental, attitude de la France (p. 5170)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Procédure des questions :

Logement : logements-foyers (p. 8054)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8054)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Entreprises : financement : création (p. 8969)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1573)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1573, 1574)

Energie et carburants : électricité (p. 1573)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1573)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1573)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son sous-amendement n° 749 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) à l'amendement n° 181 de la commission (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Léonce Deprez (missions des communes et de leurs groupements) : rejeté (p. 1621)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Léonce Deprez (préavis d'un an avant la suspension) : rejeté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 48 corrigé de M. Jean Proriol (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 209 de la commission (rédactionnel) (p. 1717)

Soutient l'amendement n° 49 de M. Pierre Micaux (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 551 soutenu par M. Claude Birraux (références aux contrats de concession plutôt qu'aux dispositions législatives) : rejeté (p. 1788)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Christine Boutin (maladie évolutive ou terminale) (p. 4340)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4580)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4580)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4580)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4580)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6645)

Philippe MARTIN

Marne (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [19 mai 1999] (p. 4594)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 506, posée le 30 novembre 1998. Voirie. RN 51 (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1er décembre 1998. Aménagement, tronçon Epernay Reims (p. 9731)

n° 895, posée le 21 juin 1999. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Maintien, Sézanne (p. 6256)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6345)

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son intervention (p. 6351)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (codification de l'Institut national des appellations d'origine au sein du code rural) (p. 6353)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) (p. 6357)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 6360)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Patriat (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) (p. 6361)

Intervient sur l'amendement n° 478 du Gouvernement (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée) (p. 6362)

Intervient sur l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") (p. 6363)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) (p. 6365)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3480)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier", "montagne" et "produits pays")

Son intervention (p. 3520)

Article 40 ter (création du logo "appellation d'origine contrôlée")

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (exclusion des vins du champ d'application du logo officiel AOC) (p. 3530)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Charles de Courson (renforcement de la protection des AOC) (p. 3539)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8792)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : installation (p. 8792)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8792)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8793)

Prestations familiales : allocations familiales : agriculture (p. 8792)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8792)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8793)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8812)

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 8817)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5333)

Son amendement n° 234 (schéma départemental prévoyant le type d'aires d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) : rejeté (p. 5341)

Son amendement n° 252 (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 5352)

Son amendement n° 231 : non soutenu (p. 6446)

Son amendement n° 250 (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) : devenu sans objet (p. 6451)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 251 (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6482)

Son amendement n° 233 : non soutenu (p. 6486)

Son amendement n° 248 soutenu par M. Charles Cova (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures et en dernier ressort) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 232 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 247 : devenu sans objet (p. 6488)

Patrice MARTIN-LALANDE

Loir-et-Cher (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Culture et communication (culture) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1763 relative à la chasse de nuit [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 671, posée le 8 mars 1999. Communes. Informatique (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Logiciels, traitement des dates, aides de l'Etat (p. 2121)

n° 763, posée le 26 avril 1999. Aménagement du territoire. Zonage (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Loir-et-Cher (p. 3612)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6846)

Après l'article 4

Son amendement n° 318 soutenu par M. Michel Bouvard (non-imposition de la plus-value réalisée lors de la cession de matériels informatiques à un établissement d'enseignement) (p. 6724) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 317 soutenu par M. Michel Bouvard (application du régime de la provision des entreprises de presse aux agences de presse dont l'activité est principalement consacrée à l'information politique) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 320 soutenu par M. Michel Bouvard (instauration d'un amortissement exceptionnel pour les investissements correspondant à la mise en oeuvre de postes de télétravail) (p. 6727) : rejeté (p. 6728)

Après l'article 19

Son amendement n° 319 soutenu par M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux CD-rom) : rejeté (p. 6855)

Son amendement n° 322 soutenu par M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux services d'information accessibles par les réseaux de télécommunication) : rejeté (p. 6855)

Son amendement n° 321 soutenu par M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux services de presse électroniques) : rejeté (p. 6855)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7079)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7079)

Culture : politique culturelle (p. 7081)

Patrimoine culturel : conservation : nouvelles technologies (p. 7081)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7080)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : entreprises (p. 8099)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8294, 8295)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : musique : nouvelles technologies (p. 8928)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 69

Son amendement n° 151 soutenu par M. Michel Bouvard (instauration d'un régime fiscal favorisant l'équipement des ménages en matériel informatique) : rejeté (p. 9073)

Après l'article 74

Son amendement n° 11 soutenu par M. Michel Bouvard (assouplissement du seuil de 25 % de détention du capital retenu pour la définition des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 9122)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 728 (insertion du contrat civil de vie commune dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 727 (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 729 soutenu par M. Yves Fromion (impossibilité d'être "pacsé" plus de trois fois) (p. 8550) : rejeté (p. 8551)

Après l'article 515-8 du code civil

Son amendement n° 723 (intervention du tribunal de grande instance sur les conséquences de la dissolution du PACS et possibilité de prestation compensatoire) : rejeté (p. 9902)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 766 (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 773 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 775 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 777 soutenu par M. Thierry Mariani (priorité donnée aux couples mariés) : rejeté (p. 10179)

Son amendement n° 778 (de coordination) : rejeté (p. 10183)

Son amendement n° 779 soutenu par M. Yves Fromion (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 780 : devenu sans objet (p. 10219)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 726 précédemment réservé (contrat civil de vie commune) : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 144)

Thème :

Informatique (p. 144)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 810 de M. Didier Quentin (présidence assurée par le ministre de l'économie en cas d'absence du Premier ministre) (p. 376)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 514)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 517)

Soutient l'amendement n° 408 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 517)

Intervient sur l'amendement n° 680 de M. François Brottes (prise en compte des évolutions technologiques et des obligations à la charge des opérateurs) (p. 521)

Son amendement n° 611 (égal accès à tous) : devenu sans objet (p. 521)

Intervient sur le sous-amendement n° 1220 de M. Patrick Ollier (de précision) à son amendement n° 611 (p. 521)

Son amendement n° 613 (tarification abordable pour tous) : rejeté (p. 522)

Son amendement n° 614 (attribution d'une adresse électronique pour tous les Français) : rejeté (p. 523)

Son amendement n° 612 (mise en place d'un observatoire de l'internet) : rejeté (p. 527)

Son amendement n° 615 (téléprocédures administratives) : adopté (p. 528)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 862)

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (p. 879)

Soutient l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 879)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son intervention (p. 884)

Son amendement n° 1196 (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 890)

Son amendement n° 1195 (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 890)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 1197 soutenu par M. Patrick Ollier (exonérations de charges accordées aux entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale cumulables avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 902)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [9 février 1999] (p. 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 528 soutenu par M. Jacques Pélissard (suppression de l'approbation implicite du périmètre par défaut de délibération du conseil municipal et inscription d'office, à la demande du préfet, de la délibération à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil) : rejeté (p. 1146)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Soutient l'amendement n° 526 de M. Michel Bouvard (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) : adopté après rectification (p. 1180)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 529 (de coordination) : rejeté (p. 1184)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Son amendement n° 530 soutenu par M. Robert Poujade (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) : rejeté (p. 1339)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 531 : non soutenu (p. 1387)

Son amendement n° 532 : non soutenu (p. 1390)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1578)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1578, 1579)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1578)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4556)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4556, 4557)

Télécommunications : Internet : musique (p. 4557)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 516 : non soutenu (p. 4626)

Après l'article 28

Son amendement n° 515 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5074) : rejeté (p. 5077)

Son amendement n° 517 soutenu par M. Christian Kert (taux de TVA applicables aux CD-Rom) : rejeté (p. 5078)

Son amendement n° 519 soutenu par M. Laurent Dominati (allègement fiscal pour les nouveaux services d'information) : rejeté (p. 5078)

Son amendement n° 518 soutenu par M. Laurent Dominati (taux réduit de TVA pour les produits français du numérique) : rejeté (p. 5078)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5318)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5318)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5318)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5318, 5319)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5318)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5332)

Son amendement n° 279 (schéma départemental élaboré en fonction du suivi des enfants) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 288 (réalisation des aires d'accueil après enquête publique) : rejeté (p. 5340)

Son amendement n° 278 (possibilité pour le maire de limiter à quarante-huit heures la durée de stationnement sur un terrain de passage) : rejeté (p. 5346)

Son amendement n° 109 (schéma national d'accueil pour les grandes migrations des gens du voyage) : rejeté (p. 5346)

Son amendement n° 110 : devenu sans objet (p. 5346)

Son amendement n° 287 (définition après enquête publique des aires accueillant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Soutient l'amendement n° 204 de M. Thierry Mariani (schéma départemental approuvé après avis des communes concernées) : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 280 (schéma départemental approuvé en concertation avec les communes) : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 281 (schéma départemental approuvé après consultation des communes) : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 282 (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) : rejeté (p. 5358)

Soutient l'amendement n° 144 de M. Lionnel Luca (composition de la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Soutient l'amendement n° 73 de M. Lionnel Luca (composition de la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Soutient l'amendement n° 141 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 286 (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) : rejeté (p. 6450)

Soutient l'amendement n° 121 de M. Gérard Hamel (consultation des commissions des départements limitrophes par la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 107 (bilan annuel d'application du schéma départemental établi par la commission consultative et possibilité de désignation d'un médiateur en son sein) : adopté après modifications (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 149 de M. Lionnel Luca (commission consultative évaluant chaque année l'application de la présente loi et du schéma départemental et associée à la révision et à l'élaboration de ce dernier) : devenu sans objet (p. 6451)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Philippe Martin (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 14 de M. Bernard Schreiner (possibilité pour les maires et les présidents des groupements de communes des communes concernées d'assister aux réunions de la commission consultative) : rejeté (p. 6452)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6455)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 108 (précision relative au respect du délai de deux ans suivant l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants via un établissement public de coopération intercommunale ou des conventions intercommunales) : retiré (p. 6457)

Soutient l'amendement n° 133 de M. Gérard Hamel (fixation par la commission consultative du délai de réalisation des obligations des communes après l'approbation du schéma départemental) : rejeté (p. 6458)

Soutient l'amendement n° 156 de M. Didier Quentin (délai de deux ans suivant la publication et non l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié de la commission (transfert de la compétence à un établissement de coopération intercommunale ou passation d'une convention intercommunale n'exonérant pas les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser une aire d'accueil sur leur territoire) (p. 6458)

Son amendement n° 283 : devenu sans objet (p. 6458)

Soutient l'amendement n° 152 de M. Lionnel Luca (prohibition des activités professionnelles bruyantes ou de stockage sur les aires d'accueil et enlèvement régulier des ordures ménagères et des huiles à moteur usagées) : rejeté (p. 6459)

Soutient l'amendement n° 145 de M. Lionnel Luca (prohibition des caravanes et des habitations mobiles dans les zones dangereuses) : rejeté (p. 6461)

Soutient l'amendement n° 154 de M. Lionnel Luca (présence d'un gardien assermenté sur les terrains familiaux accueillant plus de dix caravanes) : rejeté (p. 6461)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Son amendement n° 290 (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Soutient l'amendement n° 125 de M. Gérard Hamel (respect des obligations imposées par le schéma départemental aux communes ou aux établissements de coopération intercommunale) : rejeté (p. 6463)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Bernard Schreiner (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Soutient l'amendement n° 212 de M. Émile Blessig (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Bernard Schreiner (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Soutient l'amendement n° 214 de M. Émile Blessig (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 160 de M. Didier Quentin (suppression du financement par les organismes de sécurité sociale) : rejeté (p. 6467)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Bernard Schreiner (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Soutient l'amendement n° 217 de M. Émile Blessig (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Soutient l'amendement n° 129 de M. Gérard Hamel (fixation par la commission consultative d'une redevance au profit de la commune ayant réalisé l'aire d'accueil) : rejeté (p. 6467)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Éric Doligé (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Reprend l'amendement n° 225 de M. Daniel Vachez (majoration de trois habitants et non d'un habitant par place de caravane) : rejeté (p. 6470)

Son amendement n° 274 : non soutenu (p. 6471)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 161 de M. Didier Quentin (suppression des paragraphes I et II de l'article relatifs à l'insertion de l'accueil des gens du voyage dans le code de l'urbanisme) : rejeté (p. 6471)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son intervention (p. 6478)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Philippe Martin (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Son amendement n° 275 (expulsion ordonnée par le préfet à la demande des maires des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) : retiré (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Patrice Martin-Lalande (expulsion ordonnée par le préfet à la demande des maires des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) (p. 6482)

Son amendement n° 272 (mise en œuvre de la procédure sans identification formelle des contrevenants) : rejeté (p. 6484)

Son amendement n° 276 (immobilisation ou mise en fourrière des véhicules tractant les caravanes dans l'attente de la décision du juge) : rejeté (p. 6484)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Lionnel Luca (saisine du président du tribunal de grande instance par le maire lorsque le stationnement sur un terrain privé viole les règles d'urbanisme) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 285 (juge prescrivant et non pouvant prescrire aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 268 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) (p. 6486) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 269 (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 273 (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : retiré (p. 6488)

Son amendement n° 289 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 270 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 271 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 277 : devenu sans objet (p. 6488)

Jacques MASDEU-ARUS

Yvelines (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1712 relative à la création de centres de rééducation pour les mineurs délinquants récidivistes et à la suppression des allocations familiales aux parents d'enfants délinquants ou ne respectant pas l'obligation d'assiduité scolaire [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Infirmiers libéraux. Exercice de la profession, établissements d'accueil pour personnes âgées [1er décembre 1998] (p. 9750)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [19 mai 1999] (p. 4592)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 883, posée le 14 juin 1999. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Examen, nombre de places offertes (p. 5809)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) [12 octobre 1998] (p. 6290)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5903)

Après l'article 32

Son amendement n° 348 soutenu par M. Christian Jacob (organisations de producteurs pour les maraîchers) : rejeté (p. 6303)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8416)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8417, 8418)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8416, 8417)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 8416, 8417)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 8417)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8417)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8417)

Etrangers : intégration (p. 8418)

Famille (p. 8417)

Parlement : rôle (p. 8418)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 441 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 444 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son amendement n° 445 (conclusion du PACS par deux personnes) : retiré (p. 8514)

Son amendement n° 447 (adresse commune de résidence principale depuis dix ans pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Son amendement n° 448 (adresse commune de résidence principale depuis cinq ans pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Son amendement n° 449 (adresse commune de résidence principale depuis deux ans pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Son amendement n° 446 (adresse commune de résidence principale pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 450 (de suppression) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 451 (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Son amendement n° 452 (conclusion du PACS entre ascendant et descendant en ligne directe) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 453 (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 454 (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 455 (conclusion du PACS entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 456 (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 457 : non soutenu (p. 9768)

Son amendement n° 458 (inscription du PACS en marge de l'état civil des partenaires) : rejeté (p. 9770)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 461 (engagement écrit des partenaires de même sexe à ne pas adopter ni à avoir recours à la procréation médicale assistée) : rejeté (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 462 (ajout de l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) : non soutenu (p. 9796)

Son amendement n° 463 : non soutenu (p. 9814)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 464 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 9816) : rejeté (p. 9820)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 465 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 467 (de suppression) : non soutenu (p. 9832)

Après l'article 1er

Son amendement n° 480 : non soutenu (p. 9903)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 470 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 474 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9932) : rejeté (p. 9933)

Son amendement n° 471 soutenu par M. Thierry Mariani (délai de dix ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9937) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 472 (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 473 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 479 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 481 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 482 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS ne pouvant être conclu par une personne en situation irrégulière) : rejeté (p. 9996)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 483 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 485 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 10197) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 443 précédemment réservé (contrat de vie commune) : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Son intervention (p. 636)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aérodromes les plus importants

Soutient l'amendement n° 55 deuxième correction de M. Christian Estrosi (champ de compétence de l'Autorité) : rejeté (p. 4403)

Marius MASSE

Bouches-du-Rhône (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 497, posée le 23 novembre 1998. Voirie. Rocade L 2 (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Aménagement, Marseille (p. 9395)

Jean-Pierre MASSERET

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants
puis Secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants

Est nommé Secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants (voir indications préliminaires). Décret du 23 mars 1999 [J.O. du 24 mars 1999] (p. 4399)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Rochebloine. Anciens combattants et victimes de guerre. Défense des intérêts moraux. Anciens combattants d'Afrique du Nord [27 octobre 1998] (p. 7394)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Dominique Gillot. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Rémunérations, écoles spécialisées [6 octobre 1998] (p. 5927)

M. Bernard Roman. Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Locaux, rénovation, aides de l'Etat [6 octobre 1998] (p. 5926)

M. Yves Coussain. Agriculture. Aides. Formalités administratives, simplification [24 novembre 1998] (p. 9404)

M. René André. Elevage. Lait. Quotas de production [24 novembre 1998] (p. 9405)

M. Jean-Claude Daniel. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO. Titre de déporté du travail, création [24 novembre 1998] (p. 9406)

M. Bernard Roman. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Présidents et vice-présidents, indemnité de fonction [1er décembre 1998] (p. 9736)

M. Noël Mamère. Patrimoine culturel. Musées. Oeuvres d'art confisquées pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation [1er décembre 1998] (p. 9738)

M. Michel Voisin. Associations. Anciens maquis de l'Ain et du Haut-Jura. Mise en liquidation judiciaire [1er décembre 1998] (p. 9735)

M. Marc Reymann. Papiers d'identité. Passeport. Renouvellement, coût, conséquences, bi-nationaux [1er décembre 1998] (p. 9737)

M. Maxime Gremetz. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO. Dénomination [2 mars 1999] (p. 1828)

M. Charles Miossec. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest [2 mars 1999] (p. 1829)

M. Georges Sarre. Sports. Football. Arrêt Bosman, conséquences, Stade de France, exploitation [23 mars 1999] (p. 2707)

M. Charles Cova. Bourses d'études. Enseignement supérieur. Conditions d'attribution [23 mars 1999] (p. 2701)

M. Jean-Pierre Abelin. Collectivités territoriales. Elus locaux. Responsabilité pénale [23 mars 1999] (p. 2706)

M. Laurent Dominati. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Classement, Paris, 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements [23 mars 1999] (p. 2702)

M. Jean Espilondo. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, classes bilingues, langues régionales, basque [23 mars 1999] (p. 2703)

M. Alain Néri. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Puy-de-Dôme [23 mars 1999] (p. 2704)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Ses interventions (p. 8216, 8222)

Ses réponses (p. 8223 à 8229)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8218)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 8218, 8219)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits : action sociale (p. 8217)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8217)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 8217)

Pensions militaires d'invalidité : allocations aux grandes invalides (p. 8219)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie : Afrique du Nord (p. 8220)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8224) (M. Georges Sarre) (p. 8224)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8228) (M. Pierre Lasbordes) (p. 8227)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : Royaume-Uni (p. 8222) (M. Jean-Jacques Weber) (p. 8222)

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants et victimes de guerre : administration (p. 8223) (Mme Martine David) (p. 8223)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Afrique du Nord (p. 8228) (M. Robert Gaïa) (p. 8228)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : contrats emploi-jeunes (p. 8229) (M. Jean-Claude Beauchaud) (p. 8228)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Marseille (p. 8227) (M. Guy Teissier) (p. 8226)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Union européenne (p. 8225) (Mme Nicole Ameline) (p. 8225)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8223) (Mme Véronique Neiertz) (p. 8223)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : politique à l'égard des jeunes (p. 8224) (Mme Annette Peulvast-Bergeal) (p. 8224)

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8226) (M. Michel Herbillon) (p. 8225)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : Afrique du Nord (p. 8227) (M. Éric Doligé) (p. 8227)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)

Après l'article 76

Soutient l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français

ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) : adopté (p. 8230)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficier pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) : adopté (p. 8230)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10767)

Sa réponse (p. 10775)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10768, 10775)

Anciens combattants et victimes de guerre : résistants (p. 10768)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10767, 10768, 10775)

Discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10775)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4426)

Thème :

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4426)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5712)

Sa réponse (p. 5724)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5712)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs (p. 5724)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5712)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 46 (modification du code du service national)

Soutient l'amendement n° 83 du Gouvernement (âge limite de la préparation militaire porté à trente ans) : adopté (p. 6781)

Jacqueline MATHIEU-OBADIA

Alpes-Maritimes (2ème circonscription)
Non inscrite
puis Rassemblement pour la République

Elue le 29 novembre 1998 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1er décembre 1998] (p. 18140)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18184)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1762 tendant à mettre fin à la limite territoriale de compétence des huissiers de justice auprès des tribunaux d'instance [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [1er décembre 1998] (p. 9749)

Jeunes. Délinquance. Mineurs de moins de treize ans, circulation après minuit, interdiction [26 janvier 1999] (p. 365)

Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves d'histoire géographie [23 juin 1999] (p. 6367)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 700, posée le 22 mars 1999. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Effectifs de personnel, Nice (p. 2700)

n° 797, posée le 10 mai 1999. Baux. Location (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Presbytères, réglementation (p. 4295)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5062)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 5062)

Formation professionnelle : formation continue (p. 5062)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5062)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5062)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1312)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1312, 1313)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1313)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3720)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3720)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3721)

Professions de santé : chirurgiens dentistes : étudiants (p. 3721)

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son amendement n° 27 (révision des quotas requis pour l'ouverture d'une officine) : rejeté (p. 3972)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 446 du Gouvernement (fonctions hospitalières des étudiants en chirurgie dentaire) (p. 4007)

Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Jean-Michel Dubernard (avis de la conférence des doyens de facultés de médecine) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4015)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Son amendement n° 192 : non soutenu (p. 6039)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4987)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Christian Cuvilliez (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Soutient l'amendement n° 539 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres musicales d'expression française) : rejeté (p. 5009)

Didier MATHUS

Saône-et-Loire (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 (n° 1187) [1er octobre 1998]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir au conseil d'administration de la fondation du patrimoine [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Culture et communication (communication) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les évolutions actuelles du paysage audiovisuel américain [4 novembre 1998] (n° 1161)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes, sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 1997 [7 décembre 1998] (n° 1249)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1187) et la lettre rectificative (n° 1541) modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [5 mai 1999] (n° 1578)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Canal Plus. Fusion avec le groupe Murdoch, conséquences, exception culturelle [3 mars 1999] (p. 1967)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8911)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 8911)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 8912)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 8912)

Audiovisuel et communication : La Cinquième (p. 8911)

Presse et livres : presse régionale (p. 8911)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8912)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2438)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4505)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4534)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4607)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4505, 4507, 4508)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4505, 4506, 4508)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4507)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4506)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4506, 4534, 4607)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4505 à 4507)

Marchés publics : contrats : audiovisuel et communication (p. 4505)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (notion de "missions de service public") : adopté (p. 4618)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") : adopté (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") : adopté (p. 4626)

Soutient l'amendement n° 62 rectifié de la commission (intégration de l'éducation à l'audiovisuel et aux médias dans les missions de service public) : adopté (p. 4626)

Soutient l'amendement n° 64 rectifié de la commission (garanties d'honnêteté, d'indépendance et de pluralisme des informations) : adopté (p. 4627)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (missions de l'INA) : adopté (p. 4628)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (introduction de la notion de "pôle industriel") : adopté (p. 4661)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (promotion des langues et cultures régionales) : rejeté (p. 4663)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (promotion de la langue française par RFO) : adopté (p. 4702)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (répartition des stations régionales de Radio-France) : adopté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (clarification des missions des deux chaînes) : retiré (p. 4712)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (aspect éducatif de "La Cinquième") : adopté (p. 4712)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) : retiré (p. 4717)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (représentation des téléspectateurs) : retiré (p. 4728)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4731)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) : adopté (p. 4736)

Article 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 : nomination des présidents de RFO, Radio France et RFI

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (nomination du président de RFI) : rejeté (p. 4746)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) : adopté après modifications (p. 4751)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (renvoi à un décret pour la définition de la notion d'extrait d'œuvre audiovisuelle) : adopté (p. 4753)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (missions de l'INA) : adopté après modifications (p. 4755)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (avis consultatif du CSA) : rejeté (p. 4755)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) : devenu sans objet (p. 4756)

Soutient l'amendement n° 609 de la commission (nomination du directeur général) : adopté (p. 4756)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 4762)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4763)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (dépôt d'un rapport annuel) : adopté (p. 4766)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (répartition des ressources) : retiré (p. 4767)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (affectation de la totalité des ressources) : adopté (p. 4770)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de précision) : adopté (p. 4770)

Soutient le sous-amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté (p. 4775)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4856)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4858)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4858)

Son amendement n° 638 (de coordination) : adopté (p. 4858)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) : adopté (p. 4863)

Article 8 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4864)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (suppression de la référence à la discrimination) : adopté (p. 4872)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (suppression de la soumission de la liste des évènements majeurs au CSA) : adopté (p. 4877)

Article 13 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : réglementation du télé-achat et des services d'autopromotion)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (prévention de l'abus des autopromotions) : adopté (p. 4882)

Soutient l'amendement n° 610 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4883)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Soutient l'amendement n° 650 de la commission (de précision) : adopté (p. 4975)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (durée des périodes d'investigations du CSA) : adopté (p. 4976)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (fréquences réservées pour les radios à mission sociale de proximité) : retiré (p. 4979)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (fréquences réservées pour les associations de protection de l'environnement) (p. 4980)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (critères d'attribution équilibrée des fréquences) (p. 5073)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 105 rectifié de la commission (saisine du Conseil de la concurrence) : adopté après modifications (p. 4995)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (contribution à la recherche et à la formation en audiovisuel) : adopté (p. 5004)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 611 de la commission (encadrement des conditions de rédaction des décrets précisant les critères et obligations des productions) : adopté (p. 5006)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'oeuvres musicales d'expression francophone)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (critères "environnementaux") : retiré (p. 5009)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (de correction) : adopté (p. 5015)

Soutient l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) : adopté (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (pouvoirs d'estimation du CSA) : adopté (p. 5021)

Article 23 (coordination)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5024)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5024)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5024)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5025)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5026)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Soutient l'amendement n° 612 de la commission (productions indépendantes) : adopté (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 613 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (délai d'étude des modifications de plan de service) : adopté (p. 5030)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (suppression de la procédure d'instruction par le Conseil d'Etat des décisions de sanction prononcées par le CSA) : adopté (p. 5073)

Jean-François MATTEI

Bouches-du-Rhône (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1681 visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements en matière de santé et de sécurité alimentaire révélés par l'affaire du poulet à la dioxine [8 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Droit de vote. Pièces d'identité requises, Aubagne [24 mars 1999] (p. 2758)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3584)

Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [1er juin 1999] (p. 5184)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6256) : adoptée (p. 6281)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 6261, 6265)

Cultes (p. 6260)

Droit civil : successions (p. 6258)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6261)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 6261)

Droit civil : pacte d'intérêt commun (p. 6258, 6259)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6259, 6263, 6264)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6257, 6258, 6260, 6262, 6263)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6258, 6259, 6262, 6263 à 6265)

Enfants : droits de l'enfant (p. 6265)

Etat (p. 6258, 6262, 6265)

Famille : concubinage (p. 6257, 6258)

Famille : concubinage (p. 6258)

Famille : politique familiale (p. 6262 à 6264)

Femmes (p. 6257)

Justice : Cour de cassation (p. 6258)

Lois (p. 6260, 6264)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 6263)

Parlement : rôle (p. 6256)

Pays étrangers : Pays-Bas : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6263, 6264)

Santé : sida (p. 6257, 6259)

Union européenne : Cour de justice : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6263)

Union européenne : Parlement européen : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6263, 6264)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399)

Son intervention (p. 7426)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7486)

Thèmes :

Sécurité sociale : assurance personnelle : secteur privé (p. 7427)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens : secteur privé (p. 7428)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7426)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8353)

Thème :

Assemblée nationale : Président (p. 8353)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 534 soutenu par M. François Goulard (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8526) : rejeté (p. 8533)

Après l'article 2

Son amendement n° 532 soutenu par M. Dominique Dord (exonération des droits d'enregistrement pour l'attestation civile de solidarité) : rejeté (p. 9949)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3071)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3071)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3072)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3072)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 3071)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3072)

Etat : Gouvernement : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3071)

Famille : vie commune (p. 3072)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 316 soutenu par M. Claude Goasguen (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3156) : rejeté (p. 3160)

Après l'article 2

Son amendement n° 433 soutenu par M. Dominique Dord (acte de signature de l'attestation civile de solidarité exonéré de droits d'enregistrement) : rejeté (p. 3220)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9198)

Thèmes :

Drogue : toxicomanie (p. 9199)

Sports : dopage : généralités (p. 9198)

Sports : médecine du sport (p. 9199)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9199)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3675) : rejetée (p. 3686)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance personnelle (p. 3676)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3677)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3678)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3679, 3680)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Etats-Unis (p. 3680)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3678)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3681)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3676, 3677)

Constitution : préambule : santé (p. 3676)

Santé : politique de la santé (p. 3682, 3683)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3677)

Sécurité sociale : protection sociale : politique contractuelle (p. 3682)

Sécurité sociale : protection sociale : réforme (p. 3681)

Sécurité sociale : régime de rattachement : régime de solidarité (p. 3677)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806, 3853)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3806) : rejeté (p. 3807)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 370 soutenu par M. Denis Jacquat (vérification des conditions de ressources par les caisses d'allocations familiales) (p. 3857) : rejeté (p. 3858)

Son amendement n° 372 soutenu par M. Denis Jacquat (aide à la constitution des dossiers par des associations) : rejeté (p. 3859)

Article L. 861-9 du code de la sécurité sociale : contrôle des ressources des demandeurs de la CMU

Son amendement n° 371 soutenu par M. Denis Jacquat (de conséquence) : retiré (p. 3866)

Son amendement n° 369 corrigé soutenu par M. Denis Jacquat (versement unique par les mutuelles ou les assurances) : rejeté (p. 3867)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 364 soutenu par M. Denis Jacquat (assiette de la cotisation due par les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 366 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4165)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4167, 4168)

Mort (p. 4166)

Santé : fin de vie (p. 4166)

Santé : fin de vie : famille (p. 4167)

Santé : soins palliatifs : accès aux soins (p. 4166)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4167)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5386)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5386, 5387)

Entreprises : investissements : recherche (p. 5386, 5387)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5388)

Impôt sur les sociétés : régimes particuliers (p. 5387, 5388)

Recherche : chercheurs : mobilité (p. 5387, 5388)

Recherche : chercheurs : qualité (p. 5386)

Recherche : innovation (p. 5386, 5387)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 84 (accès des entreprises innovantes aux outils de communication) : retiré (p. 5415)

Son amendement n° 85 (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais) : adopté (p. 5416)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Jean Proriol (conservation par les chercheurs des actions qu'ils détiennent déjà) : adopté (p. 5418)

Son amendement n° 87 (rédactionnel) : adopté (p. 5419)

Article 3 ter (garantie des risques de protection juridique des droits attachés aux brevets)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 5431)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé du Gouvernement (maintien du statut militaire des élèves de l'Ecole polytechnique) (p. 5441)

Ses explications de vote (p. 5444)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5445)

Gilbert MAURER

Moselle (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 561, posée le 18 janvier 1999. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle (J.O. Questions p. 234). Suppléant de M. Jean-Marie Aubron. Appelée le 19 janvier 1999. Bénéficiaires (p. 20)

Pierre MÉHAIGNERIE

Ille-et-Vilaine (5ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [6 octobre 1998] (p. 5955)

Justice. Magistrats. Déplacement d'un magistrat de la Chancellerie [28 octobre 1998] (p. 7516)

Energie et carburants. EDF. Durée du travail, réduction, financement [20 janvier 1999] (p. 120)

Energie et carburants. EDF. Durée du travail, réduction, financement [27 janvier 1999] (p. 459)

Entreprises. Charges. Allégement [16 février 1999] (p. 1442)

Travail. Durée du travail. Réduction, perspectives [30 mars 1999] (p. 3019)

Transports ferroviaires. SNCF. Durée du travail, réduction, application [5 mai 1999] (p. 4075)

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Création d'emplois, politique et réglementation [25 mai 1999] (p. 4810)

Elections et référendums. Candidats. Incompatibilités, membres des chambres consulaires [29 juin 1999] (p. 6536)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5979)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6589)

Thèmes :

Administration (p. 6590)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6590, 6591)

Etat : réforme (p. 6590, 6591)

Finances publiques : dépenses (p. 6590, 6591)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6589 à 6591)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6590)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6590, 6591)

Politique économique : conjoncture (p. 6589)

Politique économique : croissance (p. 6589, 6591)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6590)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 373 soutenu par M. François Loos (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 404 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6781)

Après l'article 19

Son amendement n° 235 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Son amendement n° 228 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) (p. 6863) : retiré (p. 6864)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 421 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6912) : rejeté (p. 6915)

Son amendement n° 417 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (remplacement de la compensation prévue au titre des pertes de recettes nées de la réforme par un dégrèvement) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son amendement n° 422 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6938) : rejeté (p. 6940)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 6966)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 414 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (réduction de 18,3 milliards de francs des dépenses du budget général) : rejeté (p. 6990)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9108)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Son amendement n° 202 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (pérennisation du dispositif de réduction d'impôt) : rejeté (p. 9044)

Article 67 (amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiement)

Son amendement n° 203 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement des plafonds annuels de déduction) : rejeté (p. 9045)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9168)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9169)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10586)

Son interruption (p. 10598)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 10586, 10587)

Finances publiques : dépenses (p. 10586, 10587)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10586)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10586)

Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 10586)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10586)

Logement : politique du logement : TVA (p. 10586, 10598)

Politique économique : croissance (p. 10586)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10587)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond en deçà duquel les revenus sont exonérés de contribution annuelle représentative du droit de bail) : rejeté (p. 10106)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 698 soutenu par M. François Sauvadet (phase d'expérimentation dans une zone géographique donnée et pendant une période limitée) : rejeté (p. 184)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 117 soutenu par M. François Sauvadet (politique d'aménagement précédée d'une phase d'expérimentation dans des zones géographiques données pendant une période limitée) (p. 4113) : rejeté (p. 4114)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 978)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 978)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 979)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 979)

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Marie-Hélène Aubert (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) (p. 1173)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission des finances (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (de coordination rédactionnelle) (p. 1321)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission des finances (de suppression) (p. 1352)

Son amendement n° 540 rectifié (application aux seules communautés urbaines du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1355)

Son amendement n° 539 (application du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle lorsque plus de la moitié des salariés de chaque établissement donnant lieu à écrêtement réside dans le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1356)

Son sous-amendement n° 618 (de précision) à l'amendement n° 615 de M. Didier Chouat (possibilité d'indexer sur l'évolution des bases le prélèvement forfaitaire, substitué au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : adopté (p. 1357)

Son sous-amendement n° 630 (indexation sur l'évolution des bases et des taux) à l'amendement n° 615 de M. Didier Chouat : adopté (p. 1357)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Michel Vaxès (non prise en compte des taux de la fiscalité sur les ménages inférieurs aux 3/4 de la moyenne nationale pour la mise en oeuvre de la majoration spéciale de la taxe professionnelle des groupements à taxe professionnelle unique ne percevant pas de fiscalité additionnelle sur les ménages) (p. 1362)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2544)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2544)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3752)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : contributions (p. 3752, 3753)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3752, 3753)

Sécurité sociale : carte : santé (p. 3752)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son amendement n° 299 corrigé soutenu par M. Jean-Luc Préel (modulation de la diminution du transfert vers l'Etat) (p. 3808) : rejeté (p. 3811)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5956)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5984)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6130)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 6131)

Etat : réforme (p. 6131)

Finances publiques : dépenses (p. 6130, 6131)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6130, 6131)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6130)

Politique économique : croissance (p. 6130)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6131)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6290)

Thèmes :

Justice : magistrats : statuts (p. 6290)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6290)

Parlement : rôle : code pénal (p. 6290)

Roger MEÏ

Bouches-du-Rhône (10ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1162 relative au travail temporaire [4 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1163 relative à la négociation obligatoire sur les salaires [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Archives et bibliothèques. Prêts de livres. Gratuité, directive européenne [1er décembre 1998] (p. 9748)

Sécurité publique. Secours en montagne. Financement [3 mars 1999] (p. 1968)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [12 mai 1999] (p. 4423)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 713, posée le 29 mars 1999. Emploi. Contrats emploi solidarité (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Réglementation (p. 2993)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8881)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8882)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8882, 8883)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8881)

Industrie : construction navale (p. 8882)

Recherche (p. 8881)

Procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8901)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 236)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 236)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 236)

Energie et carburants : charbon (p. 237)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 236)

Energie et carburants : gaz (p. 237)

Energie et carburants : pétrole (p. 237)

Secteur public : services publics (p. 237)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 237)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2255)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Soutient l'amendement n° 248 de M. Jean-Pierre Brard (exercice du droit d'opposition par les représentants à la commission paritaire nationale des organisations syndicales ayant obtenu la majorité absolue des

suffrages exprimés à la dernière élection professionnelle commune à l'ensemble des salariés) : rejeté (p. 2279)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2428)

Thèmes :

Communes : finances (p. 2430)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2429)

Mines et carrières : code minier (p. 2429)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2429, 2430)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2441)

Son amendement n° 20 (délimitation du périmètre et indemnisation des commerçants et des professions libérales) : retiré (p. 2443)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son amendement n° 4 (représentation des associations de personnes et des communes sinistrées au sein du conseil d'administration) : retiré (p. 2446)

Article 6 (création d'un chapitre III du code minier consacré à l'arrêt des travaux miniers)

Son amendement n° 21 (indemnisation fixée par le juge à défaut d'accord amiable) : retiré (p. 2448)

Après l'article 6

Son amendement n° 7 (dotation de solidarité au profit des communes minières) : retiré (p. 2448)

Son amendement n° 18 (rapport au Parlement) : retiré (p. 2448)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe communiste (p. 2449)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4353)

Soutient l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe communiste (p. 4360)

Guy MENUT

Var (6ème circonscription)
Non inscrit
puis Socialiste

Devient député le 23 juillet 1999 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 24 juillet 1999] (p. 11023)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 31 juillet 1999] (p. 11531)

Louis MERMAZ

Isère (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Intérieur (police) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 998), relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale [20 janvier 1999] (n° 1328)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1589), renforçant l'efficacité de la procédure pénale [19 mai 1999] (n° 1607)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Soudan. Aide alimentaire [18 novembre 1998] (p. 9156)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 582, posée le 25 janvier 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Bruits, lutte et prévention, Lyon-Satolas (p. 345)

n° 634, posée le 15 février 1999. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Effectifs de personnel, Isère (p. 1429)

n° 681, posée le 15 mars 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Rhône-Alpes (p. 2391)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite connaître l'interprétation de l'article 35 de la Constitution donnée par le Président de la République et ke Premier ministre à propos de l'engagement de troupes françaises au Kosovo [24 mars 1999] (p. 2767)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8146)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8147)

Etrangers : immigration (p. 8148)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8147)

Police : crédits (p. 8147)

Police : effectifs (p. 8147)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1640)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1640, 1641)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : immigration (p. 1641)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1641)

Enfants : travail (p. 1641)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son amendement n° 16 rectifié (nouvelle rédaction de l'article faisant référence à toutes les populations victimes de l'esclavage) : adopté (p. 1658)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Son amendement n° 17 (de coordination) : adopté (p. 1662)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Birsinger (institution dans l'hexagone d'une journée commémorant l'abolition de l'esclavage et réalisation par le service public de l'audiovisuel d'émissions sur la traite et l'esclavage), rectifié (suppression des émissions) (p. 1664)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Anicet Turinay (date du 27 avril pour la commémoration de l'esclavage en métropole) (p. 1664)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2748)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2749)

Droit pénal : délinquance et criminalité : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2749)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2748)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2749)

Droit pénal : détention provisoire : lois (p. 2748)

Droit pénal : garde à vue (p. 2748)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2749)

Justice : jugements : délais (p. 2749)

Justice : victimes (p. 2749)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2749)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Patrick Devedjian (communication du dossier de procédure aux personnes mises en examen) (p. 2824)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Jean-Pierre Michel (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. André Gerin (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) (p. 2825)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 2900)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. André Gerin (suppression de la référence à l'ordre public) (p. 2902)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) (p. 2926)

Intervient sur le sous-amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la référence à l'ordre public justifiant une audience non publique) à l'amendement n° 119 de la commission (p. 2926)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 120 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la durée de l'instruction à deux ans en matière délictuelle et à trois ans en matière criminelle) (p. 2929)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3304)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3305, 3306)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etats-Unis (p. 3306)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : mise en examen (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : victimes (p. 3305)

Pays étrangers : Irak : Cour pénale internationale (p. 3305)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3321)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3321, 3322)

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3321)

Droit pénal : composition pénale (p. 3321, 3322)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3321)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3321)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3321, 3322)

Droit pénal : procédure pénale : relations internationales (p. 3322)

Justice : victimes (p. 3321)

Politique sociale : exclusion : délinquance et criminalité (p. 3321)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article 41-1 du code de procédure pénale relatif aux alternatives aux poursuites et médiation pénale organisée par un médiateur extérieur à l'appareil judiciaire) : adopté (p. 3333)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (composition pénale devant intervenir avant la mise en mouvement de l'action publique) : adopté (p. 3333)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (composition pénale pouvant être proposée par l'intermédiaire d'une personne habilitée) : adopté (p. 3334)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) : adopté (p. 3336)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (réduction du montant maximum de l'amende de 50 000 F à 10 000 F) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (paiement échelonné de l'amende dans le délai d'un an au lieu de six mois) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel - obligation de réparer le préjudice) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (composition pénale devant être proposée dans un tribunal ou dans une maison de justice et du droit) : adopté après modifications (p. 3338)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (transmission à l'auteur des faits du procès-verbal de la séance au cours de laquelle il a donné son accord à la composition pénale) : adopté (p. 3338)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (décision du président du tribunal portée à la connaissance de l'auteur des faits et, le cas échéant, à celle de la victime) : adopté (p. 3339)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (prescription de l'action publique suspendue jusqu'à l'expiration des délais prévus pour l'exécution de la composition pénale) : adopté (p. 3339)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination - amende de composition en matière contraventionnnelle ne pouvant excéder la moitié du montant maximum de l'amende encourue) : adopté (p. 3339)

Article 2 supprimé par le Sénat (article 41 du code de procédure pénale - coordination)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination avec le rétablissement de l'article 41-1 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3341)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de coordination - ajout de l'exécution de la composition pénale aux causes d'extinction de l'action publique énumérées à l'article 6 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3342)

Article 3 (articles 398 et 398-2 du code de procédure pénale - compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 18 rectifié de la commission (rétablissement du paragraphe II de l'article relatif au renvoi de l'affaire à la formation collégiale) : adopté (p. 3342)

Article 5 (articles 529 et 529-6 du code de procédure pénale - procédure de l'amende forfaitaire)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3343)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3343)

Article 7 (articles 60, 77-1 et 167 du code de procédure pénale - examens techniques et scientifiques)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté (p. 3344)

Article 9 (article 80 du code de procédure pénale - faits nouveaux au cours de l'instruction)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de coordination avec le rétablissement de l'article 41-1 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3345)

Article 12 (article 385 du code de procédure pénale - constat des nullités de procédure par le tribunal correctionnel)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 3345)

Article 15 (articles 583 et 583-1 nouveau du code de procédure pénale - recevabilité du pourvoi en cassation)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (recevabilité du pourvoi en cassation portant sur la légalité de la décision déniant le bénéfice de l'article 411 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3345)

Article 16 (article 41-1 du code de procédure pénale - durée de conservation des scellés)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (délai à l'issue duquel les objets non restitués deviennent

propriété de l'Etat porté de six mois à un an) : retiré (p. 3346)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (délai de réclamation d'un objet dont la restitution a été décidée porté de quarante-cinq jours à deux mois) : adopté (p. 3346)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (article 56 du code de procédure pénale - conservation des espèces ou valeurs saisies au cours de l'enquête) : adopté (p. 3346)

Article 17 (articles 99-1 et 706-30-1 nouveaux du code de procédure pénale - destruction ou aliénation des biens meubles saisis)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3347)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3347)

Article 19 A (article 626 du code de procédure pénale - indemnisation des condamnés reconnus innocents)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (réparation du préjudice matériel et moral) : adopté (p. 3348)

Article 19 B (article 149 du code de procédure pénale - indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3348)

Article 19 supprimé par le Sénat (article 667-1 nouveau du code de procédure pénale - renvoi d'une juridiction à une autre à l'initiative du premier président de la cour d'appel)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction du projet initial) : adopté (p. 3349)

Article 21 (articles 694, 695 et 696 nouveaux du code de procédure pénale - entraide judiciaire internationale)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 694 nouveau du code de procédure pénale) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 696 nouveau du code de procédure pénale) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 36 rectifié de la commission (insertion d'un article 696-1 relatif aux cas urgents) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 37 rectifié de la commission (traitement des demandes de nature à porter atteinte à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Nation) : adopté après deuxième rectification (p. 3355)

Article 22 (application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 3355)

Titre

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi renforçant l'efficacité de la procédure pénale") : adopté (p. 3355)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5686)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 5686)

Droit pénal : composition pénale (p. 5686, 5687)

Droit pénal : composition pénale : amendes (p. 5686)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 5686)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5686)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5686)

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5690)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 41-1 à 41-3 du code de procédure pénale - alternatives aux poursuites et composition pénale)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la possibilité de composition pénale pour le délit de conduite sous l'empire d'un état alcoolique) : retiré (p. 5691)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6323)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6323)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6323)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6323)

Justice : indépendance (p. 6323)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6323, 6324)

Justice : procureurs généraux (p. 6323)

Justice : réforme (p. 6323, 6324)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6323)

Roland METZINGER

Moselle (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 611, posée le 8 février 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Résidus de broyage, sites pollués, réhabilitation (p. 1060)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2438)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son intervention (p. 2444)

Article 6 (création d'un chapitre III du code minier consacré à l'arrêt des travaux miniers)

Son intervention (p. 2447)

Louis MEXANDEAU

Calvados (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 5 : Agriculture et pêche (pêche) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Droits de l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [20 octobre 1998] (p. 7009)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8769)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8769, 8770)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8770)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3385)

Thèmes :

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : contrôle sanitaire (p. 3385)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3385)

Gilbert MEYER

Haut-Rhin (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1707 élargissant à certaines catégories de retraités les dispositions particulières du code de la sécurité sociale applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [16 juin 1999]

Proposition de loi n° 1770 portant sur la participation des délégués de classe au conseil d'école [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1818 instituant une contribution financière des compagnies d'assurance au fonctionnement et à l'équipement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. Construction [4 novembre 1998] (p. 8035)

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [30 mars 1999] (p. 3025)

Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Financement [19 mai 1999] (p. 4593)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 492, posée le 23 novembre 1998. Enseignement maternel et primaire. Elèves (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Fonds social, création (p. 9411)

n° 632, posée le 15 février 1999. Défense. Réservistes (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Perspectives (p. 1420)

n° 764, posée le 26 avril 1999. Eau. Réseaux (J.O. Questions p. 2415). Appelée le 27 avril 1999. Plomb, utilisation, interdiction, contrôle, dispense, Alsace-Moselle (p. 3606)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6571)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6572)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6571, 6572)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6572)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6572)

Politique économique : croissance (p. 6571)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle : apprentissage (p. 7069)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Logement : HLM : subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7908)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017)

Son intervention (p. 8021)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8021, 8022)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8021)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8022)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8022)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8022)

Michel MEYLAN

Haute-Savoie (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IX : Défense (services communs) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Avalanches. Vallée de Chamonix [10 février 1999] (p. 1160)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 508, posée le 30 novembre 1998. Impôts et taxes. Associations (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1er décembre 1998. Réglementation, application (p. 9726)

n° 644, posée le 1er mars 1999. Décorations, insignes et emblèmes. Médaille d'honneur du travail (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Conditions d'attribution (p. 1831)

n° 758, posée le 26 avril 1999. Transports ferroviaires. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Combiné rail-route, massif alpin (p. 3609)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son amendement n° 367 soutenu par M. Marc Laffineur (application du seuil de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) (p. 6736) : rejeté (p. 6737)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Urbanisme : développement social urbain (DSU) (p. 7903)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8213)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre : Indochine (p. 8214)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8214)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8247)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 8247, 8248)

Défense : médecine militaire (p. 8248)

Energie et carburants : pétrole : armée de terre (p. 8248)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8587)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8587)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8587, 8588)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 73

Son amendement n° 13 corrigé soutenu par M. Marc Laffineur (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur les cours d'eau domaniaux) (p. 9116) : retiré (p. 9117)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 148)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 148, 149)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 149)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 149)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 187)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 928 soutenu par M. Patrick Ollier (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 291) : rejeté (p. 292)

Son amendement n° 935 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 301) : rejeté (p. 302)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 929 soutenu par M. Yves Coussain (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 930 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (moindre formalisation du conseil de développement) (p. 816) : rejeté (p. 817)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 927 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Son amendement n° 926 soutenu par M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 925 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : devenu sans objet (p. 833)

Après l'article 20

Son amendement n° 924 soutenu par M. Yves Coussain (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 922 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 882)

Après l'article 36

Son amendement n° 921 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 244)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 244)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 244, 245)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 244)

Transports (p. 244)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1582)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1582, 1583)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1583)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 655 soutenu par M. Jean Proriol (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Son amendement n° 653 soutenu par M. Jean Proriol (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) : rejeté (p. 1616)

Son amendement n° 657 soutenu par M. Jean Proriol (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Son amendement n° 656 soutenu par M. Jean Proriol (référence aux règlements de services des régies) : devenu sans objet (p. 1621)

Son amendement n° 665 : non soutenu (p. 1622)

Son amendement n° 666 soutenu par M. Jean Proriol (fournitures de secours inclues dans le champ des cahiers des charges de concession ou les règlements de service des régies) : rejeté (p. 1622)

Son amendement n° 659 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Son amendement n° 658 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 654 soutenu par M. Claude Birraux (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1679) : rejeté (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 660 soutenu par M. François Goulard (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1688) : rejeté (p. 1689)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 661 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 662 soutenu par M. Franck Borotra (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 663 soutenu par M. Claude Birraux (de précision) : rejeté (p. 1751)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 668 : non soutenu (p. 1752)

Son amendement n° 667 : non soutenu (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 669 soutenu par M. François Goulard (rédactionnel) : rejeté (p. 1762)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 670 soutenu par M. François Goulard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Son amendement n° 671 soutenu par M. François Goulard (de précision) : rejeté (p. 1784)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5302)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5302, 5304, 5305)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5303, 5304)

Gens du voyage : stationnement : coopération intercommunale (p. 5302)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5303, 5304)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5304)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5302, 5303)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5302 à 5304)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5302, 5303)

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 194 : non soutenu (p. 6446)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 195 : non soutenu (p. 6460)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 193 (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 196 : non soutenu (p. 6471)

Pierre MICAUX

Aube (1ère circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1764 relative à la procédure de passation des marchés publics et à la modification de l'article 279 du code des marchés publics [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1765 relative à l'exonération d'impôt sur les plus-values des cessions de parts ou d'actions réinvesties dans la création d'entreprises [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1766 relative à la création d'entreprises à partenaires variables caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1767 relative à la participation financière des salariés aux résultats de l'entreprise [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 759, posée le 26 avril 1999. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT) (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Conditions d'attribution, Aube (p. 3614)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 236 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Son amendement n° 237 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Son amendement n° 238 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 447 soutenu par M. Roger Lestas (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6006) : rejeté (p. 6007)

Son amendement n° 239 soutenu par M. Roger Lestas (développement de projets collectifs agricoles) (p. 6012) : devenu sans objet (p. 6013)

Son amendement n° 240 soutenu par M. Roger Lestas (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6017) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 241 (respect des droits du propriétaire) : rejeté (p. 6020)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 242 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 243 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 244 soutenu par M. Roger Lestas (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : retiré (p. 6094)

Après l'article 7

Son amendement n° 245 : non soutenu (p. 6096)

Article 11 (travaux de mise aux normes des exploitations en fermage)

Son amendement n° 448 soutenu par M. Roger Lestas (indemnité pour travaux imposés par l'autorité administrative) : rejeté (p. 6105)

Son amendement n° 449 soutenu par M. Roger Lestas (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Après l'article 11

Son amendement n° 451 soutenu par M. Roger Lestas (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6106)

Son amendement n° 452 soutenu par M. Roger Lestas (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6107)

Après l'article 12

Son amendement n° 246 soutenu par M. François Sauvadet (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) (p. 6120) : rejeté (p. 6121)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 453 soutenu par M. Germain Gengenwin (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6127) : rejeté (p. 6128)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 454 corrigé soutenu par M. Germain Gengenwin (information du propriétaire dix-huit mois avant le départ de l'agriculteur) : retiré (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 247 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Son amendement n° 248 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) : rejeté (p. 6192)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 250 soutenu par M. François Sauvadet (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 251 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 455 soutenu par M. François Sauvadet (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) (p. 6339) : rejeté (p. 6340)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 253 (objectifs de la politique de qualité et d'identification) : devenu sans objet (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 255 soutenu par M. François Sauvadet (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Après l'article 40

Son amendement n° 807 soutenu par M. Pierre Hériaud (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 256 soutenu par M. François Sauvadet (de suppression) (p. 6405) : rejeté (p. 6406)

Son amendement n° 257 soutenu par M. François Sauvadet (mise en valeur et protection de l'espace rural par l'agriculture) : rejeté (p. 6406)

Son amendement n° 258 soutenu par M. François Sauvadet (coexistence entre les différentes activités du monde rural) : rejeté (p. 6407)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 259 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Son amendement n° 456 soutenu par M. François Sauvadet (de précision) : rejeté (p. 6414)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean Proriol (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3462)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. François Sauvadet (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3463)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Eau : assainissement : agences (p. 7202)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8126)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8127)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8127)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8970, 8971)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Édouard Landrain (garantie financière produite par les gérants d'auto-écoles) : rejeté (p. 10418)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10426)

Son amendement n° 64 (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 30 km/h) : rejeté (p. 10429)

Avant l'article 8

Son amendement n° 66 soutenu par M. Alain Ferry (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-quinze ans) (p. 10435) : rejeté (p. 10436)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1565)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1565)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1566)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1565)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son amendement n° 549 (participation à la lutte contre les exclusions) : adopté (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 37 (respect de l'environnement) : adopté (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Son amendement n° 38 (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Alain Cacheux (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Son amendement n° 40 (référence aux règlements de services des régies) : devenu sans objet (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 115 (tarification séparant les coûts du transport de ceux de la distribution) : rejeté (p. 1679)

Son amendement n° 116 (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) : rejeté (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Claude Birraux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean Proriol (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 117 (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Jean Proriol (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)

Son amendement n° 118 corrigé (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) : rejeté (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Claude Birraux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Jean Proriol (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 119 (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 120 : non soutenu (p. 1714)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Christian Martin (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son intervention (p. 1730)

Son amendement n° 121 (cahier des charges de concession soumis à l'avis de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1734)

Son amendement n° 122 (avis préalable de la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son intervention (p. 1746)

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) (p. 1747)

Son amendement n° 50 corrigé (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) : adopté (p. 1747)

Son amendement n° 53 (de précision) : devenu sans objet (p. 1747)

Son amendement n° 52 (de précision) : devenu sans objet (p. 1747)

Son amendement n° 123 (maîtrise d'ouvrage assurée par les collectivités locales) : adopté (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Son amendement n° 54 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : devenu sans objet (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Alain Cacheux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Son amendement n° 55 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1748)

Son amendement n° 550 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1749)

Son amendement n° 396 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1749)

Son amendement n° 56 (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 58 (contenu des cahiers des charges de concession) : rejeté (p. 1750)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 124 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Son amendement n° 125 (encadrement des achats complémentaires) : rejeté (p. 1762)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son amendement n° 59 (affectation de l'autoconsommation des services locaux) : retiré (p. 1764)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 60 soutenu par M. Claude Birraux (bénéficiaires des lignes directes) : rejeté (p. 1766)

Son amendement n° 61 : non soutenu (p. 1768)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 126 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Son amendement n° 127 : non soutenu (p. 1770)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 62 soutenu par M. Claude Birraux (références aux compétences des collectivités locales concédantes) : rejeté (p. 1788)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 128 : non soutenu (p. 1807)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Son amendement n° 129 soutenu par M. Claude Birraux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Son amendement n° 63 soutenu par M. Claude Birraux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 134 soutenu par M. Claude Birraux (financement spécifique des coûts ultérieurs au 19 février 1999) : rejeté (p. 1810)

Son amendement n° 130 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Son amendement n° 131 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 132 : non soutenu (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 133 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Jean MICHEL

Puy-de-Dôme (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VIII : Défense (crédits d'équipement) (n° 1114) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1413), portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale [22 juin 1999] (n° 1732)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8246)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 8247)

Défense : crédits (p. 8246)

Défense : hélicoptères (p. 8247)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8246)

Espace (p. 8247)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6783)

Thèmes :

Droit pénal : code de procédure pénale (p. 6784)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6784)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6787)

Article 2 (article 2 du code de justice militaire : droit applicable devant le tribunal aux armées de Paris)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (équivalences fonctionnelles entre les juridictions de droit commun et le tribunal aux armées de Paris) : adopté (p. 6787)

Article 3 (article 4 du code de justice militaire : organisation du tribunal aux armées et cour d'appel compétente)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (institution, hors du territoire de la République, de chambres détachées au tribunal aux armées de Paris, uniquement pour le jugement des contraventions et des délits) : adopté (p. 6787)

Article 5 (article 6 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (composition des formations de jugement du tribunal aux armées) : adopté (p. 6788)

Article 27 bis (article 205 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées pour le jugement des crimes)

Soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6790)

Article 46 (article 698-2 du code de procédure pénale : mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée - avis du ministre de la défense)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6792)

Jean-Pierre MICHEL

Haute-Saône (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1118) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1119) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1120) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1121) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1122) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne (n° 1350) [17 février 1999]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1118 relative au pacte civil de solidarité [13 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi :

1° (n° 1118) de M. Jean-Pierre Michel, relative au pacte civil de solidarité ;

2° (n° 1119) de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues, relative au pacte civil de solidarité ;

3° (n° 1120) de M. Alain Bocquet et les membres du groupe communiste, relative au pacte civil de solidarité ;

4° (n° 1121) de M. Guy Hascoët, relative au pacte civil de solidarité ;

5° (n° 1122) de M. Alain Tourret, relative au pacte civil de solidarité [14 octobre 1998] (n° 1138)

Proposition de loi n° 1443 tendant à réprimer le fait de chasser sous l'emprise d'un état d'imprégnation alcoolique [9 mars 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 1479), relative au mariage, au concubinage et aux liens de solidarité [24 mars 1999] (n° 1482)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Georges Sarre (n° 1350) portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut Conseil de l'agglomération parisienne [7 avril 1999] (n° 1529)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [18 mai 1999] (n° 1601)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat en deuxième lecture (n° 1587), relative au pacte civil de solidarité [27 mai 1999] (n° 1639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. Autoroutes. Liaisons Langres Territoire de Belfort [9 décembre 1998] (p. 10232)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Haute-Saône [27 janvier 1999] (p. 455)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 537, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Centres de moyens et long séjour (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Programme de médicalisation du système d'information (p. 10453)

n° 626, posée le 15 février 1999. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables (J.O. Questions p. 839). Appelée le 16 février 1999. Fonctionnaires ayant accompli les obligations du service national en qualité d'objecteurs de conscience (p. 1420)

n° 766, posée le 3 mai 1999. Système pénitentiaire. Détenus (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Minima sociaux, attribution (p. 3921)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré : indique qu'il a donné l'avis de la commission [8 novembre 1998] (p. 8533)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : observe que l'amendement du Gouvernement a été repoussé par la commission des lois et qu'il arrive que des sous-amendements soient déposés en commission [2 décembre 1998] (p. 9960)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : souligne que, l'année dernière, M. Pierre Mazeaud, Président de séance, a fait application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à un sous-amendement déposé tardivement et que le ministre de l'intérieur interrogé à ce sujet avait alors déclaré que : "la Constitution, reprise par l'article 100 du règlement, donne la possibilité au Gouvernement de s'opposer à la discussion d'amendements ou de sous-amendements qui n'ont pas été débattus par la commission" [2 décembre 1998] (p. 9963)

Condamne la participation de la France à l'intervention au Kosovo et demande une réunion de la conférence des présidents pour savoir si la déclaration du Gouvernement prévue le 26 mars est maintenue [24 mars 1999] (p. 2802)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)

Son intervention (p. 6241)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6265)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6242)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6242)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6267)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 6242)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6242)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6241, 6242, 6268)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6242, 6266 à 6268)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 6267, 6268)

Famille : mariage (p. 6243, 6266,6267)

Famille : politique familiale (p. 6268)

Justice : Cour de cassation (p. 6266)

Parlement : rôle (p. 6241, 6242)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6265)

Politique générale : libéralisme (p. 6266)

Santé : sida (p. 6242)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 7938)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8004)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8436)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8004)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 7938)

Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)

Assemblée nationale : recevabilité (p. 8005)

Assemblée nationale : règlement (p. 8005)

Conseil constitutionnel (p. 8005, 8437)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7939, 8005, 8438)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8005)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 7939)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 7939)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : population (p. 7940)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 7939, 8437)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 8005, 8006)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8005)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8437)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 7939)

Etat : Conseil économique et social (p. 8005)

Famille : mariage (p. 7939)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8004)

Justice : Cour de cassation : concubinage (p. 8437, 8438)

Parlement : rôle : article 34 (p. 8006)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8436 à 8438)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 1046 soutenu par M. Patrick Bloche (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9836) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 1150 soutenu par M. Patrick Bloche (de coordination) (p. 9942) : adopté (p. 9943)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

Son sous-amendement n° 1151 soutenu par M. Patrick Bloche (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de deux ans à compter de la conclusion du PACS) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9964) (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) : adopté (p. 9967)

Son sous-amendement n° 1155 soutenu par M. Patrick Bloche (de coordination) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9965) : adopté (p. 9967)

Son sous-amendement n° 1152 soutenu par M. Patrick Bloche (abattement de 300 000 F et de 375 000 F au 1er janvier 2000) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9965) : adopté (p. 9967)

Son sous-amendement n° 1156 soutenu par M. Patrick Bloche (de coordination) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9965) : adopté (p. 9967)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 9969)

Article 5 (droit à congés)

Soutient l'amendement n° 1172 de la commission (substitution du quatrième alinéa au troisième alinéa dans la référence à l'article L. 226- 1 du code du travail afin d'accorder un congé pour le décès du partenaire ou d'un enfant) : adopté (p. 9977)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son intervention (p. 10218)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3038)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3047)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3063)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3086)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3038, 3039, 3063, 3086)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 3372)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3039)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3039, 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3372)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3039)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3047)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3038, 3372)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3038)

Famille : concubinage : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3047)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3038, 3064, 3372)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3062)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er B (définition du mariage)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3111)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3111)

Article 1er C (définition du concubinage)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3114)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3128) : adopté après modifications (p. 3209)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (cessation du PACS durant lequel un des partenaires est placé sous tutelle) (p. 3209) : adopté (p. 3211)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : adopté (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3216) : adopté (p. 3220)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : adopté après modifications (p. 3229)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : adopté après modifications (p. 3229)

Article 5 (droits à congés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3237) : adopté (p. 3242)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3237) : adopté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3244) : adopté après modifications (p. 3246)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3246) : adopté (p. 3248)

Article 11 (décrets d'application)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3249) : adopté (p. 3250)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3249) : adopté (p. 3250)

Titre

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du titre adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "proposition de loi relative au pacte civil de solidarité") : adopté (p. 3252)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Son intervention (p. 3372)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5501)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5511)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5525)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5545)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5511)

Constitution : préambule : famille (p. 5512)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5512)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5511, 5512)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : indivisions (p. 5512)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : bloc de constitutionnalité (p. 5512)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 5501)

Famille : couple : statuts (p. 5501, 5502)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5501)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8852)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : peines (p. 8853)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8853)

Justice : réforme (p. 8852, 8853)

Système pénitentiaire (p. 8853)

Système pénitentiaire : détenus (p. 8853)

Système pénitentiaire : détenus : famille (p. 8853)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 8853)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8853)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9531)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9531)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 1 soutenu par M. Georges Sarre (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9545) : rejeté (p. 9548)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Georges Sarre (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9549) : rejeté (p. 9550)

Après l'article unique

Son amendement n° 3 soutenu par M. Georges Sarre (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9578) : rejeté au scrutin public (p. 9580)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2771)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Soutient le sous-amendement n° 290 de M. Jack Lang (mesures de contrainte ne devant en aucun cas porter atteinte à la dignité) à l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) : adopté (p. 2791)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 306 du Gouvernement (droit au silence de la personne placée en garde à vue) (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Soutient l'amendement n° 293 rectifié de M. Jack Lang (présence de l'avocat tout au long de la garde à vue et suppression des restrictions à son intervention en matière de proxénétisme et de délinquance organisée) : rejeté (p. 2815)

Son sous-amendement n° 252 soutenu par Mme Christine Lazerges (présence de l'avocat à l'issue de la dixième heure) à l'amendement n° 82 de la commission (présence de l'avocat au début de la garde à vue et à l'issue de la vingtième heure) (p. 2816) : rejeté (p. 2817)

Après l'article 2

Son amendement n° 254 (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue) : adopté (p. 2825)

Après l'article 18

Son amendement n° 255 soutenu par M. Pierre Albertini (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2906, 2908) : rejeté (p. 2909)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Son sous-amendement n° 251 soutenu par M. Patrick Devedjian (suppression de la référence à l'ordre public justifiant une audience non publique) à l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) (p. 2924) : devenu sans objet (p. 2926)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Son amendement n° 253 : non soutenu (p. 2948)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3781)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3781)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3781, 3782)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3781)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3781)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son sous-amendement n° 30 soutenu par M. Georges Sarre (magistrats du parquet tenus d'appliquer les directives et de rendre compte) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6402) : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 31 soutenu par M. Georges Sarre (intervention du ministre dans les affaires individuelles sauf pour enjoindre de ne pas poursuivre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6404) : rejeté (p. 6405)

Son sous-amendement n° 32 (possibilité pour le ministre d'interjeter appel de toute décision juridictionnelle en cas d'inaction du ministère public) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6406)

Didier MIGAUD

Isère (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 11 décembre 1998] (p. 18686)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19081)

Rapporteur de la proposition de résolution sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128) (n° 1409) [3 mars 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236) (n° 1526) [11 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105) (n° 1538) [18 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) (n° 1676) [15 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078)

Tome I - Rapport général

Volume 1- Les objectifs : conforter la croissance et l'emploi, approfondir la solidarité, alléger les prélèvements

Volume 2 - Une dynamique nouvelle pour l'équilibre budgétaire

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances : conditions générales de l'équilibre financier

Volume 1- Examen en commission

Volume 2 - Tableau comparatif

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances

Moyens des services et dispositions spéciales (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1210)

Tome I : Exposé général et examen des articles

Tome II : Annexes : Observations sur les mouvements de crédits intéressant les différents ministères [25 novembre 1998] (n° 1224)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1159), portant règlement définitif du budget de 1995 [25 novembre 1998] (n° 1225)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) [10 décembre 1998] (n° 1256)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture sur le projet de loi de finances pour 1999, modifié par le Sénat (n° 1252) [15 décembre 1998] (n° 1269)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1210) [16 décembre 1998] (n° 1274)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1998 modifié par le Sénat (n° 1272) [17 décembre 1998] (n° 1282)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances pour 1999 (n° 1283) [18 décembre 1998] (n° 1284)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1322) [22 décembre 1998] (n° 1323)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1409) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM (98) 164 final/n° E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/n° E 1128) [10 mars 1999] (n° 1453)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236) [6 avril 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur sa proposition de résolution n° 1526, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à

forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236) [11 mai 1999] (n° 1585)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1277) portant règlement définitif du budget de 1997 [18 mai 1999] (n° 1603)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2000 [16 juin 1999] (n° 1695)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1676) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) [30 juin 1999] (n° 1750)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999

Annexes :

n° 1 - La politique autoroutière - Rapporteur spécial : M. Jean-Louis Idiart ;

n° 2 - La gestion des effectifs et des moyens de la police nationale - Rapporteur spécial : M. Tony Dreyfus ;

n° 3 - Les aides à l'emploi - Rapporteur spécial : M. Gérard Bapt ;

n° 4 - L'utilisation des crédits de la formation professionnelle - Rapporteur spécial : M. Jacques Barrot [7 juillet 1999] (n° 1781)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans les lois n° 96-314 du 12 avril 1996 et n° 98-546 du 2 juillet 1998 [7 juillet 1999] (n° 1783)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la proposition de résolution (n° 1538) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté - COM (98) final / E 1105 [22 septembre 1999] (n° 1808)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [17 février 1999] (p. 1553)

Politique économique. Croissance. Prévisions [19 mai 1999] (p. 4587)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son sous-amendement n° 969 soutenu par M. François Patriat (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : adopté (p. 6316)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6613)

Son intervention (p. 6507)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6525)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6544)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6633)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6510, 6511)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6511)

Commerce extérieur (p. 6507)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6508)

Enseignement : crédits (p. 6508)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6508, 6509)

Finances publiques : dépenses (p. 6508, 6509, 6525)

Finances publiques : dette publique (p. 6509)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6511)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6509, 6510)

Finances publiques : recettes (p. 6508, 6525)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6510)

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6510)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6508)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6510)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6511)

Justice : crédits (p. 6508)

Marchés financiers : généralités (p. 6507)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6508)

Politique économique : conjoncture (p. 6507)

Politique économique : consommation (p. 6507)

Politique économique : croissance (p. 6507, 6508, 6511)

Politique économique : investissement (p. 6507)

TVA : taux (p. 6510)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) : adopté (p. 6679)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) : adopté (p. 6679)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6683)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6683)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 6683) ; budget (p. 6683, 6684) ; dépenses (p. 6684) ; fraude (p. 6684) ; politiques internes (p. 6683, 6684)

Union européenne : contribution française (p. 6684) ; euro (p. 6683)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 6738)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6740)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéfices non commerciaux) : adopté (p. 6740)

Article 6 (aménagement du régime simplifié d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6743)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6743)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) (p. 6744)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) : adopté au scrutin public (p. 6776)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 534 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 6780)

Son amendement n° 535 (de précision) : adopté (p. 6782)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) : adopté au scrutin public (p. 6795)

Soutient l'amendement n° 33 deuxième correction précédemment réservé de la commission (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 6811)

Article 15 (régime des titres ou droits de personnes morales ou organismes, détenant directement ou par personne interposée, des immeubles ou droits immobiliers sis en France)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de précision) : adopté (p. 6813)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6818)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6819)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (sursis d'imposition des plus-values professionnelles à long terme en cas de défaut de paiement) : retiré (p. 6820)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure de consommation applicable au gaz naturel véhicule) (p. 6827)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6828)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6829)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (modification du régime fiscal de l'aquazole) (p. 6830)

Son sous-amendement n° 531 (de précision) à l'amendement n° 23 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6830)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (augmentation du volume de gaz de pétrole liquéfié défiscalisé pour les taxis) (p. 6830)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) : adopté (p. 6839)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6866)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de précision) : adopté (p. 6867)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien) : retiré (p. 6871)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme) : retiré (p. 6871)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) : rejeté (p. 6869)

Son amendement n° 546 (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6873)

Son amendement n° 554 (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les villages résidentiels de tourisme) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6874)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (suppression, pour la période allant du 7 octobre 1998 au 31 décembre 1999, de toute limite d'âge pour le bénéfice de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) : adopté (p. 6876)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 539 rectifié (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0,20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) : adopté (p. 6882)

Article 25 (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs)

Son amendement n° 490 (prorogation d'un an du délai au terme duquel le minimum de perception applicable aux cigarettes brunes sera aligné sur celui applicable aux cigarettes blondes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6883)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) : adopté (p. 6891)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (définition du champ d'application de la taxe) : adopté (p. 6891)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (taxation à un tarif réduit des locaux à usage de bureaux dont sont propriétaires les organismes sans but lucratif à caractère sportif) : adopté (p. 6892)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (assimilation à des apports des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6904)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6923)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6929)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rapport d'étape) : adopté (p. 6929)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de précision) : adopté (p. 6941)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de précision) : adopté (p. 6943)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6943)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6943)

Article 31 (amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant en bicarburation et des accumulateurs nécessaires à leur fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prorogeant la validité du régime d'amortissement exceptionnel jusqu'au 1er janvier 2003) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6947)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation) (p. 6948)

Article 32 (suppression de diverses taxes)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (avancement au 1er octobre 1998 de la date d'application de la suppression de la taxe sur les briquets et allumettes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6948)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6969)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (réduction de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les collectivités locales les moins favorisées) : adopté (p. 6969)

Soutient l'amendement n° 55 rectifié de la commission (suppression de la diminution de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes figurant dans la première catégorie des communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6970)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié de la commission (accentuation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes les mieux dotées en bases de taxe professionnelle et application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation aux bourgs-centres situés en zone de revitalisation rurale) : retiré (p. 6970)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 491 (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Son amendement n° 492 (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (maintien du régime applicable aux marchands de biens pour les cessions d'immeubles professionnels réalisées entre le 1er janvier et le 30 juin 1999) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6974)

Son amendement n° 493 (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Son amendement n° 494 (rédactionnel) : adopté (p. 6975)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) : retiré (p. 6976)

Après l'article 41

Son amendement n° 495 rectifié (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6977)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Son intervention (p. 7017)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 64

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) : adopté (p. 9030)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) : adopté (p. 9035)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) : adopté (p. 9036)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 9038)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (suppression de la condition d'agrément pour les dépenses réalisées au titre d'opérations confiées à des organismes de recherche publics ou à des universités) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9042)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (suppression de l'abrogation du paragraphe IV bis de l'article 244 quater b du code général des impôts) : adopté (p. 9042)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de précision) : adopté (p. 9042)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de précision) : adopté (p. 9042)

Article 65 (reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (nouvelle rédaction de l'article maintenant la base légale du calcul du crédit d'impôt pour les dépenses exposées en 1998 et supprimant le droit d'option au titre de l'année de création de l'entreprise) : adopté (p. 9043)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (maintien de l'amortissement en cas de démembrement du droit de propriété) (p. 9051°

Son sous-amendement n° 209 (de précision) à l'amendement n° 118 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9051)

Son sous-amendement n° 210 (de précision) à l'amendement n° 118 de la commission : adopté (p. 9051)

Son amendement n° 212 (de coordination) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9051)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (institution d'un avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire, dans les territoires ruraux de développement prioritaire ou dans les zones de revitalisation rurale) : adopté après modifications (p. 9054)

Son sous-amendement n° 211 (de coordination) à l'amendement n° 119 de la commission : adopté (p. 9054)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 9054)

Après l'article 69

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) : adopté (p. 9067)

Son amendement n° 213 (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9071)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial) (p. 9073)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (de précision) : adopté (p. 9078)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de précision) : adopté (p. 9078)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (suppression d'un cumul d'impositions) : adopté (p. 9078)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F) (p. 9080)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission (réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants) : adopté après modifications (p. 9081)

Son sous-amendement n° 214 (maintien du montant de l'amende) à l'amendement n° 130 de la commission : adopté (p. 9081)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) (p. 9086)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (rapport au Parlement sur les modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux) : adopté (p. 9086)

Après l'article 72

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (paiement de la TVA pour les acquisitions intracommunautaires de véhicules neufs) : adopté après rectification (p. 9088)

Après l'article 73

Son amendement n° 150 (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) : retiré (p. 9115)

Son amendement n° 148 (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) : retiré (p. 9115)

Son amendement n° 149 (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) : retiré (p. 9115)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 9119)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : adopté (p. 9123)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10584)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10585)

Finances publiques : dépenses (p. 10584, 10585)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10585)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10585)

Logement : épargne logement (p. 10584)

Parlement : Sénat (p. 10584 à 10586)

Politique économique : conjoncture (p. 10585)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10585)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10584)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 10584)

TVA : taux (p. 10585)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10613)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10613)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires dont bénéficient certaines professions au titre de leurs frais professionnels) : adopté (p. 10614)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (réduction d'impôt au bénéfice de certains titulaires de demi-parts additionnelles de quotient familial)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une rectification rédactionnelle) : adopté (p. 10616)

Article 2 ter (exonération de taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10616)

Article 3 bis (institution d'une réduction d'impôt pour les dons à certaines organisations humanitaires)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10616)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) : réservé (p. 10620)

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéfices non commerciaux) : adopté après modifications et rectification (suppression du gage) (p. 10626)

Son sous-amendement n° 204 (rapport au Parlement) à l'amendement n° 36 de la commission : adopté (p. 10626)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10627)

Article 9 supprimé par le Sénat (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10627)

Article 10 supprimé par le Sénat (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 10629)

Son sous-amendement n° 206 (de coordination) à l'amendement n° 39 de la commission : adopté (p. 10629)

Son sous-amendement n° 209 (institution d'un abattement de 50 % sur la valeur imposable du droit réservé par le donateur) à l'amendement n° 39 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10629)

Son sous-amendement n° 210 (application du dispositif aux démembrements de propriété réalisés à compter du 1er janvier 1999) à l'amendement n° 39 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10629)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10629)

Article 13 (renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10630)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (exclusion des salariés ayant eu leur domicile fiscal en France du champ d'application de l'article) : adopté (p. 10631)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10638)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (réduction à neuf mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) : adopté (p. 10641)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10642)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10642)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10645)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10648)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de modifications rédactionnelles) : retiré (p. 10649)

Article 22 quater (application du taux réduit de la TVA aux travaux relatifs à certains casernements de gendarmerie)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10651)

Article 22 quinquies (application du taux réduit de la TVA sur le droit d'utilisation de certaines installations sportives)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10651)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 205 (exonération des locaux de stockage des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10667)

Article 28 supprimé par le Sénat (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10673)

Article 28 ter supprimé par le Sénat (réintégration d'une quote-part des frais et charges afférente aux dividendes perçus par les sociétés mères)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10674)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10675)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10675)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10676)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10676)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10676)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10678)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10678)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10679)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10680)

Article 29 bis (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires de certaines prestations sociales)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10681)

Article 29 ter (exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les salines et marais salants exploités à titre individuel)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10681)

Article 30 supprimé par le Sénat (taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 10684)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10688)

Article 36 bis (inclusion de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le champ d'application de la redevance sur les concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10689)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10690)

Son amendement n° 253 (de coordination) : adopté (p. 10690)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10690)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de précision) : retiré (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de coordination) : retiré (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (de coordination) : retiré (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Son amendement n° 207 (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) : adopté (p. 10692)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 208 (fraction de croissance prise en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des

concours de l'Etat aux collectivités locales) : adopté (p. 10696)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10696)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Son amendement n° 211 (atténuation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont une commune au moins est éligible soit à la dotation de solidarité urbaine soit à la fraction bourgs-centres de la dotation de solidarité rurale) : adopté (p. 10697)

Article 41 bis (élargissement des critères d'éligibilité au FCTVA)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (maintien de l'obligation de conclure une convention pour rendre éligibles au Fonds de compensation pour la TVA les travaux exécutés sur le domaine public de l'Etat qui présentent un caractère d'urgence) : adopté (p. 10698)

Article 4 bis A précédemment réservé (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10699)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (de conséquence des décisions prises par la commission des finances) : retiré (p. 10717)

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient les amendements n°s 84 à 94 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10727)

Soutient les amendements n°s 95 à 103 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10728)

Soutient les amendements n°s 105 à 114 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10729)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10730)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n° 116 corrigé à 119 corrigé de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10733)

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France")

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10733)

Article 64 AA (rétablissement de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les prestations maternité)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10738)

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10739)

Article 64 AC (réduction progressive du barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10740)

Article 64 AE (rapport de la Cour des comptes sur l'évolution des impôts affectés à des établissements publics et organismes divers)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10740)

Article 64 B (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10742)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10744)

Soutient les amendements n°s 130 et 131 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10744)

Article 64 bis A (taux d'imposition des plus-values sur options de souscription ou d'achat d'actions)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10745)

Article 65 bis (éligibilité au crédit d'impôt formation des dépenses de formation des chefs d'entreprises)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10745)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (suppression des paragraphes I bis et IV) : adopté (p. 10746)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10746)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (suppression des paragraphes II bis et VI) : adopté (p. 10746)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (suppression des paragraphes II ter et VII) : adopté (p. 10746)

Article 67 bis (droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des sociétés à responsabilité limitée)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10747)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Soutient les amendements n°s 139, 140 et 141 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10749)

Soutient les amendements n°s 142 à 146 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10750)

Article 69 (reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10751)

Article 69 bis A (biens amortissables constituant une charge)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10751)

Article 69 quater supprimé par le Sénat (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10751)

Article 69 sexies (taxe professionnelle de France Télécom)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10752)

Article 70 supprimé par le Sénat (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées par des personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10753)

Article 70 septies supprimé par le Sénat (utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10756)

Article 70 decies (modification du taux de l'intérêt de retard)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10756)

Article 72 bis A (application du taux réduit de la TVA sur certains produits de chocolat)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10757)

Article 72 bis B (application du taux réduit de la TVA à certaines opérations de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10757)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Soutient les amendements n°s 156 et 157 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10758, 10759)

Article 75 AA (mise en oeuvre des crédits délégués à l'Agence française de développement)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10759)

Article 79 bis (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires)

Soutient les amendements n°s 159 et 160 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10760)

Article 80 supprimé par le Sénat (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10761)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10761)

Article 83 supprimé par le Sénat (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10761)

Article 83 bis (régulation des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par les départements)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10761)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10790)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 10790)

TVA : taux (p. 10790)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9379)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9380)

Etat (p. 9381, 9382)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 9381)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9382)

Parlement : rôle (p. 9381)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9381)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10009)

Thème :

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10009, 10010)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT")

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10015)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10017)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10025)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10033)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10019, 10025, 10034)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10018)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 10018)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10018, 10019, 10033)

Finances publiques : dépenses (p. 10017, 10018)

Finances publiques : dette publique (p. 10034)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10033)

Finances publiques : recettes (p. 10018)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10019)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (affectation à France 2, RFO et France 3 de l'excédent de redevance) : adopté (p. 10102)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Son amendement n° 23 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 10106)

Son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté (p. 10106)

Après l'article 11

Son amendement n° 76 deuxième rectification (institution d'un avantage fiscal en faveur de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones de revitalisation rurale) : adopté après troisième rectification (suppression du gage) (p. 10110)

Article 14 (validation législative des impositions établies en matière d'impôts directs locaux)

Son amendement n° 25 (de précision) : adopté (p. 10117)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles appartenant aux établissements publics de coopération intercommunale, aux syndicats mixtes et aux ententes interdépartementales) : adopté après modifications et rectification (suppression du gage) (p. 10118)

Son sous-amendement n° 26 (de précision) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 10118)

Après l'article 15

Son amendement n° 60 (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10121)

Après l'article 16

Son amendement n° 31 (assujettissement à la TVA des villages de vacances classés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10125)

Article 17 (modification des recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de sociétés")

Son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté (p. 10133)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux)

Son amendement n° 32 (rapport au Parlement sur l'activité du Fonds monétaire international) : adopté après modifications (p. 10134)

Article 19 (compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté (p. 10135)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10955)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 10955)

Assurances : compagnies : provisions (p. 10955)

Boissons et alcools : alcools : stades (p. 10955)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10955)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10955)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10955)

Parlement : Sénat (p. 10955)

Politique économique : croissance (p. 10955)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10965)

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Soutient les amendements n°s 2, 3, 4, et 5 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10966)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 6 corrigé de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10969)

Article 11 supprimé par le Sénat (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression des dispositions prévoyant une date spécifique de dépôt des déclarations de résultat des sociétés commerciales) : adopté (p. 10972)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Son amendement n° 39 (de précision) : adopté (p. 10976)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 10977)

Son sous-amendement n° 40 (de précision) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10977)

Article 11 ter supprimé par le Sénat (réduction du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers pour la location de logements ayant ouvert droit à la réduction d'impôt pour les résidences de tourisme classées)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10977)

Article 11 quater (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le champ du nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10977)

Article 12 bis (prorogation du délai de transformation, par avenants, des contrats d'assurance-vie classiques en contrats multisupports)

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (prorogation du délai limitée à 6 mois) : adopté (p. 10978)

Article 15 bis A supprimé par le Sénat (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre des dérogations annuelles) (p. 10988)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10990)

Article 16 decies (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Augustin Bonrepaux (exonération des acquisitions d'immeubles réalisées par les SAFER) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10996)

Article 16 quindecies supprimé par le Sénat (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article) : adopté (p. 10996)

Article 16 sedecies (déductibilité fiscale des provisions de gestion des sociétés d'assurance)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : retiré (p. 10997)

Article 16 septemdecies (modalités d'application de l'article 209 OA du code général des impôts)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10998)

Article 17 bis (suppression de la ligne de reversements au budget général du compte n° 902-24)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10999)

Article 19 bis (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10999)

Son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté (p. 10999)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11051)

Thème :

Parlement : Sénat (p. 11051)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention du rapporteur général (p. 1530)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Commission bancaire (p. 1531)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1530, 1531)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1530, 1531)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1531)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 1531)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Gérard Bapt (aménagement du dispositif de suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés en situation de surendettement) (p. 2351)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2502)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 2502, 2503)

Union européenne : élargissement (p. 2503)

Union européenne : fonds structurels (p. 2502)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Lefort (association des parlements nationaux à une politique d'accroissement des ressources financières de l'Union en vue de favoriser l'emploi) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Claude Lefort (maintien du principe du transfert systématique des montants non exécutés des crédits des fonds structurels) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs (adoption de grands programmes dans les domaines d'avenir) (p. 2594)

Intervient sur le sous-amendement n° 2 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (objectif de favoriser l'emploi) à l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) (p. 2594)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention en qualité de rapporteur général (p. 6119)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6122)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6119, 6120)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6121)

Finances publiques : dépenses (p. 6120, 6121)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6120, 6121)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6121, 6122)

Finances publiques : recettes (p. 6120)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6122)

Parlement : rôle (p. 6120)

Politique économique : croissance (p. 6120)

Sécurité sociale : comptes (p. 6121)

TVA : taux (p. 6122)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6173)

Thèmes :

Finances publiques : crédits d'articles (p. 6174)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6175)

Finances publiques : dépenses (p. 6174)

Finances publiques : fonds de concours (p. 6174)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6174)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6174)

Finances publiques : recettes (p. 6174, 6175)

Justice : Cour des comptes (p. 6174)

Lois de règlement (p. 6173, 6174)

Politique économique : croissance (p. 6174)

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6192)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6194)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6192)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6193, 6194)

TVA : taux normal (p. 6192, 6193)

TVA : taux réduit (p. 6192 à 6194)

TVA : taux réduit : aides à domicile (p. 6193)

Union européenne : directives (p. 6192, 6193)

Union européenne : droit communautaire (p. 6193)

Hélène MIGNON

Haute-Garonne (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre titulaire du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8567)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles, Toulouse [15 décembre 1998] (p. 10475)

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [20 janvier 1999] (p. 125)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 302 soutenu par M. Christian Jacob (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6017) : rejeté (p. 6018)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7458)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7458, 7459)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 7458)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Son intervention (p. 7558)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Intervient sur l'amendement n° 396 de la commission (montant de la taxation) (p. 7597)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7612)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son intervention (p. 7625)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10059)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 10059)

Prestations familiales : allocations familiales : bénéficiaires (p. 10059)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 10059)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10059)

Santé : politique de la santé (p. 10059)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10060)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7894)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8645)

Procédure des questions :

Rapatriés : harkis (p. 8650)

Santé : alcoolisme (p. 8654)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10342)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 10342)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10342)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10342)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2053)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 2053)

Préretraites : allocation spéciale (p. 2053, 2054)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2053)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2054)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Son intervention (p. 4345)

Jean-Claude MIGNON

Seine-et-Marne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [21 octobre 1998] (p. 7117)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [15 décembre 1998] (p. 10478)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 481, posée le 5 octobre 1998. Environnement. Parcs naturels régionaux (J.O. Questions p. 5341). Appelée le 6 octobre 1998. Gâtinais, perspectives (p. 5930)

n° 745, posée le 5 avril 1999. Environnement. Parcs naturels régionaux (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Gâtinais, perspectives (p. 3276)

n° 778, posée le 3 mai 1999. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Restructuration, délais, Perthes-en-Gâtinais (p. 3913)

n° 832, posée le 24 mai 1999. Voirie. A 6 (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Rénovation, liaison Le Coudray-Montceau Fleury-en-Bière (p. 4789)

n° 884, posée le 14 juin 1999. Justice. Maisons de justice (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Fonctionnement, financement, Savigny-le-Temple (p. 5804)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 319 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 320 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (définition des activités accessoires) (p. 6082) : retiré (p. 6083)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 358 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7895)

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7894)

Aménagement du territoire : politique de la ville : grands projets urbains (p. 7895)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7895)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : délinquance et criminalité (p. 7896)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7895, 7896)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7895)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7895)

Charles MILLON

Ain (3ème circonscription)
Non Inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 4 (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) : rejeté (p. 9555)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9556)

Après l'article unique

Son amendement n° 5 (vote de résolutions lors de l'examen de tout projet de loi autorisant la ratification de textes modifiant les traités relatifs aux Communautés européennes ou à l'Union européenne) : rejeté (p. 9578)

Charles MIOSSEC

Finistère (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation, statistiques [20 janvier 1999] (p. 122)

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [7 avril 1999] (p. 3361)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 653, posée le 1er mars 1999. Défense. Arsenaux (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest (p. 1829)

n° 813, posée le 17 mai 1999. Défense. Arsenaux (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Restructuration, plan d'accompagnement, Brest (p. 4479)

n° 864, posée le 7 juin 1999. Etablissements de santé. Etablissements privés (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Durée du travail, réduction, aides de l'Etat (p. 5471)

Gilbert MITTERRAND

Gironde (10ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 23 : Emploi et solidarité (santé) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6609)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 6610)

Agriculture : installation (p. 6610)

Agriculture : politique agricole (p. 6610)

Impôts et taxes : politique fiscale : agriculture (p. 6610)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : adopté (p. 6744)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8609)

Thèmes avant la procédure des questions :

Avortement (p. 8612)

Etablissements de santé : hôpitaux : investissement (p. 8611)

Santé : accès aux soins (p. 8610)

Santé : cancer (p. 8610)

Santé : prévention (p. 8610)

Santé : santé publique : crédits (p. 8610, 8611)

Santé : veille sanitaire (p. 8610)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 284 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Après l'article 32 bis

Son amendement n° 1 soutenu par M. Joseph Parrenin (extension des compétences de l'OFIMER à la pêche professionnelle en eau douce) : adopté (p. 3517)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 94 rectifié de la commission (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) : adopté (p. 6491)

Son amendement n° 228 rectifié (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) : adopté (p. 6491)

Yvon MONTANÉ

Gers (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1296 visant à la réglementation de la fabrication des vins de liqueur d'Armagnac [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 873, posée le 14 juin 1999. Agriculture. Calamités agricoles (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Tornade, indemnisation, viticulture, Sud-Ouest (p. 5803)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6198)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6218)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1576)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1577, 1578)

Energie et carburants : électricité (p. 1577)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1576, 1577)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son intervention (p. 1716)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son intervention (p. 1746)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2187)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2187, 2188)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2188)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2188)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2188)

Gabriel MONTCHARMONT

Rhône (11ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VIII : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur l'application de la loi de réglementation des télécommunications [23 juin 1999] (n° 1735)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Givors [19 janvier 1999] (p. 32)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5986)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8874)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes (p. 8874, 8875)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8874)

Télécommunications : France Télécom (p. 8875)

Arnaud MONTEBOURG

Saône-et-Loire (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. Politiques communautaires. Appellations d'origine contrôlée (AOC), développement [2 juin 1999] (p. 5285)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 500, posée le 23 novembre 1998. Défense. Service national (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Report d'incorporation, contentieux (p. 9396)

n° 807, posée le 17 mai 1999. Politique extérieure. Djibouti (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 1er juin 1999. Election présidentielle, attitude de la France (p. 5158)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pierre Albertini : regrette le manque d'humour de MM. Albertini et Deprez [25 mars 1999] (p. 2942)

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 790)

Son sous-amendement n° 1180 (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : retiré (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Son amendement n° 736 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2769)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2792)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2806)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Patrick Devedjian (présence de l'avocat à tout moment de la garde à vue) (p. 2817)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Philippe Houillon (avocat pouvant assister aux interrogatoires) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Patrick Devedjian (avocat pouvant assister aux interrogatoires) (p. 2819)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 312 de la commission (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions et possibilité pour le juge d'instruction de s'opposer aux questions susceptibles de nuire au bon déroulement de l'information ou à la dignité de la personne) (p. 2829)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Patrick Devedjian (article 152 du code de procédure pénale - perquisition devant être visée par la commission rogatoire ou autorisée par le juge mandant) (p. 2834)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2836)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2883)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (délai des enquêtes préliminaires menées sur instruction du procureur et compte rendu tous les quatre mois pour celles déclenchées d'office) (p. 2922)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) (p. 2926)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 120 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la durée de l'instruction à deux ans en matière délictuelle et à trois ans en matière criminelle) (p. 2929)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2935)

Intervient sur l'amendement n° 287 rectifié de Mme Nicole Catala (amende de 100 000 F pour la publication ou la diffusion de documents couverts par le secret de l'enquête ou de l'instruction) (p. 2941)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pierre Albertini (cf. supra) (p. 2942)

Article 24 (article 64 de la loi du 29 juillet 1881 : arrêt de l'exécution provisoire d'une décision tendant à limiter la diffusion de l'information)

Son intervention (p. 2943)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (article 40 du code de procédure pénale - motivation et notification par écrit de l'avis de classement sans suite) (p. 2956)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4987)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5012)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Laurent Dominati (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Son amendement n° 424 (limites de renouvellement des autorisations) : devenu sans objet (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 492 de M. Michel Françaix (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) : retiré (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Laurent Dominati (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) (p. 5022)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6316)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6387)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6387)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6317)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6317)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6316, 6317, 6387)

Justice : indépendance (p. 6316, 6317, 6387)

Justice : magistrats : statuts (p. 6317)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6317, 6387)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Jean-Luc Warsmann (information du Parlement sur les conditions de mise en œuvre des directives par une déclaration suivie d'un débat) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6407)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 rectifié de M. Alain Tourret (représentation du ministre de la justice pour la mise en mouvement de l'action publique par un avocat désigné par arrêté ministériel et choisi pour trois ans parmi les bâtonniers ou anciens bâtonniers de chaque ressort de cour d'appel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6411)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de M. Jean-Luc Warsmann (droit pour le ministre d'être informé de toute affaire dont les parquets sont saisis) à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6420)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (obligation de motiver le classement même en l'absence d'identification d'une personne susceptible d'être mise en cause) (p. 6424)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Alain Tourret (suppression de la référence aux considérations de fait et de droit motivant le classement) (p. 6424)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son intervention (p. 6426)

Soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission (extension des dispositions de l'article aux classements sans suite relatifs à des faits nouveaux apparus au cours d'une information judiciaire) : adopté (p. 6427)

Soutient l'amendement n° 18 rectifié de la commission (réduction de 100 000 F à 10 000 F du montant maximum de l'amende encourue pour saisine abusive de la commission de recours) : adopté (p. 6428)

Soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique) : adopté après modifications (p. 6429)

Article 8 (articles 75-1 et 75-2 du code de procédure pénale - contrôle du procureur de la République sur les enquêtes préliminaires)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (prorogation par le procureur du délai imparti aux officiers de police judiciaire) (p. 6431)

Article 11 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Warsmann (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) (p. 6435)

Pierre MORANGE

Yvelines (6ème circonscription)
Non Inscrit
puis Rassemblement pour la République

Devient député le 2 février 1999 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 4 février 1999] (p. 1827)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 12 février 1999] (p. 2281)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 février 1999] (p. 2346)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Perspectives [10 mars 1999] (p. 2221)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 726, posée le 29 mars 1999. Préretraites. Professions de santé (J.O. Questions p. 1783). Appelée le 30 mars 1999. Médecins (p. 2999)

DÉBATS

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4896)

Thèmes :

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4896, 4897)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4897)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4897)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5370)

Thèmes :

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 5371)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 5371)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5371)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5367)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 5367)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5367)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5367)

Louise MOREAU

Alpes-Maritimes (8ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteure du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (n° 1195) [2 décembre 1998]

Rapporteure du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (n° 1196) [2 décembre 1998]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1113) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1195) autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil ;
- (n° 1196) autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil [30 juin 1999] (n° 1754)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteure pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8984)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : excédent (p. 8984, 8985)

Commerce extérieur : exportations (p. 8985)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8985)

Commerce extérieur : généralités (p. 8985)

Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 8985)

Pays étrangers : Allemagne (p. 8984, 8985)

Pays étrangers : Autriche (p. 8986)

Pays étrangers : Espagne (p. 8986)

Pays étrangers : Italie (p. 8986)

Politique économique : conjoncture (p. 8984, 8985)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 75 AA (mise en oeuvre des crédits délégués à l'Agence française de développement)

Son amendement n° 3 : non soutenu (p. 10759)

Hervé MORIN

Eure (3ème circonscription)
Non Inscrit
puis Union pour la démocratie française-Alliance

Elu le 29 novembre 1998 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1er décembre 1998] (p. 18140)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 11 février 1999] (p. 2208)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 février 1999] (p. 2208)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1715 tendant à la réunification de la Normandie [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 592, posée le 1er février 1999. Voirie. A 28 (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Liaison Alençon Rouen, construction (p. 693)

n° 694, posée le 15 mars 1999. Transports ferroviaires. Développement (J.O. Questions p. 1465). Appelée le 16 mars 1999. Normandie (p. 2399)

n° 887, posée le 14 juin 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3531). Appelée le 15 juin 1999. Fusion, Equemauville, Pont-Audemer (p. 5798)

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 261 soutenu par M. Léonce Deprez (communauté constituée par au moins trois communes) : rejeté (p. 1014)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 502 (communauté urbaine constituée d'au moins trois communes) : rejeté (p. 1097)

Article 9 (article L. 5214-1 du code général des collectivités territoriales - périmètre des communautés de communes)

Son amendement n° 503 deuxième correction (de coordination) : rejeté (p. 1121)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 258 (suppression du II du texte proposé pour l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1147)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) (p. 1175)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Bouvard (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) (p. 1180)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (prise en compte des indemnités versées aux membres d'établissements publics de coopération intercommunale dans le plafonnement à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire) (p. 1181)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 359 de M. Jean-Claude Lenoir (alignement des modalités d'extension du périmètre des communautés de communes sur celles prévues pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines lorsque le préfet a pris l'initiative de la modification) : rejeté (p. 1186)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 504 (consultation des électeurs des communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 1194)

Après l'article 46

Son amendement n° 292 (conventions organisant la mise en oeuvre de certaines compétences d'une collectivité territoriale par une autre collectivité) : rejeté (p. 1224)

Son amendement n° 294 (communes, départements et régions ne pouvant financer que les projets de leurs domaines de compétences) : rejeté (p. 1224)

Son amendement n° 293 (crédits d'heures pour les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale) : retiré (p. 1229)

Son amendement n° 53 (pouvoirs de police du maire de Paris) : retiré (p. 1231)

Son amendement n° 295 (exercice de compétences différentes d'une région à l'autre) : retiré (p. 1231)

Son amendement n° 50 (création d'une région Normandie) : rejeté (p. 1233)

Son amendement n° 290 (répartition des missions entre les administrations centrales de l'Etat, ses services à compétence nationale et ses services déconcentrés) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 291 (compétences du préfet de région) : rejeté (p. 1236)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Après l'article 2

Son amendement n° 29 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité du mandat de député avec ceux d'adjoint au maire d'une commune de plus de 100 000 habitants, de maire d'une commune de plus de 10 000 habitants et de président de conseil général ou régional) : rejeté (p. 2023)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique à compter de la réélection du parlementaire) (p. 2023) : rejeté (p. 2024)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique sauf pour les ministres des cultes dans les départements d'Alsace-Moselle) (p. 2023) : rejeté (p. 2024)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Son amendement n° 35 corrigé soutenu par M. Pierre Albertini (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir directement ou indirectement tout acte de sa profession) (p. 2028) : rejeté (p. 2029)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Son amendement n° 40 (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) : retiré (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son amendement n° 41 : devenu sans objet (p. 2077)

Après l'article 1er

Son amendement n° 42 (incompatibilité des mandats de conseiller général et de conseiller régional) : rejeté (p. 2078)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son amendement n° 230 : non soutenu (p. 3758)

Article 16 (articles L. 381-4 et 381-12 du code de la sécurité sociale : maintien des régimes actuellement applicables aux étudiants et aux ministres des cultes)

Son amendement n° 228 (maintien des mécanismes d'affiliation au régime étudiant) : rejeté (p. 3826)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 231 (maintien d'une cotisation de 50 F) : rejeté (p. 3842)

Article 30 (transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3892)

Son amendement n° 232 soutenu par M. Yves Bur (maintien des possibilités d'intervention de l'aide médicale vis à vis des personnes sans résidence stable) : rejeté (p. 3892)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897)

Après l'article 3

Son amendement n° 216 soutenu par M. Yves Bur (code rural) : rejeté (p. 5900)

Jean-Marie MORISSET

Deux-Sèvres (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5861)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5861)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5861)

Agroalimentaire : labels (p. 5861)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5861, 5862)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017)

Son intervention (p. 8023)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8024)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 8024)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8023)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8023)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10360)

Thèmes :

Logement : Union d'économie sociale (p. 10360, 10361)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10360, 10361)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10361)

Pierre MOSCOVICI

Ministre délégué chargé des affaires européennes

DÉPÔT

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [3 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Brunhes. Union européenne. Politique économique. Croissance, emploi [20 octobre 1998] (p. 7007)

M. Jacques Rebillard. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation [27 octobre 1998] (p. 7398)

M. André Vallini. Elections et référendums. Elections européennes. Ressortissants européens, droit de vote [18 novembre 1998] (p. 9157)

M. François Asensi. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [10 janvier 1999] (p. 29)

M. Arthur Paecht. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 30)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 33)

M. Robert Pandraud. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2413)

M. Yves Bur. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2415)

M. Jean-Claude Lenoir. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2417)

M. Philippe Douste-Blazy. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [31 mars 1999] (p. 3099)

M. Jean Launay. Etrangers. Kosovars. Accueil en France [5 mai 1999] (p. 4079)

M. Pierre Carassus. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4311)

M. Jean-Claude Sandrier. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4310)

M. Jean Espilondo. Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [12 mai 1999] (p. 4421)

M. Jacques Barrot. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [26 mai 1999] (p. 4926)

M. Alain Barrau. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme [9 juin 1999] (p. 5608)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Politique extérieure. Yougoslavie et pays limitrophes. Aides à la reconstruction [23 juin 1999] (p. 6369)

M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Moyen-Orient. Conflit israélo-libanais [29 juin 1999] (p. 6535)

M. Michel Grégoire. Politiques communautaires. Aides communautaires. Grands travaux d'infrastructures [30 juin 1999] (p. 6697)

M. François Loncle. Politique extérieure. Turquie. Procès d'Öcalan, droits de l'homme, respect [30 juin 1999] (p. 6699)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Suchod. Agriculture. SAFER. Financement [9 mars 1999] (p. 2113)

M. Daniel Boisserie. Elevage. Porcs. Bâtiments d'élevage, installation, réglementation [9 mars 1999] (p. 2114)

M. Christian Martin. Politique extérieure. Maroc. Sahara occidental, attitude de la France [1er juin 1999] (p. 5170)

M. Bruno Bourg-Broc. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [1er juin 1999] (p. 5168)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6690, 6703)

Thèmes :

Allemagne (p. 6690, 6693, 6703, 6704)

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6691, 6693)

Constitution : révision (p. 6692)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6694, 6705)

Parlement : rôle (p. 6690)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6705) ; croissance (p. 6705) ; généralités (p. 6694, 6705) ; politique monétaire (p. 6692)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 6692) ; budget (p. 6690 à 6693) ; dépenses (p. 6690, 6691, 6704) ; Europe sociale (p. 6694) ; fraude (p. 6705) ; pacte de stabilité (p. 6706) ; politique agricole commune (p. 6691, 6693, 6704) ; politiques internes (p. 6691, 6692)

Recherche (p. 6691, 6692)

TVA : taux (p. 6706)

Union européenne : construction européenne (p. 6694) ; contribution française (p. 6691, 6693, 6703) ; élargissement (p. 6692, 6693, 6703) ; euro (p. 6693, 6694) ; institutions communautaires (p. 6694) ; Traité d'Amsterdam (p.6692)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Christian Cuvilliez (réduction du prélèvement) (p. 6707)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9431)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9452)

Sa réponse (p. 9521)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9531)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9434)

Constitution : révision (p. 9452)

Etrangers : immigration : Traité d'Amsterdam (p. 9432)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9434)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9522)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9432)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9432, 9433)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9431)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9432)

Union européenne : accords de Schengen (p. 9432, 9452)

Union européenne : Commission (p. 9433, 9452)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 9453, 9532)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9432, 9433, 9453, 9522)

Union européenne : constitution européenne (p. 9532)

Union européenne : construction européenne (p. 9523)

Union européenne : construction européenne : droits de l'homme et libertés publiques (p. 9432)

Union européenne : euro (p. 9431, 9432, 9452)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9433)

Union européenne : Parlement européen (p. 9434)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9522, 9523, 9532)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : réfugiés (p. 9453)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions (p. 9453)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 9431)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Pierre Lequiller (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en œuvre par les institutions européennes) (p. 9548)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. René André (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Philippe Douste-Blazy (modalités d'adoption de résolutions communes à l'Assemblée nationale et au Sénat) à l'amendement n° 42 de M. René André (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de Mme Nicole Catala (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Baumel (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Nicole Ameline (soumission au Parlement des propositions d'actes communautaires et des projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Maurice Ligot (soumission au Parlement des rapports d'information de la Commission et des projets d'actes communautaires et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. François Guillaume (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (soumission au Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne comportant des dispositions législatives et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Myard (respect par le Gouvernement des résolutions communes des chambres du Parlement) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles Millon (vote de résolutions lors de l'examen de tout projet de loi autorisant la ratification de textes modifiant les traités relatifs aux Communautés européennes ou à l'Union européenne) (p. 9578)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. François Guillaume (approbation par le Parlement des projets ou propositions donnant à la Communauté européenne ou à l'Union européenne un pouvoir d'action non explicitement prévu par les traités) (p. 9578)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9580)

Intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Nicole Ameline (création d'une commission permanente pour l'Union européenne dans chacune des chambres du Parlement) (p. 9581)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Myard (compromis de Luxembourg) (p. 9584)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. François Guillaume (clause de sauvegarde en matière d'harmonisation du marché intérieur et de libre circulation des personnes) (p. 9585)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. François Guillaume (absence d'effet contraignant des actes des Communautés européennes ou de l'Union européenne auxquels le Gouvernement s'est opposé) (p. 9585)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Son intervention (p. 9761)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1874)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1888)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 1905)

Intervient sur la motion d'ajournement de M. Georges Sarre (p. 1945)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1876, 1889, 1906, 1907)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1875, 1945)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1875, 1945)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1889, 1890)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1874)

Union européenne : élargissement (p. 1876, 1890)

Union européenne : euro (p. 1875)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1876, 1946)

Union européenne : subsidiarité (p. 1906)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1874, 1875, 1906, 1907, 1945 à 1947)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) : adopté (p. 1959)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2505)

Sa réponse (p. 2560)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2506)

Agriculture : montagne (p. 2561)

DOM-TOM (p. 2561)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2561)

Politiques communautaires : budget (p. 2506, 2561, 2562)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2505 à 2508, 2561)

Union européenne : élargissement (p. 2506)

Union européenne : euro (p. 2506)

Union européenne : fonds structurels (p. 2506, 2508, 2560 à 2562)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Son intervention (p. 2591)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République héllénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4431)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4432, 4433)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4432)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4432)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4442)

Thème :

Politiques communautaires : actions extérieures : coopération et développement (p. 4442, 4443)

Ernest MOUTOUSSAMY

Guadeloupe (2ème circonscription)
Apparenté au groupe communiste

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Guadeloupe : énergie et carburants. Pétrole, conflit Shell [17 novembre 1998] (p. 9100)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5886)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 5886)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5886)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : affectation : indemnités (p. 7154)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

DOM : Guadeloupe : transport de voyageurs (p. 7258)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7318)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture (p. 7319)

DOM : Guadeloupe (p. 7318, 7319)

DOM : institutions (p. 7319, 7320)

Emploi (p. 7318)

Etat (p. 7319)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7318)

Lois : lois d'orientation (p. 7318)

Union européenne (p. 7318)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10855)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10855, 10856)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : histoire (p. 10855)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 131)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe (p. 131, 132)

DOM-TOM : crédits (p. 132)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 246)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe : énergie électrique (p. 246, 247)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 246)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1646)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : cultes (p. 1646)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1646)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Sénégal (p. 1646)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3721)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Dom-Tom (p. 3721)

Santé : accès aux soins : Dom-Tom (p. 3721)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4560)

Thème :

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4560)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 427 rectifié de M. Léo Andy (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Christiane Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4702)

Son amendement n° 312 (définition de la mission de RFO) : retiré (p. 4702)

Son amendement n° 314 (institution d'une formule de coopération entre RFO et France-Télévision) : retiré (p. 4705)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6160)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe (p. 6160, 6161)

DOM-TOM : généralités (p. 6160, 6161)

Emploi : chômage (p. 6160)

Alain MOYNE-BRESSAND

Isère (6ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3944)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 486, posée le 23 novembre 1998. Voirie. A 48 (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Construction, tronçon Ambérieu Grenoble (p. 9392)

n° 880, posée le 14 juin 1999. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Maintien, Pont-de-Beauvoisin (p. 5801)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8943)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8944)

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 8944)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8943, 8944)

Travail : coût (p. 8944)

Renaud MUSELIER

Bouches-du-Rhône (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 1202 tendant à modifier l'article L. O. 142 du code électoral et visant à rendre incompatible le mandat de député avec l'appartenance à la fonction publique [17 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance [1er décembre 1998]

Proposition de loi n° 1549 tendant à la suppression de l'École nationale d'administration [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1560 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1561 tendant à améliorer les conditions de prise en charge du "syndrome d'enfermement" ou "locked-in-syndrom" [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1800 tendant à accorder la nationalité française aux légionnaires blessés au feu [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9893)

DÉBATS

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9201)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9201, 9202)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 1er (politique de prévention du dopage)

Son amendement n° 86 soutenu par M. Guy Drut (Comité national olympique et sportif français) : rejeté (p. 9211)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 88 (caractère intentionnel de la faute) à l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) : rejeté (p. 9219)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Son sous-amendement n° 85 soutenu par M. Guy Drut (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9220) : rejeté (p. 9221)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son amendement n° 81 soutenu par M. Guy Drut (gestion des contrôles antidopages) (p. 9224) : rejeté (p. 9225)

Son amendement n° 80 soutenu par M. Guy Drut (suppression des pouvoirs de sanction) (p. 9225) : rejeté (p. 9226)

Article 11 (définition et prohibition du dopage)

Son amendement n° 82 soutenu par M. Guy Drut (substances et procédés de nature à nuire à la santé) : rejeté (p. 9228)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Son amendement n° 84 soutenu par M. Guy Drut (tests capillaires et sanguins) : rejeté (p. 9231)

Article 20 (exercice par le comité national olympique et sportif français et les fédérations des droits reconnus à la partie civile)

Son amendement n° 83 soutenu par M. Guy Drut (restriction de la responsabilité) : rejeté (p. 9250)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur public : budget de l'Etat (p. 8929)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 910 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 938) : rejeté (p. 939)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4170)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4170)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4171)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4186)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (élargissement de la définition) : rejeté (p. 4338)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son amendement n° 24 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (dépenses de formation et de coordination des bénévoles) : rejeté (p. 4351)

Son amendement n° 25 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (prise en charge par l'assurance maladie des frais d'encadrement et de formation des bénévoles) (p. 4351) : rejeté (p. 4352)

Après l'article 9

Son amendement n° 27 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son amendement n° 28 soutenu par M. Bernard Perrut (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) (p. 4353) : rejeté (p. 4356)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4512) : rejetée (p. 4522)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4534)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : câble (p. 4516)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4518)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4514 à 4517, 4535)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4534)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4514, 4515)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4515 à 4517)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4514 à 4518)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4514 à 4518)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4612)

Son amendement n° 1 (de suppression) : rejeté (p. 4618)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 4618)

Son amendement n° 3 (notion de public "le plus large") : rejeté (p. 4619)

Son amendement n° 2 (rédactionnel) : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 4 (introduction de la notion de "droits de l'homme") : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 5 (introduction de la notion de "principes généraux du droit") : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 6 (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") : rejeté (p. 4624)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Olivier de Chazeaux (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") (p. 4624)

Intervient sur l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Intervient sur l'amendement n° 425 de Mme Dominique Gillot (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Après l'article 1er

Son amendement n° 32 (institution d'un "observatoire de la qualité") : rejeté (p. 4629)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Olivier de Chazeaux (institution d'un "observatoire de la qualité") (p. 4629)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4631)

Son amendement n° 7 (référence au pluralisme de pensée et d'opinion) : rejeté (p. 4662)

Son amendement n° 8 corrigé (mise en valeur du pluralisme des émissions) : rejeté (p. 4664)

Son amendement n° 9 (liberté de mise en place des grilles horaires) : adopté (p. 4664)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Christian Kert (liberté de mise en place des grilles horaires) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (notion de pluralisme) : rejeté (p. 4704)

Son amendement n° 11 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (renvoi à un décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4705)

Son amendement n° 415 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (commercialisation par les chaînes des œuvres qu'elles pourraient produire) : rejeté (p. 4705)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 12 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (référence au Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 13 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (modification de la composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 16 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (réduction du nombre de représentants) : rejeté (p. 4735)

Son amendement n° 17 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 18 : non soutenu (p. 4743)

Son amendement n° 19 : non soutenu (p. 4743)

Son amendement n° 20 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (représentation des téléspectateurs) : rejeté (p. 4744)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (affectation directe des ressources aux trois sociétés) : rejeté (p. 4770)

Son amendement n° 27 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (souscriptions publiques) : rejeté (p. 4770)

Son sous-amendement n° 419 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (conditions de remboursement de la redevance) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté (p. 4773)

Intervient sur le sous-amendement n° 603 de M. Laurent Dominati (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Son sous-amendement n° 420 (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4776)

Son sous-amendement n° 416 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4776)

Son sous-amendement n° 418 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : retiré (p. 4776)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Olivier de Chazeaux (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Après l'article 8

Son amendement n° 449 (institution d'un observatoire de la qualité des programmes audiovisuels) : rejeté (p. 4867)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 407 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997) : rejeté (p. 4998)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'oeuvres musicales d'expression francophone)

Son amendement n° 539 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5007) : rejeté (p. 5009)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son amendement n° 408 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (mode d'examen des demandes) : rejeté (p. 5022)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 409 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (proportion d'œuvres européennes) : rejeté (p. 5025)

Son amendement n° 410 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (proportion d'œuvres européennes) : rejeté (p. 5025)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) : rejeté (p. 5026)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 412 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (distribution par le câble) : rejeté (p. 5028)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (notions de modalités de commercialisation) : rejeté (p. 5066)

Son amendement n° 414 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (de précision) : rejeté (p. 5066)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son sous-amendement n° 450 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5079) : rejeté (p. 5080)

Après l'article 31

Son amendement n° 569 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (service minimum en cas de grève) : rejeté (p. 5090)

Après l'article 32

Son amendement n° 29 corrigé soutenu par M. Olivier de Chazeaux (rapport annuel du CSA au Parlement) : rejeté (p. 5092)

Jacques MYARD

Yvelines (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Vice-président de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1109 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (COM (97) 628 final/E 1011) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'harmonisation européenne de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information [8 octobre 1998] (n° 1108)

Proposition de loi n° 1129 déterminant les conditions de pavoisement du drapeau français [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1135 portant réforme des droits de succession entre frères et sœurs et entre personnes non parentes [14 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1337 visant à la création d'une commission d'enquête tendant à établir une analyse des phénomènes de la délinquance juvénile, un bilan de l'application de l'ordonnance de 1945 et à proposer des mesures de nature à répondre et corriger cette dérive dangereuse pour notre société [29 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5953)

Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [2 mars 1999] (p. 1859)

Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6529)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Défend le corps des diplomates [25 novembre 1998] (p. 9548)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7837)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7837)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7838)

Relations internationales (p. 7838)

Union européenne (p. 7838)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 48 (rétablissement de crédits supprimés) : rejeté (p. 7852)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8412)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8413)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8412)

Famille (p. 8412)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 57 (insertion du PACS dans le code de la consommation) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 76 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 95 soutenu par Mme Christine Boutin (possibilité d'opposition du ministère public à la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8561)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 134 soutenu par M. Claude Goasguen (PACS conclu depuis plus de trois ans) (p. 9991) : rejeté (p. 9992)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 65 précédemment réservé (contrat de partenariat) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 66 précédemment réservé (contrat de vie en commun) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er C (définition du concubinage)

Son amendement n° 462 : non soutenu (p. 3112)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 650 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3142)

Son sous-amendement n° 651 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)

Son sous-amendement n° 652 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)

Son sous-amendement n° 653 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3202) : rejeté (p. 3203)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son sous-amendement n° 654 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai d'un an) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3232)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son sous-amendement n° 655 (PACS conclu depuis quatre ans) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9514)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9514)

Union européenne : Commission (p. 9514)

Union européenne : Cour de justice (p. 9514)

Union européenne : subsidiarité (p. 9514)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. François Guillaume (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) (p. 9540)

Son amendement n° 10 (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) : rejeté (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9544)

Son amendement n° 11 (primauté de la loi sur tout traité, accord ou dispositions antérieures) : rejeté (p. 9545)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 novembre 1998] (p. 9548)

Son amendement n° 12 (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) : rejeté (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Baumel (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Son amendement n° 16 (reprise de compétences exercées en commun) : rejeté (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son amendement n° 23 (de suppression) : rejeté (p. 9561)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Lionnel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9563)

Après l'article unique

Son amendement n° 17 (respect par le Gouvernement des résolutions communes des chambres du Parlement) : rejeté (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9580)

Soutient l'amendement n° 13 de Mme Nicole Catala (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) : rejeté (p. 9583)

Son amendement n° 24 (compromis de Luxembourg) : rejeté (p. 9584)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son amendement n° 10 soutenu par Mme Nicole Catala (strict respect du principe d'égalité) : rejeté (p. 10549)

Son amendement n° 13 soutenu par Mme Nicole Catala (prohibition de toute mesure discriminatoire) : rejeté (p. 10549)

Son amendement n° 12 soutenu par Mme Nicole Catala (mise en œuvre par la loi des mesures tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 1050) : devenu sans objet (p. 10550)

Son amendement n° 11 soutenu par Mme Nicole Catala (loi encourageant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 1050) : devenu sans objet (p. 10550)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2780)

Thèmes :

Droit pénal : délits (p. 2780)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2780)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2780)

Justice : jugements : délais (p. 2780)

Justice : magistrats : effectifs (p. 2780)

Justice : magistrats : neutralité (p. 2780)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2780)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2867)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2868)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2868)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2868)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3313)

Son intervention (p. 3313)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aérodromes les plus importants

Soutient l'amendement n° 51 de M. Jean Marsaudon (souci d'harmonisation européenne) : rejeté (p. 4401)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son intervention (p. 4447)

Son amendement n° 64 deuxième correction (consultation des communes concernées) : retiré (p. 4453)

Article 4 (article L. 147-3 du code de l'urbanisme : consultation de l'Autorité indépendante lors de l'établissement d'un plan d'exposition au bruit)

Son amendement n° 65 (consultation des communes concernées et de l'Autorité) : retiré (p. 4454)

Ses explications de vote (p. 4458)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4458)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5332)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Patrice Martin-Lalande (réalisation des aires d'accueil après enquête publique) (p. 5340)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Son intervention (p. 5726)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5727)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") (p. 5728)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6324)

Thèmes :

Justice : parquet : rôle (p. 6324)

Justice : procureurs généraux (p. 6324)

N

Henri NALLET

Yonne (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Prolongation de mission temporaire le 14 mars 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 16 mars 1999] (p. 3899)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 10 septembre au 18 octobre 1998 (nos E 1146 à E 1157 et E 1160), et sur les propositions d'actes communautaires nos E 926, E 1075, E 1076, E 1137, E 1142 et E 1145 [22 octobre 1998] (n° 1149)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution et les modifications susceptibles de lui être apportées [12 novembre 1998] (n° 1189)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1072), modifiant l'article 88-2 de la Constitution [18 novembre 1998] (n° 1212)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 19 octobre au 12 novembre 1998 (Nos E 1161 à E 1166, E 1168 à E 1171, E 1173 et E 1174), et sur les propositions d'actes communautaires nos E 869, E 926, E 1036, E 1068, E 1133, E 1158 et E 1159 [19 novembre 1998] (n° 1214)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 12 novembre au 11 décembre 1998 (nos E 1172, E 1175 à E 1178, E 1180, E 1181, E 1183 et E 1185), et sur la proposition d'acte communautaire n° E 1067 [17 décembre 1998] (n° 1279)

Proposition de résolution n° 1467 sur le projet de statut des député(e)s au Parlement européen (document n° E 1209) [11 mars 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de statut des député(e)s au Parlement européen (document n° E 1209) [11 mars 1999] (n° 1466)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427)

Son intervention (p. 9434)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9437)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9436, 9437)

Union européenne : construction européenne : Conseil constitutionnel (p. 9437 à 9437)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 9435 à 9437)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9435)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : transferts de compétences (p. 9435)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (soumission au Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne comportant des dispositions législatives et vote de résolutions) : adopté (p. 9577)

Titre

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (introduction de la référence à l'article 88-4 de la Constitution) : adopté (p. 9585)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [3 mars 1999] (p. 1975)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1976)

Philippe NAUCHE

Corrèze (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Rapporteur de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [J.O. du 29 septembre 1999] (p. 14452)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [6 juillet 1999] (n° 1778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [1er décembre 1998] (p. 9745)

Santé. Politique de la santé. Etats généraux, bilan et perspectives [10 février 1999] (p. 1166)

Etablissements de santé. Services d'urgence. Réforme [26 mai 1999] (p. 4931)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7463)

Thèmes :

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 7463)

Santé : médecine préventive (p. 7463)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 383 soutenu par M. Claude Evin (protection de la santé des sportifs) : retiré (p. 7778)

Intervient sur l'amendement n° 389 de la commission (pratiques paramédicales) (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 382 de Mme Catherine Génisson (pratiques paramédicales) : retiré (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 381 de Mme Catherine Génisson (instances professionnelles des professions paramédicales) : retiré (p. 7781)

Intervient sur l'amendement n° 390 de la commission (instances professionnelles des professions paramédicales) (p. 7782)

Soutient l'amendement n° 380 de Mme Catherine Génisson (professions paramédicales) : retiré (p. 7782)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8628)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 8629)

Santé : prévention : agences régionales de l'hospitalisation (p. 8628)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9207)

Thème :

Sports : médecine du sport (p. 9207)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2045)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2046)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2046)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 2046)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2046)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 407 de M. Jean Le Garrec (usage de la carte de professionnel de santé) : adopté (p. 3955)

Bernard NAYRAL

Hérault (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Henri NAYROU

Ariège (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 787, posée le 10 mai 1999. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2739). Appelée le 11 mai 1999. Effectifs de personnel, personnel d'intendance et d'administration, gestion des emplois jeunes (p. 4294)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 44 (identification des équidés)

Son intervention (p. 6394)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 825 de M. Augustin Bonrepaux (prorogation de la durée d'une association foncière pastorale autorisée ou agricole autorisée) : adopté (p. 6417)

Soutient l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (modalités d'attribution des biens de section) : adopté après modifications (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 983 de M. Jean-Claude Chazal (respect des droits des ayants droit non agriculteurs) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 984 de M. Jean-Claude Chazal (constitution de réserves foncières en vue de faciliter de nouvelles installations) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 985 de M. Jean-Claude Chazal (rôle des commissions départementales d'orientation agricole pour trancher les litiges) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8072)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8072)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8072, 8073)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8754)

Thème avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 8755)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8921)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : journalistes : impôt sur le revenu (p. 8921)

Audiovisuel et communication : radio : associations (p. 8921)

Presse et livres : presse nationale (p. 8921)

Presse et livres : presse régionale (p. 8921)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9202)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 9203)

Sports : dopage : généralités (p. 9203)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 15 (droit de perquisition)

Son sous-amendement n° 77 (autorisation par le procureur de la République) à l'amendement n° 19 de la commission (visite des véhicules des sportifs et des soigneurs) : adopté (p. 9233)

Article 24 (article 49-1-A de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 : déclaration préalable à l'organisation d'une manifestation publique à l'autorité administrative et pouvoir de cette dernière d'interdire la manifestation)

Son amendement n° 74 (manifestations sportives ou publiques ne relevant pas d'une fédération) : retiré (p. 9253)

Soutient le sous-amendement n° 97 de M. Alain Néri (élargissement à toute compétition sportive) à l'amendement n° 34 de la commission (sports de combat ne relevant pas d'une fédération) : adopté (p. 9253)

Son amendement n° 99 (agrément administratif en cas de diffusion audiovisuelle) : adopté (p. 9253)

Seconde délibération

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (pouvoir d'injonction à l'égard des fédérations) (p. 9255)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 589)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 589, 590)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10990)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 154)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 155)

Informatique (p. 155)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 1154 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) : adopté (p. 299)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 513)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 750 rectifié (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : adopté (p. 931)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 12 bis (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur d'équipements et de services sportifs)

Son intervention (p. 4144)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1208)

Après l'article 46

Son amendement n° 330 rectifié (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de confier au département les opérations relatives aux déchets) : adopté (p. 1230)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4564)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : programmes : sports (p. 4564, 4565)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4564)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697) ; [25 mai 1999] (p. 4852)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4720)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Édouard Landrain (promotion de la lutte contre le dopage) (p. 4867)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Son intervention (p. 4875)

Son amendement n° 489 (précisions sur la diffusion des différés) : retiré (p. 4877)

Son amendement n° 146 deuxième rectification (émission d'un message de sensibilisation à la lutte contre le dopage) : adopté (p. 4877)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 595 de M. Jean-Claude Beauchaud (limites au monopole de retransmission d'un événement sportif) (p. 4878)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6062)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6084)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6063)

Sports : associations et clubs : multipropriété (p. 6063)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6063)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6063)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Édouard Landrain (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. François Goulard (de suppression) (p. 6215)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6221)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) (p. 6221)

Après l'article 7

Son amendement n° 58 corrigé (gestion des droits sportifs télévisés) : adopté (p. 6225)

Son amendement n° 57 (contrôle de la sincérité des compétitions) : retiré (p. 6226)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Édouard Landrain (saisine du conseil de la concurrence en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) (p. 6227)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) (p. 6227)

Ses explications de vote (p. 6230)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6230)

Véronique NEIERTZ

Seine-Saint-Denis (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Droits de l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [3 novembre 1998] (p. 7927)

Banques et établissements financiers. Banque de France. Traitement du surendettement, effectifs de personnel [3 février 1999] (p. 849)

Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [9 juin 1999] (p. 5611)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 511, posée le 30 novembre 1998. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1er décembre 1998. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien (p. 9724)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8223)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Claude Goasguen (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Christine Boutin (régime de la séparation des biens) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 984 de M. Henri Plagnol (régime de la séparation des biens à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Henri Plagnol (régime de la communauté universelle à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Claude Goasguen (régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Henri Plagnol (régime des meubles et de la communauté d'acquêts à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) (p. 9823)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3064)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3065)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3065)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3065)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Patrick Delnatte (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 611 de M. Richard Cazenave (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 316 de M. Jean-François Mattei (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 614 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption pour

les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Son interruption (p. 5536)

Thème :

Assemblée nationale : députés : femmes (p. 5537)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4186)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Après l'article 1er

Son amendement n° 48 rectifié (nouvelle rédaction de l'article 620 du code de procédure pénale fixant à la cour de cassation un délai de six mois pour statuer sur pourvoi dans l'intérêt de la loi) : adopté (p. 6413)

Alain NÉRI

Puy-de-Dôme (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 4 février 1999] (p. 1832)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord" (n° 1293) [27 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc (n° 1392) [27 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie (n° 1558) [27 mai 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XIII : Jeunesse et sports (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 910) relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [10 novembre 1998] (n° 1188)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat (n° 1324), relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [20 janvier 1999] (n° 1330)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [3 février 1999] (n° 1364)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [26 mars 1999] (n° 1499)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

- (n° 1293) de M. Jacques Floch, relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord" ;
- (n° 1392) de M. Maxime Gremetz relative à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc ;
- (n° 1558) de M. Georges Colombier rendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie [2 juin 1999] (n° 1672)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Dopage. Lutte et prévention [11 mai 1999] (p. 4303)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 706, posée le 22 mars 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Effectifs de personnel, Puy-de-Dôme (p. 2704)

n° 872, posée le 14 juin 1999. Sang et organes humains. Etablissements de transfusion sanguine (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Restructuration, Auvergne, Rhône-Alpes (p. 5799)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 42

Son amendement n° 332 : non soutenu (p. 6978)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8214, 8221)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8214, 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8215)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8742)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : animateurs : création d'emplois (p. 8744)

Sports : crédits (p. 8742, 8743)

Sports : dopage (p. 8743)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8742, 8743)

Sports : jeunes : exclusion (p. 8743)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 413 (lutte contre le dopage) : adopté (p. 7778)

Son amendement n° 412 rectifié (protection de la santé des sportifs) : adopté (p. 7778)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9176)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 9178)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 9177)

Sports : dopage : généralités (p. 9176)

Sports : dopage : sanctions (p. 9177)

Sports : fédérations (p. 9177)

Sports : sportifs : présomption d'innocence (p. 9177)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9178)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (examen approndi) : adopté (p. 9213)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (formation des médecins diplômés de médecine sportive) : adopté (p. 9214)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (durée de validité du certificat) : adopté (p. 9217)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 91 de la commission (engagement de la responsabilité du médecin) à l'amendement n° 65 du Gouvernement (devoir d'alerte en cas de suspicion de dopage) : retiré (p. 9218)

Soutient le sous-amendement n° 90 de la commission (cellule médicale du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) à l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) : adopté (p. 9219)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) : adopté (p. 9221)

Article 5 (prescription de produits dopants)

Son amendement n° 101 (rédactionnel) : adopté (p. 9222)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9222)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (cas des sportifs mineurs) : adopté (p. 9222)

Article 8 (conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (prestation de serment) : adopté (p. 9224)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (procès-verbaux d'analyses) : adopté (p. 9225)

Soutient le sous-amendement n° 92 de la commission (rôle de la cellule médicale) à l'amendement n° 71 rectifié du Gouvernement (création d'une cellule médicale) : adopté (p. 9225)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (renforcement des pouvoirs) : rejeté (p. 9226)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (dispositif de sanctions) : adopté après modifications (p. 9226)

Soutient le sous-amendement n° 76 de M. Jean Le Garrec (mise en demeure préalable) à l'amendement n° 15 de la commission : adopté (p. 9226)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (consultation pour les projets de loi relatifs au sport) : retiré (p. 9227)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Soutient le sous-amendement n° 93 rectifié de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) : adopté (p. 9231)

Soutient le sous-amendement n° 94 de la commission (laboratoires d'examen) à l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 9231)

Soutient le sous-amendement n° 95 de la commission (laboratoires d'examen) à l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 9231)

Article 15 (droit de perquisition)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (droit de visite des médecins et agents habilités) : adopté (p. 9232)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (contrôles inopinés) : adopté (p. 9232)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (pouvoirs du procureur de la République) : adopté (p. 9232)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (visite des véhicules des sportifs et des soigneurs) : adopté après modifications (p. 9233)

Article 16 (saisies)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de simplification) : adopté (p. 9233)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9234)

Après l'article 16

Soutient le sous-amendement n° 96 de la commission (référence à la loi "informatique et libertés") à l'amendement n° 73 du Gouvernement (échange d'information) : adopté (p. 9234)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 104 (rédactionnel) : adopté (p. 9234)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (respect des droits de la défense) : adopté (p. 9235)

Son amendement n° 102 (rédactionnel) : adopté (p. 9235)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (respect de la présomption d'innocence) : adopté (p. 9235)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (durée des procédures disciplinaires) : adopté (p. 9235)

Son amendement n° 103 (rédactionnel) : adopté (p. 9244)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) : retiré

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (saisine d'office) : adopté (p. 9246)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9247)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (raccourcissement du délai) : adopté (p. 9247)

Article 19 (sanctions pénales)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (caractère intentionnel de la prescription) : retiré (p. 9250)

Article 21 (modalités d'application)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9250)

Article 22 (articles 1 à 5, 6, 8, 10, 11 et 14 à 16 de la loi n° 89-432 du 28 juin 1989 : restriction du champ d'application de la loi du 28 juin 1989 à la lutte contre le dopage des animaux)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (droit de visite des agents habilités) : adopté (p. 9251)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (pénalités) : adopté (p. 9251)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (pénalités) : adopté (p. 9251)

Article 23 (abrogation du second alinéa de l'article 35 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (livret sportif) : adopté (p. 9252)

Article 24 (article 49-1-A de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 : déclaration préalable à l'organisation d'une manifestation publique à l'autorité administrative et pouvoir de cette dernière d'interdire la manifestation)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (sports de combat ne relevant pas d'une fédération) : adopté après rectification et modifications (p. 9253)

Son sous-amendement n° 97 soutenu par M. Henri Nayrou (élargissement à toute compétition sportive) à l'amendement n° 34 de la commission : adopté (p. 9253)

Son intervention (p. 9255)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 582)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 583)

Sports : Comité national olympique et sportif français (CNOSF) (p. 583)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 583)

Sports : dopage : généralités (p. 582)

Sports : dopage : secret médical (p. 583)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er bis A (antenne médicale)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 593)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (direction de l'antenne par un médecin) : adopté (p. 593)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (introduction dans le cahier des charges des services publics de radiodiffusion sonore et de télévision de dispositions relatives à la promotion de la protection de la santé des sportifs et de la lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 594)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 595)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (copie certifiée conforme) : adopté (p. 598)

Article 3 ter supprimé par le Sénat (sanction disciplinaire du défaut de déclaration nominale des présomptions de dopage)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 599)

Après l'article 3 ter

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (saisine du conseil régional de l'Ordre des médecins) : adopté après modifications (p. 599)

Article 4 (contributions des fédérations sportives à la prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (généralisation de la liste des produits dopants) : adopté (p. 600)

Article 4 bis (consultation par un patient utilisant ou ayant utilisé des produits dopants)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 600)

Article 5 bis (veille sanitaire sur le dopage)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (transmission anonyme des données médicales) : adopté après modifications (p. 601)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de précision) : adopté (p. 601)

Article 8 (Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 602)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (prestation de serment) : adopté après rectification (p. 602)

Article 9 (compétence du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 603)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (pouvoir d'injonction du Conseil à l'égard des fédérations) : adopté (p. 603)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (prélèvement) : adopté (p. 603)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (agrément des laboratoires) : adopté (p. 604)

Article 15 (droit de perquisition)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (fouille des véhicules) : rejeté (p. 606)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 607)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (raccourcissement des délais) : adopté (p. 607)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (injonction thérapeutique) : adopté (p. 608)

Article 18 (pouvoirs de sanctions du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (limitation des pouvoirs disciplinaires) : adopté (p. 608)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 608)

Article 23 (abrogation du second alinéa de l'article 35 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 608)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1979)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 1980)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 1980)

Sports : dopage : prévention (p. 1980)

Sports : dopage : sanctions pénales (p. 1980)

Sports : dopage : secret médical (p. 1980)

Sports : fédérations (p. 1980)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10978)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2621)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2621)

Travail : droit de grève (p. 2621, 2622)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5711)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5711)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5711)

Rapatriés : harkis (p. 5711)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (article L. 243 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : droit à pension des militaires autochtones au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 6 (de cohérence) : adopté (p. 5729)

Article 3 (article L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : qualité du combattant et attribution de la carte du combattant au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 7 (de coordination) : adopté (p. 5829)

Article 4 (article L. 401 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : accès aux emplois réservés pour les membres des forces supplétives françaises au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 8 (de cohérence) : adopté après rectification (p. 5730)

Article 5 (article 8 de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 : droit à la rente mutualiste au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 5730)

Titre

Son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 5730)

Son amendement n° 10 (de conséquence) : adopté (p. 5731)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (relèvement du seuil des quotas) (p. 6040)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6072)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6072)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6073)

Yves NICOLIN

Loire (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1395 visant à allonger la durée du congé d'adoption [16 février 1999]

Proposition de loi n° 1396 tendant à autoriser l'imputation des moins-values immobilières [16 février 1999]

Proposition de loi n° 1439 tendant à assurer une meilleure rémunération de l'épargne des ménages modestes [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1440 relative aux personnes handicapées hébergées par des familles d'accueil [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1441 visant à instaurer l'obligation de faire certifier chaque année les budgets des collectivités territoriales [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1442 instituant la règle de la majorité simple des tantièmes pour les décisions des assemblées générales des copropriétés [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1444 tendant à reporter la date de valorisation de l'entreprise pour le calcul des droits de succession [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1491 tendant à modifier l'article 104 du code des marchés publics [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1492 relative au recrutement des salariés à domicile [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1505 visant à instaurer un article L. 86-2 au code des pensions civiles et militaires limitant le cumul entre pension civile ou militaire et rémunération d'activité publique pour certaines catégories de titulaires [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1595 tendant à réformer le régime fiscal applicable aux sociétés civiles agricoles relevant du régime forfaitaire [12 mai 1999]

Proposition de loi n° 1596 modifiant le régime de report d'imposition des plus-values en cas d'apport en société d'une entreprise individuelle [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7012)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 574, posée le 25 janvier 1999. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Emploi et activité, Roanne (p. 353)

n° 783, posée le 3 mai 1999. Chômage : indemnisation. ASSEDIC (J.O. Questions p. 2555). Appelée le 4 mai 1999. Régionalisation, conséquences, Roanne (p. 3920)

n° 923, posée le 28 juin 1999. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3879). Suppléé par M. Pascal Clément. Appelée le 29 juin 1999. Effectifs de personnel, enseignants, Saint-Georges-de-Baroille (p. 6509)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 260 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 261 : non soutenu (p. 6012)

Son amendement n° 262 : non soutenu (p. 6017)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 263 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 264 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 265 soutenu par M. Jean Proriol (définition des activités accessoires) : retiré (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 266 (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 267 soutenu par M. Paul Patriarche (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 789 soutenu par M. François Sauvadet (création d'un corps d'inspecteurs de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6426)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [16 octobre 1998] (p. 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 186 soutenu par M. Marc Laffineur (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Après l'article 19

Son amendement n° 93 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Après l'article 36

Son amendement n° 443 : non soutenu (p. 6961)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Voirie : routes (p. 7265)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Communes : Marseille : sécurité publique (p. 8290)

Défense : GIAT-Industries (p. 8291, 8292)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 255 (guichet unique pour les handicapés) : rejeté (p. 7788)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1004 (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 540 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1000 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 1001 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 1003 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Après l'article 20

Son sous-amendement n° 1244 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (conseils généraux associés à la mise en place du volet "politique de la ville") à l'amendement n° 1168 du Gouvernement (contrats de ville conclus entre l'Etat, la région et le département, la commune ou le groupement de communes) : adopté après rectification (p. 838)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2013)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 2014)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2013)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 2014)

Elections et référendums : statut des élus (p. 2013, 2014)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2014)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 2023)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 2089)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 2089)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son amendement n° 3 : devenu sans objet (p. 2091)

Jean-Marc NUDANT

Côte-d'Or (2ème circonscription)
Non Inscrit
puis Rassemblement pour la République

Devient député le 29 novembre 1998 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1er décembre 1998] (p. 18140)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18184)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation [1er décembre 1998] (p. 9749)

DÉBATS

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4912)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : contrôle technique (p. 4912)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 4913)

Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4912)

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4912)

Jean-Paul NUNZI

Tarn-et-Garonne (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

O

Patrick OLLIER

Hautes-Alpes (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XVII : Premier ministre (Plan) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1276 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France [16 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGE DE BIENVENUE

A une délégation de parlementaires de l'Etat d'Israël [26 novembre 1998] (p. 9629)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

Mme Yvette Roudy : rappelle le caractère individuel du droit d'amendement [31 mars 1999] (p. 3130)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519)

Avant l'article 2

Ses observations lors de la discussion de l'amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (p. 7524)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Répond au rappel au règlement de Mme Yvette Roudy (cf. supra) (p. 3130)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Ses observations lors de la discussion des amendements nos 64 de M. Guy Teissier et 81 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 6770)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Indemnités spéciales de montagne. Montant [16 décembre 1998] (p. 10563)

Transports routiers. Transports de marchandises. Circulation transalpine [30 juin 1999] (p. 6694)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 865, posée le 7 juin 1999. Sécurité routière. Régulation du trafic (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Circulation transalpine (p. 5456)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore le non respect de l'article 84, alinéa 3, du règlement disposant que les propositions repoussées par l'Assemblée ne peuvent être reproduites avant un délai d'un an [8 novembre 1998] (p. 8495)

Reproche au Gouvernement d'accélérer ou de retarder les débats selon son humeur et ce à des fins "tactiques" de gain ou de perte de temps [19 novembre 1998] (p. 9261)

Souhaite que la séance soit levée et que le débat reprenne à neuf heures [1er décembre 1998] (p. 9823)

Rappelle que les séances doivent s'arrêter à une heure du matin [21 janvier 1999] (p. 305)

Insiste pour que les députés de l'opposition puissent s'exprimer de manière satisfaisante sur le projet de loi d'aménagement du territoire [27 janvier 1999] (p. 488)

Demande au Gouvernement de répondre aux questions des députés et en particulier sur les amendements déposés sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement du territoire [27 janvier 1999] (p. 510)

Insiste pour que chaque ministre concerné vienne répondre aux questions posées par les députés de l'opposition lors de l'examen du projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 728)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5825)

Son intervention (p. 5875)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 5875, 5876)

Agroalimentaire : labels (p. 5875)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5826)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [8 octobre 1998] (p. 6118) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Lamy (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Christian Jacob (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Pierre Micaux (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Gérard Voisin (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Jean Proriol (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 828 rectifié de M. Michel Bouvard (rappel de l'objectif de rentabilité économique des exploitations agricoles) (p. 5962)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 55 soutenu par M. Michel Bouvard (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6019) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 471 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) : rejeté (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 542 (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : rejeté (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 518 de M. François Sauvadet (avis conforme des CDOA sur les projets de contrat -type d'exploitation) (p. 6070)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Christian Jacob (de suppression partielle) (p. 6074)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son sous-amendement n° 601 soutenu par M. Jean Auclair (installation en zone de montagne) à l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6126) : rejeté (p. 6127)

Son sous-amendement n° 602 soutenu par M. Jean Auclair (installation en zone de montagne) à l'amendement n° 100 de la commission : retiré (p. 6127)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) (p. 6384)

Intervient sur le sous-amendement n° 967 du Gouvernement (caractère facultatif) à l'amendement n° 197 rectifié de la commission (p. 6384)

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Intervient sur le sous-amendement n° 960 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition de l'objectif de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (p. 6391)

Après l'article 50

Son amendement n° 56 corrigé soutenu par M. Alain Marleix (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3419) : rejetée (p. 3430)

Thèmes :

Agriculture : associations syndicales (p. 3424)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3421 à 3424)

Agriculture : installation (p. 3423, 3425)

Agriculture : montagne (p. 3420, 3421, 3425)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 3422, 3423)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3423, 3424)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3426)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 6 B (exonération des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'exploitations agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 3466)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Didier Quentin (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 3467)

Article 7 quater (travaux de déneigement)

Intervient sur l'amendement n° 223 rectifié de M. Charles de Courson (détension du permis de conduire de catégorie B) (p. 3470)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Elevage : loups (p. 7200)

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7803)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 7803, 7804)

Etat : Plan (p. 7803 à 7805)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7804, 7805)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8495)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [1er décembre 1998] (p. 9823)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. Patrice Martin-Lalande (priorité donnée aux couples mariés) (p. 10179)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 66)

Son intervention (p. 89)

Thèmes :

Agriculture (p. 91)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 66, 67, 91)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 91)

Secteur public : services publics (p. 91)

Union européenne : fonds structurels (p. 92)

Voirie (p. 90)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 698 de M. Pierre Méhaignerie (phase d'expérimentation dans une zone géographique donnée et pendant une période limitée) (p. 184)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 192)

Son amendement n° 121 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Yves Deniaud (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 796 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 961 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (objectifs de la loi) (p. 198)

Son amendement n° 32 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 1022 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Henry Chabert (population associée à la définition de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Félix Leyzour (rapport au Parlement) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Jean Proriol (péréquation entre collectivités territoriales) (p. 258)

Soutient l'amendement n° 204 de M. Michel Bouvard (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Jean-Claude Lenoir (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Éric Doligé (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean Proriol (choix stratégiques pour les sept prochaines années) (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Léonce Deprez (traduction des choix stratégiques dans le schéma national d'aménagement et de développemennt du territoire) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 965 de M. Maurice Leroy (implantation des administrations et des services publics par l'Etat) (p. 263)

Soutient l'amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) : rejeté (p. 268)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 830 de M. Michel Bouvard (rapport au Parlement) : rejeté (p. 270)

Son amendement n° 1023 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 270)

Soutient l'amendement n° 831 de M. Michel Bouvard (analyse des effets prévisibles par le Commissariat général du Plan) : rejeté (p. 270)

Son amendement n° 1024 (analyse des effets prévisibles par le Commissariat général du Plan) : rejeté (p. 270)

Soutient l'amendement n° 832 de M. Michel Bouvard (saisine du Conseil national des impôts) : rejeté (p. 271)

Son amendement n° 1025 (saisine du Conseil national des impôts) : rejeté (p. 271)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 273)

Son amendement n° 1138 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de M. Michel Bouvard (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire avec structuration des territoires ruraux et coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 292)

Son amendement n° 33 (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 292)

Soutient l'amendement n° 928 de M. Michel Meylan (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 292)

Soutient l'amendement n° 912 de M. Bruno Bourg-Broc (complémentarité villes-campagnes) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 937 de M. Jean Proriol (complémentarité villes-campagnes) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 1133 de M. Didier Quentin (complémentarité villes-campagnes) : rejeté (p. 293)

Son amendement n° 125 (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 379 de M. Henry Chabert (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 834 de M. Michel Bouvard (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : retiré (p. 294)

Son amendement n° 1027 (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : retiré (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Michel Bouvard (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Félix Leyzour (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Jean-Claude Lenoir (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 969 de M. Maurice Leroy (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Soutient l'amendement n° 833 de M. Michel Bouvard (prise en compte de la dimension économique et souci de retrouver un rythme significatif de créations d'emplois) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 1026 (prise en compte de la dimension économique et souci de retrouver un rythme significatif de créations d'emplois) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 126 (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Soutient l'amendement n° 380 de M. Henry Chabert (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Soutient l'amendement n° 968 de M. Maurice Leroy (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Intervient sur le sous-amendement n° 1154 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) (p. 299)

Son amendement n° 127 (projet commun de développement dans le cadre du pays) : devenu sans objet (p. 299)

Soutient l'amendement n° 807 de M. Didier Quentin (politiques spécifiques pour les façades maritimes et les zones de montagne) : rejeté (p. 300)

Intervient sur l'amendement n° 806 de M. Didier Quentin (prise en compte de certaines zones littorales) (p. 301)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Maurice Leroy (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Son amendement n° 1111 (services publics dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Jean-Claude Lenoir (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 935 de M. Michel Meylan (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Soutient l'amendement n° 836 de M. Henry Chabert (soutien aux zones agricoles) : retiré (p. 303)

Soutient l'amendement n° 1029 de M. André Angot (soutien aux zones agricoles) : retiré (p. 303)

Soutient l'amendement n° 838 de M. Michel Bouvard (régions marquées par une forte périphérie) : rejeté (p. 303)

Soutient l'amendement n° 1031 de M. André Angot (régions marquées par une forte périphérie) : rejeté (p. 303)

Son rappel au règlement (cf. supra) [21 janvier 1999] (p. 305)

Intervient sur l'amendement n° 911 de M. Dominique Caillaud (définition d'un système légal de références

de coordonnées géographiques s'imposant aux différents partenaires) (p. 306)

Intervient sur l'amendement n° 248 de la commission (péréquation des ressources publiques) (p. 307)

Son amendement n° 129 (péréquation des ressources publiques) : devenu sans objet (p. 307)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Jean Proriol (péréquation des ressources publiques) (p. 307)

Son amendement n° 130 (fiscalité dérogatoire pour les zones à fort handicap) : rejeté (p. 308)

Soutient l'amendement n° 249 de la commission (référence au code de l'urbanisme) : adopté (p. 308)

Son amendement n° 131 (référence au code de l'urbanisme) : adopté (p. 308)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Henry Chabert (référence au code de l'urbanisme) : adopté (p. 308)

Intervient sur l'amendement n° 587 de M. Jean-Claude Lenoir (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) (p. 309)

Soutient l'amendement n° 808 de M. Didier Quentin (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)

Son amendement n° 133 (schéma national routier et autoroutier placé au sein des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 311)

Soutient l'amendement n° 385 de M. Henry Chabert (schéma national routier et autoroutier placé au sein des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 311)

Son amendement n° 134 (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 312)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Henry Chabert (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 312)

Soutient l'amendement n° 1085 de M. Robert Lamy (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 312)

Soutient l'amendement n° 839 de M. Michel Bouvard (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Son amendement n° 1032 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Soutient l'amendement n° 840 de M. Henry Chabert (schéma des services de justice) : rejeté (p. 318)

Son amendement n° 1033 (schéma des services de justice) : rejeté (p. 318)

Intervient sur l'amendement n° 250 de la commission (volet particulier des schémas de services collectifs pour les DOM-TOM) (p. 318)

Soutient l'amendement n° 1126 de M. Lionnel Luca (rapport unique) : rejeté (p. 319)

Son amendement n° 135 (rapport tous les cinq ans) : retiré (p. 319)

Soutient l'amendement n° 387 de M. Henry Chabert (rapport tous les cinq ans) : retiré (p. 319)

Soutient l'amendement n° 809 de M. Didier Quentin (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) : rejeté (p. 320)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 321)

Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) (p. 324)

Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jean-Michel Marchand (application du principe de précaution) (p. 324)

Article 3 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 325)

Son amendement n° 136 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 800 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 973 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 671 de M. François Huwart (nécessité de l'existence du schéma national) (p. 326)

Intervient sur l'amendement n° 684 de M. Georges Sarre (nécessité de l'existence du schéma national) (p. 326)

Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Jean-Claude Lenoir (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) (p. 328)

Son amendement n° 137 (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) : rejeté (p. 328)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Henry Chabert (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) : rejeté (p. 328)

Son amendement n° 138 (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs et tenant compte des plans pluriannuels de modernisation des administrations) : rejeté (p. 328)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Henry Chabert (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs et tenant compte des plans pluriannuels de modernisation des administrations) : rejeté (p. 328)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 801 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Didier Quentin (consultation sur la gestion annuelle du FNADT) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Éric Doligé (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 685 de Mme Martine Lignières-Cassou (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Éric Doligé (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Son amendement n° 139 (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) : adopté (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 1135 de M. Didier Quentin (missions des schémas régionaux) : rejeté (p. 385)

Intervient sur l'amendement n° 1080 de M. Thierry Mariani (maintien des services publics existants dans les zones rurales) (p. 387)

Son amendement n° 141 (rôle des projets pour le développement économique et l'emploi) : retiré (p. 387)

Son amendement n° 34 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Son amendement n° 143 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Soutient l'amendement n° 261 de la commission (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) : adopté (p. 388)

Son amendement n° 140 (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) : adopté (p. 388)

Soutient l'amendement n° 392 de M. Henry Chabert (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) : adopté (p. 388)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 390)

Soutient l'amendement n° 263 de la commission (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) : adopté (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henry Chabert (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Yves Deniaud (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Soutient l'amendement n° 814 de M. Didier Quentin (élaboration en association avec l'Etat) : rejeté (p. 392)

Son amendement n° 142 (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) : rejeté (p. 396)

Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de Mme Martine Lignières-Cassou (cas des départements) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) (p. 398)

Son amendement n° 146 (maintien du schéma national porteur de cohérence du territoire) : rejeté (p. 399)

Son amendement n° 1034 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Son amendement n° 35 (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Jean Proriol (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. Didier Quentin (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (représentation des "diverses activités associatives") (p. 409)

Soutient l'amendement n° 818 de M. Didier Quentin (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Son amendement n° 147 (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) : rejeté (p. 411)

Soutient l'amendement n° 400 de M. Henry Chabert (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) : rejeté (p. 411)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 148 (de suppression) : retiré (p. 413)

Intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son amendement n° 149 (de suppression) : rejeté (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 417)

Son amendement n° 150 (création d'une commission spéciale du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire chargée de recueillir des informations nationales et européennes) : rejeté (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 462 corrigé de M. Michel Bouvard (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Augustin Bonrepaux (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 940 corrigé de M. Jean Proriol (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 151 (de suppression) : rejeté (p. 430)

Son amendement n° 154 (orientations du schéma national précisées par des schémas sectoriels) : rejeté (p. 431)

Son amendement n° 153 (orientations du schéma national précisées par des schémas sectoriels) : rejeté (p. 431)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbert (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 431)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 439)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. Jean-Claude Lenoir (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Michel Bouvard (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)

Son amendement n° 1139 (débat au Parlement) : rejeté (p. 440)

Son amendement n° 1112 (présence du département) : rejeté (p. 441)

Son amendement n° 152 (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) : rejeté (p. 443)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Henry Chabert (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) : rejeté (p. 443)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Jean Proriol (date d'adoption des schémas de services collectifs fixée au plus tôt au 31 décembre 1999) (p. 462)

Intervient sur l'amendement n° 267 de la commission (adoption du schéma de services collectifs de l'information et de la communication après avis rendu public de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications) (p. 463)

Son amendement n° 1035 soutenu par M. Michel Bouvard (étude d'impact tous les trois ans) (p. 463) : retiré (p. 464)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 465)

Son amendement n° 1036 (débat au Parlement) : rejeté (p. 465)

Reprend l'amendement n° 723 rectifié de M. Patrick Rimbert (rapport au Parlement dans les trois ans) : rejeté (p. 466)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 155 (objectifs du schéma de l'enseignement supérieur) : rejeté (p. 468)

Soutient l'amendement n° 919 de M. Bruno Bourg-Broc (liaison entre les formations et le monde économique) : rejeté (p. 470)

Son amendement n° 1037 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 471) : adopté (p. 473)

Soutient l'amendement n° 845 de M. Michel Bouvard (valorisation de la formation continue) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 1038 (valorisation de la formation continue) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 156 (transferts de matière grise en direction de la province) : retiré (p. 476)

Soutient l'amendement n° 456 de M. Michel Inchauspé (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Soutient l'amendement n° 979 de M. Maurice Leroy (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Soutient l'amendement n° 1073 de M. Jean Proriol (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Son amendement n° 1113 (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Soutient l'amendement n° 1121 de M. Yves Deniaud (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 847 de M. Michel Bouvard (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Son amendement n° 1040 (liaison avec les politiques communautaires) : rejeté (p. 477)

Soutient l'amendement n° 846 de M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : retiré (p. 477)

Son amendement n° 1039 (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : retiré (p. 477)

Son amendement n° 1041 soutenu par M. Michel Bouvard (débat au Parlement) : retiré (p. 478)

Article 11 (article 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 157 (de suppression) : rejeté (p. 478)

Soutient l'amendement n° 405 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 478)

Son amendement n° 158 (laboratoires privés incités à choisir une localisation conforme aux orientations du schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 478)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 160 (objectifs du schéma des services culturels) : retiré (p. 480)

Son amendement n° 159 (de suppression) : rejeté (p. 481)

Soutient l'amendement n° 406 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 481)

Son amendement n° 162 corrigé (développement de la production culturelle) : rejeté (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 290 de la commission (élargissement du champ de la politique d'intégration) (p. 485)

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Patrick Rimbert (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 486)

Intervient sur le sous-amendement n° 1105 de M. François Sauvadet (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (p. 486)

Soutient l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) : rejeté (p. 487)

Son amendement n° 161 corrigé (pratique des disciplines culturelles chez les jeunes) : rejeté (p. 488)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 janvier 1999] (p. 488)

Son amendement n° 163 corrigé (prise en compte des schémas de services collectifs culturels par les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 489)

Son amendement n° 1043 soutenu par M. Michel Bouvard (coordination avec les projets communautaires) (p. 489) : rejeté (p. 490)

Son amendement n° 1042 (étude d'impact et bilans) : retiré (p. 490)

Son amendement n° 1044 (débat au Parlement) : retiré (p. 490)

Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en oeuvre du schéma de services collectifs culturels)

Son amendement n° 164 (de suppression) : adopté (p. 491)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbert (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Son amendement n° 166 (maintien des établissements de proximité) : rejeté (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Son amendement n° 1045 (maintien des établissements de proximité) : retiré (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Son amendement n° 165 (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Michel Bouvard (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Son amendement n° 1049 (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 853 de M. Michel Bouvard (coordination avec les projets de l'Union européenne) (p. 509)

Son amendement n° 1046 (coordination avec les projets de l'Union européenne) : rejeté (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 854 de M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan tous les trois ans) (p. 509)

Son amendement n° 1047 (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : rejeté (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 855 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 510)

Son amendement n° 1048 (débat au Parlement) : rejeté (p. 510)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 janvier 1999] (p. 510)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 515)

Son amendement n° 167 (de suppression) : rejeté (p. 517)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 517)

Son amendement n° 168 (objectifs et organisation du schéma des télécommunications) : rejeté (p. 517)

Intervient sur l'amendement n° 680 de M. François Brottes (prise en compte des évolutions technologiques et des obligations à la charge des opérateurs) (p. 521)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande (égal accès à tous) (p. 521)

Son sous-amendement n° 1220 (de précision) à l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 521)

Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Son amendement n° 1055 (transmission correcte entre téléphones mobiles) : rejeté (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 858 de M. Michel Bouvard (souci de promouvoir le développement économique) (p. 526)

Son amendement n° 1051 (souci de promouvoir le développement économique) : retiré (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 612 de M. Patrice Martin-Lalande (mise en place d'un observatoire de l'internet) (p. 527)

Intervient sur l'amendement n° 1222 de M. Philippe Duron (de précision) (p. 527)

Son amendement n° 169 (couverture totale du territoire) : rejeté (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 860 de M. Michel Bouvard (prise en compte des projets de l'Union européenne) (p. 528)

Son amendement n° 1053 (prise en compte des projets de l'Union européenne) : rejeté (p. 528)

Son amendement n° 1052 (étude d'impact tous les trois ans) : rejeté (p. 529)

Son amendement n° 1054 (débat au Parlement) : retiré (p. 530)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1229 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1223 de M. Jacques Desallangre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 728)

Son amendement n° 170 (de suppression) : rejeté (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Son amendement n° 1064 (dessertes du territoire) : rejeté (p. 741)

Son amendement n° 171 (objectifs du schéma directeur routier national) : rejeté (p. 750)

Son amendement n° 1056 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) : rejeté (p. 750)

Soutient l'amendement n° 867 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 1060 (débat au Parlement) : rejeté (p. 751)

Soutient l'amendement n° 872 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 1065 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 173 (objectifs du schéma ferroviaire) : rejeté (p. 752)

Son amendement n° 1058 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) (p. 752) : rejeté (p. 753)

Soutient l'amendement n° 869 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 1062 (débat au Parlement) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 1067 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 172 (objectifs du schéma directeur des voies navigables) : rejeté (p. 755)

Son amendement n° 1057 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) : rejeté (p. 755)

Soutient l'amendement n° 868 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 1061 (débat au Parlement) : rejeté (p. 756)

Soutient l'amendement n° 873 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 1066 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 174 (contenu du schéma des ports maritimes) : rejeté (p. 756)

Soutient l'amendement n° 866 de M. Michel Bouvard (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) : rejeté (p. 757)

Son amendement n° 1059 (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) : rejeté (p. 757)

Soutient l'amendement n° 870 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 757)

Son amendement n° 1063 (débat au Parlement) : rejeté (p. 757)

Soutient l'amendement n° 875 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 757)

Son amendement n° 941 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 757)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Son amendement n° 175 (de suppression) : rejeté (p. 761)

Soutient l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (définition de la politique énergétique de la France) (p. 762)

Son amendement n° 176 (orientations économiques en relation avec la politique énergétique de la France) : rejeté (p. 762)

Soutient l'amendement n° 411 de M. Henry Chabert (orientations économiques en relation avec la politique énergétique de la France) : rejeté (p. 762)

Son amendement n° 177 (échelon décisionnel compétent) : rejeté (p. 765)

Soutient l'amendement n° 412 de M. Henry Chabert (échelon décisionnel compétent) : rejeté (p. 765)

Soutient l'amendement n° 876 de M. Henry Chabert (cohérence avec la politique énergétique européenne) : rejeté (p. 766)

Son amendement n° 942 (cohérence avec la politique énergétique européenne) : rejeté (p. 766)

Soutient l'amendement n° 877 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 766)

Son amendement n° 943 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 766)

Soutient l'amendement n° 878 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 767)

Son amendement n° 944 (débat au Parlement) : rejeté (p. 767)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 178 (de suppression) : rejeté (p. 775)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 775)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. François Sauvadet (dénomination du schéma) (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. Jean Proriol (dénomination du schéma) (p. 778)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Henry Chabert (mise en valeur des espaces naturels) : rejeté (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 313 de la commission (prévention des risques naturels sortie de la liste des mesures décrites par le schéma) (p. 780)

Son amendement n° 179 (emploi au sein des espaces protégés) : devenu sans objet (p. 782)

Son amendement n° 945 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des coûts économiques) (p. 785) : rejeté (p. 786)

Son amendement n° 947 soutenu par M. Serge Poignant (débat au Parlement) : rejeté (p. 786)

Son amendement n° 946 soutenu par M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 786)

Après l'article 18

Son amendement n° 948 soutenu par M. Michel Bouvard (contenu du schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 787)

Son amendement n° 949 soutenu par M. Yves Deniaud (contenu des schémas des services de justice) : rejeté (p. 787)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 184 soutenu par M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 796) : rejeté (p. 800)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Michel Bouvard (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Michel Bouvard (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Son amendement n° 38 soutenu par M. Michel Bouvard (délai pour formuler l'avis) : rejeté (p. 804)

Son amendement n° 37 (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 39 (avis favorable des conférences régionales et des commissions départementales de la coopération intercommunale) : retiré (p. 807)

Son amendement n° 1140 corrigé (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 187 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 188 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 189 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 190 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 191 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 41 soutenu par M. Henry Chabert (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Michel Bouvard (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Son amendement n° 43 soutenu par M. Michel Bouvard (rédactionnel) : rejeté (p. 815)

Son amendement n° 185 soutenu par M. Michel Bouvard (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : retiré (p. 820)

Son amendement n° 951 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Son amendement n° 950 soutenu par M. Michel Bouvard (superposition partielle entre un pays et un parc naturel régional et répartition des compétences) : retiré (p. 823)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1142 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 953 (avis conforme des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 954 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 44 soutenu par M. Henry Chabert (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 832) : devenu sans objet (p. 833)

Son amendement n° 995 soutenu par M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 1141 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Son amendement n° 956 (consultation des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 837)

Après l'article 20

Son amendement n° 45 soutenu par M. Michel Bouvard (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Article 21 (article 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : parcs naturels régionaux)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression partielle) (p. 840) : rejeté (p. 841)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 333 rectifié de la commission (création de commissions départementales de présence postale) (p. 860)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 210 (de suppression) : rejeté (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 872)

Reprend l'amendement n° 509 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de suppression partielle) (p. 872) : rejeté (p. 873)

Après l'article 22

Son amendement n° 59 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 879)

Son amendement n° 57 (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) : rejeté (p. 880)

Son amendement n° 58 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 880)

Son amendement n° 56 (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : adopté après rectification (p. 880)

Son amendement n° 957 (cas des communes ou groupements de communes soumis à l'application de la loi sur la protection du littoral et à celle relative à la montagne) : rejeté (p. 880)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Soutient l'amendement n° 827 de M. Didier Quentin (nécessité de politiques différenciées) : rejeté (p. 885)

Soutient l'amendement n° 474 de M. Philippe Chaulet (cas des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 886)

Son amendement n° 211 (cas des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 886)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Anicet Turinay (cas des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau (cas des départements d'outre-mer) (p. 887)

Intervient sur l'amendement n° 1196 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 1195 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Soutient l'amendement n° 212 corrigé de M. Anicet Turinay (dispositions spécifiques pour les zones ultra-périphériques) : rejeté (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 342 de la commission (rapport au Parlement) (p. 891)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 475 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Soutient l'amendement n° 477 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Soutient l'amendement n° 478 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Soutient l'amendement n° 459 de M. Michel Inchauspé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Soutient l'amendement n° 983 de M. Maurice Leroy (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Son amendement n° 1115 corrigé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 1123 corrigé de M. Yves Deniaud (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Son amendement n° 213 : non soutenu (p. 902)

Soutient l'amendement n° 1197 de M. Patrice Martin-Lalande (exonérations de charges accordées aux entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale cumulables avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 902)

Après l'article 26

Son amendement n° 60 soutenu par M. Michel Bouvard (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Christian Estrosi (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Bouvard (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Son amendement n° 51 (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Christian Estrosi (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. Jean Proriol (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Soutient l'amendement n° 22 de M. Michel Bouvard (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)

Son amendement n° 53 (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 1013 de M. Jean Proriol (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son amendement n° 214 (de suppression) : rejeté (p. 908)

Soutient l'amendement n° 442 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 908)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Son amendement n° 215 (de suppression) : rejeté (p. 910)

Soutient l'amendement n° 443 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 910)

Son amendement n° 216 (besoins en infrastructures nouvelles) : rejeté (p. 912)

Soutient l'amendement n° 444 de M. Henry Chabert (besoins en infrastructures nouvelles) : rejeté (p. 912)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 217 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des orientations nationales) : rejeté (p. 915)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 218 (de suppression) : rejeté (p. 918)

Soutient l'amendement n° 446 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 918)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son intervention (p. 920)

Soutient l'amendement n° 350 de la commission (de précision) : adopté (p. 921)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Henry Chabert (de précision) : adopté (p. 921)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Michel Bouvard (schémas de transport régionaux élaborés par l'Etat) : rejeté (p. 922)

Son amendement n° 220 (respect de la politique nationale des infrastructures) : rejeté (p. 923)

Soutient l'amendement n° 448 de M. Henry Chabert (respect de la politique nationale des infrastructures) : rejeté (p. 923)

Son amendement n° 221 (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Soutient l'amendement n° 449 de M. Henry Chabert (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Son amendement n° 223 (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) : retiré (p. 925)

Soutient l'amendement n° 451 de M. Henry Chabert (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) : retiré (p. 925)

Soutient l'amendement n° 224 de M. Henry Chabert (mutualisation des coûts) : rejeté (p. 925)

Son amendement n° 960 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle du schéma directeur routier national) (p. 926) : rejeté (p. 927)

Son amendement n° 958 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau ferroviaire) (p. 927) : rejeté (p. 928)

Intervient sur l'amendement n° 893 de M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau des voies navigables) (p. 929)

Son amendement n° 959 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau des voies navigables) (p. 928) : rejeté (p. 929)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 901 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consultation du conseil économique et social régional) : adopté (p. 934)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 1148 de M. Étienne Pinte (emplacements réservés et droit de propriété) : rejeté (p. 936)

Soutient l'amendement n° 1149 de M. Étienne Pinte (emplacements réservés et droit de propriété) : rejeté (p. 936)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Son amendement n° 226 (de suppression) : rejeté (p. 936)

Soutient l'amendement n° 453 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 936)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Bouvard (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Son amendement n° 55 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Christian Estrosi (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 762 de M. Jean-Louis Idiart (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 921 de M. Michel Meylan (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 516 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 517 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 518 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4049) : rejetée (p. 4067)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4049 à 4059)

Aménagement du territoire : montagne (p. 4049)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4057)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4052, 4054 à 4056)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4051, 4057)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4058)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4052, 4053, 4055, 4058)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4055)

Secteur public : services publics (p. 4053, 4056)

Union européenne : fonds structurels (p. 4058)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 123 corrigé de M. Yves Coussain (désignation des associations) (p. 4129)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 109 soutenu par M. Serge Poignant (équilibre géographique entre la région parisienne et les autres régions) : retiré (p. 4139)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la commumnication)

Son amendement n° 111 soutenu par M. Serge Poignant (objet du schéma) : rejeté (p. 4148)

Article 16 supprimé par le Sénat (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 4202)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'énergie)

Son amendement n° 112 (rédactionnel) : retiré (p. 4204)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Soutient l'amendement n° 113 de M. Serge Poignant (rôle de la conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 4206)

Après l'article 22

Son amendement n° 115 soutenu par M. Serge Poignant (assouplissement des règles d'application des lois "littoral" et "montagne") (p. 4229) : rejeté (p. 4230)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5837)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5839)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5838)

Coopération intercommunale (p. 5839)

Secteur public : services publics (p. 5837)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5954)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5955)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2554)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 2555)

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2555)

Union européenne : fonds structurels (p. 2555)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2628)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 2629)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2628)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2629)

Bernard OUTIN

Loire (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Fonctionnement. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7007)

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [4 novembre 1998] (p. 8034)

Sécurité sociale. Cotisations. Assiette, réforme [19 mai 1999] (p. 4591)

Etablissements de santé. Carte sanitaire. Rhône Alpes [16 juin 1999] (p. 5939)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8266)

Thème avant la procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8266)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8754)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : animateurs : création d'emplois (p. 8754)

Politique extérieure : aide humanitaire : jeunes (p. 8754)

Sports : crédits (p. 8754)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11022)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11022)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 11022)

P

Arthur PAECHT

Var (7ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création d'une délégation parlementaire pour les affaires de renseignement (n° 1497) [9 juin 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1446 relative à la prise en compte des droits à reconstitution de carrière de certains fonctionnaires du ministère de la défense [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1548 relative à la recherche, la neutralisation, l'enlèvement et la destruction des explosifs, munitions, matériels et engins de guerre [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7965)

Son intervention : fait état des injures qui lui ont été adressées et suspend la séance pour accéder à la demande d'entretien formulée par le Président de l'Assemblée [3 novembre 1998] (p. 7988)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 30)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8259, 8260)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8259)

Défense : marine (p. 8260)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8261)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 8261)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbert (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 431)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3309)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3309)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3309)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : mise en examen (p. 3309, 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3309, 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3310)

Dominique PAILLÉ

Deux-Sèvres (4ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1156 tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement du groupement mutualiste éligible aux règles fixées par le code de la Mutualité [29 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1331 tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur les suites données aux rapports publics de la Cour des comptes [20 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Parlement. Ordre du jour. Fixation [13 octobre 1998] (p. 6463)

Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8701)

Justice. Tribunaux de grande instance. Fermeture, Bressuire [17 février 1999] (p. 1556)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 577, posée le 25 janvier 1999. Union européenne. Elargissement (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Chypre, attitude de la France (p. 355)

n° 729, posée le 29 mars 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier (J.O. Questions p. 1783). Appelée le 30 mars 1999. Maîtrise des dépenses de santé, ordonnances sécurisées, coût (p. 2996)

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 991)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 991)

Communes (p. 991)

Coopération intercommunale : fusions de communes (p. 992)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 992)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 490 soutenu par M. Léonce Deprez (ajout de compétences liées à l'urbanisme et à la voirie) : rejeté (p. 1032)

Son amendement n° 491 soutenu par M. Léonce Deprez (voirie d'intérêt communautaire supprimée de la liste des compétences optionnelles) : devenu sans objet (p. 1033)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 492 (élection au suffrage universel des assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1170)

Son amendement n° 493 corrigé (élection des délégués au sein des conseils municipaux des communes membres) : rejeté (p. 1171)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) (p. 1175)

Son amendement n° 494 (élection des conseillers des syndicats communautaires au sein des conseils municipaux) : rejeté (p. 1178)

Après l'article 29

Son amendement n° 495 (en cas de défusion, transformation des communes fusionnées-associées au titre de la "loi Marcellin" en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1201)

Michel PAJON

Seine-Saint-Denis (13ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 362)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7891)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7891, 7892)

Aménagement du territoire : politique de la ville : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7892)

Aménagement du territoire : politique de la ville : police de proximité (p. 7892)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7892)

Françoise de PANAFIEU

Paris (17ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, campagne de publicité, coût [6 octobre 1998] (p. 5954)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [2 juin 1999] (p. 5280)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 586, posée le 25 janvier 1999. Enseignement secondaire. Lycées (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. Fermeture, lycée Stéphane-Mallarmé, Paris, 17e arrondissement (p. 336)

n° 672, posée le 8 mars 1999. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Paris 17e arrondissement (p. 2128)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : programmes (p. 7150)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son intervention (p. 10542)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 648)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3785)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : environnement (p. 3785)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3785)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4560)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4560)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4561)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4561, 4562)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4560, 4561)

Robert PANDRAUD

Seine-Saint-Denis (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, campagne de publicité, coût [13 octobre 1998] (p. 6465)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [2 février 1999] (p. 705)

Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2413)

Ordre public. Maintien. Violence dans les stades, Seine-Saint-Denis [6 avril 1999] (p. 3292)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se réjouit de l'interprétation très libérale de l'article 40 de la Constitution faite par le président de la commission des finances [19 novembre 1998] (p. 9297)

Regrette l'attitude de la présidence durant l'intervention de M. Gilbert Gantier et estime ne pas devoir se repentir de l'esclavage [18 février 1999] (p. 1643)

Regrette que le ministère de la justice tarde à communiquer des informations à la commission d'enquête sur le régime social étudiant et que le rapport de l'IGAS ne soit pas achevé [24 mars 1999] (p. 2768)

S'enquiert de l'organisation du débat du 26 mars 1999 relatif à l'intervention au Kosovo [25 mars 1999] (p. 2869)

Demande au Gouvernement, suite à l'adoption de la proposition de loi relative à l'expression "guerre d'Algérie", que les textes votés par l'Assemblée nationale soient suivis d'effets [10 juin 1999] (p. 5733)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 10178)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 151 de Mme Christine Boutin (interdiction de louer au partenaire un logement bénéficiant de l'amortissement Périssol) (p. 10193)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 20 (conseils régionaux du continent constitués par les suppléants des députés) : rejeté (p. 9333)

Article 2 (article L. 337 du code électoral - effectifs des conseils régionaux)

Son amendement n° 21 (réduction de moitié du nombre des conseillers régionaux) : rejeté (p. 9334)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9544)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Reprend l'amendement n° 45 de M. Pierre Lequiller (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en œuvre par les institutions européennes) : rejeté (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10358)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10359)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10358)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10358)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10359)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10359)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10374)

Thème :

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10374, 10375)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Léonce Deprez (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean Proriol (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrick Delnatte (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10378)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Son intervention (p. 1466)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 février 1999] (p. 1643)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 82 de M. François Goulard (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2077)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Christian Estrosi (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2077)

Intervient sur le sous-amendement n° 83 de M. François Goulard (à défaut d'option, libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2077)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Christian Estrosi (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) (p. 2082)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2091)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 279 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) : rejeté (p. 2788)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4437)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4437)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4437)

Joseph PARRENIN

Doubs (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052) (n° 1248) [22 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7460)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1248) de Mme Béatrice Marre, rapporteure de la délégation pour l'Union européenne, sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052) [10 février 1999] (n° 1381)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Manifestations. Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations [9 février 1999] (p. 1077)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833, 5875)

Son intervention (p. 5843)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5897)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 5897)

Agroalimentaire : labels (p. 5845)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5844)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5897)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. François Guillaume (acteurs habituels des services collectifs) (p. 5965)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Félix Leyzour (respect du pluralisme syndical) (p. 5973)

Après l'article 1er

Son amendement n° 575 soutenu par M. François Patriat (représentativité syndicale) (p. 5973) : adopté (p. 5975)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 550 : non soutenu (p. 6015)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Maurice Adevah-Poeuf (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Jérôme Cahuzac (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6126)

Son amendement n° 558 (installation progressive des agriculteurs) : retiré (p. 6126)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 560 (installation progressive) : devenu sans objet (p. 6145)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. François Guillaume (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) (p. 6147)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Son amendement n° 561 (abaissement à un tiers de l'unité de référence du déclenchement des contrôles) : adopté (p. 6168)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Christian Jacob (suppression du dixième alinéa relatif à l'autorisation provisoire) (p. 6173)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Thierry Mariani (suppression de la limite de cinq kilomètres en zones de montagne) (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. François Guillaume (dispenses lors des transmissions familiales) (p. 6175)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 563 (de précision) : retiré (p. 6188)

Son amendement n° 564 (autorisations conditionnelles ou temporaires) : retiré (p. 6190)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Intervient sur l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forfaitaires) (p. 6217)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 569 (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) : adopté (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 6230)

Après l'article 29

Son amendement n° 571 soutenu par M. François Patriat (conclusion d'accords en matière de co-investissement et de capital temps dans le secteur agricole) : adopté (p. 6296)

Article 32 (conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole)

Son amendement n° 578 soutenu par M. François Patriat (aménagement du territoire et "entretien") : rejeté (p. 6302)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 580 (organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") : retiré (p. 6315)

Son amendement n° 581 (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : retiré (p. 6319)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 582 (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : adopté (p. 6335)

Son amendement n° 583 (homologation des contrats) : retiré (p. 6335)

Avant l'article 39

Son amendement n° 584 (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires) : retiré (p. 6344)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 586 (rôle de l'INAO) : retiré (p. 6356)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) (p. 6357)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Christian Jacob (suppression de l'alinéa relatif aux indications géographiques protégées) (p. 6358)

Après l'article 40

Son amendement n° 587 soutenu par M. François Patriat (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6364)

Article 42 (appellation "montagne")

Soutient l'amendement n° 818 de M. Augustin Bonrepaux (conditionnement des produits en montagne) : rejeté (p. 6370)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 44

Soutient le sous-amendement n° 935 corrigé de M. Jérôme Cahuzac (délai de paiement pour les produits de conservation, les surgelés et les plats cuisinés) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6403)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 589 (de précision) : retiré (p. 6412)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Son amendement n° 590 (avis de l'INAO pour les documents d'urbanisme prévoyant une réduction des espaces agricoles des zones d'appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6413)

Après l'article 49

Son amendement n° 592 (durée de priorité du droit de préemption des SAFER portée à cinq ans) : retiré (p. 6416)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 594 (missions de l'enseignement agricole et de la formation agricole) : retiré (p. 6424)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Son amendement n° 595 (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : retiré (p. 6427)

Article 61 (coordination)

Son amendement n° 596 (dynamisation du projet régional de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6434)

Après l'article 62

Son amendement n° 597 (rôle de l'inspection de l'enseignement agricole) : devenu sans objet (p. 6435)

Son amendement n° 598 (création d'un institut national de formation et de recherche de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6435)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Christian Jacob (fiscalité agricole) (p. 6441)

Son amendement n° 600 (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole) : retiré (p. 6453)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) (p. 6457)

Ses explications de vote (p. 6476)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6477)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3389)

Son intervention (p. 3408)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 3409)

Agroalimentaire : labels (p. 3390)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : contrôle sanitaire (p. 3390)

Enseignement agricole (p. 3389)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3409)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3409)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3390)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (revalorisation des retraites les plus faibles) (p. 3443)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3451)

Son sous-amendement n° 282 soutenu par M. François Patriat (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3448) : adopté (p. 3449)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 15 bis (préretraite des agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3486)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Jacob (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Intervient sur le sous-amendement n° 272 de M. François Sauvadet (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (p. 3501)

Après l'article 32 bis

Soutient l'amendement n° 1 de M. Gilbert Mitterrand (extension des compétences de l'OFIMER à la pêche professionnelle en eau douce) : adopté (p. 3517)

Article 45 bis A (règle d'éloignement des habitations par rapport aux bâtiments agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (application de la règle d'éloignement en l'absence de plan d'occupation des sols) (p. 3555)

Ses explications de vote (p. 3574)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3574)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4936)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4936)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4936)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4936)

Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 4936)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 21 (de cohérence) : adopté (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation) (p. 4968)

Son amendement n° 20 (situation fiscale des entraîneurs publics de chevaux de course) : retiré (p. 4973)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8779)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8779)

Agriculture : crédits (p. 8779)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 8780)

Enseignement agricole (p. 8780)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8780)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2495)

Thèmes :

Agriculture : aides : oléagineux (p. 2496, 2497)
Agriculture : céréales (p. 2496)
Agriculture : primes (p. 2496)
Agriculture : prix agricoles (p. 2496)
Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2497)
Agroalimentaire : viticulture (p. 2496)
Elevage : bovins (p. 2496, 2497)
Environnement (p. 2496)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2496)
Politiques communautaires : budget (p. 2495)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2495 à 2497)
Union européenne : fonds structurels (p. 2496)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6355)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6355)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6355)

Paul PATRIARCHE

Haute-Corse (2ème circonscription)
Apparenté au groupe Démocratie libérale et indépendants

S'apparente au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retaités. Perspectives [4 novembre 1998] (p. 8031)

Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6531)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 538, posée le 14 décembre 1998. Energie et carburants. EDF (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Politique énergétique, Corse (p. 10468)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 269 (souscription d'un contrat territorial d'exploitation avec la collectivité territoriale de Corse) : rejeté (p. 6016)

Son amendement n° 12 (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) : rejeté (p. 6022)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 271 (interruption de l'aide) : retiré (p. 6066)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Soutient l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) : rejeté (p. 6145)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6785)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Eau : assainissement : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 8101)

Union européenne : fonds structurels (p. 8102)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8810)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8811)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10635)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 136)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 136)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 136)

Secteur public : services publics (p. 136)

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 863)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Son intervention (p. 4089)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4089)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4090)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4090)

Postes : La Poste (p. 4090)

François PATRIAT

Côte-d'Or (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [J.O. du 27 juillet 1999] (p. 11170)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome I : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges, en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1360), d'orientation agricole [24 mars 1999] (n° 1481)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi d'orientation agricole (n° 977) [20 mai 1999] (n° 1614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [17 novembre 1998] (p. 9107)

Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [16 juin 1999] (p. 5941)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5810)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5839)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5896)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5814)

Agriculture : revenu agricole (p. 5811, 5814)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5812)

Agroalimentaire : labels (p. 5840)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5840)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5811, 5840, 5897)

Retraites : régime agricole (p. 5814)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (participation à l'aménagement du territoire) : adopté (p. 5908)

Soutient l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) : adopté après modifications (p. 5909)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (installation des jeunes agriculteurs) : adopté (p. 5910)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (agriculture respectant les spécificités des régions) : adopté (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 62 corrigé de la commission (amélioration des revenus des agriculteurs) : adopté (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (renforcement de la protection sociale) : adopté après rectification (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (revalorisation des retraites agricoles) : adopté (p. 5912)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (qualité des biens non alimentaires) : adopté (p. 5913)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (respect des politiques agricoles des pays en voie de développement) (p. 5914)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (renforcement de l'organisation économique des marchés, des producteurs et des filières) : adopté après rectification (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (respect des agricultures des pays en voie de développement) : adopté (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) : adopté après modifications (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) : adopté (p. 5964)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (politique de qualité et d'identification) : adopté (p. 5965)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (développement de la formation et de la recherche agricole) : adopté (p. 5965)

Soutient l'amendement n° 74 rectifié de la commission (prise en compte des zones humides) : retiré (p. 5969)

Soutient l'amendement n° 75 rectifié de la commission (références légales) : adopté (p. 5973)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 575 de M. Joseph Parrenin (représentativité syndicale) : adopté (p. 5975)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (préservation de l'emploi dans l'agriculture) : adopté (p. 6010)

Soutient l'amendement n° 549 de M. Maurice Adevah-Poeuf (préservation de l'emploi dans l'agriculture) : adopté (p. 6010)

Soutient l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de

transformation et de commercialisation) : devenu sans objet (p. 6013)

Soutient l'amendement n° 79 deuxième rectification de la commission (développement d'un projet économique global) : adopté (p. 6015)

Soutient l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) : adopté après modifications (p. 6028)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) : adopté (p. 6051)

Soutient l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaize (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) : adopté (p. 6051)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : adopté après modifications (p. 6066)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6066)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6066)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6067)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) : adopté après modifications (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 555 de M. Jean-Claude Chazal (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission : rejeté (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) : adopté (p. 6088)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) : adopté (p. 6096)

Article 10 (articulation entre la résiliation du bail et le contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6098)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 93 rectifié de la commission (mise à disposition des biens loués au profit d'une société) : adopté (p. 6102)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) : adopté après modifications (p. 6104)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 494 de la commission (date d'application des articles 8 à 11 aux baux en cours) : adopté (p. 6106)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (rapport dans un délai de six mois) : adopté (p. 6109)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) : adopté (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) (p. 6119)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (précision relative au calcul de l'unité de référence) : adopté (p. 6123)

Soutient l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) : adopté (p. 6124)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) : adopté (p. 6127)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (modification du projet agricole départemental) : adopté (p. 6127)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (délai de deux ans pour informer le préfet de l'intention de cesser l'exploitation agricole) : adopté (p. 6128)

Soutient l'amendement n° 559 de M. Alain Gouriou (délai de deux ans pour informer le préfet de l'intention de cesser l'exploitation agricole) : adopté (p. 6128)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (information du public) : adopté (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (de précision) : adopté (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) : retiré (p. 6146)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (élargissement des seuils de référence) : adopté (p. 6160)

Son amendement n° 496 (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) : adopté (p. 6163)

Soutient l'amendement n° 108 corrigé de la commission (abaissement à un tiers de l'unité de référence du déclenchement des contrôles) : adopté (p. 6168)

Son amendement n° 497 (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) : retiré (p. 6169)

Son amendement n° 498 (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitation et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : adopté (p. 6170)

Son amendement n° 788 (contrôle des pluriactifs servant de prête-noms à d'autres agriculteurs) : adopté (p. 6170)

Son amendement n° 499 (rédactionnel) : adopté (p. 6171)

Soutient l'amendement n° 109 corrigé de la commission (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) : adopté (p. 6177)

Son amendement n° 576 (transparence des vacances de superficies significatives) : retiré (p. 6178)

Soutient l'amendement n° 110 rectifié de la commission (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) : rejeté (p. 6181)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6181)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (de précision) : adopté (p. 6188)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (autorisations conditionnelles ou temporaires) : adopté (p. 6190)

Après l'article L. 331-3 du code rural

Soutient l'amendement n° 566 de M. Christian Paul (publication de l'avis de la commission départementale d'orientation agricole dans la commune concernée) : rejeté (p. 6190)

Article L. 331-7 du code rural : sanction administrative en cas de non-respect de la réglementation du contrôle des structures

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rectification d'une erreur de référence) : adopté (p. 6192)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (reconduction annuelle de la sanction pécuniaire) : rejeté (p. 6192)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6193)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6194)

Article 17 (révision du schéma directeur départemental des structures)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6198)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (de précision) : adopté (p. 6199)

Avant l'article 18

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (statut des retraites agricoles) : adopté (p. 6206)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Soutient l'amendement n° 120 rectifié de la commission (mandat du conjoint pour l'accomplissement des actes administratifs et nécessité de l'accord de la société d'exploitation pour la qualité de collaborateur reconnue au conjoint) : adopté (p. 6210)

Article 20 (retraite proportionnelle des conjoints collaborateurs)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6211)

Article 21 (paiement par le chef d'exploitation de la cotisation d'assurance vieillesse du conjoint collaborateur)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 6211)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son amendement n° 805 (rédactionnel) : adopté (p. 6215)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6215)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : adopté (p. 6220)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : adopté après modifications (p. 6221)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) : adopté (p. 6228)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (interdiction faite aux groupements d'employeurs d'imposer de longs déplacements à leurs salariés) : adopté (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles)

Soutient l'amendement n° 130 corrigé de la commission (de cohérence) : adopté (p. 6231)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6231)

Soutient l'amendement n° 132 deuxième rectification de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 6231)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 571 de M. Joseph Parrenin (conclusion d'accords en matière de co-investissement et de capital temps dans le secteur agricole) : adopté (p. 6296)

Avant l'article 30

Soutient l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions des organisations de producteurs) : adopté (p. 6300)

Article 31 (comptes consolidés des sociétés coopératives agricoles)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6302)

Article 32 (conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole)

Soutient l'amendement n° 578 de M. Joseph Parrenin (aménagement du territoire et "entretien") : rejeté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 138 rectifié de la commission (rôle du conseil) : adopté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (de précision) : adopté (p. 6302)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 140 corrigé de la commission (création d'offices d'intervention) : adopté (p. 6303)

Soutient l'amendement n° 579 de M. Stéphane Alaize (création d'offices d'intervention) : adopté (p. 6303)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6306)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (de précision) : adopté (p. 6308)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (exclusion des AOC des interprofessions spécifiques) :adopté (p. 6310)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (gestion par une interprofession d'un ensemble de produits sous le signe indication géographique protégée - IGP) : adopté (p. 6312)

Soutient l'amendement n° 145 rectifié de la commission (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : adopté (p. 6313)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") : retiré (p. 6315)

Soutient le sous-amendement n° 942 de la commission (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : adopté (p. 6316)

Soutient le sous-amendement n° 969 de M. Didier Migaud (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez : adopté (p. 6316)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : adopté (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 149 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6320)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (notification des accords au ministre de l'agriculture, au ministre de l'économie et au Conseil de la concurrence) : adopté (p. 6320)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté après modifications (p. 6322)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de codification) : adopté (p. 6322)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de codification) : adopté (p. 6330)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords étendus)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (de codification) : adopté (p. 6331)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6332)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (durée maximale des accords de crise) : adopté (p. 6333)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : adopté (p. 6335)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (homologation des contrats) : rejeté (p. 6336)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6336)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (notification des contrats au ministre de l'agriculture) : adopté (p. 6336)

Intervient sur l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Soutient l'amendement n° 163 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6339)

Avant l'article 39

Soutient l'amendement n° 164 rectifié de la commission (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires) : adopté après modifications (p. 6344)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (codification des signes de qualité) : retiré (p. 6348)

Avant l'article 40

Soutient l'amendement n° 182 de la commission (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : adopté (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 171 de la commission (codification de l'Institut national des appellations d'origine au sein du code rural) : adopté (p. 6353)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (de codification) : adopté (p. 6354)

Son amendement n° 532 (consultation des syndicats intéressés) : adopté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (de codification) : adopté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) : rejeté (p. 6357)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (de codification) : adopté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (de codification) : adopté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (de codification) : adopté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (de codification) : adopté (p. 6359)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (de codification) : adopté (p. 6359)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) : adopté après rectification (p. 6360)

Son amendement n° 533 (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) : retiré (p. 6361)

Soutient l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") : adopté après modifications (p. 6363)

Soutient l'amendement n° 587 de M. Joseph Parrenin (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6364)

Soutient l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) : adopté après deuxième rectification (p. 6365)

Article 41 (présentation trompeuse d'une appellation d'origine contrôlée et poursuite des infractions)

Soutient l'amendement n° 183 rectifié de la commission (de codification) : adopté (p. 6365)

Après l'article 41

Soutient le sous-amendement n° 943 corrigé de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 479 du Gouvernement (encadrement des utilisations d'indications de provenance dans les dénominations de vente) : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 944 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 945 de la commission (présentation des documents justifiant l'utilisation d'une indication d'origine ou de provenance aux agents effectuant un contrôle) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 946 de la commission (suppression de la référence à l'article L. 214-1 du code de la consommation) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 947 de la commission (correction d'une erreur de forme) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 948 de la commission (de précision) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté après rectification (p. 6367)

Soutient le sous-amendement n° 949 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6367)

Article 42 (appellation "montagne")

Soutient l'amendement n° 184 rectifié de la commission (de codification) : adopté (p. 6370)

Soutient l'amendement n° 185 rectifié de la commission (de codification) : adopté (p. 6370)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6371)

Article 43 (cotisations à l'INAO et aux organismes de contrôle agréés pour les produits autres que le vin)

Son amendement n° 534 (cotisations au profit des organismes habilités à contrôler les agréments) : adopté (p. 6380)

Son amendement n° 535 (date d'application) : adopté (p. 6381)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (de codification) : adopté (p. 6381)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (date d'entrée en vigueur) : adopté (p. 6382)

Après l'article 43

Soutient l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) : adopté après modifications (p. 6384)

Article 44 (identification des équidés)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6395)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6395)

Après l'article 44

Soutient le sous-amendement n° 950 de la commission (de précision) à l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (renforcement des dispositions législatives relatives à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes) : adopté (p. 6399)

Soutient le sous-amendement n° 970 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (mandat sanitaire des vétérinaires) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6401)

Soutient le sous-amendement n° 951 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 486 du Gouvernement : adopté (p. 6401)

Soutient le sous-amendement n° 952 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 486 du Gouvernement : adopté (p. 6402)

Soutient le sous-amendement n° 955 de M. Patrick Lemasle (cas des pâtes alimentaires contenant du blé tendre) à l'amendement n° 486 du Gouvernement : adopté (p. 6403)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 200 rectifié de la commission (notion de développement durable) : adopté après deuxième rectification (p. 6406)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6407)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6410)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (consultation de l'INAO lorsque des zones d'appellation d'origine contrôlée sont comprises dans le périmètre des zones agricoles protégées) : adopté (p. 6411)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6411)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (de précision) : rejeté (p. 6412)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (de suppression partielle) : rejeté (p. 6412)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6412)

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6412)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (avis de l'INAO pour les documents d'urbanisme prévoyant une réduction des espaces agricoles des zones d'appellation d'origine contrôlée) : adopté (p. 6413)

Soutient l'amendement n° 210 rectifié de la commission (avis des organismes consultés dans un délai de deux mois) : adopté (p. 6414)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6414)

Après l'article 49

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (durée de priorité du droit de préemption des SAFER portée à cinq ans) : rejeté (p. 6416)

Article 50 (attribution des droits reconnus à la partie civile aux chambres d'agriculture et centres régionaux de la propriété forestière)

Soutient l'amendement n° 633 de M. Maurice Adevah-Poeuf (droits aussi exercés par les parcs naturels régionaux) : adopté (p. 6416)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (développement des chemins de randonnée) : rejeté (p. 6418)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 215 corrigé de la commission (missions de l'enseignement agricole et de la formation agricole) : adopté (p. 6424)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 216 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6425)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (vocation purement pédagogique des établissements publics d'enseignement) : adopté (p. 6427)

Soutient l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : adopté après modifications (p. 6428)

Article 55 (principes, missions et architecture générale de l'enseignement supérieur agricole public)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6430)

Soutient l'amendement n° 220 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6431)

Article 58 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (missions de l'enseignement supérieur privé) : adopté (p. 6432)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6433)

Article 61 (coordination)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (dynamisation du projet régional de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6434)

Article 63 (développement agricole)

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6436)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Son amendement n° 806 (rédactionnel) : adopté (p. 6438)

Après l'article 64

Son amendement n° 573 (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Après l'article 64

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole, des charges sociales et de la transmission) : adopté (p. 6453)

Son intervention (p. 6475)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Son intervention (p. 3380)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3388)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3427)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3381)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3380, 3381, 3428)

Agriculture : installation (p. 3380)

Agriculture : montagne (p. 3380)

Agriculture : revenu agricole (p. 3381)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 3389)

Agroalimentaire : labels (p. 3381, 3388)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3388, 3389)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3427)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3380, 3381, 3389)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3439)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (place de la politique forestière dans la politique rurale) : adopté après modifications (p. 3439)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3442)

Article 1er ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (revalorisation des retraites les plus faibles) : adopté (p. 3443)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) : adopté après modifications (p. 3451)

Soutient le sous-amendement n° 282 de M. Joseph Parrenin (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 3449)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (modulation et plafonnement des aides sur la base des critères économiques de l'exploitation) : adopté (p. 3458)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) : adopté (p. 3460)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (interruption des aides en cas de non respect des clauses prévues par le contrat territorial d'exploitation) : adopté (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son amendement n° 254 (représentation des filières de production importantes) : retiré (p. 3464)

Avant l'article 6 A

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'intitulé initial du titre II) : adopté (p. 3464)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'intitulé initial du projet de loi pour le chapitre Ier du titre II) : adopté (p. 3464)

Article 6 A (charges déductibles du bénéfice imposable en cas de transmission à un jeune agriculteur)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3464)

Article 6 B (exonération des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'exploitations agricoles)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3466)

Article 6 C (régime fiscal des stocks et de la déduction pour investissement des exploitations soumises à l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3466)

Article 6 D (exonération des plus-values réalisées en cas de transmission d'exploitation à un jeune agriculteur)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3467)

Article 7 bis (définition de l'exploitant agricole)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3468)

Article 7 ter (définition de l'exploitation agricole)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3469)

Article 10 quater (renouvellement du bail pour le preneur ayant des enfants à charge)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3481)

Article 12 (assurance-récolte)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de mise en oeuvre d'un mécanisme d'assurance récolte) : adopté (p. 3482)

Article 12 bis supprimé par le Sénat (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (cessibilité et saisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) : rejeté (p. 3482)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (installation progressive) : adopté (p. 3483)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (suppression du paragraphe III relatif à l'information du bailleur) : adopté (p. 3484)

Article 15 bis (préretraite des agriculteurs)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3486)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 255 (définition de l'exploitation agricole) : adopté (p. 3491)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (portée et objectifs du contrôle des structures) : adopté (p. 3491)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) : adopté (p. 3493)

Son amendement n° 256 (contrôle des structures des sociétés et des associations) : adopté (p. 3493)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (seuils) : adopté (p. 3494)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (durée maximale de l'autorisation provisoire ramenée à deux ans) : adopté (p. 3495)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (contrôle des transmissions dans le cadre familial) : adopté (p. 3495)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (seuil de superficie) : adopté (p. 3496)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du délai de deux ans pour se mettre en conformité avec la réglementation relative au contrôle des structures) : adopté (p. 3496)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3496)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (distance de cinq kilomètres) : adopté (p. 3497)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (non exonération des contrôles lors des transmissions familiales) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (prise en compte de l'agriculture biologique) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (suppression de l'avis de la CNIL) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (délai d'un an pour régulariser la situation) : adopté (p. 3500)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (sanction de 6 000 F) : adopté (p. 3500)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (contestation de la sanction) : adopté (p. 3500)

Article 24 (cotisations sociales pour les nouveaux installés)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (régime particulier de cotisations sociales agricoles dans le cas d'une société formée entre les conjoints) : adopté (p. 3503)

Article 24 bis (exonération de cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3503)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués pour des groupements d'employeurs)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (déplacements limités prévus au contrat) : adopté (p. 3504)

Article 27 ter (rapport sur le développement de l'emploi en commun entre collectivités locales et employeurs du secteur privé)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rapport au Parlement dans un délai de dix-huit mois) : adopté (p. 3505)

Article 29 (création de comités d'hygiène et de sécurité en agriculture)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de précision) : adopté (p. 3506)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3507)

Article 29 ter supprimé par le Sénat (création de l'observatoire de l'emploi salarié en agriculture)

Soutient l'amendement n° 51 deuxième rectification de la commission (création d'un chapitre VI intitulé "Dispositions relatives aux observatoires de l'emploi salarié en agriculture") : adopté (p. 3507)

Article 29 quinquies A (mise en place d'un conseil de surveillance auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3509)

Article 29 quinquies supprimé par le Sénat (circonscription territoriale des organismes de la mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3510)

Article 29 sexies (convention d'objectifs et de gestion. Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du commissaire du Gouvernement auprès de la caisse centrale de la MSA) : adopté (p. 3510)

Soutient l'amendement n° 248 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (maintien de la forme syndicale pour les seules caisses d'assurance-maladie) : adopté (p. 3510)

Article 31 bis (retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3516)

Article 32 (Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (consultation facultative du Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole) : adopté (p. 3516)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (compétences des interprofessions) : adopté (p. 3518)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (missions des interprofessions) : adopté (p. 3518)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (correction d'une erreur de codification) : adopté (p. 3519)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3519)

Article 38 quater (rapport sur l'intégration du commerce et de la production)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3520)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier", "montagne" et "produits pays")

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (critères d'accès aux indications géographiques protégées) : adopté (p. 3521)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté (p. 3521)

Article 40 B (reconnaissance des AOC)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (pouvoirs d'appréciation de l'INAO) : adopté (p. 3521)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (procédure de reconnaissance des AOC) : adopté (p. 3522)

Article 40 C (définition des AOC et dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3522)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3522)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3522)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (CNCL sortie du quatrième comité de l'INAO) : adopté (p. 3524)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3524)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3524)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de précision) : adopté (p. 3525)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de précision) : adopté (p. 3525)

Son amendement n° 257 (de coordination) : adopté (p. 3525)

Soutient l'amendement n° 75 rectifié de la commission (contrôle des conditions de production des indications géographiques protégées sous la responsabilité de l'INAO) : adopté (p. 3525)

Soutient l'amendement n° 76 rectifié de la commission (délimitation de l'aire géographique) : adopté (p. 3526)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (de précision) : adopté (p. 3526)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (consultation de l'INAO) : adopté (p. 3526)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3526)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3526)

Soutient l'amendement n° 81 corrigé de la commission (dispositif d'agrément et de commissionnement des agents de l'INAO) : adopté après modifications (p. 3526)

Soutient l'amendement n° 82 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3527)

Soutient l'amendement n° 83 corrigé de la commission (contrôle des conditions de production d'une indication géographique protégée par les agents de l'INAO) : adopté (p. 3527)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de précision) : adopté (p. 3527)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de précision) : retiré (p. 3527)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de codification) : adopté (p. 3528)

Son amendement n° 258 (conditions de demande d'enregistrement d'une indication géographique protégée) : adopté (p. 3529)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3529)

Article 40 bis A (ventes directes sur le marché local)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3529)

Article 40 bis supprimé par le Sénat (étiquetage des produits bénéficiant d'une AOC)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3529)

Article 40 ter (création du logo "appellation d'origine contrôlée")

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (exclusion des vins du champ d'application du logo officiel AOC) : adopté (p. 3530)

Article 40 quater (statut des syndicats de producteurs de produits d'AOC)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (reconnaissance d'organismes de défense et de gestion dans tous les secteurs où il existe des AOC) : adopté (p. 3531)

Article 41 bis (utilisation de l'indication d'origine ou de provenance et des mentions géographiques)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (maintien de l'interdiction d'accès des AOC vinicoles aux appellations protégées) : adopté (p. 3532)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (suppression de la dérogation concernant les produits de la montagne) : adopté (p. 3532)

Son amendement n° 259 (mise en oeuvre de la dérogation sans recourir à un décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3532)

Son amendement n° 260 (de coordination) : adopté (p. 3532)

Article 42 (appellation montagne)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (provenance des matières premières des produits bénéficiant de l'appellation "montagne") : adopté (p. 3533)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (suppression de l'exigence du conditionnement en zone de montagne pour l'accès à la dénomination "montagne") : adopté (p. 3533)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) : adopté (p. 3535)

Article 43 bis supprimé par le Sénat (mise en bouteille des vins d'AOC)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (conditionnement effectué dans la région d'origine) : adopté (p. 3536)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (composition du comité de biovigilance) : adopté (p. 3538)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (obligation d'informer les services en cas de constatation d'une anomalie ou d'effets indésirables liés aux OGM) : adopté (p. 3538)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (obligations incombant au distributeur et à l'utilisateur des produits OGN et décret en Conseil d'Etat) : adopté après modifications (p. 3538)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (mesures sur la collecte des données ou informations relatives à la mise sur le marché des OGM et à leur dissémination) : adopté (p. 3539)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (rapport annuel au Parlement sur la surveillance biologique du territoire) : adopté (p. 3541)

Article 43 quater (protection des végétaux)

Son amendement n° 261 (rédactionnel) : adopté (p. 3543)

Son amendement n° 262 (rédactionnel) : adopté (p. 3543)

Après l'article 43 sexies

Soutient le sous-amendement n° 273 de la commission (de précision) à l'amendement n° 154 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (identification des animaux) : adopté (p. 3545)

Article 44 (identification des équidés)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (de codification) : adopté (p. 3545)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3545)

Article 44 bis (contrôle des élevages - suivi sanitaire des abattoirs - pouvoirs des agents de l'administration)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (immatriculation des élevages par le préfet selon les modalités définies par décret) : retiré (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (rétablissement des règles relatives à la tenue du registre d'élevage) : adopté (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (éléments d'intervention de tout vétérinaire inscrits dans le registre) : adopté (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (non indemnisation des frais occasionnés) : adopté (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (non indemnisation des frais occasionnés) : adopté (p. 3547)

Article 44 ter (mesures relatives aux anabolisants)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (non indemnisation des frais occasionnés) : adopté (p. 3548)

Article 44 quater B (procédure de traçabilité)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 3550)

Son amendement n° 267 (de cohérence) : adopté (p. 3550)

Article 44 quater (mesures relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (non constatation des infractions par les vétérinaires) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 264 (rédactionnel) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 265 (rédactionnel) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 266 (traçabilité) : adopté (p. 3552)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (vétérinaires inspecteurs assistés par plusieurs corps d'agents vétérinaires) : retiré (p. 3552)

Soutient l'amendement n° 119 rectifié de la commission (liste des animaux et des produits soumis à contrôle dans les postes d'inspection frontaliers fixée par le ministre de l'agriculture) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 263 (rédactionnel) : adopté (p. 3553)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3553)

Article 44 sexies (réactifs vétérinaires)

Son amendement n° 268 (de codification) : adopté (p. 3554)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (notion de développement durable) : adopté (p. 3554)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3554)

Article 45 bis A (règle d'éloignement des habitations par rapport aux bâtiments agricoles)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (application de la règle d'éloignement en l'absence de plan d'occupation des sols) : retiré (p. 3555)

Article 45 bis B (règles applicables aux installations classées soumises à autorisation)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3555)

Article 45 bis (petites carrières de marne)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (application aux petites carrières d'arène granitique) : adopté (p. 3555)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (création de zones agricoles protégées y compris lorsqu'il existe des documents d'urbanisme) : adopté (p. 3556)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (de coordination) : adopté après modifications (p. 3556)

Article 47 bis A (dérogation en faveur des constructions et installations agricoles ou forestières implantées à l'écart des zones habitées du littoral)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3556)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (interdiction des constructions de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages) : adopté (p. 3557)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de précision) : adopté (p. 3557)

Article 49 bis A (suspension et prolongation du délai de détention des biens acquis par les SAFER)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (définition du champ d'intervention des SAFER) : adopté (p. 3558)

Article 49 bis (missions des SAFER)

Soutient l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions et pouvoirs des SAFER) : adopté après modifications (p. 3560)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (de précision) : adopté (p. 3560)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (de précision) : adopté (p. 3560)

Article 50 bis A (action des personnes publiques et des organisations professionnelles représentatives en matière de protection de la nature)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (de précision) : adopté (p. 3561)

Article 50 bis (associations foncières pastorales et agricoles)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3561)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3561)

Article 50 quater (constatation de notoriété en cas d'usucapion pour des petites parcelles)

Soutient l'amendement n° 140 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3561)

Son amendement n° 269 rectifié (fixation de l'usucapion en euros) : adopté (p. 3561)

Article 50 sexies (rapport sur l'organisation en ordre professionnel de la profession d'expert agricole et foncier et d'expert forestier)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3562)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (insertion des jeunes et des adultes par l'enseignement et la formation agricoles publics) : adopté (p. 3562)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (caractère des ateliers technologiques et des exploitations agricoles à vocation pédagogique) : adopté après modifications (p. 3564)

Article 57 (création de groupements d'intérêt public par les établissements publics d'enseignement supérieur agricole)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (groupements d'intérêt public) : adopté (p. 3565)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (année terminale de l'enseignement agricole privé fixée à Bac + 2) : adopté (p. 3567)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (de précision) : adopté (p. 3567)

Article 61 (coordination)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (consultation obligatoire du conseil régional de l'enseignement agricole sur le projet régional) : adopté (p. 3568)

Article 64 (recherche agronomique et vétérinaire)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3569)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3569)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (cotisations sociales et fiscalité des jeunes pour faciliter l'installation) : adopté (p. 3571)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (suppression de la référence à l'instauration d'une concurrence loyale entre les différentes professions du milieu rural) : adopté (p. 3571)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (étude des règles relatives à la gestion des droits à produire) : adopté (p. 3572)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4933)

Thèmes :

Agriculture : conjoints (p. 4934)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4934)

Agriculture : installation (p. 4934)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4934)

Retraites : régime agricole (p. 4934)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (financement des OGAF à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4963)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (composition des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) : adopté (p. 4965)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (fixation par décret de la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) : adopté (p. 4965)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (statut de la mutualité sociale agricole) : adopté (p. 4968)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut- Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 4969)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (création de groupements d'intérêt public par les établissements publics d'enseignement supérieur agricole) : adopté (p. 4972)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8767)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8768)

Agriculture : crédits (p. 8767)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8768)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8768)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 8768)

Enseignement agricole (p. 8768)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8768)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8768)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8768)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2550)

Thèmes :

Agriculture : aides : oléagineux (p. 2550)

Agriculture : prix agricoles (p. 2550)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2550)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2550)

Christian PAUL

Nièvre (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (COM (97) 628 final/E 1011) (n° 1109) [28 octobre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome 1 : Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation (fonction publique) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1109) de M. Jacques Myard, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droits d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (COM (97) 628 final/E 1011) [17 février 1999] (n° 1401)

Proposition de loi n° 1793 portant création du congé parental de présence [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9423)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [31 mars 1999] (p. 3104)

Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [4 mai 1999] (p. 3939)

Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, enquête, résultats [25 mai 1999] (p. 4812)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 902, posée le 21 juin 1999. TVA. Assujettissement (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Groupements de producteurs (p. 6243)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960) ; [8 octobre 1998] (p. 6158)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5982)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Après l'article L. 331-3 du code rural

Son amendement n° 565 : non soutenu (p. 6190)

Son amendement n° 566 soutenu par M. François Patriat (publication de l'avis de la commission départementale d'orientation agricole dans la commune concernée) : rejeté (p. 6190)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8117)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics (p. 8117)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics : notation (p. 8119)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8118)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8119)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8117, 8118)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8118)

Retraites : généralités : système par capitalisation : fonctionnaires et agents publics (p. 8119)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8118)

Procédure des questions :

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8137)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8140)

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) : adopté (p. 8140)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10632)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9315)

Son intervention (p. 9321)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 9322)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9315, 9322, 9323)

Parlement : Sénat (p. 9322)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 9269, 9322)

Partis et mouvements politiques : opposition : élections régionales (p. 9323, 9324)

Partis et mouvements politiques : opposition : Front national (p. 9323, 9324)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son sous-amendement n° 101 (possibilité d'application de la procédure particulière d'adoption de délibérations budgétaires prévue par l'article 22 aux régions dont la procédure budgétaire est en cours à la date de promulgation de la loi) à l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant ses dispositions) : adopté (p. 9357)

Ses explications de vote (p. 9358)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9358)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11024)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 11025)

Elections et référendums : élections régionales : femmes (p. 11024)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 11024, 11025)

Régions : Bourgogne (p. 11024)

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 11024)

Régions : Rhône-Alpes (p. 11024)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Ses explications de vote (p. 11041)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11041)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10303)

Thème :

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 10303)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10529)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 10529)

Politique générale : démocratie : femmes (p. 10529)

Politique générale : institutions : réforme (p. 10529)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2016)

Thèmes :

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2016)

Parlement : rôle (p. 2016)

Parlement : Sénat (p. 2016, 2017)

Politique générale : institutions : réforme (p. 2016)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4243)

Après l'article 56

Son amendement n° 204 soutenu par M. Michel Bouvard (classement des communes du Morvan) : retiré (p. 4266)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4650)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 4650)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4650, 4651)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4650, 4651)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4652)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4651, 4652)

Régions : Corse : Parlement (p. 4650)

Régions : Corse : police (p. 4651)

Régions : Corse : Président (p. 4652)

Daniel PAUL

Seine-Maritime (8ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Rapporteur de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1635 tendant à préciser les activités commerciales des courtiers, interprètes et conducteurs de navires [26 mai 1999]

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [2 juin 1999] (n° 1667)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction navale. Emploi et activité, Le Havre [21 octobre 1998] (p. 7114)

Retraites : généralités. Montant des pensions. Indexation sur les salaires [10 février 1999] (p. 1159)

Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [19 mai 1999] (p. 4590)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 816, posée le 17 mai 1999. Transports par eau. Ports (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Officiers de port détachés, rémunérations (p. 4476)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7230)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction navale (p. 7230)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 7231)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7231)

Transports par eau : transports maritimes (p. 7231)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8069)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8070)

Coopération intercommunale (p. 8070)

Transports par eau : ports maritimes (p. 8070, 8071)

Union européenne : fonds structurels (p. 8069)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8887)

Thème avant la procédure des questions :

Industrie : construction navale (p. 8887, 8888)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10295)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 10295)

Politique économique : investissement : aides (p. 10296)

Travail : plan social : licenciements (p. 10296)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10303)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4554)

Thème :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4554, 4555)

Vincent PEILLON

Somme (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Président de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

Germinal PEIRO

Dordogne (4ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Perspectives [24 novembre 1998] (p. 9422)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5860)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5860)

Retraites : régime agricole (p. 5860, 5861)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 544 (revalorisation des retraites agricoles) : adopté (p. 5912)

Après l'article 1er

Son amendement n° 577 (rapport au Parlement sur l'évolution des retraites agricoles) : adopté après modifications (p. 5976)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8790)

Thème avant la procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8790, 8791)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4565)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4566)

Audiovisuel et communication : télévision : départements (p. 4565, 4566)

Jacques PÉLISSARD

Jura (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1812 tendant à modifier l'article L. 211-1 du Code des assurances afin d'exonérer les personnes handicapées du paiement de l'assurance des véhicules terrestres à moteur pour les fauteuils roulants électriques [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Sécurité. Utilisation du GPL [2 février 1999] (p. 706)

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [9 février 1999] (p. 1083)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 482, posée le 5 octobre 1998. Gendarmerie. Non appelée (J.O. Questions p. 5341)

n° 535, posée le 7 décembre 1998. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Bresse, Jura, desserte (p. 10165)

n° 673, posée le 8 mars 1999. Justice. Tribunaux (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Locaux, Lons-le-Saunier (p. 2118)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 915 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle d'organisations interprofessionnelles spécifiques pour des produits bénéficiant d'une même appellation d'origine contrôlée) : rejeté (p. 6310)

Son amendement n° 916 soutenu par M. Christian Jacob (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : devenu sans objet (p. 6313)

Son amendement n° 796 (productions de qualité grâce à la procédure d'extension prévue pour les interprofessions) : rejeté (p. 6320)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Son amendement n° 918 soutenu par M. Michel Bouvard (accords de mise en oeuvre de procédures de contrôle de qualité pour les syndicats de producteurs AOC) : retiré (p. 6321)

Son amendement n° 917 soutenu par M. Michel Bouvard (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté après modifications (p. 6322)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7182)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7182, 7183)

Environnement : crédits (p. 7182)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7182, 7183)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Michel Bouvard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10647) : rejeté (p. 10648)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8421)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8422)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8422)

Etrangers : immigration (p. 8422)

Famille : politique familiale (p. 8421, 8422)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5613)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Claude Goasguen (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) (p. 5617)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Thierry Mariani (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) (p. 5617)

Intervient sur l'amendement n° 281 de Mme Christine Boutin (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) (p. 5617)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Patrick Delnatte (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) : rejeté (p. 5618)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 294 de Mme Christine Boutin (vérification de la réalité du consentement) (p. 5631)

Soutient l'amendement n° 164 de M. Bernard Accoyer (répudiation) : rejeté (p. 5632)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Thierry Mariani (signification du mariage le jour de la publication des bans) (p. 5638)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 793)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1091 soutenu par M. Henry Chabert (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 987)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : zones rurales (p. 987, 988)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 988)

Communes (p. 987)

Coopération intercommunale (p. 987)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 988)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 988)

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094, 1120)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 486 soutenu par M. Robert Poujade (communauté pouvant comporter des enclaves) (p. 1016) : rejeté (p. 1017)

Son amendement n° 485 soutenu par M. Gilles Carrez (seuil démographique ramené à 35 000 habitants lorsque la communauté comprend le chef-lieu du département) (p. 1019) : rejeté (p. 1020)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 528 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de l'approbation implicite du périmètre par défaut de délibération du conseil municipal et inscription d'office, à la demande du préfet, de la délibération à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil) : rejeté (p. 1146)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 673 : non soutenu (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 682 : non soutenu (p. 1683)

Son amendement n° 683 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 674 soutenu par M. François Goulard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Son amendement n° 684 : non soutenu (p. 1696)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 676 : non soutenu (p. 1703)

Article 8 (appels d'offres)

Son amendement n° 685 soutenu par M. Claude Birraux (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 686 soutenu par M. Claude Birraux (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Son amendement n° 687 : non soutenu (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 688 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Son amendement n° 675 : non soutenu (p. 1714)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son amendement n° 677 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1733)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 691 (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Son amendement n° 678 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 690 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 679 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Article 40 (dispositions pénales)

Son amendement n° 692 : non soutenu (p. 1795)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 680 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 693 : non soutenu (p. 1807)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 696 : non soutenu (p. 1810)

Son amendement n° 694 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 681 : non soutenu (p. 1812)

Son amendement n° 695 : non soutenu (p. 1815)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2618)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2619)

Secteur public : service minimum (p. 2618)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs (p. 2619)

Travail : droit de grève (p. 2618, 2619)

Dominique PERBEN

Saône-et-Loire (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1705 relative au serment républicain [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7392)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4076)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)

Son intervention (p. 7306)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7307)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7307)

DOM-TOM : institutions (p. 7307, 7308)

Emploi (p. 7306)

Etat (p. 7308)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7308)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7306, 7307)

Politique extérieure (p. 7308)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7307)

TVA (p. 7308)

Union européenne (p. 7308)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10853)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10853, 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10855)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 10855)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10854, 10855)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10854)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales)

Son amendement n° 2 (qualité d'électeur pour les inscrits sur les listes électorales à la date des élections du 9 juillet 1995) : rejeté (p. 10925)

Après l'article 198

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes au congrès sur la gestion de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes et de leurs établissements publics ainsi que sur les établissements, sociétés, groupements et organismes relevant de sa compétence) (p. 10933)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1275)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1275, 1276)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance nationale (p. 1276)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1276)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 960)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 960, 961)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 961)

Coopération intercommunale (p. 960, 961)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 961)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 961)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 961)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 961)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 961, 962)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 235 de M. Gilles Carrez (communauté pouvant ne pas être d'un seul tenant et comporter des enclaves) : rejeté (p. 1017)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Gilles Carrez (suppression du seuil démographique lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département) : rejeté (p. 1020)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Jean Espilondo (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Jean Espilondo (élection des délégués au scrutin de liste proportionnel par les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants lorsqu'elles élisent plus d'un délégué) (p. 1175)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - ratification obligatoire par les conseils municipaux des modalités de la fusion non prévues par la loi) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conditions de fonctionnement de la mairie annexe fixées par décret) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - délégations consenties par le maire de la commune centre au maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - exécution des lois et des règlements de police par le maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - procédure de défusion) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - élection du maire délégué par le conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - création de plein droit d'une section électorale sur le territoire de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif dans chaque commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 512 de la commission (arrêté de création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine valant création d'un périmètre de transports urbains) (p. 1232)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Gilles Carrez (dotation de solidarité communautaire calculée en fonction de la population, du potentiel fiscal et des charges des communes membres) (p. 1331)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission des finances (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Charles de Courson (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6591)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 6591, 6592)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6592)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6591)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6591)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 6592)

Jean-Claude PEREZ

Aude (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 513, posée le 30 novembre 1998. Emploi. Chômage (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1er décembre 1998. Lutte et prévention, bassin d'emploi de Carcassonne (p. 9722)

n° 716, posée le 29 mars 1999. Formation professionnelle. Apprentissage (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Centres de formation, personnel, statut (p. 2994)

n° 859, posée le 7 juin 1999. Prestations familiales. Caisses (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Action sociale, enfants, séjours dans des centres de vacances (p. 5453)

Michel PÉRICARD

Yvelines (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Décédé le 2 février 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 4 février 1999] (p. 1827)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [10 novembre 1998] (p. 8707)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 549, posée le 14 décembre 1998. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France (p. 10466)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que le Gouvernement ait reporté le débat sur le projet de réforme de l'audiovisuel alors que la conférence des présidents l'avait organisé le matin même [1er décembre 1998] (p. 9782)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8918)

Thèmes avant la procédure des questions :

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 8919)

Presse et livres : presse nationale (p. 8918)

Presse et livres : presse régionale (p. 8918)

Jean-Pierre PERNOT

Val-d'Oise (2ème circonscription)
Socialiste

Devient député le 29 août 1999 (voir indications préliminaires)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 31 août 1999] (p. 13015)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

Haute-Vienne (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Rapporteure de la proposition de résolution sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061) (n° 1281) [20 janvier 1999]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1281) de M. Alain Barrau, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final/n° E 1061) [9 mars 1999] (n° 1450)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Concours, nombre de postes offerts [1er décembre 1998] (p. 9745)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 498, posée le 23 novembre 1998. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Restructuration, conséquences, Haute-Vienne (p. 9403)

n° 647, posée le 1er mars 1999. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Fonctionnement, Bellac (p. 1835)

n° 786, posée le 10 mai 1999. Retraites : généralités. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 2739). Suppléante de Mme Martine Lignières-Cassou. Appelée le 11 mai 1999. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge (p. 4284)

n° 785, posée le 10 mai 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2739). Suppléante de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Appelée le 11 mai 1999. Effectifs de personnel, hôpital intercommunal du Haut-Limousin (p. 4282)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Voirie : routes (p. 7262)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8050)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8067)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8067)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8067)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 106)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 107)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 106, 107)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1201 soutenu par M. Jean-Claude Daniel (association à la préparation et à l'exécution) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : adopté (p. 397)

Son sous-amendement n° 1202 soutenu par M. Jean-Claude Daniel (rédactionnel) à l'amendement n° 265 de la commission : adopté (p. 398)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4088)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : départements (p. 4089)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4089)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5842)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5842, 5843)

Coopération intercommunale (p. 5842)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2499)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 2499, 2500)

Politiques communautaires : budget (p. 2499)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2500)

Union européenne : fonds structurels (p. 2500)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Rapporteure de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Geneviève PERRIN-GAILLARD

Deux-Sèvres (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Rapporteure du projet de loi relatif à la partie législative du livre VII (nouveau) du code rural (n° 820) [27 janvier 1999]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Education nationale, recherche et technologie (enseignement supérieur) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 820), relatif à la partie législative du livre VII (nouveau) du code rural [10 février 1999] (n° 1382)

Proposition de loi n° 1517 modifiant l'article premier, alinéa 3, de la loi d'orientation du 10 juillet 1989 sur l'éducation, en faveur des élèves malades ou accidentés [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effet de serre, lutte et prévention, sommet de Buenos-Aires [17 novembre 1998] (p. 9107)

Agriculture. Maïs. Maïs transgénique, production, contrôle [22 décembre 1998] (p. 11012)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [19 mai 1999] (p. 4587)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 495, posée le 23 novembre 1998. Mort. Suicide (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Lutte et prévention (p. 9402)

n° 678, posée le 15 mars 1999. Handicapés. Centre d'aide par le travail public (CAT) (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Fonctionnement, durée du travail (p. 2388)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 546 (prise en compte des zones humides) : adopté (p. 5969)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5983)

Après l'article 44

Son sous-amendement n° 970 soutenu par M. François Patriat (mandat sanitaire des vétérinaires) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6401)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Après l'article 43 sexies

Son amendement n° 154 soutenu par Mme Béatrice Marre (identification des animaux) : adopté après modifications (p. 3545)

Article 44 ter (mesures relatives aux anabolisants)

Son amendement n° 155 : non soutenu (p. 3548)

Article 44 quater A (mesures relatives aux médicaments homéopathiques vétérinaires)

Son amendement n° 156 corrigé soutenu par Mme Béatrice Marre (de précision) : adopté (p. 3549)

Son amendement n° 157 : non soutenu (p. 3549)

Son amendement n° 165 soutenu par Mme Béatrice Marre (règles applicables même si les animaux ne sont pas destinés à l'alimentation humaine) : adopté (p. 3549)

Son amendement n° 166 : non soutenu (p. 3549)

Son amendement n° 171 soutenu par Mme Béatrice Marre (de précision) : adopté (p. 3549)

Après l'article 64 bis

Son amendement n° 249 : non soutenu (p. 3569)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025)

Rapporteure pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7027)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : bourses d'études

Enseignement supérieur : crédits (p. 7027)

Enseignement supérieur : crédits : étudiants (p. 7027)

Enseignement supérieur : personnel : universités (p. 7028)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7163)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9306)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9306)

Enfants : travail : généralités (p. 9306)

Enfants : travail : labels (p. 9307)

Enseignement : éducation civique (p. 9307)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10286)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10286)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 10286)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son intervention (p. 881)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Son amendement n° 19 (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) : adopté après modifications (p. 10312)

Bernard PERRUT

Rhône (9ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Secrétaire de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19458)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1125 visant à améliorer le régime fiscal des contribuables qui ont à charge un frère ou une sœur [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1353 tendant à créer un congé d'accompagnement des personnes en fin de vie [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1711 tendant à développer et à améliorer l'accueil de personnes âgées ou handicapées adultes par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 571, posée le 18 janvier 1999. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône (p. 14)

n° 734, posée le 5 avril 1999. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Restructuration, Villefranche-sur-Saône (p. 3265)

n° 820, posée le 24 mai 1999. Voirie. A 6 (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Villefranche-sur-Saône, contournement (p. 4785)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5987)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6275)

Thème :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6275)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651)

Après l'article 2

Son amendement n° 431 soutenu par M. Marc Laffineur (prise en charge d'un frère ou d'une soeur par un contribuable) (p. 6673) : rejeté (p. 6674)

Son amendement n° 455 corrigé : non soutenu (p. 6674)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : médecins scolaires : infirmières (p. 7157)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8687)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage de longue durée (p. 8687)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8687)

Entreprises : création (p. 8688)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8688)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 8688)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7451)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : préretraites (p. 7452)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 7452)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7452)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7451, 7452)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8440)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8440)

Famille : concubinage (p. 8440)

Parlement : rôle (p. 8440)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 797 soutenu par M. Dominique Dord (nullité du PACS conclu par une personne ayant adopté un enfant) (p. 8556) : rejeté (p. 8557)

Après l'article 2

Son amendement n° 798 soutenu par M. Dominique Dord (extension aux frères et soeurs de la déductibilité des sommes versées aux enfants majeurs prévue par l'article 156 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

Son amendement n° 799 soutenu par M. Dominique Dord (extension aux frères et soeurs de la notion de personne à charge prévue par l'article 196 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3125)

Son sous-amendement n° 324 soutenu par M. Dominique Dord (nullité du PACS lorsque l'un des partenaires a été autorisé à adopter un enfant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3165)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10491)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10491)

Associations : sectes : délinquance et criminalité (p. 10491)

Associations : sectes : entreprises (p. 10492)

Associations : sectes : financement (p. 10492)

Associations : sectes : généralités (p. 10491, 10492)

Associations : sectes : Gouvernement (p. 10491)

Associations : sectes : Union européenne (p. 10492)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 64)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 64)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 64)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 565)

Thèmes :

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 565, 566)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 565, 566)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 566)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 566)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4185)

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire)

Son intervention (p. 4342)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Son intervention (p. 4346)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Son intervention (p. 4347)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son intervention (p. 4349)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4352)

Soutient l'amendement n° 28 de M. Renaud Muselier (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Ses explications de vote (p. 4358)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4358)

Nicole PÉRY

Secrétaire d'Etat à la formation professionnelle puis Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle

Est nommée Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle (voir indications préliminaires). Décret du 17 novembre 1998 [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17360)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Hélène Aubert. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Secrétariat d'Etat aux droits des femmes, compétences [18 novembre 1998] (p. 9162)

Mme Cécile Helle. Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [30 mars 1999] (p. 3022)

M. Jean Ueberschlag. Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [31 mars 1999] (p. 3102)

M. Germain Gengenwin. Formation professionnelle. Formation continue. Financement [19 mai 1999] (p. 4595)

M. Bertrand Kern. Formation professionnelle. Stages. Contrôle [2 juin 1999] (p. 5286)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Rochebloine. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Salariés placés en congé de longue durée, Creusot-Loire-Industries [6 octobre 1998] (p. 5939)

M. Jacky Darne. Sécurité publique. Automobiles et cycles. Dégradations, fonds d'indemnisation, création [6 octobre 1998] (p. 5941)

M. André Godin. Politique sociale. Handicapés et personnes âgées. Accueil par des particuliers, réglementation [6 octobre 1998] (p. 5938)

M. François Liberti. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Calcul des pensions, français rapatriés d'Algérie [9 mars 1999] (p. 2115)

M. Bernard Seux. Etablissements de santé. Personnel. Médecins anesthésistes, revendications [9 mars 1999] (p. 2116)

M. François d'Aubert. Santé. Aide médicale urgente. Défibrillateurs semi-automatiques, utilisation, personnel, qualification [9 mars 1999] (p. 2117)

M. Jean-Claude Decagny. Justice. Tribunaux de grande instance. Maintien, Avesnes [9 mars 1999] (p. 2119)

M. Jacques Pélissard. Justice. Tribunaux. Locaux, Lons-le-Saunier [9 mars 1999] (p. 2118)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Personnes âgées. Hospices. Humanisation, Pays-de-la-Loire [9 mars 1999] (p. 2116)

M. Roger Meï. Emploi. Contrats emploi solidarité. Réglementation [30 mars 1999] (p. 2993)

M. Jean-Claude Perez. Formation professionnelle. Apprentissage. Centres de formation, personnel, statut [30 mars 1999] (p. 2994)

M. Henri Sicre. Institutions sociales et médico-sociales. Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Agrément, conditions d'attribution, Céret [27 avril 1999] (p. 3599)

M. Alain Rodet. Produits dangereux. Radon. Exposition, lutte et prévention, réglementation [27 avril 1999] (p. 3605)

M. Jean Rigal. Personnes âgées. Dépendance. Prestation spécifique [27 avril 1999] (p. 3602)

M. Patrick Leroy. Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [27 avril 1999] (p. 3601)

M. Gilbert Meyer. Eau. Réseaux. Plomb, utilisation, interdiction, contrôle, dispense, Alsace-Moselle [27 avril 1999] (p. 3606)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Handicapés. Emploi. Obligation d'emploi, suppression, cristallerie [27 avril 1999] (p. 3600)

M. Christian Bataille. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Collectivités locales : caisses. CNRACL (caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales), équilibre financier [27 avril 1999] (p. 3599)

M. Jean-Pierre Dufau. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [27 avril 1999] (p. 3604)

M. Michel Hunault. Handicapés. Etablissements. Capacités d'accueil, contrats de plan Etat-régions, inscription [11 mai 1999] (p. 4281)

M. Bernard Seux. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Chirurgiens-dentistes, nomenclature des actes [11 mai 1999] (p. 4280)

Mme Martine Lignières-Cassou. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [11 mai 1999] (p. 4284)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, hôpital intercommunal du Haut-Limousin [11 mai 1999] (p. 4282)

M. Alain Fabre-Pujol. Associations. Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Financement [11 mai 1999] (p. 4283)

M. Édouard Landrain. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé [8 juin 1999] (p. 5469)

M. Charles Miossec. Etablissements de santé. Etablissements privés. Durée du travail, réduction, aides de l'Etat [8 juin 1999] (p. 5471)

Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [8 juin 1999] (p. 5470)

M. Jean Vila. Santé. Hépatite C. Ribavirine, distribution [8 juin 1999] (p. 5468)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8691)

Ses réponses (p. 8717 à 8726)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : illettrisme (p. 8693)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8691, 8692)

Formation professionnelle : congé de formation (p. 8694)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8691, 8692)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8691)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8693)

Réponses aux questions :

Formation professionnelle : apprentissage : financement (p. 8719) (M. Jean Ueberschlag) (p. 8719)

Formation professionnelle : apprentissage : régions (p. 8723) (Mme Odette Trupin) (p. 8723)

Formation professionnelle : centres de formation : financement (p. 8717) (M. Germain Gengenwin) (p. 8717)

Formation professionnelle : contrats de qualification : contrats de plan Etat-régions (p. 8726) (M. Francis Hammel) (p. 8726)

Formation professionnelle : contrats de qualification : financement (p. 8717) (M. Germain Gengenwin) (p. 8716)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 8720) (Mme Odette Trupin) (p. 8720)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (maintien pendant un an de la prime) (p. 8730)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5060)

Thème :

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5060)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6553)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 6554)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6553)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6554)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10501)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 10501, 10502)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10502)

Femmes : égalité des sexes : traités et conventions (p. 10502)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10502, 10503)

Femmes : parité : Constitution (p. 10502)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10502)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Sa réponse (p. 1461)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1461, 1462)

Femmes : parité (p. 1461)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Sa réponse (p. 2236)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes (p. 2236)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2236)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1248)

Thèmes :

Avortement (p. 1249)

Famille : contraception (p. 1249)

Femmes : égalité des sexes (p. 1248)

Femmes : égalité des sexes : formation professionnelle (p. 1248)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1249)

Femmes : politique à l'égard des femmes : organismes (p. 1249)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1248, 1249)

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6559)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6559, 6560)

Avortement (p. 6561)
Droit pénal : outrages : femmes (p. 6560)
Famille : contraception : campagnes financées sur fonds publics (p. 6560)
Femmes : égalité des sexes : associations (p. 6560)
Femmes : égalité des sexes : syndicats (p. 6560)
Femmes : égalité professionnelle (p. 6560)
Femmes : parité (p. 6559, 6560)

Pierre PETIT

Martinique (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Politique économique. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2414)

DOM. Martinique : agriculture. Filière ananas, aides de l'Etat [12 mai 1999] (p. 4424)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7322)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : Martinique (p. 7323)
DOM-TOM : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs de l'outre-mer (ANT) (p. 7323)
DOM-TOM : institutions (p. 7323, 7324)
Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7322, 7323)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7323)
Logement (p. 7323)

Annette PEULVAST-BERGEAL

Yvelines (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteure de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les phénomènes de pollution atmosphérique urbaine pour la limitation de leurs conséquences sanitaires et l'élaboration d'une doctrine de gestion des risques (n° 1785) [6 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 602, posée le 1er février 1999. Enseignement. Non appelée (J.O. Questions p. 512)

n° 755, posée le 26 avril 1999. Environnement. Parcs naturels régionaux (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Zone d'exploitation spéciale, création, Vexin (p. 3615)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7180)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7180, 7181)
Environnement : crédits (p. 7180)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7180, 7181)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Urbanisme : grands projets urbains : commerce et artisanat (p. 7905)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : politique à l'égard des jeunes (p. 8224)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 982)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 983)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 982, 983)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 983)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3310)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3311)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3311)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3311)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3331)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3331)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3331)

Droit pénal : peines de travail d'intérêt général (p. 3331)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3331)

Justice : réforme (p. 3332)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Son intervention (p. 5725)

Jacques PEYRAT

Alpes Maritimes (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Elu sénateur le 27 septembre 1998 (voir indications préliminaires). Cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14954)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Catherine PICARD

Eure (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1295 relative à la lutte contre les sectes et ouvrant à certaines associations le droit de se porter partie civile [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 896, posée le 21 juin 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Police, effectifs de personnel, Vernon (p. 6250)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8745)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 8747)

Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires : enseignants (p. 8746, 8747)

Sports : activités physiques et sportives : handicapés (p. 8747)

Sports : associations et clubs : bénévolat (p. 8747)

Sports : dopage (p. 8747)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8747)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9208)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9208)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10326)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10326, 10327)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10326, 10327)

Enseignement : enseignement par correspondance (p. 10327)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10326, 10327)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10327)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2915)

Après l'article 28

Son amendement n° 265 (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - droits reconnus à la partie civile conférés aux associations de lutte contre les sectes) : adopté (p. 2953)

Christian PIERRET

Secrétaire d'Etat à l'industrie

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [9 décembre 1998]

Projet de loi n° 1332 portant modification du code minier [20 janvier 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie [21 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Bernard Raimond. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7013)

M. Daniel Paul. Industrie. Construction navale. Emploi et activité, Le Havre [21 octobre 1998] (p. 7114)

M. Jean-Yves Besselat. Industrie. Construction navale. Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité [27 octobre 1998] (p. 7391)

Mme Michèle Rivasi. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Déchets étrangers, traitement et stockage [28 octobre 1998] (p. 7514)

Mme Laurence Dumont. Automobiles et cycles. Renault Véhicules Industriels (RVI). Emploi et activité [28 octobre 1998] (p. 7515)

M. Alain Belviso. Industrie. Construction navale. Restructuration, La Ciotat [17 novembre 1998] (p. 9099)

M. Jean-Yves Besselat. Industrie. Construction navale. Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité [24 novembre 1998] (p. 9417)

M. André Gerin. Industrie. Pharmacie. Fusion Rhône-Poulenc-Hoechst [2 décembre 1998] (p. 9886)

M. Renaud Dutreil. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [15 décembre 1998] (p. 10481)

Mme Martine David. Industrie. Electroménager. Seb, emploi et activité, Villefranche-sur-Saône et Saint-Priest [15 décembre 1998] (p. 10476)

M. Bernard Cazeneuve. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [19 janvier 1999] (p. 31)

M. Patrice Carvalho. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 janvier 1999] (p. 118)

M. Éric Besson. Energie et carburants. Energie nucléaire. Emploi et activité [26 janvier 1999] (p. 363)

M. Roland Carraz. Télécommunications. France-Télécom. Fonctionnaires reclassés, carrière [2 février 1999] (p. 703)

M. François Brottes. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès aux services téléphoniques [10 février 1999] (p. 1166)

M. Maurice Leroy. Travail. Conditions de travail. Secteur public, secteur privé, disparités [16 février 1999] (p. 1443)

M. Bernard Birsinger. Industrie. Pharmacie. Aventis, emploi et activité, Romainville [16 février 1999] (p. 1445)

M. Claude Billard. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste. Restauration collective [2 mars 1999] (p. 1860)

M. François Brottes. Postes. La Poste. Politiques communautaires, application [3 mars 1999] (p. 1966)

M. Émile Blessig. Politique extérieure. Coopération scientifique et technique. Sûreté nucléaire, pays de l'ex-URSS [17 mars 1999] (p. 2534)

M. Patrick Malavieille. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [17 mars 1999] (p. 2535)

M. Charles de Courson. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [24 mars 1999] (p. 2765)

Mme Gilberte Marin-Moskovitz. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [24 mars 1999] (p. 2765)

M. Léo Andy. DOM. Guadeloupe : postes. La Poste, grève, personnel, revendications [24 mars 1999] (p. 2760)

M. Philippe Auberger. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [24 mars 1999] (p. 2762)

M. Paul Dhaille. Automobiles et cycles. Renault. Fusion avec Nissan, conséquences [6 avril 1999] (p. 3290)

M. Bernard Birsinger. Télécommunications. France Télécom. Personnel, revendications [7 avril 1999] (p. 3369)

M. Jean Vila. Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [28 avril 1999] (p. 3698)

M. Claude Gaillard. Télécommunications. Politiques communautaires. Regroupement d'entreprises [28 avril 1999] (p. 3702)

Mme Martine Lignières-Cassou. Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [28 avril 1999] (p. 3697)

M. Jérôme Lambert. Energie et carburants. Electricité et gaz. Tarifs [4 mai 1999] (p. 3941)

M. Gérard Saumade. Industrie. Chimie. Laboratoires pharmaceutiques, regroupement [18 mai 1999] (p. 4493)

M. Daniel Paul. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [19 mai 1999] (p. 4590)

M. Jacques Desallangre. Energie et carburants. Essence plombée. Interdiction, conséquences [2 juin 1999] (p. 5283)

M. Jean-Louis Fousseret. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [2 juin 1999] (p. 5283)

M. François Vannson. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [15 juin 1999] (p. 5821)

M. Bernard Birsinger. Industrie. Travail des métaux. ELM-Leblanc, délocalisation, Bobigny, Drancy [15 juin 1999] (p. 5819)

Mme Michèle Rivasi. Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [22 juin 1999] (p. 6272)

M. Jean-Pierre Balduyck. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [29 juin 1999] (p. 6533)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Grégoire. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. EDF et GDF : politique à l'égard des retraités. Agents placés en inactivité et veuves [6 octobre 1998] (p. 5923)

M. Thierry Mariani. Industrie. Papier et carton. Morel-Barneron, emploi et activité, Valréas [6 octobre 1998] (p. 5924)

M. Jacques Desallangre. Banques et établissements financiers. Banque de France. Succursales, fermeture [9 février 1999] (p. 1048)

Mme Martine Lignières-Cassou. Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [26 janvier 1999] (p. 341)

M. Christian Cuvilliez. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [26 janvier 1999] (p. 339)

Mme Yvette Roudy. Industrie. Machines et équipements. Moulinex, emploi et activité, Falaise [9 février 1999] (p. 1051)

M. Christian Cuvilliez. Régions. Développement économique. Haute-Normandie [9 février 1999] (p. 1049)

M. Marc Reymann. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, remboursement [9 février 1999] (p. 1053)

M. Michel Sainte-Marie. Enseignement. Programmes. Portugais [2 mars 1999] (p. 1848)

Mme Odette Trupin. Enseignement. Programmes. Grec ancien et moderne [2 mars 1999] (p. 1847)

M. François Vannson. Energie et carburants. GDF. Desserte, extension, loi n° 98-546 du 2 juillet 1998, article 50, décret d'application, publication [2 mars 1999] (p. 1849)

Mme Sylvie Andrieux. Energie et carburants. Elf. Projet Girassol [30 mars 1999] (p. 3004)

M. Marcel Rogemont. TVA. Suppression. Terrains à bâtir, application [30 mars 1999] (p. 3005)

M. Gérard Revol. Energie et carburants. Energie nucléaire. Personnel, durée du travail, réduction, application [30 mars 1999] (p. 3002)

M. Pierre Lellouche. Professions judiciaires et juridiques. Commissaires-priseurs. Rémunérations [30 mars 1999] (p. 3001)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Postes. La Poste. Lauréats de concours, affectation [30 mars 1999] (p. 3003)

M. Michel Liebgott. Mines et carrières. Mines. Fermeture, conséquences, Lorraine [6 avril 1999] (p. 3266)

M. Franck Dhersin. Commerce et artisanat. Petit commerce. Concurrence, magasins d'usine [18 mai 1999] (p. 4478)

Mme Odette Grzegrzulka. Enseignement technique et professionnel. Instituts Universitaires Professionnels (IUP). Institut supérieur des sciences et techniques (INSSET), transformation en école d'ingénieurs, Saint-Quentin [18 mai 1999] (p. 4481)

M. Camille Darsières. Postes. La Poste. Facteurs, recrutement, concours, égalité des candidats [18 mai 1999] (p. 4477)

M. Daniel Boisserie. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Conditions d'attribution, anciens combattants d'Afrique du Nord [18 mai 1999] (p. 4480)

M. Charles Miossec. Défense. Arsenaux. Restructuration, plan d'accompagnement, Brest [18 mai 1999] (p. 4479)

M. Daniel Paul. Transports par eau. Ports. Officiers de port détachés, rémunérations [18 mai 1999] (p. 4476)

M. François Liberti. TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'oeuvre, hôtellerie et restauration [8 juin 1999] (p. 5465)

M. Gilbert Gantier. Impôts et taxes. Recouvrement. Coût [8 juin 1999] (p. 5463)

M. Jean Launay. Marchés publics. Réglementation. Entreprises candidates en redressement judiciaire [8 juin 1999] (p. 5466)

M. Jacques Desallangre. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [8 juin 1999] (p. 5462)

M. Jean-Pierre Balduyck. Industrie. Textile et habillement. Concurrence étrangère, politiques communautaires [15 juin 1999] (p. 5791)

M. Daniel Chevallier. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [15 juin 1999] (p. 5793)

M. François Goulard. Energie et carburants. EDF. Prise de participation dans l'entreprise Clemessy, légalité [29 juin 1999] (p. 6521)

M. Éric Doligé. Energie et carburants. Carburants. Teneur en oxygène [29 juin 1999] (p. 6519)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8890)

Ses réponses (p. 8897 à 8904)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8896)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8892)

Entreprises (p. 8891, 8892)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8895)

Grandes écoles (p. 8891)

Industrie : construction navale (p. 8893, 8894)

Industrie : textile et habillement (p. 8893)

Postes (p. 8896)

Recherche (p. 8891 à 8893)

Régions : Lorraine (p. 8894)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 8894)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8895)

Télécommunications : France Télécom (p. 8895, 8896)

Réponses aux questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8901) (M. Roger Meï) (p. 8901)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8904) (M. Robert Galley) (p. 8903)

Industrie : textile et habillement (p. 8899) (M. Robert Galley) (p. 8899)

Industrie : textile et habillement (p. 8900) (M. Claude Gatignol) (p. 8900)

Postes : La Poste : zones rurales (p. 8902) (M. Franck Borotra) (p. 8901, 8902)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8898) (M. Olivier de Chazeaux) (p. 8898)

Télécommunications : France Télécom : taxe professionnelle (p. 8897) (M. Alain Gouriou) (p. 8897)

Télécommunications : tarifs (p. 8897) (M. Jacques Guyard) (p. 8897)

Télécommunications : accès à Internet (p. 8903) (M. Olivier de Chazeaux) (p. 8902)

Industrie : haute couture (p. 8901) (M. Georges Hage) (p. 8900)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Sa réponse (p. 9383)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9384, 9385)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 9384)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9384, 9385)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9383, 9384)

Parlement : rôle (p. 9384)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : adopté après modifications (p. 725)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 207)

Sa réponse (p. 249)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 211, 212, 250, 251)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 211, 249)

DOM : Guadeloupe : énergie électrique (p. 250)

Energie et carburants : charbon (p. 210, 251)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 208, 210)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 209, 249, 251)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 209 à 211, 252)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 209, 250)

Energie et carburants : gaz (p. 210, 251)

Energie et carburants : géothermie (p. 250)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 209)

Environnement : protection (p. 208, 209, 211)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 210, 249)

Pays étrangers : Allemagne (p. 250)

Secteur public : services publics (p. 207, 208, 250)

Transports (p. 209)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 208, 250)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1468)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1496)

Sa réponse (p. 1602)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1471, 1603)

Energie et carburants : électricité (p. 1468 à 1473, 1603)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1471 à 1473, 1496, 1602 à 1604)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1604)

Entreprises : compétitivité (p. 1470)

Environnement : protection (p. 1470, 1471, 1602)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1469, 1497)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1468 à 1473, 1496, 1602)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Soutient le sous-amendement n° 754 du Gouvernement (prise en compte des situations particulières et pour une durée adaptée) à l'amendement n° 601 de M. Claude Billard (modalités des aides aux personnes en situation de précarité défines par décret) : adopté (p. 1620)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient le sous-amendement n° 755 du Gouvernement (rôle en matière de tarification) à l'amendement n° 606 de M. Claude Billard (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) : adopté (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Soutient l'amendement n° 759 du Gouvernement (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) : adopté (p. 1676)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Soutient le sous-amendement n° 764 du Gouvernement (souci d'esthétique et d'insertion dans l'environnement) à l'amendement n° 756 de M. Jean-Yves Le Déaut (surcoûts liés à la recherche et au développement) : adopté (p. 1685)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Soutient le sous-amendement n° 779 du Gouvernement (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003 et exposant les lignes directrices) à l'amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003) : adopté (p. 1693)

Soutient l'amendement n° 762 du Gouvernement (programmation souple tenant compte de la nécessité de renouveler le parc de production existant) : retiré (p. 1695)

Soutient le sous-amendement n° 761 du Gouvernement (publicité assurée par le ministère chargé de l'énergie) à l'amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont (définition et autorisation des installations nouvelles de production) : adopté (p. 1700)

Article 8 (appels d'offres)

Soutient le sous-amendement n° 763 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 202 de la commission (de précision) : adopté (p. 1709)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Soutient le sous-amendement n° 784 du Gouvernement (seuil de l'obligation d'achat fixé à 12 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) : adopté (p. 1714)

Soutient le sous-amendement n° 783 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 618 de M. Claude Billard (tarifs d'achat) : adopté (p. 1715)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Soutient l'amendement n° 766 du Gouvernement (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) : retiré (p. 1741)

Soutient l'amendement n° 765 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 1742)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son intervention (p. 1744)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 767 du Gouvernement (prise en charge d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergie par les collectivités territoriales) : adopté (p. 1749)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Soutient le sous-amendement n° 768 du Gouvernement (publication assurée par le ministre chargé de l'énergie) à l'amendement n° 89 de M. Franck Borotra (listes des clients éligibles et des producteurs qui achètent pour revendre à des clients éligibles publiée par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1763)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Soutient le sous-amendement n° 769 rectifié du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 260 de la commission (de précision) : adopté (p. 1770)

Article 30 (fonctionnement de la CRE)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (inscription des crédits de la commission au budget du ministère chargé de l'énergie) à l'amendement n° 97 de M. Franck Borotra (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) : rejeté (p. 1780)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Soutient le sous-amendement n° 770 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 390 de la commission des finances (renforcement des pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) : retiré (p. 1785)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours)

Soutient le sous-amendement n° 771 du Gouvernement (délai porté à un an) à l'amendement n° 293 de la commission (délai porté à six mois) : adopté (p. 1790)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE)

Soutient le sous-amendement n° 786 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 394 de la commission des finances(étendue des pouvoirs de sanction) : adopté (p. 1793)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son intervention (p. 1797)

Soutient le sous-amendement n° 787 du Gouvernement (intervention d'EDF comme conducteur d'opérations en tant que partenaire des collectivités territoriales) à l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) : adopté (p. 1802)

Soutient le sous-amendement n° 788 du Gouvernement (prise en compte par l'observatoire des activités destinées aux clients finals éligibles ou non éligibles) à l'amendement n° 305 de la commission : adopté (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1805)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Soutient l'amendement n° 772 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1808)

Article 45 (collecte et publication des informations statistiques)

Soutient le sous-amendement n° 773 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 311 rectifié de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 1809)

Soutient le sous-amendement n° 774 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 311 rectifié de la commission : adopté (p. 1809)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Soutient le sous-amendement n° 775 du Gouvernement (délai d'un an) à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 1813)

Soutient le sous-amendement n° 776 du Gouvernement (révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission : adopté (p. 1814)

Soutient le sous-amendement n° 777 du Gouvernement (financements des surcoûts induits par la révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission : adopté (p. 1814)

Article 50 (adaptation de certaines dispositions de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946)

Soutient le sous-amendement n° 778 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 323 de la commission (rédactionnel) : adopté

Seconde délibération

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (simplifications administratives pour les petites installations) : adopté (p. 1818)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 1819)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de précision) : adopté après rectification (p. 1820)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1820)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Son intervention (p. 1864)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2421)

Sa réponse (p. 2434)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2435)

Communes : finances (p. 2435)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2436)

Mines et carrières : code minier (p. 2421)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2421 à 2423, 2435)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2422, 2435)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2442)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son intervention (p. 2445)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2449)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4684)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4684)

Recherche : innovation (p. 4685)

Secteur public : ouverture du capital (p. 4686)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4686, 4687)

Travail : négociations : actions (p. 4687)

Étienne PINTE

Yvelines (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 18), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [25 novembre 1998] (n° 1220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Cotisations. Exonération, aides à domicile [25 novembre 1998] (p. 9495)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 358 (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) : devenu sans objet (p. 6839)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Après l'article 34

Son amendement n° 1148 soutenu par M. Patrick Ollier (emplacements réservés et droit de propriété) (p. 935) : rejeté (p. 936)

Son amendement n° 1149 soutenu par M. Patrick Ollier (emplacements réservés et droit de propriété) (p. 935) : rejeté (p. 936)

Henri PLAGNOL

Val-de-Marne (1ère circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pension, création [3 novembre 1998] (p. 7922)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 844, posée le 31 mai 1999. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1er juin 1999. Effectifs de personnel, locaux, Saint-Maur-des-Fossés (p. 5161)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la clôture de la discussion sur l'article intervenant après que la parole eut été retirée à M. Jean-Claude Lenoir sur la question préalable et estime que l'opposition est victime d'une censure [8 novembre 1998] (p. 8455)

Estime que le Gouvernement veut faire siéger l'Assemblée "jusqu'à l'épuisement" afin que le vote puisse intervenir mardi 10 novembre en présence des députés de la majorité [8 novembre 1998] (p. 8497)

Souhaite que la séance soit levée avant deux heures du matin [1er décembre 1998] (p. 9824)

Regrette que l'opposition ne soit pas autorisée à répondre à la commission et au Gouvernement [1er décembre 1998] (p. 9844)

Estime que les droits de l'opposition ont été violés par la présidence [1er décembre 1998] (p. 9862)

Indique que la séance ne pourra être levée après sept heures du matin [1er décembre 1998] (p. 9871)

Estime que Mme Christine Boutin a été mise en cause de façon insultante et demande une suspension de séance [1er décembre 1998] (p. 9875)

Estime avoir été mis en cause par la ministre de la justice et condamne l'attitude du Gouvernement à propos de la discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [2 décembre 1998] (p. 9899)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy : estime que les propositions du Président de séance pour l'organisation des débats sur le pacte civil de solidarité ne sont pas acceptables [2 décembre 1998] (p. 9917)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6281)

Son intervention (p. 6282)

Thèmes :

Famille (p. 6283)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 6283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6282)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651)

Après l'article 2

Son amendement n° 454 corrigé : non soutenu (p. 6674)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Ventes et échanges : commissaires priseurs : impôt de solidarité sur la fortune (p. 7104)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8010)

Son intervention (p. 8369)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8010)

Assemblée nationale : Président : motions de procédure (p. 8369)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8370, 8371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8372)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8010)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8369, 8370)

Famille (p. 8369, 8371)

Famille : mariage : enfants (p. 8371, 8372)

Famille : politique familiale (p. 8010)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8450)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8455)

Son amendement n° 742 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 8463) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 743 soutenu par M. Pierre-André Wiltzer (suppression des références au code civil) (p. 8474) : rejeté (p. 8476)

Son amendement n° 841 soutenu par M. Maurice Leroy (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, avant les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8484) : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 840 soutenu par M. Maurice Leroy (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8488) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 744 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 8493) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8497)

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Jacques Kossowski (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Son amendement n° 845 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8506) : rejeté (p. 8508)

Son amendement n° 842 soutenu par M. Jean-Louis Bernard (conclusion du PACS entre un homme et une femme) (p. 8506) : rejeté (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS entre plusieurs parents) (p. 8509)

Son amendement n° 843 soutenu par M. Édouard Landrain (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8510) : rejeté (p. 8512)

Après l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 844 soutenu par M. Édouard Landrain (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous tutelle ou curatelle) : rejeté (p. 8542)

Son amendement n° 846 (conditions relatives à la cause pour la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8543)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 847 soutenu par M. Léonce Deprez (conclusion du PACS entre parents) (p. 8547) : rejeté (p. 8548)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 948 (prescription de trente ans pour l'action en nullité contre le PACS conclu en fraude de la loi) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 949 (prescription de cinq ans pour l'action en nullité contre le PACS conclu en fraude de la loi) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 950 (action en nullité contre le PACS conclu en fraude à la loi dans l'année de sa conclusion) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 853 (action en nullité contre un PACS intentée par toute personne y ayant intérêt) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 947 (action en nullité contre un PACS intentée par les parents des personnes souhaitant le conclure) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 854 (action en nullité contre un PACS intentée par l'ex-époux d'une des personnes souhaitant le conclure) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 886 (action en nullité contre un PACS intentée par le ministère public) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 851 (formes de l'opposition à la conclusion d'un PACS, délais de jugement et possibilité de dommages et intérêts) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 852 (opposition à la conclusion d'un PACS par tous moyens) : rejeté (p. 8564)

Son amendement n° 951 (possibilité de confirmation du PACS après cessation du vice) : rejeté (p. 8564)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 746 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 952 (déclaration écrite effectuée chez un notaire) : rejeté (p. 8566)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Intervient sur l'amendement n° 837 de M. Éric Doligé (nullité du PACS demandée par le ministère public ou par toute personne y ayant intérêt) (p. 9773)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 966 (intervention du procureur de la République pour la nullité du PACS conclu à l'étranger) : rejeté (p. 9774)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Dominique Dord (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Christine Boutin (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 747 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 9792) : rejeté (p. 9793)

Son amendement n° 970 soutenu par M. Pierre Albertini (nouvelle rédaction renvoyant aux articles 212, 214 et 215 du code civil relatifs respectivement au devoir de secours et d'assistance entre époux, à leur contribution aux charges du mariage et à la communauté de vie) (p. 9793) : rejeté (p. 9794)

Son amendement n° 971 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 972 (disparition de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires avec la dissolution du PACS) : rejeté (p. 9807)

Son amendement n° 976 (absence de solidarité entre partenaires sauf dans les cas prévus par la loi ou la convention) : rejeté (p. 9808)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Christian Estrosi (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) (p. 9814)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Pierre-Christophe Baguet (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) (p. 9814)

Après l'article 515-4 du code civil

Son amendement n° 973 (possibilité de révocation des donations faites entre partenaires pendant la durée du PACS) : rejeté (p. 9815)

Son amendement n° 974 (nullité des donations déguisées ou faites à des personnes interposées) : rejeté (p. 9815)

Son amendement n° 975 (donations réputées faites à des personnes interposées) : rejeté (p. 9815)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 9820)

Son amendement n° 748 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 9818) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 984 (régime de la séparation des biens à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9822)

Son amendement n° 977 (régime de la communauté universelle à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9822)

Son amendement n° 978 (régime des meubles et de la communauté d'acquêts à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9823)

Son amendement n° 979 (régime de l'indivision à défaut de contrat conclu entre les partenaires ou à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9823)

Son amendement n° 986 (régime de l'indivision à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition ou de convention contraire ultérieure des deux parties) : rejeté (p. 9823)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1er décembre 1998] (p. 9824)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Alain Tourret (régime de la séparation des biens) (p. 9826)

Son amendement n° 980 (parts des partenaires réputées égales dans l'indivision) : rejeté (p. 9826)

Son amendement n° 985 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 983 (régime de l'indivision pour les biens acquis à titre gratuit postérieurement à la conclusion du PACS sauf stipulation par la libéralité d'appartenance à l'un seulement des partenaires) : rejeté (p. 9828)

Son amendement n° 987 (dispositions relatives à l'emploi ou au réemploi à l'égard du partenaire) : rejeté (p. 9828)

Son amendement n° 982 (possibilité de demander le partage sauf jugement ou convention le différant et sous réserve des dispositions relatives à l'incessibilité) : rejeté (p. 9829)

Son amendement n° 981 (possibilité de demander le partage) : rejeté (p. 9829)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 749 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Son amendement n° 988 (application des règles de l'attribution préférentielle dans le seul cas de décès) : rejeté (p. 9830)

Son amendement n° 989 (intervention du juge en cas de conflit entre les différents bénéficiaires de l'attribution préférentielle) : rejeté (p. 9830)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 750 (de suppression) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 751 (de suppression) : rejeté (p. 9833)

Son amendement n° 937 (dissolution du PACS par consentement mutuel, rupture de la vie commune ou faute en application de la législation sur le divorce) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1084 (remise de la déclaration conjointe par les deux partenaires en personne et ensemble) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9840)

Son sous-amendement n° 1089 (déclaration conjointe par acte notarié) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)

Son sous-amendement n° 1090 (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1er décembre 1998] (p. 9844)

Son sous-amendement n° 1085 (récépissé de la déclaration conjointe délivrée par le greffier du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9846)

Son sous-amendement n° 1065 (rupture unilatérale pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9848)

Son sous-amendement n° 1066 (rupture unilatérale pour faute) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9849)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire de façon argumentée et précise des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1108 de M. Bernard Accoyer (signification au partenaire des motifs exacts de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1114 de Mme Christine Boutin (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1103 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1082 (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9853)

Son sous-amendement n° 1083 (signification de la rupture unilatérale par acte extra-judiciaire) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9853)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Bernard Accoyer (conséquences de la rupture du PACS entre partenaires de même sexe ne pouvant porter préjudice aux enfants nés antérieurement à la conclusion du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9855)

Son sous-amendement n° 1069 (intégration au PACS des dispositions du code civil relatives à l'absence de longue durée dans le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté après rectification (p. 9857)

Son sous-amendement n° 1093 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet (p. 9858)

Son sous-amendement n° 1095 (dissolution du PACS dans un délai, fixé par décret, courant à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9859)

Son sous-amendement n° 1094 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet (p. 9859)

Son sous-amendement n° 1092 (date d'opposabilité aux tiers de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9861)

Son sous-amendement n° 1064 (homologation par le juge de la convention par laquelle les partenaires règlent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9862)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1er décembre 1998] (p. 9862)

Son sous-amendement n° 1062 (conséquences patrimoniales et extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)

Son sous-amendement n° 1063 (conséquences patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)

Son sous-amendement n° 1068 (conséquences de la dissolution du PACS à l'égard des enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9865)

Son sous-amendement n° 1087 (homologation par le juge aux affaires familiales de la convention par laquelle les partenaires règlent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté au scrutin public (p. 9866)

Son sous-amendement n° 1086 (conséquences de la dissolution du PACS réglées par le juge aux affaires familiales, conformément aux dispositions sur le divorce aux torts partagés, en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)

Son sous-amendement n° 1091 (conséquences de la dissolution du PACS réglées par le juge aux affaires familiales en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)

Son sous-amendement n° 1061 (compétence du tribunal de grande instance pour les conséquences de la dissolution du PACS en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)

Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de M. Thierry Mariani (attribution de dommages et intérêts en cas de faute lorsque les partenaires sont en désaccord sur les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9870)

Intervient sur le sous-amendement n° 1080 de M. Thierry Mariani (règlement par le juge aux affaires familiales des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9871)

Intervient sur le sous-amendement n° 1111 de M. Bernard Accoyer (règlement par le juge des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9871)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1er décembre 1998] (p. 9871)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1er décembre 1998] (p. 9875)

Son sous-amendement n° 1088 (homologation par le juge de la convention par laquelle les partenaires règlent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Son sous-amendement n° 1060 (en cas de désaccord entre les partenaires, prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Son sous-amendement n° 1067 (publicité de l'acte par lequel les partenaires déterminent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Son sous-amendement n° 1070 (application de la loi française en cas de contentieux lorsque l'un des partenaires est de nationalité étrangère) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Alain Tourret (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre XIII relatif au concubinage qui se constate par la possession d'état stable et notoire du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent) (p. 9909)

Soutient l'amendement n° 786 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu, de solidarité sur la fortune et droits de mutation à titre gratuit pour les couples hétérosexuels non mariés ayant ou ayant eu des enfants) : rejeté (p. 9913)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 9913)

Son amendement n° 752 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 898 soutenu par M. Pierre Albertini (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9938) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 899 soutenu par M. Pierre Albertini (preuve d'une vie commune effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9942)

Son amendement n° 900 corrigé soutenu par M. Édouard Landrain (preuve d'une vie de couple effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9942)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy (cf. supra) (p. 9917)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 677 de M. Charles de Courson (application aux couples hétérosexuels non mariés, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) : rejeté (p. 9948)

Soutient l'amendement n° 678 de M. Charles de Courson (avantage fiscal supérieur conféré aux couples mariés par rapport aux partenaires d'un PACS en matière d'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 9949)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9950)

Son amendement n° 753 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Son amendement n° 903 (réduction de 60 à 50 % du tarif des droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs) : rejeté (p. 9967)

Intervient sur les observations de M. Charles de Courson : juge inadmissible le procédé utilisé par le Gouvernement (p. 9957)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 754 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 755 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 682 de M. Charles de Courson (absence d'ouverture de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires et surcomplémentaires) : rejeté (p. 9978)

Soutient l'amendement n° 683 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation de parent isolé aux signataires d'un PACS) : rejeté (p. 9979)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 9982)

Son amendement n° 756 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu depuis plus de cinq ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Thierry Mariani (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de cinq ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Thierry Mariani (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de trois ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Jacques Myard (PACS conclu depuis plus de trois ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Thierry Mariani (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de deux ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 135 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis plus de deux ans) (p. 9992)

Son amendement n° 908 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (PACS conclu depuis deux ans) (p. 9991) : rejeté (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 136 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis plus d'un an) (p. 9992)

Son amendement n° 907 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (PACS conclu depuis un an) : rejeté (p. 9992)

Soutient l'amendement n° 330 de M. Thierry Mariani (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins huit ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 909 (étranger entré régulièrement) : retiré (p. 9996)

Son amendement n° 910 (application des dispositions de l'article sous réserve de réciprocité de la part des signataires de l'accord de Schengen) : rejeté (p. 9998)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son intervention (p. 9999)

Son amendement n° 757 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son intervention (p. 10176)

Son amendement n° 758 (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Son amendement n° 913 soutenu par M. Claude Goasguen (preuve d'une communauté de vie effective) : rejeté (p. 10182)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 10184)

Son amendement n° 759 (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 148 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis au moins trois ans) (p. 10190)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. Dominique Dord (PACS conclu depuis au moins trois ans) (p. 10190)

Son amendement n° 916 (PACS conclu depuis trois ans) : rejeté (p. 10190)

Son amendement n° 915 (PACS conclu depuis deux ans) : rejeté (p. 10190)

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis au moins un an) (p. 10190)

Son amendement n° 914 (PACS conclu depuis un an) : rejeté (p. 10190)

Son amendement n° 917 (preuve d'une vie de couple effective) : rejeté (p. 10191)

Son amendement n° 921 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 920 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 919 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 918 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 924 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 923 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 922 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 925 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10193)

Son amendement n° 760 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Après l'article 10

Son amendement n° 871 (extension de la notion de personne à charge à toute personne hébergée gratuitement par le contribuable et dont il supporte la charge) : rejeté (p. 10213)

Son amendement n° 870 (extension de la notion de personne à charge aux frères et soeurs vivant sous le toit du contribuable et dont il assure exclusivement la charge) : rejeté (p. 10213)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 761 (de suppression) : rejeté (p. 10215)

Après l'article 11

Son amendement n° 928 (nouvel examen de la loi par le Parlement dans un délai de cinq ans après évaluation de son application par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) : rejeté (p. 10216)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Christian Estrosi (rapport parlementaire dans un délai de cinq ans après évaluation de l'application de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) : rejeté (p. 10217)

Son amendement n° 927 (rapport parlementaire dans un délai de cinq ans après évaluation de l'application de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) : rejeté (p. 10217)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 762 (de suppression) : retiré (p. 10218)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10244)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10245)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3050)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3081) : rejetée (p. 3088)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3081, 3082)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3050)

Constitution : préambule : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3050)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3084)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3050)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3050)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3084, 3085)

Famille : concubinage (p. 3082, 3083, 3085)

Famille : concubinage : enfants (p. 3083, 3084)

Famille : couple : statuts (p. 3084, 3085)

Famille : mariage : enfants (p. 3085)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3082, 3083)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 517 de Mme Christine Boutin (aptitude à conclure un PACS relevant de la loi personnelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3154)

Soutient le sous-amendement n° 418 de M. Maurice Leroy (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 419 de M. Maurice Leroy (prescription quinquennale de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 420 de M. Maurice Leroy (prescription d'un an de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 421 de M. Maurice Leroy (confirmation du PACS après la cessation du vice entraînant la nullité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3375)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3375)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Son intervention (p. 5533)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contrats (p. 5533)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5533)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5533)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 5533)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 82 (de suppression) : rejeté (p. 5558)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 80 soutenu par Mme Christine Boutin (insertion du contrat civil de solidarité et du concubinage dans le livre troisième du code civil relatif aux contrats) : rejeté (p. 5559)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 83 (de suppression) : rejeté (p. 5561)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 84 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression des empêchements) : rejeté (p. 5574)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 85 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5582) : rejeté (p. 5583)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 86 (de suppression) : rejeté (p. 5615)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 87 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) : rejeté (p. 5623)

Son amendement n° 107 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (régime de la séparation des biens pour les meubles meublants à défaut du choix initial de l'indivision) : rejeté (p. 5624)

Son amendement n° 108 (régime de la séparation des biens pour les biens autres que les meubles meublants si l'acte d'acquisition ou de souscription n'en dispose pas autrement) : rejeté (p. 5625)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 88 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 5626)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 89 (de suppression) : rejeté (p. 5629)

Son amendement n° 112 (suppression de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5631)

Son amendement n° 113 soutenu par M. Charles de Courson (de coordination) : rejeté (p. 5639)

Après l'article 1er

Son amendement n° 103 soutenu par Mme Christine Boutin (non-application des dispositions relatives à l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 5647)

Son amendement n° 104 soutenu par Mme Christine Boutin (interdiction de la procréation médicalement assistée pour les partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 5648)

Article 1er bis (majeurs sous tutelle)

Son amendement n° 90 (de suppression) : retiré (p. 5650)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 91 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5659) : rejeté (p. 5660)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 92 (de suppression) : rejeté (p. 5662)

Son amendement n° 79 soutenu par Mme Christine Boutin (amélioration du régime fiscal de l'acquisition en commun de la résidence principale : "tontine") : rejeté (p. 5663)

Son amendement n° 81 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression des taux de 40 % et de 50 % pour les partenaires d'un PACS et réduction des taux des droits de mutation à titre gratuit en ligne collatérale et entre non parents) : rejeté (p. 5663)

Son amendement n° 109 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sauf pour les legs consentis par un testateur atteint d'une affection de longue durée au sens des 3° et 4° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale) (p. 5663) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 111 soutenu par Mme Christine Boutin (application de l'abattement une fois par

période de dix ans aux donations du chef du donateur) (p. 5665) : rejeté (p. 5666)

Son amendement n° 110 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice de l'abattement sauf pour les legs consentis par un testateur atteint d'une affection de longue durée au sens des 3° et 4° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale) (p. 5665) : rejeté (p. 5666)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 93 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5666) : rejeté (p. 5667)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son amendement n° 94 (de suppression) : rejeté (p. 5668)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 96 (de suppression) : rejeté (p. 5670)

Article 5 bis A (capital décès)

Son amendement n° 95 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5671)

Article 5 bis (interruption du droit à l'allocation de soutien familial)

Son amendement n° 97 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5671)

Article 5 ter (interruption du droit à l'allocation de veuvage)

Son amendement n° 98 (de suppression) : rejeté (p. 5672)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 99 (de suppression) : rejeté (p. 5674)

Soutient l'amendement n° 312 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 100 (de suppression) : rejeté (p. 5678)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 101 (de suppression) : rejeté (p. 5680)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 102 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) : rejeté (p. 5681)

Après l'article 11

Son amendement n° 105 (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et nouvel examen dans les cinq ans) : rejeté (p. 5684)

Son amendement n° 106 (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et rapport parlementaire dans les cinq ans) : rejeté (p. 5684)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5828)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5828)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9375)

Thèmes :

Etat (p. 9376, 9377)

Finances publiques : annualité budgétaire (p. 9376)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : réductions d'impôt (p. 9377)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9377)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9375, 9376)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9376)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9506)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9506)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 555)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 555, 556)

Marchés financiers : généralités (p. 556)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 556)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 555, 556)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 556)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3792)

Thèmes :

Départements (p. 3793)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : collectivités territoriales (p. 3793)

Régions : Ile-de-France : communes (p. 3794)

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3792 à 3794)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3793, 3794)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3793)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3792)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3792)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3792, 3793)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4555)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : câble (p. 4556)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4555)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4688)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4690)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Soutient la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6295) : rejetée au scrutin public (p. 6304)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6297)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6296)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6295, 6297)

Droit pénal : procédure pénale : élus (p. 6296)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6295, 6297 à 6299)

Etrangers : extradition : magistrats (p. 6298)

Justice : contentieux : délais (p. 6296)

Justice : indépendance (p. 6296, 6298)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6299)

Justice : parquet : histoire (p. 6295)

Justice : parquet : rôle (p. 6295 à 6298)

Justice : procureurs généraux (p. 6295, 6297 à 6299)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6297, 6298)

Serge POIGNANT

Loire-Atlantique (10ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les nouvelles techniques de recyclage et de valorisation des déchets ménagers et des déchets industriels banals [14 juin 1999] (n° 1693)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [22 décembre 1998] (p. 11008)

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [10 mars 1999] (p. 2220)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 689, posée le 15 mars 1999. Fonction publique territoriale. Indemnités (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Réglementation (p. 2404)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5879)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5879)

Agroalimentaire : labels (p. 5880)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5880)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5880)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 36 (développement de projets collectifs de production agricole) : adopté (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de transformation et de commercialisation) (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Son amendement n° 41 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6093)

Après l'article 12

Son amendement n° 804 soutenu par M. Christian Jacob (rapport au Parlement sur la réforme de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 6120)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 44 : non soutenu (p. 6319)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 48 soutenu par M. Didier Quentin (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Christian Jacob (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 46 soutenu par M. François Goulard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 50 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Christian Jacob (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 51 soutenu par M. Christian Jacob (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 42

Son sous-amendement n° 974 soutenu par M. Christian Jacob (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6373) : rejeté (p. 6374)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 52 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3444)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3451)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8088)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8088)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté (p. 8729)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8941)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8943)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8942)

Entreprises : financement (p. 8942)

Formation professionnelle (p. 8942)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8942)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8942, 8943)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8942, 8943)

Travail : coût (p. 8942)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Soutient l'amendement n° 225 de M. Henry Chabert (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : rejeté (p. 9048)

Soutient l'amendement n° 227 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) : rejeté (p. 9049)

Soutient l'amendement n° 226 de M. Henry Chabert (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : retiré (p. 9050)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) : retiré (p. 9050)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Henry Chabert (maintien de l'amortissement tant que les conditions de loyer et de ressources demeurent remplies) : rejeté (p. 9050)

Après l'article 68

Soutient l'amendement n° 232 de M. Henry Chabert (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par le bailleur qui accepte de conventionner son logement) : rejeté (p. 9055)

Après l'article 73

Son amendement n° 14 soutenu par M. Pierre Hériaud (conditions d'application de la réforme de la taxe professionnelle aux artisans) : rejeté (p. 9092)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9115)

Après l'article 74

Son amendement n° 31 (rétablissement de l'exonération de taxe locale d'équipement pour les serres maraîchères) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9123)

Son amendement n° 30 : devenu sans objet (p. 9124)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10983)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 73) : rejetée (p. 84)

Thèmes :

Agriculture (p. 75)

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 77)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 73)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 76)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 74, 75)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 74, 76, 77)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 74, 77)

Emploi (p. 77)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 76, 77)

Secteur public : services publics (p. 77)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 73)

Union européenne : fonds structurels (p. 74, 75, 77)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Félix Leyzour (rapport au Parlement) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Jean Proriol (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1er prévoyant la compatibilité entre les schémas régionaux d'aménagement du territoire et les schémas de services collectifs) (p. 264)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Léonce Deprez (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Georges Sarre (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 269)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 378 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Jean Proriol (chances de développement données à l'ensemble du territoire) (p. 297)

Intervient sur le sous-amendement n° 1154 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) (p. 299)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Soutient l'amendement n° 806 de M. Didier Quentin (prise en compte de certaines zones littorales) : adopté (p. 301)

Son amendement n° 132 (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 309)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (définition de la politique énergétique de la France) (p. 762)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 183 (concertation avec les acteurs locaux des territoires concernés) : rejeté (p. 783)

Soutient l'amendement n° 416 de M. Henry Chabert (concertation avec les acteurs locaux des territoires concernés) : rejeté (p. 783)

Soutient l'amendement n° 881 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 786)

Soutient l'amendement n° 947 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) : rejeté (p. 786)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 796)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 989 de M. Gérard Voisin (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Jean-Claude Lenoir (association des régions concernées) (p. 815)

Soutient l'amendement n° 566 de M. Éric Doligé (association des régions concernées) : rejeté (p. 815)

Soutient l'amendement n° 1145 de M. Christian Estrosi (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 784 de M. François Sauvadet (moindre formalisation du conseil de développement) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 929 de M. Michel Meylan (moindre formalisation du conseil de développement) (p. 816)

Son amendement n° 194 (association des parlementaires et des conseillers généraux concernés) : rejeté (p. 816)

Soutient l'amendement n° 425 de M. Henry Chabert (association des parlementaires et des conseillers généraux concernés) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 195 (impossibilité pour le pays d'être organisé à travers une structure qui voudrait tirer ses ressources financières d'une fiscalité propre) : rejeté (p. 818)

Article 21 (article 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : parcs naturels régionaux)

Son amendement n° 196 soutenu par M. Henry Chabert (rédactionnel) : rejeté (p. 840)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 882)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1091)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1092)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4066)

Son intervention (p. 4086)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4087)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4087)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4048, 4066)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4087, 4088)

Postes : La Poste (p. 4048)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4108)

Secteur public : services publics (p. 4087)

Voirie (p. 4087)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4117)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") (p. 4118)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Yves Coussain (agrément des associations) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) (p. 4132)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en oeuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Son sous-amendement n° 108 (consultation pour avis des délégués parlementaires) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4136)

Son sous-amendement n° 107 (consultation pour avis des délégués parlementaires) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4136)

Son sous-amendement n° 106 (allongement du délai de mise en place des premiers schémas de services collectifs) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4137)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 109 de M. Patrick Ollier (équilibre géographique entre la région parisienne et les autres régions) : retiré (p. 4139)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la commumnication)

Soutient l'amendement n° 111 de M. Patrick Ollier (objet du schéma) : rejeté (p. 4148)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 113 soutenu par M. Patrick Ollier (rôle de la conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 4206)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 212 de M. Gérard Voisin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4212)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 114 de M. Michel Bouvard (accueil à titre accessoire dans les chambres mortuaires des établissements de santé des corps des personnes décédées hors de ces établissements) : rejeté (p. 4225)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 115 de M. Patrick Ollier (assouplissement des règles d'application des lois "littoral" et "montagne") : rejeté (p. 4230)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Félix Leyzour (modernisation des infrastructures) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4237)

Intervient sur le sous-amendement n° 158 de M. Félix Leyzour (réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4237)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Son sous-amendement n° 216 (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) : adopté (p. 4254)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4317)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4317)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5843)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5843)

Union européenne : fonds structurels (p. 5844)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237) ; [11 mars 1999] (p. 2303)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Alain Bocquet (instauration d'un mécanisme de garantie des dépôts) (p. 2338)

Son amendement n° 164 précédemment réservé (souscription d'un contrat de réassurance par l'établissement de crédit qui apporte sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue au K de l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) : devenu sans objet (p. 2338)

Son amendement n° 165 précédemment réservé (création d'un fonds de garantie destiné à préserver les droits des maîtres d'ouvrage) : devenu sans objet (p. 2338)

Son amendement n° 173 précédemment réservé (indemnisation des personnes ayant subi un préjudice résultant de la liquidation judiciaire d'une entreprise de crédit ayant apporté sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue à l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) : devenu sans objet (p. 2338)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 51 bis (mécanisme de garantie des cautions)

Soutient l'amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Delalande (adhésion de la caution solidaire à un fonds de garantie) : retiré (p. 5253)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Delalande (souscription par la caution solidaire d'un contrat de réassurance) : retiré (p. 5254)

Son sous-amendement oral (application du dispositif à compter du 1er janvier 1995) à l'amendement n° 51 deuxième correction de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'application à titre rétroactif du mécanisme de garantie des cautions) : rejeté (p. 5254)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Jean-Jacques Weber (respect des règles de stationnement par les gens du voyage) (p. 5328)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 201 (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : devenu sans objet (p. 6483)

Son amendement n° 202 soutenu par M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 254 : non soutenu (p. 6490)

Ladislas PONIATOWSKI

Eure (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Elu sénateur le 27 septembre 1998, cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14954)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Bernard PONS

Paris (16ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [28 avril 1999]

Jean PONTIER

Ardèche (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Champ d'application [15 décembre 1998] (p. 10483)

Emploi. Entreprises d'insertion. Statut [10 mars 1999] (p. 2216)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3287)

Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [26 mai 1999] (p. 4922)

Emploi. Emplois jeunes. Frais de déplacement, indemnisation [22 juin 1999] (p. 6265)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 484, posée le 23 novembre 1998. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Financement (p. 9400)

n° 888, posée le 21 juin 1999. TVA. Taux (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Associations syndicales autorisées, fourniture d'eau, irrigation (p. 6244)

n° 907, posée le 28 juin 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Psychomotriciens, nomenclature des actes (p. 6505)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8845)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8846)

Enfants : mauvais traitements (p. 8846)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8845, 8846)

Justice : crédits (p. 8845)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10490)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10490, 10491)

Associations : sectes : généralités (p. 10490)

Cultes : associations cultuelles (p. 10490)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Après l'article 36

Son amendement n° 675 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (autorisations de constructions ou d'installations par l'autorité compétente en matière d'occupation des sols lorsque l'intérêt de la commune le justifie) (p. 941) : rejeté (p. 942)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Son intervention (p. 5880)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5881)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5881)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 5880)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6355)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6356)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6356)

Politique économique : mondialisation (p. 6356)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 6356)

Robert POUJADE

Côte-d'Or (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : professeurs agrégés : classes préparatoires (p. 7160)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 623)

Son intervention (p. 624)

Thèmes :

Etat (p. 624)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 625)

Parlement : Sénat (p. 625)

Police : police de proximité (p. 624)

Police : police municipale : contrôle d'identité (p. 624)

Police : police municipale : personnels (p. 624, 625)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Son intervention (p. 639)

Son amendement n° 79 (protocole de coordination) : rejeté (p. 640)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (à défaut de conclusion de la convention de coordination, possibilité pour le préfet d'édicter un règlement de coordination et exercice des missions de la police municipale entre six heures et vingt-trois heures en l'absence de convention ou de règlement) (p. 642)

Article 6 (article L. 412-49 du code des communes : principes généraux du statut des agents de police municipale)

Intervient sur l'amendement n° 8 corrigé de la commission (agrément des agents de la police municipale par le préfet) (p. 649)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (suspension de l'agrément par le préfet ou le procureur de la République) (p. 649)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 650)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 653)

Ses explications de vote (p. 665)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 665)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 983)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 983, 984)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 984)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 984)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 486 de M. Jacques Pélissard (communauté pouvant comporter des enclaves) : rejeté (p. 1017)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 45 de M. Éric Doligé (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Soutient l'amendement n° 557 de M. Bruno Bourg-Broc (schéma de la coopération intercommunale élaboré par la commission) : rejeté (p. 1197)

Article 48 précédemment réservé (article 1609 ter A du code général des impôts - option des communautés urbaines existantes pour la taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 394 de M. Gilles Carrez (avis des communes membres) : rejeté (p. 1334)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 484 de M. Jean-Claude Lemoine (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone aux syndicats intercommunaux et aux syndicats mixtes) : rejeté (p. 1338)

Soutient l'amendement n° 530 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) : rejeté (p. 1339)

Soutient l'amendement n° 241 de M. Gilles Carrez (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) : rejeté (p. 1339)

Soutient l'amendement n° 483 de M. Jean-Claude Lemoine (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone à d'autres établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1339)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Gilles Carrez (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la répartition de la dotation de solidarité) : devenu sans objet (p. 1379)

Jean-Luc PRÉEL

Vendée (1ère circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [22 décembre 1998] (p. 11016)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, CNAM, propositions [16 mars 1999] (p. 2416)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [25 mai 1999] (p. 4811)

Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, financement [22 juin 1999] (p. 6268)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que certains de ses amendements aient été déclarés irrecevables et d'autres non et élève une vive protestation [29 octobre 1998] (p. 7683)

Élève une vive protestation auprès du Président de l'Assemblée nationale et du Gouvernement sur la manière dont est organisé le débat en nouvelle lecture du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Il déplore notamment que le rapport n'ait pas été disponible dès 9 heures et que le numéro des amendements ne lui ait pas été communiqué [26 novembre 1998] (p. 9595)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 712 soutenu par M. François Sauvadet (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 713 (objectifs de la politique de qualité et d'identification) : devenu sans objet (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 714 soutenu par M. François Goulard (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 715 soutenu par M. François Sauvadet (avis de la Commission nationale des labels et des certifications pour obtenir une indication géographique protégée) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 716 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 717 soutenu par M. François Sauvadet (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 718 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399, 7430)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7423)

Son intervention (p. 7438)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7441)

Famille : politique familiale (p. 7440)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7441)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 7440)

Santé : médecine préventive (p. 7440)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 7440)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7440)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 7438, 7439)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7423)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7423)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7535)

Son amendement n° 370 (de suppression) : rejeté (p. 7540)

Son amendement n° 306 (suppression du prélèvement en faveur du BAPSA) : rejeté (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonération de cotisations sociales) (p. 7553)

Après l'article 2

Son amendement n° 309 (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) : rejeté (p. 7557)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7567)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Bernard Accoyer (veuves et ayant droits des travailleurs indépendants) (p. 7579)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7587)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7594)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Alfred Recours (lutte contre le tabagisme) (p. 7603)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7610)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son intervention (p. 7625)

Son amendement n° 317 (date d'entrée en vigueur) : rejeté (p. 7627)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 280 de M. François Sauvadet (récupération de l'aide sociale contre le donataire) : rejeté (p. 7627)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7628)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Yves Bur (actions régionales et départementales) (p. 7633)

Après l'article 15

Son amendement n° 325 (délégation de gestion) : rejeté (p. 7637)

Son amendement n° 132 (sécurité anesthésique et périnatale) : rejeté (p. 7637)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7638)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son intervention (p. 7644)

Son amendement n° 329 (caractère facultatif du recours au médecin référent) : rejeté (p. 7649)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son intervention (p. 7652)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jacques Barrot (expérimentation pendant un an) (p. 7654)

Son amendement n° 330 (expérimentation pendant un an) : rejeté (p. 7654)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Soutient l'amendement n° 246 de M. François Goulard (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (évaluation du dispositif) (p. 7665)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7665)

Son amendement n° 295 (financement du fonds) : rejeté (p. 7669)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7671)

Son amendement n° 297 (de suppression) : rejeté (p. 7682)

Son amendement n° 299 (suppression des lettres clés flottantes) : rejeté (p. 7683)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 1998] (p. 7683)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Soutient l'amendement n° 175 de M. Jacques Barrot (suppression des sanctions) : rejeté (p. 7689)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son sous-amendement n° 436 (de précision) à l'amendement n° 171 de M. Jacques Barrot (plafonnement des remises et ristournes) : retiré (p. 7707)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7708)

Son amendement n° 302 (de suppression) : rejeté (p. 7715)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Yves Bur (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Jacques Barrot (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Jacques Barrot (objectifs pluriannuels) (p. 7716)

Soutient l'amendement n° 303 de M. Yves Bur (suppression des constats infra-annuels) : rejeté (p. 7717)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Soutient l'amendement n° 305 de M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) : rejeté (p. 7723)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission des finances (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7729)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 435 du Gouvernement (centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie) (p. 7735)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7737)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 448 du Gouvernement (allocation veuvage) (p. 7748)

Après l'article 30

Son amendement n° 318 (assurance veuvage) : devenu sans objet (p. 7749)

Son amendement n° 319 (détermination des limites du cumul) : rejeté (p. 7749)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7753)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 7754)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (information du Parlement) (p. 7759)

Article 34 (ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicables au régime général)

Son intervention (p. 7759)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Son intervention (p. 7764)

Son amendement n° 314 (de suppression) : retiré (p. 7765)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7770)

Son amendement n° 131 (expérimentation prévoyant une délégation de gestion du risque) : retiré (p. 7774)

Son amendement n° 340 (expérimentation prévoyant une délégation de gestion du risque) : rejeté (p. 7774)

Intervient sur l'amendement n° 99 corrigé de la commission (correction d'une erreur materielle) (p. 7775)

Son amendement n° 342 (correction d'une erreur materielle) : devenu sans objet (p. 7775)

Son amendement n° 339 (moyens financiers des observatoires régionaux de la santé) : retiré (p. 7776)

Son amendement n° 348 (rédactionnel) : retiré (p. 7776)

Son amendement n° 344 (sécurité anesthésique et sécurité sur la périnatalité) : rejeté (p. 7777)

Son amendement n° 345 (infections nosocomiales) : adopté (p. 7777)

Soutient l'amendement n° 349 de M. Yves Bur (délégation de la prescription aux infirmiers) : retiré (p. 7778)

Son amendement n° 350 (date de présentation du projet de loi) : rejeté (p. 7780)

Son amendement n° 353 (lutte contre la surconsommation médicamenteuse) : rejeté (p. 7782)

Son amendement n° 352 (déremboursement) : rejeté (p. 7783)

Son amendement n° 354 (de précision) : retiré (p. 7783)

Son amendement n° 355 (maîtrise des dépenses de santé médicamenteuses) : rejeté (p. 7784)

Son amendement n° 356 (suppression des lettres-clés flottantes) : rejeté (p. 7785)

Son amendement n° 359 (gestion de la caisse par les partenaires sociaux) : rejeté (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7787)

Son amendement n° 361 (clarification de la tarification de la prestation spécifique dépendance) : rejeté (p. 7787)

Son amendement n° 129 (égalité d'accès à l'aide ménagère) : rejeté (p. 7788)

Son amendement n° 128 (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) : rejeté (p. 7788)

Son amendement n° 363 (de simplification) : devenu sans objet (p. 7789)

Son amendement n° 364 (de simplification) : retiré (p. 7789)

Son amendement n° 362 (de simplification) : rejeté (p. 7789)

Son amendement n° 322 (sécurité anesthésique et sur la périnatalité) : rejeté (p. 7792)

Son amendement n° 320 (création d'une Union des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 7792)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7936)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 7937)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9603)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9604)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9605)

Famille : politique familiale (p. 9604)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9604)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 9604)

Santé : médecine préventive (p. 9605)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 9605)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9603)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9612)

Son sous-amendement n° 60 (délégation de la gestion du risque) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9619)

Son sous-amendement n° 61 (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9620)

Son sous-amendement n° 63 (conférences régionales de santé) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 65 (dépistage du cancer) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 66 (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 67 (création d'un service de médecine du travail au sein de l'éducation nationale) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 68 (formation continue) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9622)

Son sous-amendement n° 50 (création d'un ordre des infirmiers) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9622)

Son sous-amendement n° 51 (remboursement des nouveaux médicaments) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9623)

Son sous-amendement n° 52 (sanction collective) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9623)

Son sous-amendement n° 53 (renforcement des pouvoirs des conseils d'administration) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9623)

Son sous-amendement n° 54 (révision du statut de médecin hospitalier) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9630)

Son sous-amendement n° 55 (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission : adopté (p. 9630)

Son sous-amendement n° 56 (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission : adopté (p. 9630)

Son sous-amendement n° 57 (de cohérence) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9631)

Son sous-amendement n° 58 (mesures correctrices) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9631)

Son sous-amendement n° 59 (régionalisation par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 69 (expérimentation de conventions régionales par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 48 (compensation des exonérations de charge) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 44 (déplafonnement du quotient familial) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 45 (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 49 (renforcement de l'autonomie des branches) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 46 (création de fonds de pension) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 125 (prise en charge en établissement des personnes dépendantes) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 70 (déduction fiscale des primes d'assurance contre la dépendance) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9634)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 9634)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9637)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son intervention (p. 9640)

Article 3 ter (exonération totale des cotisations sociales patronales pour les aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes)

Intervient sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (de suppression) (p. 9644)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 9645)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Son intervention (p. 9646)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9648)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 9650)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9651)

Article 12 A (compensation des exonérations de charges sociales prévues par la loi du 13 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Son intervention (p. 9655)

Avant l'article 15

Son amendement n° 136 (mesures de sécurité anesthésique et sur la périnatalité) : rejeté (p. 9656)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son intervention (p. 9657)

Soutient le sous-amendement n° 128 de M. Yves Bur (paiement à l'acte) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9660)

Son sous-amendement n° 123 (recours au médecin référent) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 9660)

Soutient le sous-amendement n° 152 de M. Yves Bur (accès direct au spécialiste) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 9660)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son intervention (p. 9661)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jacques Barrot (expérimentation de la période d'évaluation) (p. 9661)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 9663)

Son sous-amendement n° 154 (suppression de la lettre clé flottante) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9666)

Article 22 supprimé par le Sénat (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Son intervention (p. 9668)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9670)

Intervient sur le sous-amendement n° 103 du Gouvernement (somme mise à la charge de chaque médecin) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 9670)

Intervient sur le sous-amendement n° 102 du Gouvernement (date d'application) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 9670)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9681)

Son amendement n° 129 (fixation des prix en fonction des tarifs européens) : rejeté (p. 9682)

Soutient l'amendement n° 119 de M. Jacques Barrot (fixation des prix en fonction des tarifs européens) : rejeté (p. 9683)

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (rôle du comité) (p. 9691)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9691)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9696)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9697)

Article 29 bis (modification de régime de l'assurance veuvage)

Intervient sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9699)

Intervient sur l'amendement n° 95 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9699)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 138 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Soutient l'amendement n° 139 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Article 34 supprimé par le Sénat (ratification du décret portant relèvement du plafond de trésorerie applicable au régime général)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9702)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son intervention (p. 9703)

Soutient le sous-amendement n° 156 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution de la CNRACL) à l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9703)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9706)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) (p. 9706)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Son intervention (p. 9706)

Article 32 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 9707)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9708)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9757)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9758)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10060)

Thèmes :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 10060)

Famille : allocation de veuvage (p. 10060)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 10061)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 10062)

Prestations familiales : allocations familiales : bénéficiaires (p. 10060)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 10061)

Santé : santé publique : budget (p. 10061)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 10060)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Son amendement n° 3 (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) : rejeté (p. 10084)

Son amendement n° 2 (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) : rejeté (p. 10084)

Son amendement n° 4 (suppression de la majoration pour enfants dans la prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) : rejeté (p. 10084)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10062)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8618)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : services de long séjour (p. 8620)

Professions sociales : aides ménagères (p. 8620)

Santé : alcoolisme (p. 8619)

Santé : politique de la santé : infirmières (p. 8619)

Santé : prévention (p. 8619)

Santé : tabagisme (p. 8619)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) : rejeté (p. 8656)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) (p. 8658)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 562)

Thèmes :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 563)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 563)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 562 à 564)

Sécurité sociale : cotisations (p. 563, 564)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 564)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3727)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3728)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3728)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3728)

Santé : prévention (p. 3728)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3755)

Son amendement n° 189 : devenu sans objet (p. 3759)

Article 2 (article L. 111-1, chapitre 1er du titre IV du livre VII et article L. 741-11 du code de la sécurité sociale : principe de l'affiliation et du rattachement aux nouveaux régimes obligatoires et suppression du régime de l'assurance personnelle)

Son intervention (p. 3760)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son intervention (p. 3765)

Son amendement n° 190 (possibilité pour les mutuelles de fournir une couverture intégrale) : rejeté (p. 3769)

Article 10 (articles L. 161-15, L. 381-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille)

Son amendement n° 191 (situation des conjoints survivants et des titulaires de l'allocation parent isolé) : retiré (p. 3774)

Soutient l'amendement n° 298 de M. Yves Bur (situation des conjoints survivants et des titulaires de l'allocation parent isolé) : retiré (p. 3774)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Soutient l'amendement n° 299 corrigé de M. Pierre Méhaignerie (modulation de la diminution du transfert vers l'Etat) : rejeté (p. 3811)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son amendement n° 192 (suppression de la procédure de notification à tiers détenteur) : rejeté (p. 3821)

Article 16 (articles L. 381-4 et 381-12 du code de la sécurité sociale : maintien des régimes actuellement applicables aux étudiants et aux ministres des cultes)

Son intervention (p. 3825)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3830)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 303 de M. Yves Bur (aide dégressive) : rejeté (p. 3837)

Soutient l'amendement n° 304 de M. Germain Gengenwin (plafond déterminé par la loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3838)

Son amendement n° 194 (aide financière) : rejeté (p. 3840)

Article L. 861-2 du code de la sécurité sociale : appréciation des ressources des demandeurs de la couverture complémentaire et, pour les bénéficiaires de la couverture de base sur critère de résidence, exonération des cotisations

Son amendement n° 195 (aide en fonction des revenus) : rejeté (p. 3841)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 305 de M. Yves Bur (maintien d'une contribution minimum) : rejeté (p. 3842)

Son amendement n° 196 (aide financière) : rejeté (p. 3842)

Soutient l'amendement n° 306 de M. Yves Bur (exclusion des prothèses dentaires et des appareillages médicaux) : rejeté (p. 3842)

Article L. 861-4 du code de la sécurité sociale : choix de l'organisme gestionnaire de la couverture complémentaire CMU par son bénéficiaire

Soutient l'amendement n° 307 de M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3854)

Son amendement n° 197 (aide au financement de la couverture complémentaire) : rejeté (p. 3855)

Son amendement n° 198 (aide au financement de la couverture complémentaire) : rejeté (p. 3855)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 199 (de suppression) : rejeté (p. 3857)

Soutient le sous-amendement n° 324 de M. Germain Gengenwin (caractère obligatoire de la cotisation d'adhésion) à l'amendement n° 64 de la commission (cotisation d'adhésion) : devenu sans objet (p. 3862)

Article L. 861-7 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes complémentaires

Son amendement n° 200 (égalité d'accès pour les mutuelles et les caisses primaires dans la gestion de la couverture complémentaire) : rejeté (p. 3863)

Soutient l'amendement n° 310 de M. Germain Gengenwin (plan de formation pour les personnels d'accueil) : rejeté (p. 3864)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Son amendement n° 201 (prise d'effet de la couverture) : rejeté (p. 3865)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son amendement n° 202 (prolongation) : rejeté (p. 3870)

Article 22 (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 203 (de suppression) : retiré (p. 3871)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Son intervention (p. 3872)

Son amendement n° 204 (de suppression) : rejeté (p. 3874)

Article 24 (article L. 162-9 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 205 (de suppression) : rejeté (p. 3876)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3878)

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié de la commission (possibilité de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 438 de Mme Muguette Jacquaint (obligation de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 439 de Mme Muguette Jacquaint (tarifs préférentiels dégressifs) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Son amendement n° 209 (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des organismes complémentaires) : adopté (p. 3887)

Son amendement n° 210 (recouvrement de la contribution) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 211 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 212 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-16 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 213 (contrôle des dépenses) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 214 (contrôle des organismes de gestion) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 215 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-17 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3891)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3898)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Bernard Accoyer (photo de l'assuré) (p. 3950)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Jean Le Garrec (sécurité des données médicales) (p. 3951)

Après l'article 34

Son amendement n° 216 (création d'un ordre des infirmiers et des infirmières) : rejeté (p. 3967)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3973)

Son amendement n° 217 (de suppression) : rejeté (p. 3976)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3977)

Son amendement n° 218 (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 456 du Gouvernement (traitement des données personnelles de santé) (p. 3989)

Après l'article 37

Son amendement n° 412 (médecine préventive) : rejeté (p. 3991)

Son amendement n° 224 (maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 3993)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Claude Evin (révision des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 3995)

Son amendement n° 222 (embauche temporaire de praticiens) : rejeté (p. 3998)

Son amendement n° 225 (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 4005)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (œuvres sociales dans les hôpitaux) (p. 4009)

Son sous-amendement n° 482 (praticiens membres de l'Union européenne) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : rejeté (p. 4013)

Son sous-amendement n° 483 (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

Son amendement n° 219 (révision du statut de praticien hospitalier) : rejeté (p. 4020)

Son amendement n° 320 (amélioration de la sécurité anesthésique) : rejeté (p. 4020)

Son amendement n° 227 (participation de la médecine du travail dans les programmes de prévention) : rejeté (p. 4020)

Son amendement n° 322 (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) : rejeté (p. 4022)

Son amendement n° 317 (rapport au Parlement sur la création d'un statut du conjoint collaborateur médical) : rejeté (p. 4023)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Son intervention (p. 5886)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5895)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : concurrence (p. 5887)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : étudiants (p. 5896)

Santé : accès aux soins (p. 5886)

Santé : prévention (p. 5896)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 5897)

Son amendement n° 124 (aide financière) : rejeté (p. 5898)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son amendement n° 131 (participation des mutuelles) : rejeté (p. 5901)

Article 10 (articles L. 161-15, L. 381-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille)

Son intervention (p. 5902)

Son amendement n° 106 (subvention versée par l'Etat au Fonds national des prestations familiales) : rejeté (p. 5902)

Article 14 (exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son amendement n° 107 (suppression de l'avis à tiers détenteur) : rejeté (p. 5906)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5958)

Son amendement n° 110 : devenu sans objet (p. 5962)

Son sous-amendement n° 118 (aide financière pour la couverture complémentaire) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5963)

Son sous-amendement n° 119 (aide financière pour la couverture complémentaire) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5964)

Soutient l'amendement n° 233 de M. Germain Gengenwin (cotisation forfaitaire) : rejeté (p. 5966)

Son amendement n° 108 (égalité entre mutuelles et caisses primaires) : devenu sans objet (p. 5967)

Son amendement n° 125 (égalité entre mutuelles et caisses primaires) : devenu sans objet (p. 5967)

Son amendement n° 132 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-5 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5967)

Son amendement n° 133 (égalité entre mutuelles et caisses primaires) : devenu sans objet (p. 5969)

Son amendement n° 109 (conséquence du choix d'une mutuelle) : devenu sans objet (p. 5969)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 5971)

Son sous-amendement n° 134 (égalité entre les caisses primaires et les mutuelles) à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5972)

Article 22 supprimé par le Sénat (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5973)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 5975)

Son amendement n° 111 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5976)

Son amendement n° 126 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5977)

Son amendement n° 127 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5978)

Son amendement n° 112 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5978)

Son amendement n° 138 (contrôle des dépenses) : rejeté (p. 5979)

Son amendement n° 139 (rédactionnel) : rejeté (p. 5979)

Son amendement n° 140 (de cohérence) : rejeté (p. 5980)

Avant l'article 30

Son amendement n° 222 (rapport sur la vaccination) : rejeté (p. 5980)

Article 31 bis (rapport sur l'évaluation et le contrôle de la loi)

Soutient le sous-amendement n° 154 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les conséquences sur les finances publiques) à l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6000)

Après l'article 31 bis

Soutient l'amendement n° 218 de M. Yves Bur (rapport sur les conséquences d'une généralisation du tiers payant) : rejeté (p. 6000)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6003)

Après l'article 34

Son amendement n° 122 (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) : rejeté (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Son intervention (p. 6009)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son amendement n° 113 (de suppression) : rejeté (p. 6015)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 121 de M. Germain Gengenwin (participation de la médecine du travail à la prévention) : rejeté (p. 6017)

Son amendement n° 115 (participation de la médecine du travail à la prévention) : rejeté (p. 6017)

Son amendement n° 117 (recrutement occasionnel sur contrat de praticiens hospitaliers) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 123 (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 6019)

Son amendement n° 120 (statut du praticien hospitalier) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 116 (sécurité anesthésique) : rejeté (p. 6020)

Après l'article 37 bis A

Son amendement n° 114 (maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 6021)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Après l'article 37 duotricies

Son amendement n° 130 soutenu par M. Bernard Accoyer (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) : rejeté (p. 6042)

Jean PRORIOL

Haute-Loire (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Brioude [18 novembre 1998] (p. 9160)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5852)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5898)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5853, 5898)

Agriculture : montagne (p. 5853)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5854)

Agroalimentaire : labels (p. 5853, 5854)

Bois et forêts (p. 5853)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5853)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5852, 5853)

Retraites : régime agricole (p. 5853)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 640 (installation des jeunes agriculteurs) : adopté (p. 5910)

Intervient sur l'amendement n° 829 de M. Félix Leyzour (maintien des exploitations de type familial) (p. 5910)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (revalorisation des retraites agricoles) (p. 5912)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Germinal Peiro (revalorisation des retraites agricoles) (p. 5912)

Son amendement n° 641 (renforcement de l'organisation économique des marchés, des producteurs et des filières) : adopté après rectification (p. 5915)

Son amendement n° 642 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) (p. 5964)

Soutient l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 643 (modernisation de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 645 (prise en compte des zones forestières) : rejeté (p. 5971)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 646 (projet économique) : rejeté (p. 6009)

Son amendement n° 647 (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 649 (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Sauvadet (respect du code forestier) (p. 6026)

Son amendement n° 648 (respect du code forestier) : rejeté (p. 6027)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (respect du code forestier) (p. 6027)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6046)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaize (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Soutient l'amendement n° 265 de M. Yves Nicolin (définition des activités accessoires) : retiré (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 657 (exclusion des activités forestières et des cultures marines) : adopté (p. 6087)

Son amendement n° 656 (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 9 (protection du preneur appliquant des méthodes culturales favorables à l'environnement)

Son amendement n° 658 (épandage des boues des stations d'épuration) : rejeté (p. 6097)

Après l'article 10

Son amendement n° 659 (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) : devenu sans objet (p. 6104)

Après l'article 12

Son amendement n° 660 (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) : rejeté (p. 6120)

Son amendement n° 663 (fiscalité des transmissions) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6119) : rejeté (p. 6448)

Son amendement n° 662 (fiscalité des transmissions) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6119) : rejeté (p. 6450)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Soutient l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) : devenu sans objet (p. 6125)

Son amendement n° 664 (fixation et calcul de l'unité de référence) : devenu sans objet (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 665 (contenu du rapport : établissement d'un bilan global de l'application de la réglementation relative au contrôle des structures) : rejeté (p. 6127)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 666 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 667 (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) : rejeté (p. 6174)

Son amendement n° 668 (contrôle renforcé des associations de producteurs de lait) : retiré (p. 6182)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 791 de M. Claude Gatignol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) : rejeté (p. 6200)

Soutient l'amendement n° 790 de M. Claude Gatignol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) : rejeté (p. 6200)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6208)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6217)

Article 24 (cotisations des nouveaux installés)

Son amendement n° 670 (cotisations dues lorsque l'entreprise est transformée en société par des conjoints) : rejeté (p. 6219)

Après l'article 24

Son amendement n° 671 (réaménagement des cotisations des jeunes agriculteurs) : rejeté (p. 6220)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Son amendement n° 672 (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : retiré (p. 6221)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 674 (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) : rejeté (p. 6228)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 686 soutenu par M. François Goulard (conclusion d'accords professionnels) (p. 6306) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 685 (conclusion d'accords interprofessionnels) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 689 soutenu par M. François Goulard (de précision) (p. 6307) : devenu sans objet (p. 6308)

Son amendement n° 687 soutenu par M. François Goulard (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6313) : rejeté (p. 6315)

Son amendement n° 688 soutenu par M. François Goulard (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 690 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 691 soutenu par M. François Goulard (soumission des accords de crise aux interprofessions) : rejeté (p. 6334)

Son amendement n° 692 soutenu par M. François Goulard (homologation des contrats) (p. 6335) : rejeté (p. 6336)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 693 soutenu par M. François Sauvadet (compte rendu établi chaque année par le Conseil supérieur d'orientation portant sur la mise en oeuvre des principales politiques en faveur de l'agriculture) : retiré (p. 6342)

Après l'article 38

Son amendement n° 694 soutenu par M. François Sauvadet (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : adopté après modifications (p. 6343)

Avant l'article 40

Son amendement n° 676 soutenu par M. François Goulard (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : retiré (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 682 soutenu par M. François Goulard (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 678 soutenu par M. François Goulard (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 680 soutenu par M. François Goulard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 679 soutenu par M. François Sauvadet (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) (p. 6355) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 681 soutenu par M. François Goulard (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 677 soutenu par M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Son amendement n° 927 soutenu par M. François Goulard (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 697 soutenu par M. François Goulard (mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 698 soutenu par M. François Sauvadet (de précision) : retiré (p. 6412)

Après l'article 50

Son amendement n° 700 soutenu par M. Charles de Courson (intitulé du chapitre III du livre V) : rejeté (p. 6418)

Son amendement n° 701 soutenu par M. François Sauvadet (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 702 soutenu par M. François Sauvadet (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 703 soutenu par M. Charles de Courson (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 699 soutenu par M. François Sauvadet (décret en Conseil d'Etat pour fixer les règles générales et les prescriptions techniques applicables aux installations classées soumises à autorisation) : rejeté (p. 6422)

Après l'article 57

Son amendement n° 704 soutenu par M. François Sauvadet (application de la présente loi à l'enseignement supérieur privé) : rejeté (p. 6431)

Après l'article 59

Son amendement n° 706 soutenu par M. Germain Gengenwin (alignement des missions de l'enseignement supérieur agricole privé sur celles du secteur public) : rejeté (p. 6434)

Après l'article 64

Son amendement n° 707 soutenu par M. Charles de Courson (limite d'âge des présidents de centre régional de la propriété forestière) : rejeté (p. 6438)

Son amendement n° 663 précédemment réservé soutenu par M. François Sauvadet (fiscalité des plus-values de cession) : rejeté (p. 6448)

Son amendement n° 662 précédemment réservé soutenu par M. François Sauvadet (fiscalité des transmissions) : rejeté (p. 6450)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3390)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3399)

Son intervention (p. 3407)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3390, 3399, 3408)

Agriculture : montagne (p. 3408)

Agriculture : pollution (p. 3399)

Enseignement agricole (p. 3390, 3408)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3408)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : préretraites (p. 3408)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 172 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3451)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son amendement n° 173 soutenu par M. Charles de Courson (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3461) : rejeté (p. 3462)

Soutient l'amendement n° 186 de Mme Sylvia Bassot (avis de la commission sur les projets de contrats proposés par les agriculteurs) : rejeté (p. 3463)

Article 7 bis (définition de l'exploitant agricole)

Son amendement n° 174 (clarification de la situation du travailleur exploitant) : devenu sans objet (p. 3468)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 176 soutenu par M. Charles de Courson (seuils) : devenu sans objet (p. 3494)

Son amendement n° 177 (seuil de superficie) : adopté (p. 3496)

Son amendement n° 175 (autorisation préalable en cas d'acquisition d'un bien par la société d'aménagement foncier et d'établissement rural) : retiré (p. 3498)

Son amendement n° 178 (seuil de déclenchement) : devenu sans objet (p. 3499)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Son amendement n° 179 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du quatrième comité) : rejeté (p. 3524)

Son amendement n° 180 : non soutenu (p. 3524)

Son amendement n° 181 : non soutenu (p. 3525)

Article 40 ter (création du logo "appellation d'origine contrôlée")

Son amendement n° 182 : non soutenu (p. 3530)

Article 44 bis (contrôle des élevages - suivi sanitaire des abattoirs - pouvoirs des agents de l'administration)

Son amendement n° 183 soutenu par M. Charles de Courson (immatriculation des élevages par le préfet selon les modalités définies par décret) (p. 3546) : adopté (p. 3547)

Article 44 quater (mesures relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées)

Son amendement n° 184 : non soutenu (p. 3551)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 185 : non soutenu (p. 3571)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 8 soutenu par M. François Sauvadet (étiquetage d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée laitière) (p. 4969) : retiré (p. 4970)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Germain Gengenwin (personnes habilitées à l'identification des équidés) : rejeté (p. 4972)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 19

Son amendement n° 483 (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) : devenu sans objet (p. 6857)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 370 soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Son amendement n° 371 soutenu par M. Gilbert Gantier (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 369 soutenu par M. Gilbert Gantier (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) : retiré (p. 6976)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017)

Son intervention (p. 8024)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8025)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 8025)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8025)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8025)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : pays (p. 8100)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8091)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (maintien de l'abattement de cotisations d'allocations familiales) (p. 8731)

Son amendement n° 21 : devenu sans objet (p. 8731)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de cohérence) (p. 8732)

Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (de cohérence) (p. 8732)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Dominique Bussereau (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10377) : rejeté (p. 10378)

Après l'article 2

Son amendement n° 3 soutenu par M. Dominique Bussereau (taux identique sur tous les aéroports pour la taxe d'aéroport) (p. 10378) : rejeté (p. 10379)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 142)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 180)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 142, 143)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 142, 180)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 142)

Secteur public : services publics (p. 181)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 494 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 493 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 490 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 492 (péréquation entre collectivités territoriales) : rejeté (p. 258)

Son amendement n° 491 (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Son amendement n° 489 (choix stratégiques pour les sept prochaines années) : rejeté (p. 261)

Soutient l'amendement n° 934 de M. Jacques Blanc (cadre de référence "indicatif" pour les collectivités territoriales) : rejeté (p. 263)

Son amendement n° 488 (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1er prévoyant la compatibilité entre les schémas régionaux d'aménagement du territoire et les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 264)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 487 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Son amendement n° 937 soutenu par M. Patrick Ollier (complémentarité villes-campagnes) (p. 292) : rejeté (p. 293)

Son amendement n° 486 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (renforcement des pôles régionaux et interrégionaux) : rejeté après rectification (p. 296)

Son amendement n° 938 (chances de développement données à l'ensemble du territoire) : rejeté (p. 297)

Son amendement n° 485 (territoires souffrant d'une trop forte spécialisation) : rejeté (p. 300)

Son amendement n° 482 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Son amendement n° 484 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Son amendement n° 483 (soutien différencié tenant compte des zonages en vigueur) : retiré (p. 307)

Son amendement n° 481 (péréquation des ressources publiques) : devenu sans objet (p. 307)

Son amendement n° 669 (schéma du développement économique) : rejeté (p. 313)

Soutient l'amendement n° 558 de M. Éric Doligé (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Son amendement n° 668 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 670 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) : rejeté (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Éric Doligé (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 685 de Mme Martine Lignières-Cassou (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Soutient l'amendement n° 526 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les trois ans des politiques d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 379)

Soutient l'amendement n° 593 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les cinq ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)

Soutient l'amendement n° 527 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les six ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)

Soutient l'amendement n° 524 de M. Jean-Claude Lenoir (comité de suivi des procédures contractuelles) : rejeté (p. 380)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Éric Doligé (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 939 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Son amendement n° 651 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Soutient l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) : devenu sans objet (p. 390)

Son amendement n° 652 (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 391)

Son amendement n° 653 (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 391)

Son amendement n° 654 (organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Soutient l'amendement n° 531 de M. Jean-Claude Lenoir (instauration d'un comité des financeurs) : rejeté (p. 401)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Patrick Ollier (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Son amendement n° 655 (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. Didier Quentin (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 656 soutenu par M. Georges Lemoine (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Son amendement n° 657 soutenu par M. Yves Coussain (mission purement consultative de la conférence régionale) : rejeté (p. 411)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 658 : non soutenu (p. 412)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 462 corrigé de M. Michel Bouvard (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Augustin Bonrepaux (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Son amendement n° 940 corrigé (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) : retiré (p. 418)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Soutient l'amendement n° 596 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) : rejeté (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 203 corrigé de M. Michel Bouvard (de précision) (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) (p. 433)

Son amendement n° 659 (chambres consulaires associées à l'élaboration des schémas de services collectifs) : retiré (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 438)

Soutient l'amendement n° 533 de M. Jean-Claude Lenoir (régions et organismes consultés et débat au Parlement) : rejeté (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Michel Bouvard (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 1139 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 769 de M. Germain Gengenwin (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Soutient l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Son amendement n° 662 (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Georges Sarre (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Son amendement n° 661 (période transitoire) : rejeté (p. 462)

Son amendement n° 660 (date d'adoption des schémas de services collectifs fixée au plus tôt au 31 décembre 1999) : rejeté (p. 462)

Soutient l'amendement n° 768 de M. Germain Gengenwin (prise en compte des orientations des schémas de services collectifs par les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 462)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 598 de M. Jean-Claude Lenoir (développement de la recherche) : retiré (p. 469)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (développement de la recherche) (p. 469)

Son amendement n° 663 (définition d'une stratégie d'ensemble pour le secteur de la recherche) : rejeté (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (coopération entre les sites étendue à la recherche) (p. 470)

Son amendement n° 664 (coopération entre les sites étendue à la recherche) : adopté (p. 470)

Son amendement n° 665 (échanges de connaissances avec le monde économique) : rejeté (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Martine Lignières-Cassou (essaimage à partir des instituts universitaires de technologie et les écoles d'ingénieur) (p. 471)

Soutient le sous-amendement n° 599 de M. Jean-Claude Lenoir (meilleure articulation entre recherche publique et recherche privée) à l'amendement n° 283 de la commission (rôle de la conférence régionale d'aménagement du territoire dans la répartition équilibrée des activités d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté (p. 475)

Soutient le sous-amendement n° 600 de M. Jean-Claude Lenoir (synergies avec le monde économique) à l'amendement n° 283 de la commission : adopté (p. 475)

Soutient le sous-amendement n° 601 de M. Jean-Claude Lenoir (échanges de savoir-faire et de connaissances) à l'amendement n° 283 de la commission : rejeté (p. 475)

Son amendement n° 666 (association des politiques de formation professionnelles engagées par les régions au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet (p. 475)

Son amendement n° 1073 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 1020 (développement de la production culturelle) : rejeté (p. 483)

Son amendement n° 1021 (pratique des disciplines culturelles dans les établissements scolaires) : retiré (p. 488)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbert (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Patrick Ollier (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Soutient l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 729)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Son amendement n° 1094 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (association des entreprises publiques aux actions menées par les collectivités locales dans le domaine de l'énergie) (p. 763) : rejeté (p. 764)

Son amendement n° 1095 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (coordination avec la politique européenne) : rejeté (p. 764)

Son amendement n° 1096 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (contrôle de la mise en oeuvre des objectifs fixés par le schéma) : rejeté (p. 764)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. François Sauvadet (dénomination du schéma) (p. 778)

Son amendement n° 1098 (dénomination du schéma) : rejeté après rectification (p. 778)

Soutient l'amendement n° 365 de M. Jacques Blanc (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) : rejeté (p. 779)

Son amendement n° 1097 (reconquête écologique des territoires dégradés) : devenu sans objet (p. 782)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Bouvard (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Patrick Ollier (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jacques Blanc (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Henry Chabert (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 1099 (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Son amendement n° 1069 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 74 corrigé de M. Léonce Deprez (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Son amendement n° 1100 corrigé (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 648 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Son amendement n° 1102 soutenu par M. Michel Bouvard (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Son amendement n° 650 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)

Son amendement n° 649 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1075 soutenu par M. Henry Chabert (lien étroit avec la charte de pays correspondante) (p. 830) : rejeté (p. 831)

Après l'article 22

Son amendement n° 1005 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : devenu sans objet (p. 879)

Son amendement n° 1007 (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) : rejeté (p. 880)

Son amendement n° 1006 (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : devenu sans objet (p. 880)

Après l'article 26

Son amendement n° 1014 (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 905)

Son amendement n° 1016 (suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Michel Bouvard (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Patrick Ollier (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Son amendement n° 1013 (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Soutient l'amendement n° 914 de M. Bruno Bourg-Broc (développement des offres de transport) : rejeté (p. 908)

Son amendement n° 1076 (développement des offres de transport) : rejeté (p. 908)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 1018 soutenu par M. Philippe Duron (intégration des schémas français dans les schémas européens) : rejeté (p. 926)

Son amendement n° 1077 (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : devenu sans objet (p. 930)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1090)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1091)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4065)

Son intervention (p. 4082)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4083)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4065)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4083)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4083)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4082)

Postes : La Poste (p. 4083)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4048)

Secteur public : services publics (p. 4066)

Transports (p. 4083)

Union européenne : fonds structurels (p. 4048, 4065)

Voirie (p. 4083)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4217)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean Espilondo (adhésion à un groupement d'intérêt public ou à un syndicat mixte des départements ou des régions concernés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Michel Bouvard (accueil à titre accessoire dans les chambres mortuaires des établissements de santé des corps des personnes décédées hors de ces établissements) (p. 4225)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1567)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1568)

Energie et carburants : électricité (p. 1567, 1568)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1568)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 441 (sûreté de fonctionnement des réseaux de transport et de distribution) : rejeté (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Alain Cacheux (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Soutient l'amendement n° 655 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Claude Birraux (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Soutient l'amendement n° 653 de M. Michel Meylan (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) : rejeté (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (contenu de la mission de fourniture d'électricité) (p. 1616)

Son amendement n° 39 (contenu de la mission de fourniture d'électricité) : adopté (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Bouvard (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Soutient l'amendement n° 657 de M. Michel Meylan (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Claude Birraux (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Soutient l'amendement n° 656 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de services des régies) : devenu sans objet (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Bouvard (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Claude Birraux (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Son amendement n° 439 (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) : retiré (p. 1622)

Soutient l'amendement n° 666 de M. Michel Meylan (fournitures de secours inclues dans le champ des cahiers des charges de concession ou les règlements de service des régies) : rejeté (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Son amendement n° 41 (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : retiré (p. 1623)

Son amendement n° 440 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Son amendement n° 42 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient l'amendement n° 486 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1625)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (missions des autorités concédantes) (p. 1626)

Son amendement n° 43 (missions des autorités concédantes) : adopté (p. 1626)

Son amendement n° 44 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) (p. 1627)

Son amendement n° 45 corrigé (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) : adopté (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Alain Cacheux (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Son amendement n° 46 (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) : devenu sans objet (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Claude Billard (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 543 soutenu par M. François Goulard (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Son amendement n° 442 soutenu par M. François Goulard (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1680) : rejeté (p. 1681)

Son amendement n° 443 soutenu par M. François Goulard (concertation avec le gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 1681)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 444 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Son amendement n° 445 soutenu par M. François Goulard (exclusion des producteurs ne livrant pas de clients finals) : retiré (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 542 soutenu par M. François Goulard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Son amendement n° 446 (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)

Son amendement n° 447 (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 448 soutenu par M. François Goulard (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)

Son amendement n° 544 soutenu par M. François Goulard (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Son amendement n° 449 soutenu par M. François Goulard (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) : rejeté (p. 1704)

Son amendement n° 450 soutenu par M. François Goulard (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : rejeté (p. 1704)

Son amendement n° 583 soutenu par M. François Goulard (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : adopté (p. 1704)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 451 soutenu par M. François Goulard (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 541 soutenu par M. François Goulard (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 1714)

Son amendement n° 452 soutenu par M. François Goulard (cas des contrats en cours) (p. 1714) : devenu sans objet (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 48 corrigé soutenu par M. Christian Martin (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté (p. 1717)

Son amendement n° 453 soutenu par M. Franck Borotra (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son amendement n° 455 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Son amendement n° 456 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : devenu sans objet (p. 1734)

Son amendement n° 457 soutenu par M. François Goulard (conditions de nomination du directeur) : rejeté (p. 1736)

Son amendement n° 458 soutenu par M. François Goulard (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au budget autonome et à la communication du budget et des comptes à la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Son amendement n° 459 soutenu par M. François Goulard (transformation, à l'issue d'une période transitoire de cinq ans, du gestionnaire du réseau public de transport en établissement public) (p. 1737) : rejeté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 460 soutenu par M. François Goulard (de cohérence) : rejeté (p. 1757)

Son amendement n° 461 soutenu par M. François Goulard (contrat de vente conclu par un client éligible de ses excédents conjoncturels achetés ou autoproduits) : rejeté (p. 1759)

Son amendement n° 462 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Son amendement n° 545 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 454 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Avant l'article 25

Son amendement n° 463 : non soutenu (p. 1768)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 546 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Après l'article 27

Son amendement n° 464 soutenu par M. François Goulard (établissement d'un code de déontologie par les entreprises commercialisant de l'électricité en France) : retiré (p. 1772)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 547 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 473 soutenu par M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 598 : non soutenu (p. 1810)

Son amendement n° 465 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 466 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 474 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Son amendement n° 467 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 468 : non soutenu (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 469 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 470 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 471 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 472 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Titre

Son amendement n° 438 soutenu par M. Claude Birraux (titre du projet de loi) (p. 1817) : rejeté (p. 1818)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2177)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2178)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2177, 2178)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2178)

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237, 2255)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Soutient l'amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) : rejeté (p. 2250)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 176 de M. Gilbert Gantier (détention par plusieurs actionnaires de la fraction restante du capital de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2267)

Soutient l'amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier (interdiction pour les actionnaires autres que les caisses d'épargne de détenir une part de capital égale ou supérieure à la minorité de bloquage) : rejeté (p. 2267)

Soutient l'amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2269)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 199 de M. Gilbert Gantier (représentation des caisses d'épargne au sein de la Fédération nationale) : retiré (p. 2275)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Gilbert Gantier (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) : retiré (p. 2275)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Gilbert Gantier (présentation par la Fédération nationale des candidats représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2277)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Soutient l'amendement n° 179 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (suppression de la définition de la composition du capital social) : rejeté (p. 2280)

Soutient l'amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (limitation du montant du capital social) : rejeté (p. 2281)

Soutient l'amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (restauration d'un droit de souscription préférentielle pour les souscripteurs initiaux de certificats coopératifs d'investissement) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 183 : devenu sans objet (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 185 de M. Gilbert Gantier (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 297 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'annulation des certificats coopératifs d'investissement non souscrits) : rejeté (p. 2283)

Soutient l'amendement n° 298 de M. Gilbert Gantier (allègement des conséquences pour les caisses d'épargne d'un placement des parts sociales ou des certificats d'investissement inférieur au montant du capital initial qu'elles ont souscrit) : retiré (p. 2283)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier (affectation partielle au fonds commun de garantie et de solidarité du réseau des sommes inscrites aux fonds centraux actuels) : rejeté (p. 2284)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 187 de M. Gilbert Gantier (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Article 28 (les dispositions fiscales)

Soutient l'amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (exonération de charges sociales et d'impôt sur le revenu sur les sommes versées au titre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) : retiré (p. 2291)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Soutient l'amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-François Mattei (conservation par les chercheurs des actions qu'ils détiennent déjà) : adopté (p. 5418)

Son amendement n° 3 : retiré (p. 5418)

Son amendement n° 2 : retiré (p. 5418)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Ses explications de vote [16 juin 1999] (p. 5934)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5934)

Q

Didier QUENTIN

Charente-Maritime (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 30 octobre 1998] (p. 16415)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1558 tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1763 relative à la chasse de nuit [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Parlement. Questions au Gouvernement. Réponses ministérielles, qualité [7 octobre 1998] (p. 6036)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 507, posée le 30 novembre 1998. Enregistrement et timbre. Droits de mutation (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1er décembre 1998. Taxe additionnelle, fonds collectés, répartition, communes (p. 9725)

n° 567, posée le 18 janvier 1999. Contributions indirectes. Accises (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Pineau des Charentes (p. 22)

n° 690, posée le 15 mars 1999. Chasse et pêche. Redevance cynégétique (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Montant, conséquences (p. 2387)

n° 765, posée le 26 avril 1999. Retraites : régime agricole. Montant des pensions (J.O. Questions p. 2415). Appelée le 27 avril 1999. Perspectives (p. 3607)

n° 850, posée le 31 mai 1999. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1er juin 1999. Oléagineux, réforme (p. 5165)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6118) ; [12 octobre 1998] (p. 6327)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6133)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son intervention (p. 6332)

Son amendement n° 527 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 528 rectifié (durée maximale des accords de crise) : rejeté (p. 6333)

Son amendement n° 529 rectifié (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : devenu sans objet (p. 6335)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 48 de M. Serge Poignant (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 250 soutenu par M. Patrick Ollier (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 3467)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 253 : non soutenu (p. 3571)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6613)

Son intervention (p. 6614)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 6614, 6615)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6614, 6615)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Procédure des questions :

Logement : HLM : loyers (p. 8052)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8210)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8210)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8210)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8210)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8210)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 8211)

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 8211)

Pensions militaires d'invalidité : allocations aux grandes invalides (p. 8211)

Rapatriés : harkis (p. 8211)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : marine : Rochefort (p. 8301)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8007)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8007)

Constitution : préambule (p. 8007)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8007)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : atteintes à la vie privée (p. 8007)

Famille : politique familiale (p. 8007)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 8007)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9462)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9463)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9463)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9463)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9462, 9463)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son intervention (p. 10431)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 160)

Son intervention (p. 163)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 163)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 163)

Transports par eau : ports maritimes (p. 164)

Union européenne : fonds structurels (p. 163)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 804 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 805 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1133 soutenu par M. Patrick Ollier (complémentarité villes-campagnes) (p. 292) : rejeté (p. 293)

Son amendement n° 1134 (projet commun de développement dans le cadre du pays) : devenu sans objet (p. 299)

Son amendement n° 807 soutenu par M. Patrick Ollier (politiques spécifiques pour les façades maritimes et les zones de montagne) (p. 299) : rejeté (p. 300)

Son amendement n° 806 soutenu par M. Serge Poignant (prise en compte de certaines zones littorales) : adopté (p. 301)

Son amendement n° 808 soutenu par M. Patrick Ollier (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)

Son amendement n° 809 soutenu par M. Patrick Ollier (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) (p. 319) : rejeté (p. 320)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 810 (présidence assurée par le ministre de l'économie en cas d'absence du Premier ministre) : rejeté (p. 376)

Son amendement n° 811 (pluralité de la représentation du monde associatif) : rejeté (p. 376)

Son amendement n° 812 (consultation sur la gestion annuelle du FNADT) : rejeté (p. 377)

Son amendement n° 813 (création d'un conseil national du littoral) : rejeté (p. 382)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1135 soutenu par M. Patrick Ollier (missions des schémas régionaux) : rejeté (p. 385)

Son amendement n° 814 soutenu par M. Patrick Ollier (élaboration en association avec l'Etat) : rejeté (p. 392)

Son amendement n° 816 soutenu par M. Michel Bouvard (ajout des chambres consulaires à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Son amendement n° 815 soutenu par M. Michel Bouvard (ajout des associations à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Après l'article 5

Son amendement n° 817 (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) : adopté (p. 403)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 818 soutenu par M. Patrick Ollier (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 820 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 779)

Son amendement n° 819 soutenu par M. Christian Estrosi (prise en compte des acteurs gestionnaires de l'espace) : rejeté (p. 781)

Son amendement n° 821 soutenu par M. Michel Bouvard (cas des territoires littoraux et des zones de montagne) : rejeté (p. 782)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 822 soutenu par M. Michel Bouvard (champ des contrats de pays étendu aux projets privés) : retiré (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 823 soutenu par M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 824 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte de la politique de gestion de l'espace agricole, conchycole et forestier) : rejeté (p. 831)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 825 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 882)

Son amendement n° 826 (mise en oeuvre du fonds et modalités de répartition) : rejeté (p. 882)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son amendement n° 827 soutenu par M. Patrick Ollier (nécessité de politiques différenciées) : rejeté (p. 885)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 828 soutenu par M. Michel Bouvard (cabotage par voie maritime) : rejeté (p. 916)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 1137 (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : devenu sans objet (p. 930)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 481 rectifié soutenu par M. Gilles Carrez (assainissement et eau remplacés par assainissement des eaux usées et eau potable dans la liste des compétences optionnelles) (p. 1033) : rejeté (p. 1034)

Son amendement n° 589 : devenu sans objet (p. 1034)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Son amendement n° 482 soutenu par M. Gilles Carrez (représentation des communes par la communauté dans le syndicat) : rejeté (p. 1038)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 562 soutenu par M. Gilles Carrez (dotation par habitant des communautés de communes à taxe professionnelle unique fixée à 150 F) (p. 1389) : rejeté (p. 1390)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 156 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (délai de deux ans suivant la publication et non, l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Son amendement n° 157 : devenu sans objet (p. 6458)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Son amendement n° 160 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (suppression du financement par les organismes de sécurité sociale) (p. 6466) : rejeté (p. 6467)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Son amendement n° 161 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (suppression des paragraphes I et II de l'article relatifs à l'insertion de l'accueil des gens du voyage dans le code de l'urbanisme) : rejeté (p. 6471)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 162 (extension des dispositions de l'article aux communes ne possédant pas d'aires d'accueil) : rejeté (p. 6480)

Son amendement n° 163 (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : devenu sans objet (p. 6483)

Son amendement n° 164 soutenu par M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5486)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 5487)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5488)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5486)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5486, 5487)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5486)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5488)

Union européenne : Conseil européen (p. 5488)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5714)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant : guerre d'Algérie (p. 5714)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5714)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie : âge de la retraite (p. 5715)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5714)

Rapatriés : harkis (p. 5715)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5715)

Ses explications de vote (p. 5732)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Après l'article 11

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 6435)

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 6435)

Jean-Jack QUEYRANNE

Secrétaire d'Etat à l'outre-mer

Cessation de son intérim au ministère de l'intérieur (voir indications préliminaires). Décret du 30 décembre 1998 [J.O. du 30 décembre 1998]

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [28 octobre 1998]

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Fleury. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [6 octobre 1998] (p. 5952)

M. Gaétan Gorce. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [6 octobre 1998] (p. 5959)

M. Franck Dhersin. Elections et référendums. Elections législatives. Résultats, constatation, Bouches-du-Rhône [6 octobre 1998] (p. 5956)

M. Jacques Myard. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5953)

M. Yves Bur. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [6 octobre 1998] (p. 5955)

M. José Rossi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [7 octobre 1998] (p. 6038)

M. Thierry Mariani. Etrangers. Sans-papiers. Expulsion [13 octobre 1998] (p. 6467)

Mme Martine Aurillac. Ordre public. Maintien. Manifestations, victimes, indemnisation [20 octobre 1998] (p. 7015)

M. Marc-Philippe Daubresse. Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7009)

M. Yves Nicolin. Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7012)

M. Jean-Paul Dupré. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [4 novembre 1998] (p. 8031)

M. Bernard Outin. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [4 novembre 1998] (p. 8034)

Mme Catherine Tasca. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, référendum, perspectives [10 novembre 1998] (p. 8703)

M. Michel Crépeau. Communes. Maires. Responsabilité pénale [17 novembre 1998] (p. 9098)

M. Ernest Moutoussamy. DOM. Guadeloupe : énergie et carburants. Pétrole, conflit Shell [17 novembre 1998] (p. 9100)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Régions. Conseils régionaux. Mode de scrutin, réforme [17 novembre 1998] (p. 9102)

M. Pierre Albertini. Communes. Maires. Responsabilité pénale [17 novembre 1998] (p. 9103)

M. Michel Bouvard. Etrangers. Immigration. Ville de Modane [17 novembre 1998] (p. 9104)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [2 décembre 1998] (p. 9891)

M. Jean-Claude Mignon. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [15 décembre 1998] (p. 10478)

Mme Hélène Mignon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles, Toulouse [15 décembre 1998] (p. 10475)

Mme Odette Casanova. Jeunes. Association de jeunesse et d'éducation. Scouts d'Europe [15 décembre 1998] (p. 10477)

M. Jean-Luc Warsmann. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [22 décembre 1998] (p. 11009)

M. Michel Meylan. Sécurité publique. Avalanches. Vallée de Chamonix [10 février 1999] (p. 1160)

M. René Dosière. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : mines et carrières. Nickel, emploi et activité [17 février 1999] (p. 1555)

Mme Huguette Bello. DOM. La Réunion : enseignement secondaire. Baccalauréat, organisation [29 juin 1999] (p. 6532)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Lefait. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité, Pas-de-Calais [8 décembre 1998] (p. 10159)

Mme Sylvia Bassot. Coopération intercommunale. Communautés de villes. Transformation en communautés d'agglomération [8 décembre 1998] (p. 10160)

M. Jacques Brunhes. Automobiles et cycles. ETG-Chausson. Emploi et activité, Gennevilliers [8 décembre 1998] (p. 10158)

M. Jean-Pierre Baeumler. Politique extérieure. Coopérants. Volontariat, réglementation [15 décembre 1998] (p. 10461)

M. Pierre-Christophe Baguet. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Riverains du Parc des Princes, Paris [15 décembre 1998] (p. 10463)

M. Patrick Delnatte. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats de plan Etat-régions, inscription, Nord-Pas-de-Calais [19 janvier 1999] (p. 12)

M. Jacques Kossowski. Communes. Personnel. Associations locales assurant une mission de service public, statut [19 janvier 1999] (p. 16)

M. Yves Bur. Automobiles et cycles. Immatriculation. Délais, Alsace [19 janvier 1999] (p. 13)

M. Bernard Perrut. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône [19 janvier 1999] (p. 14)

M. Michel Herbillon. Enseignement supérieur. Architecture. Ecoles, réforme, conséquences, Charenton-le-Pont [16 février 1999] (p. 1425)

M. Gilles Carrez. Elections et référendums. Listes électorales. Inscription automatique, jeunes [16 février 1999] (p. 1427)

M. André Angot. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Zones bénéficiaires, Sud-Finistère [6 avril 1999] (p. 3272)

M. Michel Bouvard. Environnement. Protection. Motoneiges, utilisation, réglementation [6 avril 1999] (p. 3274)

M. Jean-Claude Mignon. Environnement. Parcs naturels régionaux. Gâtinais, perspectives [6 avril 1999] (p. 3276)

M. François Rochebloine. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels. Revendications [6 avril 1999] (p. 3270)

M. Raymond Douyère. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité. Délivrance, délais [6 avril 1999] (p. 3269)

M. Victor Brial. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Wallis-et-Futuna : politique sociale. Personnes âgées, handicapés, allocations et ressources [8 juin 1999] (p. 5467)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Ses interventions (p. 7281, 7351)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7352)
Assemblée nationale : séances : Dom-Tom (p. 7281)
Chasse et pêche : pêche (p. 7353)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 7287, 7353)
Communes : subventions (p. 7283)
Constitution (p. 7286, 7287)
Contributions indirectes : tabac (p. 7285)
Culture (p. 7285, 7288, 7354)
Défense : service national (p. 7282, 7352)
DOM : égalité sociale (p. 7284, 7285, 7353)
DOM : Guadeloupe (p. 7353)
DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7283, 7352)
DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7283, 7352)
DOM-TOM : généralités : relations internationales (p. 7288)
DOM-TOM : institutions (p. 7284, 7287, 7288, 7351, 7352, 7354)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 7288)
Emploi (p. 7281, 7282, 7285, 7352)
Enseignement (p. 7282, 7285)
Entreprises (p. 7285)
Environnement (p. 7283)
Etat : décentralisation (p. 7286)
Etat : Premier ministre : déclarations (p. 7288)
Etrangers : immigration (p. 7286)
Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7281)
Fonction publique de l'Etat (p. 7287)
Fonction publique territoriale (p. 7353)
Formation professionnelle (p. 7282, 7285)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7352)
Logement (p. 7282, 7285, 7352)
Lois : lois d'orientation (p. 7353, 7354)
Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : administrations centrales (p. 7283)
Ordre public (p. 7285, 7286)
Pharmacie et médicaments (p. 7285)
Politique économique (p. 7352)
Santé (p. 7283)
Sécurité publique : cyclones : Guadeloupe (p. 7286)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : matières premières (p. 7351)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 7353)
Union européenne (p. 7284, 7286)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Ses interventions (p. 8153, 8183)

Son interruption (p. 8164)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 8156)
Armes (p. 8154)
Collectivités territoriales : charges : normes (p. 8158)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8157, 8158,8186)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 8158)
Coopération intercommunale (p. 8186)
Départements : préfectures : police (p. 8154, 8186)
Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 8184, 8185)
Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8164, 8184, 8185)
Etat (p. 8156, 8157)
Etat : fonctionnaires et agents publics (p. 8156, 8157)
Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8155)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8186)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : action sociale (p. 8157)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : administrations centrales (p. 8156)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : informatique (p. 8157)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : logement (p. 8157)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : relations internationales (p. 8156)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8153 à 8155, 8185)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8185)
Police : commissariats (p. 8154, 8157)
Police : commissariats (p. 8185)
Police : commissariats : réforme (p. 8184)

Police : crédits (p. 8153, 8155, 8183)

Police : crédits : investissements (p. 8184)

Police : effectifs (p. 8153, 8155, 8186)

Police : effectifs : Alpes-Maritimes (p. 8185)

Police : équipements : télécommunications (p. 8155)

Police : îlotage (p. 8185, 8186)

Police : police municipale (p. 8154)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 8158)

Sécurité publique (p. 8155, 8156)

Sécurité publique : cyclones (p. 8155, 8156)

Sécurité publique : incendies (p. 8156, 8186)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 8155)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8186, 8187)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8189) (M. Yann Galut) (p. 8188, 8189)

Collectivités territoriales : ressources : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 8187) (M. Francis Delattre) (p. 8187)

Communes : Boulogne-Billancourt : police (p. 8192) (M. Pierre-Christophe Baguet) (p. 8191, 8192)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris (p. 8188) (M. Laurent Dominati) (p. 8187, 8188)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris (p. 8189, 8190) (Mme Martine Aurillac) (p. 8189)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Strasbourg (p. 8191) (M. Marc Reymann) (p. 8191)

Etat civil : actes administratifs (p. 8190) (M. Richard Cazenave) (p. 8190)

Gendarmerie : gendarmeries : Ardennes (p. 8191) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8190, 8191)

Police : commissariats : Ardennes (p. 8191) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8190, 8191)

Sécurité publique : financement (p. 8192) (M. Bernard Schreiner) (p. 8192)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265)

Son intervention (p. 9265)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9265, 9266)

Régions : budget (p. 9265, 9266)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9338)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 9351)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11018)

Sa réponse (p. 11028)

Thèmes :

Elections et référendums : élections régionales : femmes (p. 11018)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11018, 11019, 11029)

Parlement : Sénat : Royaume-Uni (p. 11018)

Partis et mouvements politiques : Front national : Président de la République (p. 11028)

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 11029)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10275)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10275, 10276)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10275)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10838)

Sa réponse (p. 10863)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10838)

Constitution : article 75 (p. 10839)

Constitution : article 77 (p. 10839)

Constitution : révision : Nouvelle-Calédonie (p. 10838)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10838)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10838, 10839)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10840, 10841)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 10841)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10840, 10841)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10839)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10839, 10840)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : catastrophes naturelles (p. 10863)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 10 (octroi du statut civil coutumier à un mineur)

Soutient l'amendement n° 145 du Gouvernement (audition du mineur écartée par une décision spécialement motivée) : adopté (p. 10867)

Article 12 (changement de statut civil)

Soutient l'amendement n° 146 rectifié du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 10868)

Article 19 (compétences de l'Etat)

Soutient le sous-amendement n° 148 du Gouvernement (réintégration du contrôle budgétaire dans les compétences susceptibles d'être transférées) à l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la possibilité de transfert du contrôle budgétaire et soumission de celui du régime comptable et financier à une loi organique ultérieure) : rejeté (p. 10872)

Soutient le sous-amendement n° 147 du Gouvernement (ajout d'une référence) à l'amendement n° 25 de la commission (possibilité pour le congrès d'instituer des sanctions pour les infractions aux lois de pays et à ses règlements) : adopté (p. 10872)

Article 23 (protection du marché du travail local)

Soutient le sous-amendement n° 152 corrigé du Gouvernement (restriction à l'accession et non à l'exercice de professions libérales) (p. 10876) à l'amendement n° 195 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : vote réservé (p. 10877)

Soutient le sous-amendement n° 153 du Gouvernement (suppression de la référence aux engagements internationaux de la République et de la prise en compte de la répartition géographique des professions libérales) à l'amendement n° 195 de la commission : vote réservé (p. 10877)

Article 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure)

Soutient le sous-amendement n° 149 du Gouvernement (réintégration du contrôle budgétaire dans les compétences transférables) à l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) : rejeté (p. 10878)

Article 46 (délégations de compétences en matière de réglementation, de gestion et de décisions individuelles)

Soutient le sous-amendement n° 150 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 44 de la commission (transfert des moyens nécessaires à l'exercice des compétences déléguées aux provinces par la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10891)

Article 54 (modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces)

Soutient le sous-amendement n° 140 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 50 de la commission (commission d'évaluation des charges de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10894)

Soutient le sous-amendement n° 141 du Gouvernement (suppression du décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 50 de la commission : adopté (p. 10894)

Après l'article 56

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (situation des agents de l'Etat en fonctions dans un service transféré) : adopté (p. 10896)

Soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement (situation des agents titulaires de la Nouvelle-Calédonie collaborateurs de l'Etat) : adopté (p. 10896)

Article 59 (règles applicables au président du congrès)

Soutient l'amendement n° 136 du Gouvernement (incompatibilité avec la présidence d'une assemblée de province et dépôt d'une déclaration patrimoniale) : adopté (p. 10898)

Article 73 (constitution et moyens de fonctionnement des groupes politiques)

Soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (possibilité d'affecter aux groupes des collaborateurs non membres des services du congrès) : adopté (p. 10900)

Article 106 (déclaration de situation patrimoniale des membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 135 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10908)

Article 145 (mandat des membres du conseil économique et social et modalités de renouvellement)

Soutient le sous-amendement n° 134 du Gouvernement (délibération du congrès substituée à l'arrêté) à l'amendement n° 96 de la commission (arrêté du

gouvernement déterminant les indemnités versées aux membres du conseil en fonction de leur présence aux réunions) : adopté (p. 10917)

Article 152 (élection du président et du bureau)

Soutient l'amendement n° 133 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10918)

Article 166 (remplacement du bureau ou d'un vice-président)

Son intervention (p. 10921)

Article 169 (ressources de la province)

Soutient l'amendement n° 156 du Gouvernement (dotation globale de construction et d'équipement des collèges versée par l'Etat) : adopté (p. 10922)

Article 170 (fixation du montant des dotations versées aux provinces)

Soutient l'amendement n° 157 du Gouvernement (fixation et évolution de la dotation globale de construction et d'équipement des collèges) : adopté (p. 10923)

Article 178 (établissement de la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province)

Soutient l'amendement n° 137 du Gouvernement (application de dispositions du chapitre II du titre Ier du livre Ier du code électoral) : adopté (p. 10926)

Article 184 (inéligibilités)

Soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement (référence à la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 pour la déclaration patrimoniale) : adopté (p. 10927)

Soutient l'amendement n° 138 du Gouvernement (inéligibilité pour dépassement du plafond des dépenses électorales et en application de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : adopté (p. 10927)

Article 190 (conditions d'application des dispositions du code électoral)

Soutient l'amendement n° 142 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10929)

Article 193 (conventions de mise à disposition de services, d'agents et de biens)

Soutient le sous-amendement n° 204 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 132 de M. Pierre Frogier (maintien du statut des agents de la Nouvelle-Calédonie mis à disposition de l'Etat) : adopté (p. 10929)

Après l'article 198

Soutient le sous-amendement n° 144 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 109 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes sur chaque compte de gestion du territoire) : adopté (p. 10933)

Article 202 (aides provinciales aux entreprises)

Soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (convention avec des établissements financiers) : adopté (p. 10934)

Article 208 (restriction du corps électoral)

Soutient l'amendement n° 143 du Gouvernement (appréciation de la durée de vingt ans de domicile continu en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10936)

Article 220 (abrogations)

Soutient l'amendement n° 205 du Gouvernement (abrogation de l'article 139 de la loi du 22 janvier 1998 relatif aux sociétés d'économie mixte locales) : adopté (p. 10940)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1268)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 1268, 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 1267, 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : mines et carrières (p. 1269, 1270)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts particuliers (p. 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 1268)

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie et du projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10942)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 593 du Gouvernement (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) : adopté (p. 1340)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1309)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1309, 1313)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1309)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Sa réponse (p. 1655)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1656)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1655, 1656)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1655)

Enfants : travail (p. 1656)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5740)

Sa réponse (p. 5755)

Thèmes :

DOM : agences départementales d'insertion (p. 5741, 5742, 5756)

DOM : Guyane : état civil (p. 5757)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 5742)

Elections et référendums : élections européennes : Dom-Tom (p. 5757)

Etat : domaine privé : Guyane (p. 5740, 5741, 5757)

Etrangers : droit d'asile : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5741, 5755)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : La Réunion (p. 5756)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5740, 5755, 5756)

Professions de santé : ordre professionnel : Dom-Tom (p. 5755)

Professions libérales : géomètres experts : Dom-Tom (p. 5755, 5756)

Sécurité sociale : protection sociale : Dom-Tom (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : état civil (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : sang et organes humains (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : universités (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : justice (p. 5757)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : universités (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Wallis-et-Futuna : santé publique (p. 5741, 5742)

Travail : coût : Dom-Tom (p. 5756)

Travail : droit du travail : Dom-Tom (p. 5741)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5757)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article L. 141-4 du code du travail applicable à Mayotte) : adopté (p. 5758)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article 20 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) : adopté (p. 5758)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - articles 31 et 32 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) : adopté (p. 5758)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5761)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5763)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (extension au droit électoral) : adopté (p. 5765)

Paul QUILÈS

Tarn (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les négociations relatives au concept stratégique de l'OTAN et leurs conséquences sur la politique de défense et de sécurité [24 mars 1999] (n° 1495)

Proposition de loi n° 1497 tendant à la création d'une délégation parlementaire pour les affaires de renseignement [25 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 33)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Godfrain : fait observer qu'il est normal que les mutins de 1917 réintègrent la mémoire collective de la France [6 novembre 1998] (p. 8290)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 8250)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 1882)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1883)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 1882, 1883)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1882, 1883)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1882, 1883)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 3639)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 3639)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3640)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3639, 3640)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 3640)

Pays étrangers : Albanie (p. 3640)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3640)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3639, 3640)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 5494)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 5496)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5495)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5494, 5495)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5495)

R

Jean-Bernard RAIMOND

Bouches-du-Rhône (14ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Défense (n° 1113) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7013)

Grandes écoles. Classes préparatoires. Professeurs, rémunérations [27 janvier 1999] (p. 452)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7833)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7833)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7833)

Union européenne (p. 7833, 7834)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 8248)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 8249)

Défense : crédits (p. 8248, 8249)

Défense : hélicoptères (p. 8249)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8249)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 8249)

Relations internationales (p. 8249, 8250)

Traités et conventions : négociation : armes nucléaires tactiques (p. 8249)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2976)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2978)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2977, 2978)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2976, 2977)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2977, 2978)

Pays étrangers : Russie (p. 2977, 2978)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2978)

Jacques REBILLARD

Saône-et-Loire (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation [27 octobre 1998] (p. 7398)

Travail. Durée du travail. Réduction, aides de l'Etat, conditions d'attribution [15 juin 1999] (p. 5821)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 555, posée le 18 janvier 1999. Transports routiers. Transports scolaires (J.O. Questions p. 233). Appelée le 19 janvier 1998. Personnel, temps partiel, durée du travail, réduction, conséquences (p. 17)

n° 641, posée le 1er mars 1999. Transports ferroviaires. Tarifs réduits (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Carte de travail, réglementation (p. 1843)

n° 871, posée le 14 juin 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 5794)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5865)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5897)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5866)

Agriculture : installation (p. 5898)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5866)

Agroalimentaire : labels (p. 5866)

Enseignement agricole (p. 5867)

Environnement : espace rural (p. 5866)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 13 (renforcement de l'organisation économique des producteurs et des filières) : devenu sans objet (p. 5916)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 14 (projet économique global) : retiré (p. 6009)

Son amendement n° 15 (objectif socio-économique et environnemental) : devenu sans objet (p. 6009)

Son amendement n° 17 (aspect économique du contrat territorial d'exploitation) : retiré (p. 6015)

Son amendement n° 16 corrigé (avis des présidents des conseils régionaux et généraux) : retiré (p. 6024)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Félix Leyzour (prise en compte des projets à caractère particulier présentés par les agriculteurs) (p. 6025)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son amendement n° 473 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (cas des contrats à caractère particulier) : rejeté (p. 6071)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 474 soutenu par M. Alain Tourret (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 476 soutenu par M. Alain Tourret (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6161) : adopté (p. 6163)

Son amendement n° 475 soutenu par M. Alain Tourret (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) : rejeté (p. 6169)

Son amendement n° 477 soutenu par M. Alain Tourret (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitations et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : retiré (p. 6170)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 18 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6226) : rejeté (p. 6228)

Avant l'article 30

Son amendement n° 19 (missions des organisations de producteurs) : devenu sans objet (p. 6300)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 22 : non soutenu (p. 6306)

Son amendement n° 21 corrigé : non soutenu (p. 6319)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 23 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 24 rectifié (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : adopté (p. 6335)

Son amendement n° 25 (homologation des contrats) : non soutenu (p. 6335)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 26 (objectifs de la politique de qualité et d'identification) : devenu sans objet (p. 6350)

Avant l'article 40

Son amendement n° 34 (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : retiré (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 28 (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : retiré (p. 6353)

Son amendement n° 29 soutenu par M. François Goulard (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 30 soutenu par M. François Goulard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 31 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 32 (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 33 (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 41

Son sous-amendement n° 954 (articulation de la filière biologique avec les instances privées ou publiques intervenant dans ce domaine) à l'amendement n° 479 du Gouvernement (encadrement des utilisations d'indications de provenance dans les dénominations de vente) : adopté (p. 6367)

Après l'article 49

Son amendement n° 472 rectifié (missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) : adopté (p. 6416)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Son amendement n° 35 rectifié (mission de recherche fondamentale) : adopté (p. 6437)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3403)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3399)

Son intervention (p. 3406)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3407)

Agriculture : conjoints (p. 3407)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3399)

Agriculture : pollution (p. 3407)

Agroalimentaire : labels (p. 3407)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3399)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3399)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3407)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3480)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Charles de Courson (renforcement de la protection des AOC) (p. 3539)

Ses explications de vote (p. 3574)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3574)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4938)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4939)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4938)

Agroalimentaire : labels (p. 4939)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4939)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4939)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8780)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8780, 8781)

Agriculture : installation (p. 8780)

Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 8780)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 8781)

Enseignement agricole (p. 8781)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8781, 8782)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8781)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8780)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9263)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9263)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9263)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9263)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10302)

Thème :

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 10302, 10303)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 1216 (rôle des SAFER) : adopté (p. 784)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2514)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2515)

Agriculture : prix agricoles (p. 2514, 2515)

Environnement (p. 2515)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2514)

Union européenne : fonds structurels (p. 2515)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2587)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2587)

Alfred RECOURS

Eure (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France (n° 1059) [1er octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France et ses filiales (n° 1100) [1er octobre 1998]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [27 janvier 1999]

Rapporteur du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle (n° 1419) [10 mars 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité, de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de M. le Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale et de M. le secrétaire d'Etat au budget [J.O. du 16 mai 1999] (p. 7764)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de résolution :

- (n° 1059) de M. Claude Goasguen visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France ;

- (n° 1100) de M. André Angot tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la Mutuelle nationale des étudiants de France et ses filiales [5 novembre 1998] (n° 1181)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [19 novembre 1998] (n° 1213)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1419) portant création d'une couverture maladie universelle - Tome II : titre IV - modernisation sanitaire et sociale- [31 mars 1999] (n° 1518)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, en nouvelle lecture, portant création d'une couverture maladie universelle - Tome II : titre IV – modernisation sanitaire et sociale [9 juin 1999] (n° 1684)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi, portant diverses dispositions d'ordre sanitaire et social - titre IV : modernisation sanitaire et sociale [30 juin 1999] (n° 1748)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Equilibre financier. Bilan et perspectives [1er juin 1999] (p. 5180)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7373)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7484)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7374)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7374)

Retraites : généralités (p. 7373, 7374)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7373)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7373)

Sécurité sociale : déficit (p. 7373)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7373)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7538)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 394 de la commission (assujettissement des fonctionnaires internationaux de nationalité française) : adopté (p. 7554)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (affectation de la contribution) : adopté (p. 7579)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Soutient l'amendement n° 395 de la commission (taux maximum d'alcool permis) : adopté (p. 7597)

Soutient l'amendement n° 396 de la commission (montant de la taxation) : adopté (p. 7597)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (vente sur catalogue) : adopté (p. 7597)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (affectation de la taxe) : adopté (p. 7598)

Article 10 (assujettissement des personnes qui acquittent la contribution sociale généralisée sur un revenu d'activité ou de remplacement à la cotisation d'assurance maladie sur les primes d'assurance automobile)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7599)

Article 11 (application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour la répartition, au titre de l'exercice 1998, de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ainsi que de la CSG et des droits sur les alcools affectés à l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (extension pour l'exercice 1999) : adopté (p. 7601)

Après l'article 11

Son amendement n° 404 (lutte contre le tabagisme) : adopté (p. 7603)

Son sous-amendement n° 420 (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement (collaborateurs occasionnels du service public) : adopté (p. 7606)

Son sous-amendement n° 432 (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement : adopté (p. 7606)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (avis du conseil d'administration de la CNAVTS) : rejeté (p. 7745)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de précision) : rejeté (p. 7746)

Article 30 (prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7749)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7749)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (seuil de non-récupération sur succession) (p. 7750)

Avant l'article 36

Son amendement n° 414 (de simplification) : adopté (p. 7762)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 99 corrigé de la commission (correction d'une erreur materielle) : adopté (p. 7775)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de simplification) : adopté (p. 7789)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7934)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7934)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9645)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9645)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Son intervention (p. 9646)

Article 6 (paiement obligatoire par virement des cotisations, contributions et taxes)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (modalités de paiement) : adopté (p. 9648)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9651)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9654)

Article 12 A (compensation des exonérations de charges sociales prévues par la loi du 13 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 9655)

Article 34 supprimé par le Sénat (ratification du décret portant relèvement du plafond de trésorerie applicable au régime général)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9702)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (gestion des excédents de trésorerie)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9702)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9703)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9703)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (prévisions de recettes) : adopté après modifications (p. 9707)

Article 32 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Soutient l'amendement n° 35 rectifié de la commission (objectifs de dépenses par branche) : adopté après modifications (p. 9708)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10057)

Thèmes :

Contributions indirectes : tabac (p. 10057)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : budget (p. 10057)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 10057)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10057)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Répond aux observations de M. Charles de Courson : souligne qu'il n'est pas question de sous-amendements dans le texte de la Constitution et qu'un sous-amendement n'est jamais qu'un amendement à un amendement (p. 9957)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 janvier 1999] (p. 500)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Son sous-amendement n° 1217 (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) : retiré (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Ses interventions (p. 2039, 2048)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2040, 2048)

Economie sociale : mutuelles (p. 2039, 2040)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2039)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 2039)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658)

Son intervention (p. 3661)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3674)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3661, 3674, 3675)

Santé : sida (p. 3661)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3880)

Avant l'article 32

Soutient l'amendement n° 102 de M. Bernard Accoyer (intitulé du titre IV) : rejeté (p. 3894)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 405 de M. Jean Le Garrec (objectifs de la carte de santé) : adopté (p. 3901)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (nature des informations figurant sur la carte santé) : adopté (p. 3950)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 3951)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (motivation et publicité des avis de la CNIL) : adopté (p. 3953)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (date d'entrée en vigueur du volet relatif à la santé) : adopté (p. 3955)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3955)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3956)

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3957)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opératoire et aides instrumentistes) : adopté après modifications (p. 3964)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3980)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (création d'un groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier) (p. 3994)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (engagements en cas de changement de lieu d'implantation) (p. 3997)

Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) (p. 4000)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) (p. 4001)

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) (p. 4003)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (œuvres sociales dans les hôpitaux) : adopté (p. 4009)

Son sous-amendement n° 462 (de précision) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : adopté (p. 4015)

Son sous-amendement n° 463 (rédactionnel) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 464 (inscription sur une liste d'aptitude) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 481 (condition d'ancienneté à la date de candidature) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4018)

Son sous-amendement n° 465 (autorisations temporaires) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4018)

Son amendement n° 461 (statut des pharmaciens titulaires de diplômes étrangers) : adopté après modifications (p. 4020)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 31 bis (rapport sur l'évaluation et le contrôle de la loi)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 6000)

Article 32 A (article L. 712-10 du code de la santé publique : constitution des soins palliatifs en discipline)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6001)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6003)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (contenu de la carte) : adopté (p. 6005)

Son amendement n° 228 (rédactionnel) : adopté (p. 6005)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (interventions urgentes) : adopté (p. 6005)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (accord explicite du patient) : adopté (p. 6006)

Son amendement n° 241 (rédactionnel) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6006)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (prolongation des délais) : adopté (p. 6012)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (prolongation des délais) : adopté (p. 6012)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (maintien dans l'établissement) : adopté (p. 6012)

Article 36 bis (article L. 162-34 du code de la sécurité sociale : contentieux du déconventionnement des médecins)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6013)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6016)

Article 37 bis A (formation continue des médecins sur les démences séniles)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6020)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6022)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6023)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6023)

Article 37 quater supprimé par le Sénat (article L. 712-2 du code de la santé publique : prise en compte des bassins de santé dans les zones sanitaires)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (bassins de santé) : adopté (p. 6023)

Article 37 sexies supprimé par le Sénat (article L. 712-12-1 du code de la santé publique : transfert de clinique privée)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (transfert de cliniques privées) : adopté (p. 6024)

Article 37 decies (article L. 713-15 du code de la santé publique : adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6024)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6024)

Article 37 quaterdecies A (article L. 595-1 du code de la santé publique : participation des pharmacies hospitalières aux fédérations médicales interhospitalières)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6024)

Article 37 quaterdecies B (validation de cotisations perçues par la MSA)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 6025)

Article 37 quaterdecies supprimé par le Sénat (articles L. 714-1, L. 714-2, L. 714-4, L. 714-16 et L. 714-18 du code de la santé publique : création des établissements publics de santé interhospitaliers)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6026)

Article 37 quindecies (articles L. 714-3-1 et L. 714-3-2 du code de la santé publique : honoraires des praticiens exerçant une activité libérale)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (honoraires des praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) : adopté (p. 6027)

Article 37 sexdecies (article L. 716-2 du code de la santé publique : expérimentation en matière de tarification à la pathologie dans les établissements de santé)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (tarification à la pathologie) : adopté (p. 6028)

Article 37 septdecies supprimé par le Sénat (articles L. 162-5 et L. 162-5-12 nouveau du code de la sécurité sociale : formation médicale conventionnelle)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6029)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Jean Le Garrec (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6033)

Son amendement n° 202 rectifié soutenu par Mme Yvette Benayoun-Nakache (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) : adopté (p. 6033)

Son amendement n° 203 (rédactionnel) : adopté (p. 6033)

Soutient l'amendement n° 83 rectifié de la commission (extension aux personnes ayant exercé pendant six ans une fonction hospitalière) : adopté (p. 6033)

Son amendement n° 204 rectifié soutenu par M. Marcel Rogemont (institution d'une commission de recours) (p. 6033) : adopté (p. 6034)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (harmonisation des rémunérations) (p. 6035)

Article 37 duovicies (article 4 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 514-1 du code de la santé publique : pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (alignement de la situation des pharmaciens contractuels sur celle des médecins contractuels) : adopté (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (alignement de la situation des pharmaciens contractuels sur celle des médecins contractuels) (p. 6035)

Son amendement n° 205 rectifié (date butoir) : adopté (p. 6036)

Article 37 tervicies (interdiction de la prise en compte des résultats des études génétiques pour la décision d'attribuer une protection complémentaire)

Soutient l'amendement n° 89 rectifié de la commission (définition du champ de l'interdiction des tests génétiques) : adopté (p. 6036)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6038)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (relèvement du seuil des quotas) : adopté (p. 6040)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6041)

Son amendement n° 230 (création d'officine en milieu rural) : adopté (p. 6041)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 6041)

Article 37 tricies (article L. 794-6-1 nouveau du code de la santé publique : création de comités d'experts au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments)

Soutient l'amendement n° 94 corrigé de la commission (nomination des experts) : adopté (p. 6042)

Article 37 duotricies (rapport au Parlement sur les comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6042)

Article 37 tertricies (articles L. 122-1, L. 123-1, L 123-3, L. 153-1, L. 381-12, L. 381-13, L. 381-15-1, L. 381-16, L. 381-17, L. 721-2, L. 721-8-1, L. 721-9 et L. 721-15-1 du code de la sécurité sociale : organisation de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes)

Son intervention (p. 6043)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6044)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (aide médicale de l'Etat) : adopté (p. 6044)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 6044)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 6044)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)

Son intervention (p. 6665)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : décrets (p. 6666)

Professions de santé : pharmaciens (p. 6665)

Jean-Luc REITZER

Haut-Rhin (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1130 relative à la déductibilité fiscale des frais réels de transports des engins motorisés [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1203 tendant à prendre en compte le temps du service national dans le calcul de la retraite [17 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1346 relative au statut du bénévolat associatif [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 911, posée le 28 juin 1999. Industrie. Chimie (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Production de chlore, électrolyse à mercure, interdiction, conséquences (p. 6507)

Gérard REVOL

Gard (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 mars 1999] (p. 3901)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Importations. Enfants, travail, lutte et prévention [15 juin 1999] (p. 5823)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 523, posée le 7 décembre 1998. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 6603). Appelée le 8 décembre 1998. Médecins, internat, réglementation (p. 10150)

n° 719, posée le 29 mars 1999. Energie et carburants. Energie nucléaire (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Personnel, durée du travail, réduction, application (p. 3002)

n° 921, posée le 28 juin 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Maternités, Bagnols-sur-Cèze (p. 6506)

Marc REYMANN

Bas-Rhin (2ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (n° 1193) [25 novembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création de l'Université franco-allemande (n° 1423) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration) (n° 1662) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 193), autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif [1er avril 1999] (n° 1520)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1423), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création de l'Université franco-allemande [28 avril 1999] (n° 1545)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1662), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration) [30 juin 1999] (n° 1756)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 517, posée le 30 novembre 1998. Papiers d'identité. Passeport (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1er décembre 1998. Renouvellement, coût, conséquences, bi-nationaux (p. 9737)

n° 623, posée le 8 février 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 675). Appelée le 9 février 1999. Cotisations sociales, réduction, remboursement (p. 1053)

n° 835, posée le 24 mai 1999. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Accès (p. 4803)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7828)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7829)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7829)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7830)

Relations internationales (p. 7830)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Strasbourg (p. 8191)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2775)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2775)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2775)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2775)

Droit pénal : garde à vue (p. 2775)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2775)

Justice : jugements : délais (p. 2775)

Justice : victimes (p. 2775)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2775)

Marie-Line REYNAUD

Charente (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteure de la proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites (n° 923) [10 mars 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 923), tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages [19 mai 1999] (n° 1606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

Rapporteure de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4907)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : contrôle technique (p. 4909)

Communes : maires : compétences (p. 4909)

Départements : préfets : arrêtés (p. 4910)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 4909)

Outre-mer : Guadeloupe (p. 4907)

Outre-mer : La Réunion (p. 4907)

Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4909)

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4909)

Propriété : immeubles : protection (p. 4907)

Régions : Aquitaine (p. 4908)

Régions : Poitou-Charentes (p. 4908)

Alain RICHARD

Ministre de la défense

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Lellouche. Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [14 octobre 1998] (p. 6579)

M. Vincent Burroni. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale et Matra, regroupement [28 octobre 1998] (p. 7515)

M. François Lamy. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [2 février 1999] (p. 710)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [3 février 1999] (p. 856)

M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [24 mars 1999] (p. 2761)

M. Guy-Michel Chauveau. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [24 mars 1999] (p. 2759)

M. Jean-Michel Boucheron. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [30 mars 1999] (p. 3020)

M. Dominique Perben. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4076)

M. Jacques Desallangre. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4071)

M. Jean-Luc Warsmann. Gendarmerie. GPS. Création, Corse [11 mai 1999] (p. 4306)

M. Yves Fromion. Gendarmerie. GPS. Création, Corse [18 mai 1999] (p. 4493)

M. François Fillon. Défense. Politique de la défense. Perspectives [2 juin 1999] (p. 5279)

M. Yann Galut. Industrie. Construction aéronautique. Politiques communautaires, restructuration [16 juin 1999] (p. 5943)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Arnaud Montebourg. Défense. Service national. Report d'incorporation, contentieux [24 novembre 1998] (p. 9396)

M. Philippe Auberger. Gendarmerie. Restructuration. Effectifs de personnel [24 novembre 1998] (p. 9397)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Industrie. Construction aéronautique. SOCATA, emploi et activité, Tarbes [26 janvier 1999] (p. 354)

M. Jean Ueberschlag. Défense. Service national. Report d'incorporation, demandes, procédure [26 janvier 1999] (p. 351)

M. Jean Auclair. Défense. Service national. Report d'incorporation [26 janvier 1999] (p. 350)

M. Dominique Paillé. Union européenne. Elargissement. Chypre, attitude de la France [26 janvier 1999] (p. 355)

M. Yves Nicolin. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité, Roanne [26 janvier 1999] (p. 353)

M. Michel Hunault. Elevage. Chevaux de course. Entraineurs, statut social et fiscal [2 février 1999] (p. 684)

M. François Rochebloine. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [2 février 1999] (p. 682)

M. Jean-Paul Chanteguet. Gendarmerie. Délocalisations. Centre administratif de la gendarmerie nationale, implantation au Blanc, maintien [9 mars 1999] (p. 2131)

M. Jean-Louis Fousseret. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône. Desserte de Besançon [4 mai 1999] (p. 3916)

M. Robert Galley. Enseignement supérieur. Universités. Unité de formation et de recherche (UFR) de psychologie clinique, locaux, Paris VII [4 mai 1999] (p. 3915)

M. Jean-François Chossy. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité, Saint-Etienne [4 mai 1999] (p. 3914)

M. Alain Veyret. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Bordeaux Toulouse, construction [4 mai 1999] (p. 3917)

M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, délais, Perthes-en-Gâtinais [4 mai 1999] (p. 3913)

M. Arnaud Montebourg. Politique extérieure. Djibouti. Election présidentielle, attitude de la France [1er juin 1999] (p. 5158)

M. Jean-Yves Le Drian. Défense. Armement. Frégate Horizon, construction [1er juin 1999] (p. 5157)

M. Raymond Douyère. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Le Mans [25 mai 1999] (p. 4797)

M. André Schneider. Défense. Service national. Report d'incorporation [25 mai 1999] (p. 4796)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Essonne [25 mai 1999] (p. 4797)

M. Vincent Burroni. Industrie. Construction aéronautique. Eurocopter, emploi et activité [1er juin 1999] (p. 5159)

M. Jean-Noël Kerdraon. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest [8 juin 1999] (p. 5460)

M. Bernard Cazeneuve. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), écoles de formation technique, emploi et activité, Cherbourg [8 juin 1999] (p. 5461)

INTERVENTION SUR LE RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jacques Godfrain : regrette le détournement de procédure sur un sujet qui mérite beaucoup plus de méditation [6 novembre 1998] (p. 8289)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Ses interventions (p. 8259, 8266 et 8273)

Ses réponses (p. 8291 à 8310)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8277)

Défense : armes nucléaires (p. 8280)

Défense : avions (p. 8281)

Défense : crédits (p. 8276, 8277, 8280)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8278, 8284)

Défense : entreprises (p. 8281 à 8283)

Défense : GIAT-Industries (p. 8283)

Défense : hélicoptères (p. 8281)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8273, 8279)

Défense : médecine militaire (p. 8278, 8279)

Défense : missiles (p. 8282)

Défense : porte-avions (p. 8280, 8281)

Défense : réserves (p. 8279)

Espace (p. 8281)

Gendarmerie (p. 8278, 8280)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8274, 8275)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 8274, 8275)

Recherche (p. 8282)

Relations internationales (p. 8275, 8276)

Réponses aux questions :

Communes : Marseille : sécurité publique (p. 8290) (M. Yves Nicolin) (p. 8290)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8293) (M. Jacques Le Nay) (p. 8293)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8297) (M. Jean-Noël Kerdraon) (p. 8296)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8304) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 8303, 8304)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8305) (M. Charles Cova) (p. 8304)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8307) (M. Robert Gaïa) (p. 8307)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8310) (M. Richard Cazenave) (p. 8309, 8310)

Défense : entreprises (p. 8296) (M. Yves Fromion) (p. 8295)

Défense : entreprises (p. 8303) (M. Michel Dasseux) (p. 8303)

Défense : entreprises (p. 8306, 8307) (M. Claude Lanfranca) (p. 8306)

Défense : entreprises (p. 8308) (M. Pierre Ducout) (p. 8308)

Défense : GIAT-Industries (p. 8292) (M. Yves Nicolin) (p. 8291, 8292)

Défense : GIAT-Industries (p. 8292, 8293) (M. François Rochebloine) (p. 8292)

Défense : GIAT-Industries (p. 8295) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8294, 8295)

Défense : GIAT-Industries (p. 8306) (M. Gérard Lindeperg) (p. 8305)

Défense : GIAT-Industries (p. 8309) (M. Yann Galut) (p. 8309)

Défense : marine : Rochefort (p. 8298, 8299) (M. Bernard Grasset) (p. 8298)

Défense : marine : Rochefort (p. 8301, 8302) (M. Didier Quentin) (p. 8301)

Défense : réserves (p. 8298) (Mme Nicole Feidt) (p. 8297)

Défense : service national (p. 8300) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8300)

Gendarmerie : crédits : Yonne (p. 8294) (M. Philippe Auberger) (p. 8293, 8294)

Gendarmerie : gendarmerie mobile (p. 8302) (M. André Vauchez) (p. 8302)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions (p. 8299) (M. Charles Cova) (p. 8299)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Article 47 (mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Voisin (réduction des crédits destinés à la direction générale à l'armement) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8313)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Michel Voisin (réduction des crédits ouverts au titre des opérations intéressant divers organismes internationaux et Etats étrangers) (p. 8313)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Michel Voisin (réduction des crédits relatifs aux frais de déplacement) (p. 8314)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6740)

Son interruption (p. 6751)

Sa réponse (p. 6752)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 6741, 6752)

Défense : médecine militaire (p. 6742)

Défense : professionnalisation (p. 6740, 6742)

Défense : réserves (p. 6741, 6752)

Défense : service national (p. 6740, 6741)

Gendarmerie (p. 6741, 6742)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6782)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6783)

Défense : secret défense (p. 6783)

Droit pénal : code de procédure pénale (p. 6783)

Droit pénal : détention provisoire (p. 6783)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6783)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6787)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Jean RIGAL

Aveyron (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18858)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18859)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Sécurité sanitaire. Perspectives [13 octobre 1998] (p. 6465)

Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5603)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 748, posée le 26 avril 1999. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Prestation spécifique (p. 3602)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8063)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8064)

Aménagement du territoire : villes (p. 8064)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8064)

Union européenne : fonds structurels (p. 8064)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2431)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2432)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2432)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2432)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5921)

Thème :

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5921, 5922)

Jean RIGAUD

Rhône (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Patrick RIMBERT

Loire-Atlantique (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [1er décembre 1998] (p. 9753)

Politique extérieure. Algérie. Relations bilatérales, développement [22 juin 1999] (p. 6273)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7897)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7898)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7898)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 7898)

Logement : HLM (p. 7898)

Union européenne : Fonds social européen (FSE) : politique de la ville (p. 7898)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8044)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8044)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8044)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8044)

Procédure des questions :

Logement : Union d'économie sociale (p. 8056)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8952)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8952)

Formation professionnelle (p. 8952)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8953)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8952)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8952)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 87)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 181)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 87, 88)

Aménagement du territoire : villes (p. 182)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 87)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255) ; [26 janvier 1999] (p. 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean Proriol (choix stratégiques pour les sept prochaines années) (p. 261)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) : adopté (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 723 rectifié (rapport au Parlement dans les trois ans) : retiré ; repris par M. Patrick Ollier : rejeté (p. 466)

Son amendement n° 724 (coordination des schémas assurée par l'Etat) : retiré (p. 432) ; repris par M. Michel Bouvard : adopté (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son sous-amendement n° 1092 soutenu par M. Yvon Abiven (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 485) : adopté (p. 486)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Son amendement n° 732 (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) : adopté après modifications (p. 507)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 826)

Après l'article 21

Son amendement n° 739 (maintien du fonctionnement des services publics en milieu rural) : rejeté (p. 858)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 865)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4081)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4082)

Collectivités territoriales : compétences : départements (p. 4082)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4081)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4081)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4113) ; [6 mai 1999] (p. 4243)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son sous-amendement n° 195 (représentation de l'agglomération la plus importante de chaque département) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) : adopté (p. 4132)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Intervient sur le sous-amendement n° 216 de M. Serge Poignant (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) (p. 4254)

Soutient le sous-amendement n° 235 de M. Christian Bataille (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission : adopté (p. 4254)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4317)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4318)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2556)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2556)

Union européenne : euro (p. 2556)

Union européenne : fonds structurels (p. 2556)

Michèle RIVASI

Drôme (1ère circonscription)
Apparentée au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1349 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue Caulerpa taxifolia (valh) C. Agardh [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Déchets étrangers, traitement et stockage [28 octobre 1998] (p. 7514)

Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [22 juin 1999] (p. 6272)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 651, posée le 1er mars 1999. Sang et organes humains. Organes humains (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Moelle osseuse, centre de prélèvement de l'hôpital de Valence, statut (p. 1838)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 248)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 248)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 249)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 248)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 248)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1596)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1597)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1597)

Jean ROATTA

Bouches-du-Rhône (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Gilles de ROBIEN

Somme (2ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Chantal ROBIN-RODRIGO

Hautes-Pyrénées (3ème circonscription)
Non-inscrite
puis Radical, Citoyen et Vert

Devient députée le 21 novembre 1998 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 22 novembre 1998] (p. 17684)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18184)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 novembre 1998] (p. 17746)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Secrétaire de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19458)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Ministre délégué à la ville [J.O. du 6 mars 1999] (p. 3379)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [2 décembre 1998] (p. 9891)

Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [3 février 1999] (p. 856)

Eau. Politique de l'eau. Perspectives [7 avril 1999] (p. 3364)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 588, posée le 25 janvier 1999. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. SOCATA, emploi et activité, Tarbes (p. 354)

n° 660, posée le 8 mars 1999. Voirie. A 65 (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Liaison Langon Pau, construction (p. 2125)

n° 714, posée le 29 mars 1999. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Lauréats de concours, affectation (p. 3003)

n° 819, posée le 24 mai 1999. Professions de santé. Chirurgiens (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Qualification, chirurgie plastique, réparatrice et esthétique (p. 4802)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10524)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 10525)

Elections et référendums : femmes (p. 10524, 10525)

Femmes : égalité des sexes : partis et mouvements politiques (p. 10525)

Femmes : parité : Constitution (p. 10525)

Parlement : rôle : parité (p. 10525)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1251)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1251, 1252)

Femmes : parité (p. 1252)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1252)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1535)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1535)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1535)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1535)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1535)

Emploi : politique de l'emploi (p. 1535)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 1535)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 1535)

Politique économique : croissance (p. 1535)

Union européenne : euro (p. 1535)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Son intervention (p. 2162)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2162, 2163)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2162)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2163)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2163)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 2163)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5301)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5301, 5302)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5301, 5302)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5301)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5301)

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 141 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

François ROCHEBLOINE

Loire (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'assurance veuvage (n° 800) [20 janvier 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre titulaire de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7402)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1133 visant à améliorer les modalités de financement des clubs sportifs professionnels [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1263 tendant à autoriser les associations sportives non professionnelles à vendre certaines boissons dans l'enceinte de la compétition [14 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi (n° 800) relative à l'assurance veuvage [20 janvier 1999] (n° 1329)

Proposition de loi n° 1558 tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Défense des intérêts moraux. Anciens combattants d'Afrique du Nord [27 octobre 1998] (p. 7394)

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [16 décembre 1998] (p. 10570)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 470, posée le 5 octobre 1998. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraites (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Salariés placés en congé de longue durée, Creusot-Loire-Industries (p. 5939)

n° 606, posée le 1er février 1999. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 513). Appelée le 2 février 1999. Emploi et activité (p. 682)

n° 747, posée le 5 avril 1999. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels (J.O. Questions p. 1945). Appelée le 6 avril 1999. Revendications (p. 3270)

n° 905, posée le 21 juin 1999. Santé. Protection (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Cécité, éclipse solaire (p. 6257)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : personnel : professeurs : heures supplémentaires (p. 7067)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 7259)

Voirie : routes (p. 7269)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8205)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8205, 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8205)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8206)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8292)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10395)

Son intervention (p. 10403)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10403)

Sécurité routière : alcoolémie : jeunes (p. 10403)

Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 10403)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10404)

Sécurité routière : permis de conduire : personnes âgées (p. 10404)

Sécurité routière : signalisation (p. 10403)

Sécurité routière : voiturettes : permis de conduire (p. 10404)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10404)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Son intervention (p. 10411)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Après l'article 3

Reprend l'amendement n° 51 de M. Jacques Fleury (attribution aux auto-écoles des places à l'examen du permis de conduire en fonction du volume d'heures d'enseignement effectuées) (p. 10421) : rejeté (p. 10422)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10427)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 10429)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 10429)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Claude Lemoine (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) (p. 10436)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Pierre Micaux (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-quinze ans) (p. 10436)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Dominique Gillot (équipement des bornes d'appel d'urgence des autoroutes permettant leur usage par les sourds et les malentendants) (p. 10446)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4331)

Thèmes :

Sécurité routière : alcoolémie : discothèques (p. 4332)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4331, 4332)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4331)

Sécurité routière : vélos (p. 4332)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4332)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4332)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion)

Son intervention (p. 10346)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10980)

Son sous-amendement n° 43 (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) : rejeté (p. 10988)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Ses interventions (p. 560, 570)

Thèmes :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 561)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 560, 562)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 560 à 564, 570, 571)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 561, 562, 570, 571)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 579)

Thème :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 579)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 588)

Thèmes :

Professions de santé : secret médical (p. 588)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 589)

Sports : dopage : généralités (p. 589)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Après l'article 17

Son amendement n° 29 (extinction des procédures disciplinaires) : retiré (p. 608)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5718)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5718)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs (p. 5720)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5719)

Défense : armée : rôle et missions (p. 5719)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5727)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") (p. 5728)

Article 4 (article L. 401 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : accès aux emplois réservés pour les membres des forces supplétives françaises au titre de la guerre d'Algérie)

Son intervention (p. 5730)

Ses explications de vote (p. 5732)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5733)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5749)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5749)

Politiques communautaires : développement des régions : Dom-Tom (p. 5750)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : justice (p. 5749, 5750)

Travail : coût : Dom-Tom (p. 5750)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 23 de M. Henry Jean-Baptiste (harmonisation des dates des élections cantonales de Mayotte avec celles de métropole) : adopté (p. 5761)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6067)

Thèmes :

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : sportifs professionnels (p. 6068)

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6068)

Sports : associations et clubs : droit communautaire (p. 6068, 6069)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6067)

Sports : manifestations sportives : TVA (p. 6068)

Alain RODET

Haute-Vienne (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1243) [2 décembre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 6 : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi

(n° 1243) portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance [9 décembre 1998] (n° 1254)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 613, posée le 8 février 1999. Industrie. Travail des métaux (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Péchiney, emploi et activité, Le Palais-sur-Vienne (p. 1061)

n° 756, posée le 26 avril 1999. Produits dangereux. Radon (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Exposition, lutte et prévention, réglementation (p. 3605)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8057)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8057, 8058)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8057, 8058)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8058)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8058)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8058)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10573)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10573, 10574)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 10573)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir, du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1536)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1536)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 1536)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1536)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1536)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1536)

Banques et établissements financiers : Société générale (p. 1536)

Union européenne : euro (p. 1536)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Son intervention (p. 2179)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2179)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2179, 2180)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2179)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2179)

Banques et établissements financiers : épargne populaire (p. 2180)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2180)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2179, 2180)

Logement : logement social (p. 2180)

Marcel ROGEMONT

Ille-et-Vilaine (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale (n° 766) [4 novembre 1998]

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18185)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement du groupement mutualiste éligible aux règles fixées par le code de la Mutualité (n° 1156) [3 décembre 1998]

Rapporteur du projet de loi relatif à l'archéologie préventive (n° 1575) [27 mai 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, (n° 766) visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale [17 novembre 1998] (n° 1200)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de résolution (n° 1156) de M. Dominique Paillé tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement du groupement mutualiste éligible aux règles fixées par le code de la mutualité [16 décembre 1998] (n° 1273)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [5 mai 1999] (p. 4079)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 509, posée le 30 novembre 1998. Handicapés. Autistes (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1er décembre 1998. Structures d'accueil, création, Ille-et-Vilaine (p. 9721)

n° 720, posée le 29 mars 1999. TVA. Suppression (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Terrains à bâtir, application (p. 3005)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5884)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5885)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5884)

Retraites : régime agricole (p. 5885)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7084)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7085)

Culture : crédits (p. 7084)

Culture : langues régionales (p. 7086)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires (p. 7085)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 7086)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9262)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de santé (p. 9262)

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9262, 9263)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9262, 9263)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9262)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles[11 février 1999] (p. 1347)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 1351)

Intervient sur l'amendement n° 540 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (application aux seules communautés urbaines du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) (p. 1355)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3718)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3718)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3719)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3719)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3720)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3757)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 3808)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3833)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 3869)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3898)

Soutient l'amendement n° 406 de M. Jean Le Garrec (sécurité des données médicales) : adopté (p. 3951)

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3956)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3978)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4018)

Son amendement n° 460 : retiré (p. 4021)

Ses explications de vote (p. 4028)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4028)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5872)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5876)

Son intervention (p. 5887)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5896)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5872, 5876, 5896)

Professions de santé : chirurgiens dentistes : étudiants (p. 5888)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 5888)

Santé : sida (p. 5888)

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5983)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Charles de Courson (périodes de référence) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (calcul de la contribution nette des collectivités territoriales) (p. 5992)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 de M. Charles de Courson (aide sociale légale) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (p. 5992)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Intervient sur l'amendement n° 244 du Gouvernement (titularisation après examen de certaines catégories d'aides-soignants) (p. 6012)

Article 37 bis (article L. 710-8 nouveau du code de la santé publique : création d'un groupement d'intérêt public pour la modernisation du système d'information hospitalier)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Claude Evin (compétence des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 6021)

Après l'article 37 quaterdecies B

Son amendement n° 207 (régime de retraite de l'ANPE) : retiré (p. 6026)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (préparation des diplômes) (p. 6031)

Soutient l'amendement n° 81 rectifié de la commission (saisine pour avis de la commission) : adopté (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 204 rectifié de M. Alfred Recours (institution d'une commission de recours) : adopté (p. 6034)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (p. 6035)

Ses explications de vote (p. 6048)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6048)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6677)

Son intervention (p. 6707)

Thèmes :

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6677, 6707, 6708)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Soutient l'amendement n° 174 de M. Yves Bur (médecins titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697) ; [26 mai 1999] (p. 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) (p. 4726)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 494 rectifié (critères de présentation de la première proposition de services) : adopté (p. 5030)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Noël Mamère (critères de présentation de la première proposition de services) (p. 5030)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 124 rectifié de la commission (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : adopté (p. 5070)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Son amendement n° 495 (raccordements en matière de câbles et antennes) : retiré après rectification (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Laurent Dominati (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Olivier de Chazeaux (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Bernard ROMAN

Nord (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

I - le projet de loi organique, modifié par le Sénat (n° 1157), relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux ;

II - le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1158), relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives [17 février 1999] (n° 1400)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Presse régionale. Concentration [4 novembre 1998] (p. 8033)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4304)

Politique économique. Croissance. Bilan et perspectives [15 juin 1999] (p. 5817)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 473, posée le 5 octobre 1998. Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Locaux, rénovation, aides de l'Etat (p. 5926)

n° 515, posée le 30 novembre 1998. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1er décembre 1998. Présidents et vice-présidents, indemnité de fonction (p. 9736)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : indique qu'il demandera une seconde délibération [4 mars 1999] (p. 2079)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thème :

Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8452)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10538)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 10538)

Elections et référendums : modes de scrutin : femmes (p. 10538, 10539)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10538)

Politique générale : démocratie : femmes (p. 10538, 10539)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 996)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 996)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 996)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 996)

Communes (p. 996)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 996)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 997)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Gilles Carrez (communauté pouvant ne pas être d'un seul tenant et comporter des enclaves) (p. 1017)

Soutient l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) : adopté (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié de la commission (extension de la compétence de la communauté aux réseaux d'équipements et d'établissements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs) (p. 1100)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (participation de la communauté urbaine à l'élaboration, à la signature et à l'exécution du contrat de plan) (p. 1101)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Michel Bouvard (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Marc Laffineur (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Marc-Philippe Daubresse (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Gérard Voisin (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Marc-Philippe Daubresse (de coordination) (p. 1102)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (de coordination) : retiré (p. 1104)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (participation de la communauté à l'élaboration et à l'exécution du contrat de plan, plan de communauté et aménagement du territoire) : adopté (p. 1109)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 64 (article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales - fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)

Son amendement n° 596 (extension aux communautés urbaines à taxe professionnelle unique du versement de l'attribution du fonds l'année suivant l'investissement) : retiré (p. 1383)

Son amendement n° 582 (extension aux districts se transformant en communautés urbaines à taxe professionnelle unique des dispositions du paragraphe III de l'article instituant l'attribution progressive des versements du fonds l'année suivant l'investissement) : retiré (p. 1383)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Ses interventions (p. 1994, 2017)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : jeunes (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : Parti socialiste (p. 1996)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 2017)

Elections et référendums : statut des élus (p. 1995, 2017)

Parlement : parlementaires : maires (p. 1995)

Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 1994)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1994 à 1996)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (incompatibilité entre un mandat parlementaire national et européen)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de juge des tribunaux de commerce)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2023)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de membre de cabinet du Président de la République ou d'un cabinet ministériel)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2024)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du directoire de la Banque centrale européenne et de membre de la Commission européenne)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2025)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (missions confiées à un parlementaire)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2025)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction

de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2027)

Article 2 sexies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec des fonctions de dirigeant dans certaines sociétés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2027)

Article 2 septies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec des fonctions de dirigeant dans certaines sociétés)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2028)

Article 2 octies supprimé par le Sénat (interdiction faite à un parlementaire d'exercer une fonction de direction ou de conseil dans une société énumérée à l'article L.O. 146)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2028)

Article 3 (incompatibilité constituée le jour de l'élection parlementaire)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour le paragraphe II) : adopté (p. 2029)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour le paragraphe III) : adopté (p. 2029)

Article 4 (incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2030)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Après l'article 4 bis

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (éligibilité à 18 ans dans toutes les assemblées des territoitres d'outre-mer) : adopté (p. 2032)

Article 6 (incompatibilités applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2067)

Article 7 (incompatibilités applicables à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2067)

Article 8 (assimilation du mandat de conseiller territorial de la Polynésie française au mandat de conseiller général)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2068)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2068)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Article 8 bis (assimilation des fonctions de président du gouvernement et de membre du gouvernement de la Polynésie française à celles de président du conseil général)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Article 8 ter (assimilation du mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles de Wallis-et-Futuna au mandat de conseiller général)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2069)

Après l'article 8 ter

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (harmonisation des incompatibilités applicables aux élus de l'assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna) : adopté (p. 2069)

Article 8 quater (assimilation du mandat de membre d'une assemblée de province de Nouvelle-Calédonie au mandat de conseiller général)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2069)

Article 10 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 27 rectifié de la commission (entrée en vigueur de la loi à la date du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2070)

Titre

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "Projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice") : adopté (p. 2070)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendum 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2077)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 2079)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf. supra) [4 mars 1999] (p. 2079)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (inéligibilité applicable à certaines fonctions)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) : adopté (p. 2082)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un maire démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficier d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 ter supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives au crédit d'heures)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 quater supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives au crédit d'heures)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 quinquies supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2085)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Soutient l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2088)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Soutient l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2088)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil général démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficier d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2089)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2089)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil régional démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficier d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2090)

Avant l'article 7

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (éligibilité à 18 ans des ressortissants de l'Union européenne se présentant en France aux élections européennes) : adopté (p. 2090)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2091)

Article 9 (incompatibilités applicables au remplaçant)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2091)

Article 11 (incompatibilités applicables aux maires de la Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2095)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) : adopté (p. 2095)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2095)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2096)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté (p. 2096)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (application à la Polynésie française des dispositions relatives au crédit d'heures des conseillers municipaux et à la non attribution de délégation à un maire démissionnaire pour cause de cumul) : adopté (p. 2096)

Article 11 bis (incompatibilités applicables aux maires de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (d'harmonisation rédactionnelle) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Article 12 (incompatibilités applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2099)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 80 rectifié de la commission (application à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions relatives au crédit d'heures des conseillers municipaux et à la non attribution de délégation à un maire démissionnaire pour cause de cumul) : adopté (p. 2099)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (application à Mayotte des dispositions adoptées sur le régime électoral des maires et le statut de l'élu) : adopté (p. 2100)

Titre

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice") : adopté (p. 2102)

Seconde délibération

Article 2 bis (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'une chambre d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (extension aux chambres de commerce et de métiers) : adopté (p. 2103)

Yves ROME

Oise (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Gilbert ROSEAU

Hérault (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

José ROSSI

Corse-du-Sud (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants
Président du groupe Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1999] (p. 4917)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1999] (p. 4917)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1140 visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [19 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1298 relative à la représentativité des organisations syndicales en Corse [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [17 février 1999]

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés [31 mars 1999]

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [5 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [7 octobre 1998] (p. 6038)

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [9 décembre 1998] (p. 10234)

Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [17 février 1999] (p. 1551)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3693)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne les décisions du Président de l'Assemblée nationale de retirer la parole à M. Jean-Claude Lenoir en application de l'article 54, alinéa 6, du règlement et son refus de lui donner la parole pour un rappel au règlement [7 novembre 1998] (p. 8359)

Condamne la clôture de la discussion sur l'article intervenant après que la parole eut été retirée à M. Jean-Claude Lenoir sur la question préalable et estime que les droits de l'opposition et du Parlement ne sont pas respectés [8 novembre 1998] (p. 8456)

Condamne les qualificatifs appliqués par le Premier ministre à Mme Christine Boutin lors de la séance des questions au Gouvernement [2 décembre 1998] (p. 9897)

Elève au nom du groupe Démocratie libérale et Indépendants les plus vives protestations sur les propos tenus par le ministre de l'intérieur lors de sa réponse à la question de M. Moyne-Bressan sur la Corse [4 mai 1999] (p. 3948)

S'indigne d'être mis personnellement en cause à chaque fois que le dossier douloureux de l'incendie d'une paillote est évoqué ; rappelle que Mme la Garde des sceaux a déclaré que l'autorisation de reconstruire la paillote avait été été donnée par le préfet de Corse ; souhaite qu'il soit pris acte du fait qu'à aucun moment il n'est intervenu pour demander que la paillote soit reconstruite [12 mai 1999] (p. 4425)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Sa question préalable (p. 5833) soutenue par M. Philippe Vasseur : rejetée (p. 5843)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3381) soutenue par M. Philippe Vasseur : rejetée (p. 3390)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6256) soutenue par M. Jean-François Mattei : adoptée (p. 6281)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6613)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6628) soutenue par M. Marc Laffineur : rejetée (p. 6637)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6783)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 6795)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 218 (revalorisation du plafond du quotient familial) : rejeté (p. 10613)

Après l'article 2

Son amendement n° 219 (fixation d'un plafond de 24 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : rejeté (p. 10615)

Après l'article 14

Son amendement n° 222 (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) : rejeté (p. 10631)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10633)

Son amendement n° 227 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse)

Son amendement n° 221 (réduction à six mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) : rejeté (p. 10641)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7477) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 7487)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Sa question préalable (p. 8325) soutenue par M. Jean-Claude Lenoir : rejetée (p. 8353)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8456)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Sa question préalable (p. 3057) soutenue par M. Dominique Dord : rejetée (p. 3068)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5541) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 5550)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9269)

Sa question préalable (p. 9309) soutenue par M. Pascal Clément : rejetée (p. 9315)

Son intervention (p. 9324)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9314, 9325)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9270, 9324 à 9326)

Etat : Nation (p. 9324)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 9269)

Régions : budget (p. 9270, 9315, 9325, 9326)

Régions : compétences (p. 9314)

Régions : conseillers régionaux : durée des mandats (p. 9325)

Régions : présidents de conseil régional (p. 9314, 9325)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 26 (réforme de l'institution régionale et élection du président de la région au suffrage universel direct) : retiré (p. 9331)

Article 1er (article L. 336 du code électoral - durée du mandat des conseillers régionaux)

Son amendement n° 27 (de suppression) : rejeté (p. 9333)

Article 2 (article L. 337 du code électoral - effectifs des conseils régionaux)

Son amendement n° 28 (de suppression) : rejeté (p. 9334)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son amendement n° 29 (de suppression) : rejeté (p. 9338)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Pascal Clément (élections des conseillers régionaux au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans les départements) : retiré (p. 9338)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Pascal Clément (scrutin de liste à un tour dans la région avec prime majoritaire de 50 %) : retiré (p. 9339)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son amendement n° 31 rectifié (participation au second tour des deux seules listes arrivées en tête au premier tour et possibilité de fusion avec des listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 9342)

Article 15 (article L. 364 du code électoral - durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse)

Son amendement n° 42 (de suppression) : rejeté (p. 9345)

Article 16 (article L. 366 du code électoral - mode de scrutin pour l'élection de l'Assemblée de Corse)

Son amendement n° 100 rectifié (maintien du seuil de 5 % des suffrages exprimés pour l'obtention de sièges) : adopté (p. 9346)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son intervention (p. 9348)

Son amendement n° 48 (de suppression) : rejeté (p. 9350)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son amendement n° 50 (de suppression) : rejeté (p. 9353)

Article 22 bis (article L. 4133-4 du code général des collectivités territoriales - publicité des réunions de la commission permanente)

Son amendement n° 51 (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Soutient l'amendement n° 79 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Son sous-amendement n° 98 (suppression de la référence aux membres de la commission permanente) à l'amendement n° 16 de la commission (de précision) : retiré (p. 9355)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son sous-amendement n° 99 (exclusion de la collectivité territoriale de Corse du dispositif de vote bloqué sur les délibérations budgétaires prévu par l'article 21) à l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant ses dispositions) : adopté (p. 9357)

Ses explications de vote (p. 9358)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9358, 9359)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9284)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9284)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9285)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9284)

Enfants : médiateur (p. 9284, 9285)

Etat : Médiateur de la République (p. 9284, 9285)

Pays étrangers (p. 9284)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 31 (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) : rejeté (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Après l'article 2

Son amendement n° 32 (immunité du médiateur des enfants) : rejeté (p. 9292)

Article 7 (délégués départementaux)

Son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 9294)

Après l'article 8

Son amendement n° 33 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (concours des ministres et des autorités publiques à l'action du médiateur des enfants) (p. 9294) : rejeté (p. 9295)

Ses explications de vote (p. 9296)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9296)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9305)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9306)

Enfants : travail : généralités (p. 9305)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 9305)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9308)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 3 (enseignement spécifique des droits de l'enfant en cours d'éducation civique) : rejeté (p. 9308)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9306)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9377)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9379)

Etat (p. 9378, 9379)

Justice : Conseil d'Etat : rétroactivité des lois (p. 9379)

Lois : rétroactivité des lois : Gouvernement (p. 9377 à 9379)

Lois : rétroactivité des lois : pays étrangers (p. 9378)

Union européenne : Cour de justice : rétroactivité des lois (p. 9379)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10021) soutenue par M. Francis Delattre : rejetée (p. 10026)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10281)

Son intervention (p. 10284)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10281, 10284, 10285)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 10286)

Droit pénal (p. 10281, 10284, 10285)

Partis et mouvements politiques : Front national : Gouvernement (p. 10285)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10285)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39)

Son exception d'irrecevabilité (p. 56) soutenue par M. Philippe Vasseur : rejetée (p. 69)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4101) soutenue par M. Jean-Claude Lenoir : rejetée (p. 4108)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1488) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 1498)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Sa question préalable (p. 2159) soutenue par M. Gilbert Gantier : rejetée (p. 2162)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3636)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3636)

Etrangers : réfugiés : accueil par des particuliers (p. 3637)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3637)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3636 à 3638)

Pays étrangers : Albanie (p. 3638)

Pays étrangers : Bosnie (p. 3636, 3638)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3636, 3637)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 3637, 3638)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658)

Sa question préalable (p. 3675) soutenue par M. Jean-François Mattei : rejetée (p. 3686)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5870) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 5873)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)

Sa question préalable (p. 6680) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 6685)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Sa question préalable (p. 4522) soutenue par M. Laurent Dominati : rejetée (p. 4536)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6373)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6379) soutenue par M. Claude Goasguen : rejetée (p. 6388)

Yvette ROUDY

Calvados (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Représentante titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Esotérisme. Sectes. Eglise de scientologie, dossier, disparition, palais de justice, Paris [10 novembre 1998] (p. 8704)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 610, posée le 8 février 1999. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Moulinex, emploi et activité, Falaise (p. 1051)

n° 861, posée le 7 juin 1999. Consommation. Non appelée (J.O. Questions p. 3356)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que Mme Christine Boutin ne peut déposer d'amendements au nom du groupe "Oser la famille", celui-ci n'étant pas enregistré à l'Assemblée nationale [31 mars 1999] (p. 3130)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10532)

Thèmes :

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10533)

Femmes : parité : Constitution (p. 10532)

Femmes : parité : histoire (p. 10532, 10533)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1460)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1460)

Femmes : égalité des sexes : lois (p. 1460)

Parlement : Sénat : parité (p. 1460)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2234)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 2234)

Femmes : parité : cultes (p. 2234)

Femmes : parité : histoire (p. 2234)

Femmes : politique à l'égard des femmes : ministères et secrétariats d'État (p. 2235)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2234)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Son intervention (p. 1259)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son rappel au règlement (cf. supra) [31 mars 1999] (p. 3130)

Jean ROUGER

Charente-Maritime (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 26 mars 1999] (p. 4554)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) (n° 1516 rectifiée) [29 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2610)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2610, 2611)

Secteur public : service minimum (p. 2611)

Transports aériens : Air France (p. 2610, 2611)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2611)

Transports urbains : RATP (p. 2610)

Travail : droit de grève (p. 2610, 2611)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2611)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4181)

Thèmes :

Santé : soins palliatifs : accès aux soins (p. 4181)

Santé : soins palliatifs : bénévolat (p. 4181)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4181)

René ROUQUET

Val-de-Marne (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, Ile-de-France [9 mars 1999] (p. 2141)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : établissements : Fleury Mérogis (p. 8862)

Ségolène ROYAL

Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Concours, nombre de postes offerts [1er décembre 1998] (p. 9745)

M. Georges Tron. Enseignement. Zone d'Education Prioritaire (ZEP). Classement, Epinay-sous-Sénart [9 décembre 1998] (p. 10237)

M. Bernard Birsinger. Enseignement. Médecine scolaire et universitaire. Effectifs de personnel, infirmières, Parlement des enfants, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [9 décembre 1998] (p. 10233)

M. Jean-Pierre Baeumler. Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [16 décembre 1998] (p. 10568)

M. Christian Bataille. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 363)

M. Jean-Pierre Michel. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Haute-Saône [27 janvier 1999] (p. 455)

M. Charles Ehrmann. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Exercice de la profession, sanctions disciplinaires, Montluçon [25 mai 1999] (p. 4815)

M. Jean-Pierre Baeumler. Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [25 mai 1999] (p. 4813)

Mme Bernadette Isaac-Sibille. Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Ouverture de classes, réglementation [29 juin 1999] (p. 6537)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gilbert Meyer. Enseignement maternel et primaire. Elèves. Fonds social, création [24 novembre 1998] (p. 9411)

Mme Danielle Bousquet. Grandes écoles. Classes préparatoires. Professeurs, rémunérations [24 novembre 1998] (p. 9412)

M. Christian Bataille. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Maintien, Nord [15 décembre 1998] (p. 10459)

Mme Françoise de Panafieu. Enseignement secondaire. Lycées. Fermeture, lycée Stéphane-Mallarmé, Paris, 17e arrondissement [26 janvier 1999] (p. 336)

M. Jean-Louis Idiart. Fonction publique territoriale. Filière sportive. Educateurs des activités physiques et sportives, exercice de la profession, enseignement maternel et primaire [26 janvier 1999] (p. 336)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Montant des pensions. Péréquation catégorielle, enseignement technique et professionnel [26 janvier 1999] (p. 335)

Mme Dominique Gillot. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Val-d'Oise [2 février 1999] (p. 674)

M. Philippe Douste-Blazy. Grandes écoles. Classes préparatoires. Perspectives [9 février 1999] (p. 1066)

M. Claude Jacquot. Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Structures d'accueil, zones rurales [9 février 1999] (p. 1066)

M. Antoine Carré. Consommation. Protection des consommateurs. Produits alimentaires, transport, utilisation de bacs en plastique, réglementation [9 février 1999] (p. 1068)

M. Serge Blisko. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Dotation horaire, Paris [16 février 1999] (p. 1431)

M. Louis Mermaz. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Isère [16 février 1999] (p. 1429)

M. André Vauchez. Enseignement. Etablissements. Visites et sorties, sécurité [16 mars 1999] (p. 2394)

M. Jean Codognès. Enseignement : personnel. Vacataires. Rémunérations, paiement, délais [16 mars 1999] (p. 2395)

M. Christian Bourquin. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Montpellier et Toulouse [16 mars 1999] (p. 2393)

M. Gérard Lindeperg. Ministères et secrétariats d'Etat. Education nationale et recherche : services extérieurs. Centres académiques de formation continue, statut [6 avril 1999] (p. 3267)

M. Yvon Abiven. Enseignement privé. Ecoles bilingues Diwan. Financement [6 avril 1999] (p. 3268)

M. Henri Cuq. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Financement, Les Mureaux [27 avril 1999] (p. 3596)

M. Claude Gaillard. Enseignement. Organisation. Enfants malades [27 avril 1999] (p. 3597)

M. François Liberti. Famille. Divorce. Prestation compensatoire, révision [27 avril 1999] (p. 3595)

M. Yves Nicolin. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, enseignants, Saint-Georges-de-Baroille [29 juin 1999] (p. 6509)

M. Germain Gengenwin. Ministères et secrétariats d'Etat. Aménagement du territoire et environnement : équipements. Parc automobile, utilisation du GPL [29 juin 1999] (p. 6508)

M. Jean-Luc Reitzer. Industrie. Chimie. Production de chlore, électrolyse à mercure, interdiction, conséquences [29 juin 1999] (p. 6507)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Son intervention (p. 7144)

Ses réponses (p. 7152 à 7165)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7145)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7144)

Enseignement secondaire : collège : sécurité (p. 7146)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : enseignement : personnel (p. 7144)

Réponses aux questions :

Bourses d'études : enseignement secondaire (p. 7164) (Mme Jacqueline Lazard) (p. 7164)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 7154) (M. Bernard Birsinger) (p. 7153)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 7163) (M. Éric Besson) (p. 7162)

Enseignement privé : enseignants : carrière (p. 7152) (Mme Martine Aurillac) (p. 7152)

Enseignement secondaire : cantines scolaires : sécurité (p. 7165) (M. Julien Dray) (p. 7164)

Enseignement secondaire : médecins scolaires : médecine scolaire et universitaire (p. 7162) (Mme Paulette Guinchard-Kunstler) (p. 7162)

Enseignement secondaire : personnel : affectation : indemnités (p. 7155) (M. Ernest Moutoussamy) (p. 7154)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7163) (Mme Geneviève Perrin-Gaillard) (p. 7163)

Enseignement secondaire : personnel : médecins scolaires : infirmières (p. 7158) (M. Bernard Perrut) (p. 7157)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction : carrière (p. 7157) (M. Jean-Louis Fousseret) (p. 7156)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance : contrats emploi-jeunes (p. 7153) (M. Nicolas Dupont-Aignan) (p. 7152)

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7167)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (intégration au service public de l'éducation nationale de l'École nationale des métiers du bâtiment de Felletin (Creuse)) (p. 7168)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9299)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9299)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : enfants (p. 9300)

Enfants : travail : généralités (p. 9300)

Enseignement : éducation civique (p. 9300)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9308)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (indication par les fournisseurs de matériel scolaire de la provenance des produits vendus)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 9308)

Article 2 (vérification par les écoles que les fournitures scolaires ne proviennent pas de pays où les enfants travaillent)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 9309)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 5055)

Enfants : droits de l'enfant (p. 5055)

Enfants : travail : généralités (p. 5055)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9278)

Thèmes :

Administration (p. 9278)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9278)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9278, 9279)

Enfants : médiateur (p. 9278)

Etat : Médiateur de la République (p. 9278)

Justice : Conseil d'Etat (p. 9278)

Justice : Cour de cassation (p. 9278)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10322)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10322 à 10324)

Communes : maires (p. 10329)

Communes : maires : enquêtes (p. 10323)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10322 à 10324)

Enseignement : enseignement par correspondance (p. 10323, 10324)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10322 à 10324)

Enseignement : programmes (p. 10322, 10323)

Enseignement privé : directeurs d'école : responsabilité (p. 10324)

S

Michel SAINTE-MARIE

Gironde (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 645, posée le 1er mars 1999. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Portugais (p. 1848)

Rudy SALLES

Alpes-Maritimes (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Vice-président de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1237 tendant à autoriser le croisement des fichiers informatiques des organismes publics [1er décembre 1998]

Proposition de loi n° 1819 tendant à renforcer la protection des biens mobiliers dont la conservation présente un intérêt historique ou artistique [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [1er décembre 1998] (p. 9751)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel [26 janvier 1999] (p. 367)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Critique l'organisation de la discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle [19 mai 1999] (p. 4658)

Demande une suspension de séance pour que le groupe UDF puisse examiner le problème de transparence posé par la nomination des présidents des sociétés de télévision par le CSA [20 mai 1999] (p. 4728)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8168)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8168)

Etrangers : immigration (p. 8169, 8170)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8169)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8169)

Police : commissariats (p. 8169)

Police : crédits (p. 8168)

Police : effectifs (p. 8169)

Police : effectifs : Alpes-Maritimes (p. 8169)

Sécurité publique : incendies (p. 8170)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 690 de M. Charles de Courson (PACS obligeant à une communauté de vie) : rejeté (p. 8524)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10488)

Thèmes :

Associations (p. 10488, 10489)

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10488 à 10490)

Associations : sectes : délinquance et criminalité (p. 10489)

Associations : sectes : financement (p. 10489)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10489)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10489)

Justice : Conseil d'Etat (p. 10489)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 993)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 993)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 993)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 993)

Etat : réforme (p. 993)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 587 : non soutenu (p. 1015)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 475 soutenu par M. Germain Gengenwin (durée de dix ans pour la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1388)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4596)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4598) : rejetée (p. 4610)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel : Radio France (p. 4603)

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 4604)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 4601)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 4603)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4599)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4602)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4600)

Audiovisuel et communication : radio (p. 4599, 4604)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4598 à 4595)

Audiovisuel et communication : Télédiffusion de France (TDF) (p. 4602)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4599 à 4603)

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4600)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4616)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Muselier (notion de public "le plus large") (p. 4619)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Christian Kert (notions d'éthique télévisuelle et restrictions en matière de vulgarité) (p. 4622)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Yves Cochet (introduction de la notion de "développement durable") (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (référence à la "diversité régionale et locale" en France) : adopté (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Intervient sur l'amendement n° 425 de Mme Dominique Gillot (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4634)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 mai 1999] (p. 4658)

Son amendement n° 226 (diffusion des programmes de RFO sur les antennes nationales) : rejeté (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) : rejeté (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (promotion de la langue française par RFO) (p. 4702)

Soutient l'amendement n° 68 de M. Christian Kert (gratuité des programmes de RFO pour France Télévision) : adopté après modifications (p. 4702)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (répartition des stations régionales de Radio France) (p. 4704)

Son amendement n° 227 (rôle de RFI à l'étranger) : rejeté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Olivier de Chazeaux (changement d'appellation de "La Cinquième-Arte") (p. 4711)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Christian Kert (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Soutient l'amendement n° 431 de M. Michel Tamaya (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) (p. 4717)

Intervient sur le sous-amendement n° 377 de M. Olivier de Chazeaux (pluralité de la représentation) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 4717)

Son sous-amendement n° 642 (représentativité géographique) à l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) : rejeté (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4721)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Christian Kert (ouverture du capital de France Télévision) (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) (p. 4726)

Son rappel au règlement (cf. supra) [20 mai 1999] (p. 4728)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Laurent Dominati (élection du Président de France Télévision par le Conseil d'administration) (p. 4729)

Soutient l'amendement n° 503 de M. Pierre-Christophe Baguet (nomination du président de France Télévision) : rejeté (p. 4729)

Soutient l'amendement n° 421 de M. Léonce Deprez (nomination du président de France Télévision) : rejeté (p. 4730)

Soutient l'amendement n° 506 de M. Pierre-Christophe Baguet (nomination du président délégué de RFO) : rejeté (p. 4730)

Soutient l'amendement n° 242 de M. Christian Kert (tâches et fonctions des directeurs généraux) : rejeté (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Noël Mamère (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Soutient l'amendement n° 240 de M. Christian Kert (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Renaud Muselier (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Olivier de Chazeaux (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Soutient l'amendement n° 508 de M. Pierre-Christophe Baguet (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) : rejeté (p. 4743)

Soutient l'amendement n° 509 de M. Christian Kert (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) : rejeté (p. 4743)

Soutient l'amendement n° 243 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) : rejeté (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Michel Tamaya (représentation croisée entre RFO et France Télévision) (p. 4744)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-amendement n° 596 de M. Christian Kert (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 644 du Gouvernement (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 446 de M. Christian Cuvilliez (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4652)

Thèmes :

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4652, 4653)

Régions : Corse : Parlement (p. 4653)

Régions : Corse : police (p. 4652, 4653)

Régions : Corse : préfets (p. 4652, 4653)

Ses explications de vote (p. 4656)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4656)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6580)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6580)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6581)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6580, 6581)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6580)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6581)

Parlement : prérogatives (p. 6580)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6582)

Jean-Claude SANDRIER

Cher (2ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Défense (forces terrestres) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Age de la retraite. Perspectives [2 mars 1999] (p. 1859)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4310)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 466, posée le 5 octobre 1998. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Cher (p. 5928)

n° 885, posée le 14 juin 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Fonds structurels, Cher (p. 5790)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6029)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8241)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8242)

Défense : crédits (p. 8242)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8242)

Défense : GIAT-Industries (p. 8242)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8242)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1572)

Thème :

Secteur public : services publics : électricité (p. 1572)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6744)

Thèmes :

Défense : force multinationale : réservistes (p. 6744)

Défense : professionnalisation (p. 6744)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 6744, 6745)

Défense : réserves (p. 6744, 6745)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 7 (durée et objet de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Son amendement n° 80 (renforcement du lien armée-Nation) : retiré (p. 6768)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Son amendement n° 81 (entraînement porté à dix jours) : rejeté (p. 6770)

André SANTINI

Hauts-de-Seine (10ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome X : Emploi et solidarité (ville et intégration) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1708 tendant à instituer comme jour de congé supplémentaire pour les personnels des secteurs privé et public le vendredi 31 décembre 1999 [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7889, 7890)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7889)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : développement économique (p. 7889)

Nicolas SARKOZY

Hauts-de-Seine (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [26 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9365)

Thèmes :

Emploi : emplois familiaux : avantages fiscaux (p. 9367, 9368)

Etat (p. 9365 à 9367)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9367)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9366)

Lois : validations législatives (p. 9366)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : hauts fonctionnaires (p. 9365, 9366)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 9365)

Partis et mouvements politiques : majorité : rétroactivité des lois (p. 9368)

Sécurité sociale : cotisations : rétroactivité des lois (p. 9366, 9367)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9504)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9504)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4826)

Thèmes :

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 4826, 4827)

Parlement : prérogatives (p. 4826)

Régions : Corse : Etat (p. 4829)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4829)

Régions : Corse : préfets (p. 4827, 4828)

Régions : Corse : Premier ministre (p. 4827 à 4830)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4830)

Joël SARLOT

Vendée (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Georges SARRE

Paris (6ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17398)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs (n° 1432) [24 mars 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 772) relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [17 novembre 1998] (n° 1199)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en nouvelle lecture sur le projet de loi (n° 1185), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [17 novembre 1998] (n° 1207)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 1285) relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [22 décembre 1998] (n° 1287)

Proposition de loi n° 1340 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique monétaire. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6581)

Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [4 novembre 1998] (p. 8037)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11007)

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [10 février 1999] (p. 1158)

Communes. Réglementation. Centres d'animation, gestion, Paris [17 mars 1999] (p. 2530)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)

Enseignement supérieur. Universités. Investissements immobiliers, répartition [22 juin 1999] (p. 6265)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 594, posée le 1er février 1999. Transports ferroviaires. Réseau ferré de France (RFF) (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Ligne de petite ceinture, exploitation, Paris (p. 693)

n° 696, posée le 22 mars 1999. Sports. Football (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Arrêt Bosman, conséquences, Stade de France, exploitation (p. 2707)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6281)

Son intervention (p. 6282)

Thème :

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6282)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683) ; [16 octobre 1998] (p. 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 179 corrigé soutenu par M. Yves Cochet (remplacement du dispositif du quotient familial par une réduction d'impôt au titre de chaque enfant à charge) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6694)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6697)

Pays étrangers : Allemagne (p. 6696)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6696, 6697)

Politiques communautaires : budget (p. 6696, 6697)

Union européenne : contribution française (p. 6696, 6697) ; élargissement (p. 6696, 6697)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 526 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'extension de la taxe aux activités commerciales et de stockage) (p. 6890) : rejeté (p. 6891)

Son amendement n° 527 : non soutenu (p. 6892)

Article 28 (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Son amendement n° 516 : non soutenu (p. 6903)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6946)

Après l'article 35

Son amendement n° 180 (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) : retiré (p. 6955)

Son amendement n° 181 rectifié (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) : retiré (p. 6955)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 184 (augmentation de la fraction de croissance prise en compte pour l'indexation du contrat de croissance et de solidarité) : retiré (p. 6967)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 7184)

Eau : nappes phréatiques (p. 7184)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7184)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8224)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 26 : non soutenu (p. 9049)

Après l'article 73

Son amendement n° 7 : non soutenu (p. 9091)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7442)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7442)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7442)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 7442)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7442)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 7442)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 7443)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son amendement n° 4 : non soutenu (p. 7703)

Son amendement n° 5 : non soutenu (p. 7703)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 3 corrigé : non soutenu (p. 7776)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 7784)

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 7785)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7937)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7938)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8372)

Thèmes :

Démographie (p. 8373)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8374)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8372 à 8374)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8373, 8374)

Famille (p. 8373)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3078)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3078)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3078)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 3078)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3078)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3078)

Famille : concubinage (p. 3078)

Famille : politique familiale (p. 3078)

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5827)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5827)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9485)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 9485)

Etat : souveraineté (p. 9485, 9486)

Union européenne : subsidiarité (p. 9486)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9486)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) : rejeté (p. 9548)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) : rejeté (p. 9550)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) : rejeté au scrutin public (p. 9580)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9762)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10301)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (délai de garde de huit jours ouvrés pour un animal présumé dangereux) : adopté (p. 10304)

Article 2 (mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (classement en deux catégories des chiens présumés dangereux) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (classement en deux catégories des chiens présumés dangereux) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (personnes habilitées à identifier le chien) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (pièces jointes au récépissé) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (interdiction d'achat, de cession et d'importation de chiens de la première catégorie) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (interdiction des chiens de la première catégorie dans les transports en commun et les lieux publics) : adopté (p. 10306)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (interdiction des chiens de la première catégorie décidée par le règlement de copropriété ou le contrat de location) : retiré (p. 10306)

Après l'article 2

Son amendement n° 20 rectifié (possibilité pour les sociétés HLM et les offices HLM d'interdire aux locataires de posséder des chiens de la première catégorie) : adopté (p. 10306)

Article 7 (mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (identification du chien par son collier) : adopté (p. 10306)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (animaux gardés pendant huit jours ouvrés) : adopté (p. 10307)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (animaux gardés pendant huit jours ouvrés) : adopté (p. 10307)

Article 8 bis (dépôt au Parlement d'un rapport par le Gouvernement)

Son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 10307)

Article 10 (terminologie - gestion des fourrières et refuges ; élevages de chiens et chats ; activités commerciales concernant les chiens et chats et autres animaux de compagnie d'espèce domestique - détention de plus de neuf chiens)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (animaux sevrés) : adopté (p. 10308)

Article 13 (cessions et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (cession à titre onéreux des chiens et chats âgés de plus de huit semaines) : adopté (p. 10308)

Article 15 (sanctions des infractions à l'article 276-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (sanctions à l'encontre de tout détenteur de plus de neuf chiens "sevrés" ne disposant pas d'installations conformes) : adopté (p. 10308)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Son amendement n° 21 (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) : adopté après modifications (p. 10312)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11042)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 11042, 11043)

Animaux : animaux domestiques (p. 11042)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 11043)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11044)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (candidats ayant vocation à être admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) : adopté (p. 11047)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10395)

Son intervention (p. 10400)

Thèmes :

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10401)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10401)

Sécurité routière : permis à points (p. 10400, 10401)

Sécurité routière : radars (p. 10400, 10401)

Sécurité routière : statistiques (p. 10400)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2465)

Thèmes :

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 2466)

Sécurité routière : accidents : secourisme (p. 2465)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2465)

Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 2466)

Sécurité routière : permis à points (p. 2465, 2466)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 2465)

Sécurité routière : statistiques : jeunes (p. 2465)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10362)

Thèmes :

Logement : logement social (p. 10362)

Logement : Union d'économie sociale (p. 10362)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 84)

Thèmes :

Secteur public : services publics (p. 84, 85)

Union européenne : fonds structurels (p. 84)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 408) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 186)

Son amendement n° 469 : non soutenu (p. 259)

Son amendement n° 682 (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) : rejeté (p. 269)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 684 (nécessité de l'existence du schéma national) : rejeté (p. 326)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 426)

Intervient sur l'amendement n° 769 de M. Germain Gengenwin (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Jean Proriol (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Son amendement n° 470 (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son amendement n° 471 corrigé (rédactionnel) : retiré (p. 518)

Après l'article 15

Soutient le sous-amendement n° 1229 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : rejeté (p. 725)

Soutient le sous-amendement n° 1223 de M. Jacques Desallangre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : adopté (p. 725)

Soutient le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Soutient le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1233 soutenu par M. Jean Besson (prise en compte de la directive européenne)

à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 721) : rejeté (p. 725)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 472 : non soutenu (p. 803)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 229)

Thèmes :

Energie et carburants : charbon (p. 230)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 229)

Pays étrangers : Allemagne (p. 229)

Secteur public : services publics (p. 230)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 548)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 548, 549)

Démographie (p. 548)

Emploi : chômage (p. 548)

Marchés financiers : généralités (p. 548, 549)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 623)

Son intervention (p. 626)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 626)

Collectivités territoriales : Paris : espaces verts (p. 627)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 626)

Droit pénal : délinquance et criminalité : transports (p. 627)

Etat (p. 626, 627)

Ordre public : personnels (p. 626)

Parlement : Sénat (p. 627)

Police : police de proximité (p. 626)

Police : police municipale : personnels (p. 627)

Police : police municipale : règlement (p. 627)

Transports : convoyeurs de fonds (p. 626)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 648)

Son amendement n° 80 rectifié : devenu sans objet (p. 648)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1605)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 634 soutenu par M. Jacques Desallangre (conditions des fournitures aux clients éligibles) : adopté (p. 1620)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 637 soutenu par M. Jacques Desallangre (prise en compte des coûts de développement) : rejeté (p. 1680)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 641 soutenu par M. Jacques Desallangre (conditions de sûreté des installations) (p. 1718) : adopté (p. 1719)

Son amendement n° 642 soutenu par M. Jacques Desallangre (non éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 645 soutenu par M. Jacques Desallangre (respect des missions de service public) : adopté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 650 soutenu par M. Jacques Desallangre (non-éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1758)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1643)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : citoyenneté (p. 1643)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1643)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Sa motion d'ajournement (p. 1933) : rejetée (p. 1939)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1935)

Politiques communautaires : budget (p. 1935)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1935)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1936)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1934)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1933)

Union européenne : euro (p. 1934, 1936)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1935)

Union européenne : subsidiarité (p. 1935)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1933, 1934)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2058)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2058)

Emploi : chômage de longue durée (p. 2058)

Emploi : convention de conversion (p. 2058)

Préretraites : allocation spéciale (p. 2058)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2058)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3715)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3715)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3715)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3716)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3715)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 3716)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Après l'article 5

Son amendement n° 361 : non soutenu (p. 3770)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3794)

Son interruption (p. 3797)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3797)

Régions : Ile-de-France : communautarisme (p. 3795)

Régions : Ile-de-France : communes (p. 3796)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3794, 3795)

Régions : Ile-de-France : délinquance et criminalité (p. 3795)

Régions : Ile-de-France : environnement (p. 3794, 3795)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3794)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3795, 3796)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3795)

Ses explications de vote (p. 3801)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3801)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4550)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 4550)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4551)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4550, 4551)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [26 mai 1999] (p. 4987)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 35 (modification du mode de désignation des membres et du président du CSA) : rejeté (p. 4611)

Son amendement n° 36 (publication au Journal officiel des compte rendus des séances du CSA) : retiré (p. 4611)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4614)

Son amendement n° 37 : non soutenu (p. 4627)

Son amendement n° 38 : non soutenu (p. 4627)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 66 de la commission (promotion des langues et cultures régionales) : non soutenu (p. 4663)

Son amendement n° 39 : non soutenu (p. 4666)

Après l'article 2

Son amendement n° 40 (création d'un comité de médiation des programmes) : retiré (p. 4708)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 41 rectifié : non soutenu (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 56 : non soutenu (p. 4723)

Son amendement n° 52 : non soutenu (p. 4732)

Après l'article 4

Son amendement n° 42 : non soutenu (p. 4746)

Son sous-amendement n° 354 rectifié à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) : non soutenu (p. 4749)

Son sous-amendement n° 353 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750) : rejeté (p. 4751)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 43 : non soutenu (p. 4753)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 44 : non soutenu (p. 4764)

Son amendement n° 53 : non soutenu (p. 4765)

Son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : non soutenu (p. 4776)

Son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 33 du Gouvernement : non soutenu (p. 4777)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Son amendement n° 49 corrigé : non soutenu (p. 5006)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 51 : non soutenu (p. 5024)

Son amendement n° 50 : non soutenu (p. 5024)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [10 juin 1999] (p. 5731)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5731)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6073)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6074)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6073)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6074)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Son amendement n° 39 : devenu sans objet (p. 6213)

Son amendement n° 38 (participation de l'association à la constitution du capital de la société) : rejeté (p. 6214)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6221)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) (p. 6221)

Son amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 6221)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 37 (modalité de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Ses explications de vote (p. 6230)

Abstention du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6230)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6151)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6151)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6151)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6151)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 6152)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6151)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6152)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6151)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6151, 6152)

Marchés financiers : généralités : impôts et taxes (p. 6152)

Politique économique : croissance (p. 6151)

Sociétés : parts sociales : rachat (p. 6152)

TVA : taux (p. 6151)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6310)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : compétences (p. 6311)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6312)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6312)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6312)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6312)

Justice : contentieux : croissance (p. 6311)

Justice : contentieux : délais (p. 6311)

Justice : indépendance (p. 6311, 6312)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6312)

Justice : magistrats : statuts (p. 6311, 6312)

Justice : parquet : rôle (p. 6311 à 6313)

Justice : procureurs généraux (p. 6312)

Justice : réforme : citoyenneté (p. 6313)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6311, 6312)

Parlement : prérogatives (p. 6311)

Police : police judiciaire (p. 6313)

Politique générale : institutions : citoyenneté (p. 6311)

Union européenne : construction européenne : citoyenneté (p. 6311)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Soutient le sous-amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Michel (magistrats du parquet tenus d'appliquer les directives et de rendre compte) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) : rejeté (p. 6403)

Soutient le sous-amendement n° 31 de M. Jean-Pierre Michel (intervention du ministre dans les affaires individuelles sauf pour enjoindre de ne pas poursuivre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6405)

Odile SAUGUES

Puy-de-Dôme (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès au logement, loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication [2 février 1999] (p. 709)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7238)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7238)

Transports routiers (p. 7239)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : services publics locaux : accès (p. 7911)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Procédure des questions :

Logement : logement social : financement (p. 8049)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Préretraites : allocation spéciale (p. 8720)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1254)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1255)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1254, 1255)

Travail : précarité : femmes (p. 1255)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5923)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5924)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5923, 5924)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5924)

Gérard SAUMADE

Hérault (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 33 : Intérieur (collectivités locales) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et l'éligibilité des travaux des collectivités locales [7 juillet 1999] (n° 1782)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC). Vin, réforme [17 mars 1999] (p. 2536)

Industrie. Chimie. Laboratoires pharmaceutiques, regroupement [18 mai 1999] (p. 4493)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 483, posée le 23 novembre 1998. Chasse et pêche. Accidents de chasse (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Lutte et prévention (p. 9408)

n° 767, posée le 3 mai 1999. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Classification des drogues (p. 3928)

n° 837, posée le 31 mai 1999. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT) (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1er juin 1999. Conditions d'attribution, Hérault (p. 5153)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5988)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 639 rectifié de M. Léonce Deprez (petites carrières de marne du Nord - Pas-de-Calais) (p. 6409)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant de M. Michel Suchod

Son intervention (p. 7175)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 7177)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7175 à 7177)

Environnement : crédits (p. 7175)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7175 à 7177)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8149)

Son interruption (p. 8168)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8149, 8150)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8149, 8150)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8168)

Etat (p. 8151)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8150)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8149 à 8151)

Impôts locaux : valeur locative (p. 8149)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022)

Avant l'article 64

Son amendement n° 208 soutenu par M. Claude Hoarau (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 9038) : adopté (p. 9039)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373) ; [2 février 1999] (p. 712, 749)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1070 (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 1235 (prise en compte des cas de force majeure) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : rejeté (p. 725)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 931 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 932 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 933 corrigé : non soutenu (p. 834)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 979)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 980)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 979, 980)

Coopération intercommunale (p. 979)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 980)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 980)

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 du Gouvernement (communautés comptant au minimum 3 500 habitants) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 du Gouvernement (regroupement en une seule compétence de la collecte et du traitement des

déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 570 de M. Thierry Carcenac (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 512 de la commission (arrêté de création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine valant création d'un périmètre de transports urbains) (p. 1232)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Alain Bocquet (instauration d'un mécanisme de garantie des dépôts) (p. 2338)

Christian SAUTTER

Secrétaire d'Etat au budget

DÉPÔTS

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998 [18 novembre 1998]

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997 [16 décembre 1998]

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire [17 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Martinique : politique économique. Difficultés des entreprises, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5958)

M. Alain Belviso. Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [6 octobre 1998] (p. 5957)

M. Pierre Méhaignerie. Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [6 octobre 1998] (p. 5955)

M. André Capet. Commerce extérieur. Commerce hors taxes. Politiques communautaires, conséquences [7 octobre 1998] (p. 6042)

M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. AMI, négociations [13 octobre 1998] (p. 6464)

M. Albert Facon. Logement : aides et prêts. Prêt d'accession à la propriété (PAP). Taux, renégociation [14 octobre 1998] (p. 6577)

M. Marc Laffineur. Donations et successions. Actif de la succession. Contrats d'assurance vie [14 octobre 1998] (p. 6575)

M. Christian Bourquin. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7011)

M. Édouard Landrain. Sports. Fonds national de développement du sport (FNDS). Crédits, montant [10 novembre 1998] (p. 8701)

M. Germain Gengenwin. TVA. Suppression. Terrains à bâtir, conséquences [18 novembre 1998] (p. 9159)

M. Patrice Carvalho. Bois et forêts. Filière bois. Allumettes, SEITA, emploi et activité, Saintines [16 décembre 1998] (p. 10570)

M. Gérard Gouzes. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seïta, emploi et activité [20 janvier 1999] (p. 126)

M. Christian Cuvilliez. Banques et établissements financiers. Politique bancaire. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 460)

M. Jean-Louis Fousseret. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [9 février 1999] (p. 1079)

M. Jean Briane. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [10 février 1999] (p. 1161)

M. Didier Migaud. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [17 février 1999] (p. 1553)

M. Jean-Jacques Jégou. TVA. Taux. Collecte et traitement des déchets [2 mars 1999] (p. 1857)

M. Michel Bouvard. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [3 mars 1999] (p. 1968)

M. Augustin Bonrepaux. Impôts et taxes. Fraude fiscale. Lutte et prévention [9 mars 1999] (p. 2140)

M. Jacques Le Nay. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [9 mars 1999] (p. 2138)

M. Serge Poignant. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [10 mars 1999] (p. 2220)

M. Philippe Briand. Politique économique. Croissance. Prévisions [30 mars 1999] (p. 3024)

M. Gilbert Meyer. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [30 mars 1999] (p. 3025)

M. Roland Francisci. Assurances. Sinistres. Attentats, garantie, Corse [28 avril 1999] (p. 3701)

M. Patrick Delnatte. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [25 mai 1999] (p. 4817)

M. Pierre Méhaignerie. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Création d'emplois, politique et réglementation [25 mai 1999] (p. 4810)

M. Pierre Hellier. TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration [16 juin 1999] (p. 5945)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Martine Lignières-Cassou. Marchés publics. Défense. Appels d'offres, entreprises candidates en règlement judiciaire, réglementation [1er décembre 1998] (p. 9729)

M. Didier Quentin. Enregistrement et timbre. Droits de mutation. Taxe additionnelle, fonds collectés, répartition, communes [1er décembre 1998] (p. 9725)

M. Bernard Grasset. Industrie. Machines et équipements. Moteurs marins, Cummins Wartsila, emploi et activité [1er décembre 1998] (p. 9728)

M. Claude Birraux. Frontaliers. Sécurité sociale. CRDS [1er décembre 1998] (p. 9727)

M. Michel Meylan. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [1er décembre 1998] (p. 9726)

M. François Sauvadet. Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrales nucléaires, construction [15 décembre 1998] (p. 10470)

Mme Odette Casanova. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [15 décembre 1998] (p. 10467)

M. Christian Bourquin. Impôts et taxes. Taxe d'apprentissage, taxe professionnelle et TVA. Groupements d'employeurs, assujettissement, disparités [15 décembre 1998] (p. 10468)

M. Paul Patriarche. Energie et carburants. EDF. Politique énergétique, Corse [15 décembre 1998] (p. 10468)

M. Jean-Jacques Denis. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. DGI, fonctionnement, effectifs de personnel [16 février 1999] (p. 1418)

M. François Dosé. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie. Financement, taxe professionnelle, réforme, conséquences [23 mars 1999] (p. 2708)

M. Pierre Hellier. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [23 mars 1999] (p. 2710)

M. Bernard Davoine. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [4 mai 1999] (p. 3910)

M. Christian Franqueville. Déchets, pollutions et nuisances. Cours d'eau, étangs et lacs. Lutte et prévention [4 mai 1999] (p. 3909)

M. Jean-Claude Bois. TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration [4 mai 1999] (p. 3912)

M. Jean Codognès. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oliviers, plantation, développement, Pyrénées-Orientales [4 mai 1999] (p. 3910)

M. Richard Cazenave. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, conséquences, communes [11 mai 1999] (p. 4285)

M. Pierre Goldberg. Industrie. Caoutchouc et plastiques. Dunlop, emploi et activité, Montluçon [11 mai 1999] (p. 4288)

M. Philippe Douste-Blazy. TVA. Assujettissement. Avocats [11 mai 1999] (p. 4288)

Mme Marie-Hélène Aubert. Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxes écologiques, création, agriculture [11 mai 1999] (p. 4286)

M. Christian Paul. TVA. Assujettissement. Groupements de producteurs [22 juin 1999] (p. 6243)

M. Bernard Deflesselles. Commerce et artisanat. Centres commerçiaux. Implantation, Aubagne [22 juin 1999] (p. 6246)

M. Jean-Pierre Blazy. TVA. Taux. Abonnements aux réseaux de chaleur [22 juin 1999] (p. 6242)

M. Jean-Marie Aubron. Enseignement technique et professionnel. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Classement, lycée professionnel Jean-Macé, Fameck [22 juin 1999] (p. 6241)

M. Jean Pontier. TVA. Taux. Associations syndicales autorisées, fourniture d'eau, irrigation [22 juin 1999] (p. 6244)

M. Claude Gaillard. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste. Restauration collective [22 juin 1999] (p. 6245)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6495)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6543)

Sa réponse (p. 6626)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 6499)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6500)

Assurances : assurance vie (p. 6498)

Audiovisuel et communication : audiovisuel : secteur public (p. 6501)

Bâtiment et travaux publics (p. 6498)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6497)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6497)

Culture : crédits (p. 6501)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6496, 6498)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 6498)

Enseignement : crédits (p. 6500)

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPF) (p. 6544)

Entreprises : création (p. 6499)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6499, 6544)

Entreprises : transmission (p. 6498)

Environnement : crédits (p. 6501)

Finances publiques : dépenses (p. 6495, 6500)

Finances publiques : dette publique (p. 6495)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6495, 6496, 6500, 6501, 6544)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6543, 6626)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6496)

Finances publiques : recettes (p. 6495, 6496, 6627)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6496, 6498)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6544, 6627)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 6498)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 6499)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6499, 6501, 6626)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6498)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6499, 6500)

Impôts et taxes : politique fiscale : agriculture (p. 6628)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 6496)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6496, 6499)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6496 à 6498, 6627, 6628)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réduction pour embauche ou investissement (p. 6497)

Impôts locaux : valeur locative (p. 6496, 6498, 6500)

Justice : crédits (p. 6500)

Logement : crédits (p. 6500)

Marchés financiers : généralités (p. 6626)

Ordre public (p. 6501)

Politique économique : conjoncture (p. 6543)

Politique économique : consommation (p. 6544)

Politique économique : croissance (p. 6543, 6627)

Politique sociale : exclusion (p. 6500)

Santé : crédits (p. 6500)

TVA (p. 6496, 6498, 6499, 6544, 6627)

Union européenne : euro (p. 6627)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 14 (suite)

Soutient le sous-amendement n° 556 du Gouvernement (relèvement limité à 400 000 F) à l'amendement n° 33 deuxième correction précédemment réservé de la commission (relèvement de l'abattement du conjoint survivant) : adopté (p. 6811)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 6815)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son intervention (p. 6825)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son intervention (p. 6879)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6887)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (suppression de la mention des départements qui composent la région Ile-de-France) à l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) : retiré (p. 6891)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6910)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6939)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 488 du Gouvernement (institution d'une taxe de l'aviation civile et suppression de la taxe de sécurité et de sûreté et de la taxe de péréquation des transports aériens) : adopté (p. 6952)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6965)

Soutient l'amendement n° 560 du Gouvernement (relèvement de la fraction d'évolution du PIB prise en compte, au titre de l'année 1999, pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : adopté (p. 6967)

Soutient l'amendement n° 561 du Gouvernement (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) : adopté (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 559 du Gouvernement (modulation de la compensation versée à chaque région en fonction du niveau des recettes de taxe additionnelle régionale) : adopté (p. 6976)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 562 du Gouvernement (création, au sein du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, d'une deuxième part permettant de compenser pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine et pour les bourgs-centres les pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies en 1999) : adopté (p. 6976)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 563 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) : adopté (p. 6994)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Son intervention (p. 7808)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 7810)

Défense : Institut des hautes études et de défense nationale (IHEDN) (p. 7810)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 7810)

Etat : Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) (p. 7811)

Etat : Conseil économique et social (p. 7810, 7811)

Etat : Gouvernement : communication (p. 7809)

Etat : Gouvernement : télécommunications (p. 7809)

Etat : Plan (p. 7809, 7811)

Etat : services du Premier ministre (p. 7808, 7809)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 7808)

Politique économique : prévisions (p. 7811)

Presse et livres : journaux officiels (p. 7812)

Recherche (p. 7811)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7811, 7812)

Relations internationales : Institut français des relations internationales (IFRI) (p. 7809)

Retraites : généralités (p. 7811)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8993)

Ses réponses (p. 9006, 9007)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 8996)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 8997)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 8996)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8997)

Défense : GIAT-Industries (p. 8997)

Démographie : recensements (p. 8994, 8995)

Eau : agences (p. 8997)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8995)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8997)

Etat : Monnaies et médailles (p. 8995, 8996)

Finances publiques : charges communes (p. 8993)

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 8996)

Finances publiques : dette publique (p. 8993, 8994)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8994)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8997)

Industrie : centres techniques industriels (p. 8998)

Logement : crédits (p. 8996)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 8994, 8995)

Politique économique : emprunts russes (p. 8997)

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 8996)

Secteur public : entreprises publiques : ouverture du capital (p. 8996)

Taxes parafiscales (p. 8997)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8995)

Union européenne : euro (p. 8996)

Réponses aux questions :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 9006) (M. Pierre Hériaud) (p. 9006)

Enseignement supérieur : Ecole nationale des douanes (p. 9007) (M. Patrick Delnatte) (p. 9006)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9006) (M. Pierre Hériaud) (p. 9006)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 9007)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 9007)

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France" [FARIF])

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Dominique Baert (rédactionnel) (p. 9009)

Après l'article 53

Soutient l'amendement n° 186 du Gouvernement (constitution d'un fonds d'intervention pour les aéroports et les transports aériens en remplacement du fonds de péréquation du transport aérien) : adopté (p. 9010)

Article 55 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 187 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 9011)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 62 et état H (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 188 du Gouvernement (inscription du chapitre 34-98 "Moyens de fonctionnement des services centraux" du budget des anciens combattants) : adopté (p. 9028)

Avant l'article 64

Soutient le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) : rejeté (p. 9034)

Soutient le sous-amendement n° 236 du Gouvernement (suppression du C du paragraphe I et du paragraphe IV) à l'amendement n° 111 de la commission (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 9038)

Après l'article 69

Soutient l'amendement n° 238 du Gouvernement (faculté pour les conseils municipaux de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains boisés) : adopté (p. 9070)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Son intervention (p. 9076)

Après l'article 70

Soutient le sous-amendement n° 239 du Gouvernement (information des organismes sociaux) à l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (utilisation par les services fiscaux des numéros d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques) : adopté (p. 9085)

Soutient l'amendement n° 237 du Gouvernement (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) : adopté (p. 9086)

Seconde délibération

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Soutient les amendements n°s 2 et 28 du Gouvernement (minoration des crédits) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Soutient les amendements n°s 3 à 27 du Gouvernement (majoration des crédits) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Soutient les amendements n°s 29 à 33 du Gouvernement (majoration des crédits) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n°s 34 à 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Soutient l'amendement n° 51 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Soutient l'amendement n° 52 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 2 millions de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession de l'investissement avant l'expiration de sa durée normale d'utilisation) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Soutient l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Soutient l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression de l'avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre)

Soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F)

Soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 43 et état A (pour coordination) (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10582)

Sa réponse (p. 10597)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 10599)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10582, 10583)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10583)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 10600)

Donations et successions : droits de succession : Corse (p. 10583)

Emploi : création d'emplois (p. 10597)

Enseignement secondaire : personnel (p. 10582)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 10582, 10583)

Finances publiques : dépenses (p. 10597, 10599)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10599, 10600)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10583, 10598)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10599)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10583)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10582, 10598, 10599)

Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 10598)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10583)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10600)

Logement : politique du logement : TVA (p. 10598)

Parlement : Sénat (p. 10582, 10583, 10597, 10599)

Politique économique : conjoncture (p. 10597)

Politique économique : consommation (p. 10597)

Politique économique : inflation (p. 10598)

Politique économique : investissement (p. 10597)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 10599)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10599)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10599)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10584)

TVA : taux (p. 10597)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient le sous-amendement n° 254 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéfices non commerciaux) : adopté (p. 10626)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10646)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 173 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10649)

Article 25 (pour coordination) (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs)

Soutient l'amendement n° 188 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10652)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10659) : adopté après modifications (p. 10672)

Article 27 bis (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif)

Soutient l'amendement n° 174 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10673)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 175 du Gouvernement (prise en compte de l'année d'imposition comme période de référence pour la détermination de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires pour le calcul de la cotisation minimale) : adopté (p. 10678)

Soutient l'amendement n° 176 corrigé du Gouvernement (modalités de paiement) : adopté (p. 10679)

Soutient l'amendement n° 187 du Gouvernement (délai de reprise par l'administration) : adopté (p. 10679)

Article 30 supprimé par le Sénat (taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient le sous-amendement n° 178 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10684)

Soutient le sous-amendement n° 179 corrigé du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 77 de la commission : adopté (p. 10684)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (création de la taxe de l'aviation civile)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10687)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 315 du Gouvernement (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) : rejeté (p. 10692)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 259 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10696)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Soutient l'amendement n° 256 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10697)

Soutient l'amendement n° 257 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10697)

Soutient l'amendement n° 258 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10697)

Soutient l'amendement n° 316 du Gouvernement (compensation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les communes non bourgs-centres éligibles à la dotation de solidarité rurale) : rejeté (p. 10697)

Article 41 ter (éligibilité au FCTVA des travaux réalisés par certains syndicats mixtes)

Soutient l'amendement n° 284 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10698)

Article 41 quater (éligibilité au FCTVA des travaux de réhabilitation réalisés sur des biens de section)

Soutient l'amendement n° 285 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10698)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 327 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) : adopté (p. 10717)

Seconde délibération des articles 20 bis, 27, 40, 40 bis et 43

Article 20 bis (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 27 (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (compensation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les communes éligibles à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (déficit fixé à 236,556 milliards de francs) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient l'amendement n° 323 rectifié du Gouvernement (minoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Soutient les amendements n°s 10, 11 et 312 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10727)

Soutient les amendements n°s 313, 255, 12, 25, 13 et 14 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10728)

Soutient les amendements n°s 326, 317 rectifié , 24, 15, 16, 17, 26 et 18 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10729)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10730)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n°s 21 et 22 corrigés du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adoptés (p. 10733)

Soutient l'amendement n° 189 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté (p. 10733)

Article 53 bis supprimé par le Sénat (création du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10734)

Article 55 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (rétablissement des crédits des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) : adopté (p. 10734)

Article 62 et état H (pour coordination) (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 20 du Gouvernement (inscription de quatre nouveaux chapitres à l'état H) : adopté (p. 10738)

Article 64 A (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Soutient l'amendement n° 307 du Gouvernement (droit à déduction réservé aux investissements neufs réalisés au plus tard le 31 décembre 2002) : adopté (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 308 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'en 2002) : adopté (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 309 du Gouvernement (droit à déduction réservé aux investissements neufs) : adopté (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 310 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'en 2002) : adopté (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 322 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10741)

Article 64 B (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Soutient les amendements n°s 301 à 303 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adoptés (p. 10742)

Article 64 C (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 304 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10743)

Soutient l'amendement n° 311 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10743)

Soutient l'amendement n° 305 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10743)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Soutient l'amendement n° 306 du Gouvernement (limitation de l'avantage consenti aux entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) : adopté (p. 10744)

Soutient l'amendement n° 177 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10744)

Article 72 bis C (éligibilité de certains grands établissements publics de coopération intercommunale à la dotation globale d'équipement)

Soutient l'amendement n° 318 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10757)

Après l'article 79 bis

Soutient l'amendement n° 319 deuxième rectification du Gouvernement (majoration de la dotation de l'Etat au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 10760)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Soutient l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10762)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10789)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 10790)

Donations et successions : droits de succession : Corse (p. 10789, 10790)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10789)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10790)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10790)

Impôts locaux : taxe professionnelle : finances locales (p. 10789)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10009)

Sa réponse (p. 10014)

Thèmes :

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10014)

Postes : La Poste (p. 10015)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10009, 10014, 10015)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Ses interventions (p. 10016, 10020)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10024)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10032)

Sa réponse (p. 10048)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 10048)

Banques et établissements financiers (p. 10048, 10049)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10025, 10033, 10049)

Chômage : indemnisation (p. 10016)

Défense : crédits (p. 10021, 10048)

Défense : généralités (p. 10020, 10021)

Défense : GIAT-Industries (p. 10017, 10025)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10017, 10048)

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 10017)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10016, 10017, 10025, 10048)

Finances publiques : dépenses (p. 10016, 10017, 10032, 10033)

Finances publiques : dette publique (p. 10033)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10033)

Finances publiques : recettes (p. 10016, 10017, 10032, 10049)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10048)

Politique économique : conjoncture (p. 10032)

Politique économique : croissance (p. 10016, 10017, 10032, 10048)

Politique économique : inflation (p. 10033)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10048)

Politique sociale : généralités (p. 10016)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10016, 10025)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10016)

Secteur public : nationalisations (p. 10049)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10033)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 36 rectifié du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle et coordination) : adopté (p. 10095)

Article 6 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 10101)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 95 du Gouvernement (abaissement du taux de la déduction forfaitaire applicable aux logements bénéficiant de l'avantage fiscal à l'investissement dans les résidences de tourisme classées) : adopté (p. 10110)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (mise en conformité des modalités de fixation des taux de la redevance pour contrôle vétérinaire avec le droit communautaire) : adopté (p. 10123)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (réintégration dans le code général des impôts des modifications terminologiques résultant de l'adoption de la loi du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières) : adopté après rectification (p. 10123)

Soutient l'amendement n° 41 du Gouvernement (extension de la redevance sanitaire de découpage au gibier sauvage) : adopté (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (instauration de deux redevances sanitaires destinées à couvrir les frais de contrôle des produits de la pêche ou de l'aquaculture) : adopté (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (instauration d'une redevance sanitaire pour le contrôle de certaines substances et de leurs résidus) : adopté (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (relèvement des minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) : adopté (p. 10129)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 71 de M. Gérard Lindeperg (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) : adopté (p. 10130)

Soutient l'amendement n° 40 du Gouvernement (fixation d'un plafond pour les taxes spéciales d'équipement perçues au profit des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique) : adopté (p. 10131)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (maintien du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) : adopté (p. 10132)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 39 rectifié du Gouvernement (validation des taxes d'urbanisme) : adopté (p. 10139)

Soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement (extension des conditions préférentielles accordées aux anciens agents de la direction générale des télécommunications souscrivant des actions France Télécom dans le cadre d'une offre à prime ferme aux offres à prix ouvert) : adopté (p. 10140)

Soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement (transfert de la propriété de divers barrages de l'Etat au département du Haut-Rhin) : adopté (p. 10140)

Soutient l'amendement n° 75 du Gouvernement (remise des créances d'aide publique au développement en faveur des Etats d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch) : adopté (p. 10141)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10954)

Sa réponse (p. 10961)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10962)

Départements : Haut-Rhin : emploi (p. 10962, 10963)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 10954)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10954)

Finances publiques : dette publique (p. 10692)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 10954)
Finances publiques : recettes (p. 10961)
Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10962)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10962)
Politique économique : conjoncture (p. 10961)
Politique économique : croissance (p. 10961)
Politique économique : politique monétaire (p. 10962)
Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10962)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Son intervention (p. 10975)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10984)

Article 15 ter (régime fiscal des allocations pour frais d'emploi dont le montant est fixé par voie législative ou réglementaire)

Son intervention (p. 10991)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (suppression de la référence à la voie réglementaire) : adopté (p. 10992)

Après l'article 16 quindecies

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (suppression d'un gage à l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) : adopté (p. 10996)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international en faveur du Brésil) : adopté (p. 11002)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11051)

Thème :

Parlement : Sénat (p. 11051)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) : adopté après deuxième rectification (p. 3352)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3480)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Soutient l'amendement n° 275 du Gouvernement (titulaires du nouveau statut non soumis à un seuil spécifique relatif à la superficie de l'exploitation) : adopté (p. 3502)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'activités sociales et culturelles)

Soutient l'amendement n° 276 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3506)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5046)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5046, 5047)
Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 5048)
Assemblée nationale : questions écrites (p. 5048)
Baux : bailleurs : imposition (p. 5046 à 5048)
Conseil constitutionnel (p. 5048)
Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5046 à 5048)
Finances publiques : recettes (p. 5048)
Impôt sur le revenu : déclarations (p. 5046, 5047)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5047)

Vote sur le passage à la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5049)

Son intervention (p. 5049)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6118)

Son interruption (p. 6157)

Sa réponse (p. 6168)

Thèmes :

Aménagement du territoire : banlieues : quartiers défavorisés (p. 6172)

Aménagement du territoire : espace rural (p. 6172)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6169, 6170)

Culture : crédits (p. 6119, 6172)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : impôts et taxes (p. 6172)

DOM-TOM : généralités (p. 6171)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6119, 6169)

Enseignement : crédits (p. 6119)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6170)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6118, 6169)

Finances publiques : dépenses (p. 6118, 6119)

Finances publiques : dette publique (p. 6119)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6118, 6119, 6170)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6171)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6119)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 6170)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6172)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6170)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne (p. 6172)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6171, 6172)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6171)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6169)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6169, 6170)

Justice : crédits (p. 6119)

Parlement : rôle (p. 6118, 6119)

Politique économique : croissance (p. 6169)

Politique économique : investissement (p. 6169 à 6171)

Politique économique : politique monétaire : euro (p. 6118)

Politiques communautaires : politiques internes : emploi (p. 6169)

Politiques communautaires : politiques internes : innovation (p. 6170)

Recherche : innovation (p. 6169, 6171)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6171)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6170)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6171)

TVA : taux (p. 6157, 6169, 6170, 6172)

Voirie : routes : crédits (p. 6169)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6172)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6172)

Finances publiques : dépenses (p. 6173)

Finances publiques : gestions de fait (p. 6173)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6172)

Finances publiques : recettes (p. 6172, 6173)

Lois de finances rectificatives (p. 6172)

Lois de règlement (p. 6173)

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6203)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6204)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6204)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6203, 6204)

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6204)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6203)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6204)

TVA : taux normal (p. 6203)

TVA : taux réduit (p. 6203)

Union européenne : directives (p. 6203, 6204)

François SAUVADET

Côte-d'Or (4ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1169 tendant à exonérer les établissements d'enseignement de la redevance audiovisuelle [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9425)

Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5601)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 553, posée le 14 décembre 1998. Energie et carburants. Energie nucléaire (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Centrales nucléaires, construction (p. 10470)

n° 658, posée le 1er mars 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1129). Appelée le 2 mars 1999. Effectifs de personnel, praticiens, Côte-d'Or (p. 1841)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que l'Assemblée nationale pousuive sérieusement l'examen des articles du projet de loi d'orientation agricole [8 octobre 1998] (p. 6141)

Regrette les conditions d'examen du projet d'orientation agricole [8 octobre 1998] (p. 6158)

Déplore les conditions d'examen du projet de loi d'orientation agricole [8 octobre 1998] (p. 6168)

Demande au Gouvernement de répondre aux questions posées par les députés de l'opposition lors de l'examen du projet de loi sur l'aménagement du territoire [27 janvier 1999] (p. 511)

Insiste pour que le Gouvernement réponde aux questions posées par les députés de l'opposition lors de l'examen du projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 713)

Demande que chacun puisse s'exprimer lors de l'examen des articles du projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 730)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5820) : rejetée (p. 5827)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5899)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5822, 5824)

Agriculture : installation (p. 5822, 5823, 5899)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5820, 5822, 5824)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5822)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5821, 5899)

Enseignement agricole (p. 5824)

Environnement : espace rural (p. 5821, 5823)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5823)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5820, 5821)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5820, 5821, 5823, 5842)

Recherche (p. 5824)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 746 (prise en compte de la politique forestière) : rejeté (p. 5908)

Intervient sur le sous-amendement n° 845 de M. Félix Leyzour (rappel du principe de la préférence communautaire) à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) (p. 5909)

Intervient sur l'amendement n° 62 corrigé de la commission (amélioration des revenus des agriculteurs) (p. 5911)

Son amendement n° 507 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : adopté (p. 5914)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (respect des agricultures des pays en voie de développement) (p. 5915)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (exportations en direction de l'Europe et des marchés solvables) à l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 53 de M. Léonce Deprez (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) : adopté (p. 5917)

Son amendement n° 506 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Son sous-amendement n° 505 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect d'une concurrence équilibrée et loyale) à l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) : rejeté (p. 5964)

Son amendement n° 508 soutenu par M. Germain Gengenwin (prise en compte des zones forestières) (p. 5970) : rejeté (p. 5971)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 747 (information du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité) : rejeté (p. 6008)

Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Jean Proriol (projet économique) (p. 6009)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Rebillard (projet économique global) (p. 6009)

Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de transformation et de commercialisation) (p. 6013)

Son sous-amendement n° 516 (respect d'une concurrence équilibrée et loyale) à l'amendement n° 78 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Son amendement n° 509 soutenu par M. Germain Gengenwin (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6013) : rejeté (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Robert Lamy (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 40 corrigé de M. Christian Jacob (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Christian Estrosi (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Pierre Micaux (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 302 de Mme Hélène Mignon (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Gérard Voisin (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Son amendement n° 748 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 510 soutenu par M. Germain Gengenwin (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6017) : rejeté (p. 6018)

Soutient l'amendement n° 490 de M. Jean Briane (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 512 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect des droits du propriétaire) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 511 soutenu par M. Germain Gengenwin (accord du propriétaire) : rejeté (p. 6021)

Son amendement n° 513 soutenu par M. Jacques Le Nay (définition des contrats type par le préfet) (p. 6022) : rejeté (p. 6023)

Son amendement n° 514 soutenu par M. Jacques Le Nay (objectif d'efficacité économique) : retiré (p. 6023)

Son amendement n° 515 (respect du code forestier) : rejeté (p. 6026)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (respect du code forestier) (p. 6027)

Soutient l'amendement n° 750 de M. Jacques Barrot (possibilité de contrats dérogatoires) : rejeté (p. 6027)

Intervient sur le sous-amendement n° 741 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (respect de la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) (p. 6028)

Son sous-amendement n° 937 soutenu par M. Jacques Le Nay (rapport au Parlement) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (p. 6027) : rejeté (p. 6028)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6029)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaize (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Son amendement n° 517 soutenu par M. Charles de Courson (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6051) : rejeté (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6057)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son intervention (p. 6067)

Son amendement n° 518 soutenu par M. Germain Gengenwin (avis conforme des CDOA sur les projets de contrat-type d'exploitation) (p. 6069) : rejeté (p. 6070)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 751 de M. Jacques Barrot (prise en compte des activités situées dans le prolongement de l'intervention dans le cycle biologique) (p. 6073)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son intervention (p. 6085)

Son amendement n° 519 soutenu par M. Germain Gengenwin (exclusion des activités forestières et des cultures marines) : adopté (p. 6087)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Jean Proriol (exclusion des activités forestières et des cultures marines) (p. 6087)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Soutient l'amendement n° 709 de M. Yves Coussain (droits ouverts par l'immatriculation) : retiré (p. 6091)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jacques Le Nay (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) (p. 6092)

Soutient l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6094)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 634 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension du droit de reprise pour les maisons d'habitation existantes) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Jean Proriol (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Soutient l'amendement n° 684 de M. Léonce Deprez (suppression de l'article L. 416-3 du code rural) : rejeté (p. 6104)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (rapport dans un délai de six mois) (p. 6109)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Jérôme Cahuzac (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Soutient l'amendement n° 246 de M. Pierre Micaux (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) : rejeté (p. 6121)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son intervention (p. 6121)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6126)

Son sous-amendement oral (candidats non originaires du milieu agricole) à l'amendement n° 100 de la commission : rejeté (p. 6126)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6127)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 334 de M. François Guillaume (interrogation des exploitants agricoles par les services administratifs un an avant l'âge de la retraite) : rejeté (p. 6128)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (information du public) (p. 6129)

Intervient sur le sous-amendement n° 744 de M. Jean-Michel Marchand (information obligatoire) à l'amendement n° 103 de la commission (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6137)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) (p. 6146)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. François Guillaume (déclaration préalable à la préfecture) (p. 6148)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 octobre 1998] (p. 6158)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Léonce Deprez (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 724 de M. Renaud Dutreil (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. François Guillaume (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Christian Jacob (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Son amendement n° 522 soutenu par M. Germain Gengenwin (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Jean Proriol (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Rebillard (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. Jean-Michel Marchand (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Son sous-amendement n° 957 soutenu par M. Germain Gengenwin (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6161) : rejeté (p. 6163)

Son amendement n° 523 (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) : devenu sans objet (p. 6164)

Son amendement n° 524 (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) : devenu sans objet (p. 6164)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Thierry Mariani (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) (p. 6168)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 octobre 1998] (p. 6168)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Félix Leyzour (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Christian Jacob (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Intervient sur l'amendement n° 793 de M. François Baroin (autorisation de droit pour les biens recueillis par succession ou donation) (p. 6185)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Article L. 331-7 du code rural : sanction administrative en cas de non-respect de la réglementation du contrôle des structures

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Christian Jacob (suppression des sanctions) (p. 6191)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6213)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Intervient sur l'amendement n° 882 de M. Félix Leyzour (protection des salariés agricoles) (p. 6225)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jean Proriol (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Christian Jacob (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Son sous-amendement n° 525 soutenu par M. Germain Gengenwin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) à l'amendement n° 128 de la commission (p. 6226) : devenu sans objet (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Joseph Parrenin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Félix Leyzour (création au niveau départemental d'un observatoire de l'emploi salarié) (p. 6297)

Avant l'article 30

Son intervention (p. 6298)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 464 de M. Jacques Le Nay (dispositif des interprofessions étendu aux horticulteurs et aux pépiniéristes) : rejeté (p. 6306)

Soutient l'amendement n° 710 de M. Yves Coussain (rôle d'organisations interprofessionnelles spécifiques pour des produits bénéficiant d'une même appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6310)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (gestion par une interprofession d'un ensemble de produits sous le signe indication géographique protégée - IGP) (p. 6312)

Son amendement n° 526 soutenu par M. Germain Gengenwin (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité adminis-trative) : rejeté (p. 6313)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Pierre Micaux (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 712 de M. Jean-Luc Préel (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de codification) (p. 6330)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Soutient l'amendement n° 455 de M. Pierre Micaux (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Son amendement n° 530 (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Soutient l'amendement n° 725 de M. Renaud Dutreil (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Soutient l'amendement n° 693 de M. Jean Proriol (compte rendu établi chaque année par le Conseil supérieur d'orientation portant sur la mise en oeuvre des principales politiques en faveur de l'agriculture) : retiré (p. 6342)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 694 de M. Jean Proriol (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : adopté après modifications (p. 6343)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 255 de M. Pierre Micaux (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 715 de M. Jean-Luc Préel (avis de la Commission nationale des labels et des certifications pour obtenir une indication géographique protégée) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 679 de M. Jean Proriol (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) (p. 6357)

Soutient l'amendement n° 717 de M. Jean-Luc Préel (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 718 de M. Jean-Luc Préel (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 6360)

Son sous-amendement n° 938 soutenu par M. Germain Gengenwin (non-application aux produits viticoles) à l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") (p. 6362) : adopté après rectification (p. 6363)

Article 42 (appellation "montagne")

Son intervention (p. 6369)

Après l'article 42

Son sous-amendement n° 940 rectifié soutenu par M. Germain Gengenwin (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6373) : retiré (p. 6374)

Son sous-amendement n° 939 (financement du fonds) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) (p. 6397)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 256 de M. Pierre Micaux (de suppression) : rejeté (p. 6406)

Soutient l'amendement n° 257 de M. Pierre Micaux (mise en valeur et protection de l'espace rural par l'agriculture) : rejeté (p. 6406)

Soutient l'amendement n° 258 de M. Pierre Micaux (coexistence entre les différentes activités du monde rural) : rejeté (p. 6407)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Serge Poignant (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

Soutient l'amendement n° 259 de M. Pierre Micaux (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 698 de M. Jean Proriol (de précision) : retiré (p. 6412)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Soutient l'amendement n° 456 de M. Pierre Micaux (de précision) : rejeté (p. 6414)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 493 de M. Jean Briane (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 701 de M. Jean Proriol (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 702 de M. Jean Proriol (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 699 de M. Jean Proriol (décret en Conseil d'Etat pour fixer les règles générales et les prescriptions techniques applicables aux installations classées soumises à autorisation) : rejeté (p. 6422)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 726 de M. Renaud Dutreil (missions de l'enseignement) : rejeté (p. 6425)

Soutient l'amendement n° 789 de M. Yves Nicolin (création d'un corps d'inspecteurs de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6426)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Après l'article 57

Soutient l'amendement n° 704 de M. Jean Proriol (application de la présente loi à l'enseignement supérieur privé) : rejeté (p. 6431)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Soutient l'amendement n° 754 de M. Jacques Barrot (maintien de l'équilibre entre les enseignements publics et privés) : retiré (p. 6433)

Après l'article 64

Son amendement n° 541 soutenu par M. Charles de Courson (fiscalité des transmissions) (p. 6439) : rejeté (p. 6440)

Son amendement n° 536 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) (p. 6443) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 537 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) (p. 6443) : rejeté (p. 6444)

Soutient l'amendement n° 728 de M. Renaud Dutreil (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 538 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) (p. 6443) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 539 soutenu par M. Charles de Courson (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)

Son amendement n° 540 soutenu par M. Charles de Courson (création d'une réserve spéciale d'auto-financement) (p. 6445) : rejeté (p. 6447)

Soutient l'amendement n° 663 précédemment réservé de M. Jean Proriol (fiscalité des plus-values de cession) : rejeté (p. 6448)

Soutient l'amendement n° 662 précédemment réservé de M. Jean Proriol (fiscalité des transmissions) : rejeté (p. 6450)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) (p. 6457)

Ses explications de vote (p. 6479)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6480)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Soutient la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3391) : rejetée (p. 3399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3429)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3391 à 3393, 3429)

Agriculture : installation (p. 3391, 3393, 3394)

Agriculture : montagne (p. 3394)

Agriculture : pollution (p. 3392, 3395)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 3393)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 3393)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 3392, 3393 3395)

Enseignement agricole (p. 3394)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3391, 3429)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3391, 3392)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3391, 3392, 3394)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3393)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 3438)

Son sous-amendement n° 211 (de précision) à l'amendement n° 5 de la commission (place de la politique forestière dans la politique rurale) : adopté (p. 3439)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son intervention (p. 3440)

Article 1er ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles)

Son intervention (p. 3442)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3444)

Intervient sur le sous-amendement n° 206 corrigé de M. Charles de Courson (décision du préfet après avis de la commission départementale) à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3450)

Article 3 (création du fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3451)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3453)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son intervention (p. 3461)

Son amendement n° 221 soutenu par M. Charles de Courson (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3461) : rejeté (p. 3463)

Après l'article 17 bis

Son sous-amendement n° 272 soutenu par M. Christian Jacob (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) (p. 3500) : adopté (p. 3501)

Après l'article 30 bis

Son amendement n° 203 soutenu par M. Charles de Courson (compensation de la perte de recettes pour le BAPSA) (p. 3513) : rejeté (p. 3514)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Son intervention (p. 3566)

Ses explications de vote (p. 3573)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3573)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4939)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4940)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4940, 4941)

Agriculture : installation (p. 4941)

Enseignement agricole (p. 4941)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 4941)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4939)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4940)

Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 4940)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Germain Gengenwin (formes des aides publiques) (p. 4964) : rejeté (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. François Sauvadet (formes des aides publiques) (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (composition des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (imposition des transmissions) (p. 4966)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Germain Gengenwin (exonérations des charges sociales du jeune salarié appelé à reprendre l'exploitation) : rejeté (p. 4967)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation) (p. 4968)

Soutient l'amendement n° 8 de M. Jean Proriol (étiquetage d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée laitière) : retiré (p. 4970)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Charles de Courson (renforcement de la surveillance des OGM) : rejeté (p. 4971)

Son amendement n° 22 (rapport au Parlement sur l'organisation de la profession d'expert agricole et foncier et d'expert forestier) : retiré (p. 4972)

Son amendement n° 19 (année terminale de l'enseignement agricole privé) : rejeté (p. 4973)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Après l'article 19

Son amendement n° 528 soutenu par M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Eau : agences (p. 8105, 8106)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8777)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8778)

Agriculture : installation (p. 8778)

Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 8778)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8778)

Enseignement agricole (p. 8779)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8779)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8779)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8831)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 74

Son amendement n° 107 corrigé soutenu par M. François Vannson (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9128) : rejeté (p. 9129)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7622)

Après l'article 14

Son amendement n° 280 soutenu par M. Jean-Luc Préel (récupération de l'aide sociale contre le donataire) : rejeté (p. 7627)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9465)

Thèmes :

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9465)

Union européenne : construction européenne : mondialisation (p. 9465,9466)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 160)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 172) : rejetée (p. 183)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 177)

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 174)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 173, 175)

Aménagement du territoire : villes (p. 174)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 173, 174)

Environnement : protection (p. 176)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 172)

Régions : Ile-de-France (p. 176)

Secteur public : services publics (p. 177, 178)

Transports : transport combiné (p. 178)

Transports par eau : Canal Rhin-Rhône (p. 175, 178)

Union européenne : fonds structurels (p. 179)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 698 de M. Pierre Méhaignerie (phase d'expérimentation dans une zone géographique donnée et pendant une période limitée) : rejeté (p. 184)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 719 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 276) : rejeté (p. 285)

Son amendement n° 720 soutenu par M. Yves Coussain (maintien du schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 290)

Son amendement n° 701 soutenu par M. Yves Coussain (schéma de protection des espaces naturels) : rejeté (p. 317)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 801 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Jean-Claude Lenoir (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Éric Doligé (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son intervention (p. 384)

Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Jean Proriol (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Jean Proriol (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Patrick Ollier (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Henry Chabert (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) (p. 396)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 770 soutenu par M. Yves Coussain (moyens des schémas de services culturels) : rejeté (p. 482)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif à la politique d'intégration) (p. 484)

Intervient sur l'amendement n° 711 de M. Yves Coussain (pratique des disciplines artistiques et culturelles étendue à tout le territoire) (p. 484)

Son sous-amendement n° 1105 soutenu par M. Yves Coussain (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 1105) : devenu sans objet (p. 486)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 487)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son intervention (p. 491)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Patrick Ollier (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Michel Bouvard (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Patrick Ollier (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 855 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 510)

Intervient sur l'amendement n° 1048 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 510)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 janvier 1999] (p. 511)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 515)

Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Patrick Ollier (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 713)

Après l'article 15

Intervient sur le sous-amendement n° 1233 de M. Georges Sarre (prise en compte de la directive européenne) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 730)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 869 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 864 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 1057 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) (p. 755)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 713 (dénomination du schéma) : rejeté (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. Jean Proriol (dénomination du schéma) (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jacques Blanc (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) (p. 779)

Soutient l'amendement n° 497 de M. Jacques Barrot (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) : rejeté (p. 779)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 793)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Son amendement n° 777 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Son amendement n° 778 soutenu par M. Yves Coussain (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 805) : retiré (p. 806)

Son amendement n° 779 (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : devenu sans objet (p. 809)

Son amendement n° 780 soutenu par M. Yves Coussain (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 782 soutenu par M. Yves Coussain (rédactionnel) : rejeté (p. 814)

Son amendement n° 783 soutenu par M. Yves Coussain (suppression du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 784 soutenu par M. Yves Coussain (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 781 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 785 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 825) : rejeté (p. 826)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 333 rectifié de la commission (création de commissions départementales de présence postale) (p. 860)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 863)

Intervient sur l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son intervention (p. 881)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Patrick Ollier (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 912)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Henry Chabert (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 912)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4043) : rejetée (p. 4049)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4065)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 4045)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 4044)

Aménagement du territoire : généralités (p. 4043 à 4045, 4065)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4044)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4044)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4046)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4046)

Postes : La Poste (p. 4044)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4044)

Secteur public : services publics (p. 4045)

Télécommunications (p. 4044)

Transports (p. 4046)

Union européenne : fonds structurels (p. 4044, 4045, 4065, 4107)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 117 de M. Pierre Méhaignerie (politique d'aménagement précédée d'une phase d'expérimentation dans des zones géographiques données pendant une période limitée) : rejeté (p. 4114)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Léonce Deprez ("valorisation" de l'environnement) à l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4116)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") (p. 4118)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. Léonce Deprez (introduction du schéma des services de sécurité) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4122)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 123 corrigé de M. Yves Coussain (désignation des associations) (p. 4129)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Son sous-amendement n° 188 (moyens financiers de l'Etat) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : rejeté (p. 4140)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Son sous-amendement n° 190 rectifié (suppression de la référence aux langues minoritaires) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission : rejeté (p. 4144)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 191 soutenu par M. Germain Gengenwin (compétences des groupements de communes) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4213)

Son sous-amendement n° 192 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la référence aux orientations fondamentales de l'organisation spatiale) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Son sous-amendement n° 193 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Son sous-amendement n° 194 soutenu par M. Germain Gengenwin (caractère facultatif du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2512)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2513)

Agriculture : prix agricoles (p. 2514)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2514)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2513, 2514)

Union européenne : fonds structurels (p. 2513)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2569)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2588)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2588)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) (p. 2594)

André SCHNEIDER

Bas-Rhin (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7014)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [27 janvier 1999] (p. 452)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 493, posée le 23 novembre 1998. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Strasbourg (p. 9410)

n° 833, posée le 24 mai 1999. Défense. Service national (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Report d'incorporation (p. 4796)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction : responsabilité (p. 7159)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Procédure des questions :

Logement : HLM : bailleurs (p. 8051)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8056)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son amendement n° 10 (taux maximum d'alcool permis) : devenu sans objet (p. 7597)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Son amendement n° 141 (régime spécial d'Alsace-Moselle) : adopté (p. 6040)

Bernard SCHREINER

Bas-Rhin (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 44ème session ordinaire (mai 1998-décembre 1998) [8 juin 1999] (n° 1678)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1998 [16 juin 1999] (n° 1703)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Fonctionnement. Heures supplémentaires [2 mars 1999] (p. 1863)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6695)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 654, posée le 1er mars 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Cotisations sociales, réduction, remboursement (p. 1834)

n° 779, posée le 3 mai 1999. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Financement (p. 3922)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5885)

Thème :

Agriculture : aides (p. 5885, 5886)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7846)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Procédure des questions :

Sécurité publique : financement (p. 8192)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 10 supprimé par le Sénat (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Son sous-amendement n° 271 à l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : non soutenu (p. 10628)

Son amendement n° 270 : non soutenu (p. 10628)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2248)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5314)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5314, 5315)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5315)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5314, 5315)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 2 (réalisation des aires d'accueil dans les communes ou les groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 5340)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Émile Blessig (schéma départemental fixant le montant du droit de stationnement) : rejeté (p. 5341)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5344)

Son amendement n° 3 (fixation par arrêté du maire des dates de début et de fin des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Son amendement n° 4 (fixation par arrêté du maire du droit de stationnement lors des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Son amendement n° 5 (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 5352)

Son amendement n° 137 (schéma départemental approuvé après consultation des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 5355)

Son amendement n° 6 (schéma départemental approuvé par le préfet, le président du conseil général et les maires ou groupements de communes concernés) : retiré (p. 5356)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour les maires et les présidents des groupements de communes des communes concernées d'assister aux réunions de la commission consultative) : rejeté (p. 6452)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Son amendement n° 11 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 13 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 15 : non soutenu (p. 6471)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 19 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6480) : rejeté (p. 6482)

Son amendement n° 138 (arrêté d'expulsion délivré par l'autorité administrative à la demande du maire en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6484)

Son amendement n° 18 (astreinte obligatoirement prononcée par le juge lorsqu'il prescrit aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) : rejeté (p. 6486)

Son amendement n° 17 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 16 : devenu sans objet (p. 6488)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 102 (quota spécifique en Alsace-Moselle) : adopté (p. 6739)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

Val-de-Marne (3ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Président du groupe Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1469 tendant à créer une commission d'enquête sur l'état des droits des malades en fin de vie en France [16 mars 1999]

Proposition de loi n° 1514 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladies. Soins palliatifs, euthanasie [17 février 1999] (p. 1552)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7834)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7835)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7835)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7835)

Union européenne (p. 7834)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3633)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3633, 3634)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 3634)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3634, 3635)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3634)

Pays étrangers : Albanie (p. 3635)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3633 à 3635)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3635)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 3635)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3784)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3784, 3785)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3785)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4164)

Thèmes :

Santé : accès aux soins : enseignement (p. 4164)

Santé : accès aux soins : soins palliatifs (p. 4164)

Santé : fin de vie (p. 4164)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4164)

Travail : congé d'accompagnement (p. 4165)

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son amendement n° 19 (élargissement aux droits des malades) : rejeté (p. 4340)

Son amendement n° 20 (caractère relatif de la gravité de la maladie) : retiré (p. 4340)

Intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Christine Boutin (maladie évolutive ou terminale) (p. 4340)

Après l'article 3

Son amendement n° 21 (répartition de la dotation budgétaire affectée aux soins palliatifs) : rejeté (p. 4345)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Son amendement n° 22 (formation initiale et continue des professionnels de santé) : adopté (p. 4348)

Son amendement n° 16 (nombre de lits) : rejeté (p. 4349)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son amendement n° 17 (rôle des bénévoles accompagnants) : adopté (p. 4351)

Titre

Son amendement n° 18 (nouveau titre : "Proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs") : adopté après rectification (p. 4358)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4359)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4378)

Thèmes :

Communes : recettes (p. 4379)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4378)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de M. Yves Cochet (prérogatives de l'Autorité indépendante) (p. 4392)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4538)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4539)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4539)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4539)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : exonération (p. 4539, 4540)

Philippe SÉGUIN

Vosges (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

FAIT PERSONNEL

Conteste avoir interrompu le défenseur d'une question préalable avant l'expiration de son temps de parole [7 novembre 1998] (p. 8353, 8354)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que le Gouvernement et le rapporteur tentent de différer le vote sur l'exception d'irrecevabilité [9 octobre 1998] (p. 6271)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 octobre 1998] (p. 6271)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7824)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7825)

Union européenne (p. 7824)

Bernard SEUX

Pas-de-Calais (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 664, posée le 8 mars 1999. Etablissements de santé. Personnel (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Médecins anesthésistes, revendications (p. 2116)

n° 790, posée le 10 mai 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 2739). Appelée le 11 mai 1999. Chirurgiens-dentistes, nomenclature des actes (p. 4280)

Patrick SÈVE

Val-de-Marne (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7074)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7074)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 21 mai 1999] (p. 7594)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mai 1999] (p. 7594)

Henri SICRE

Pyrénées-Orientales (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 321), autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (ensemble trois déclarations) [28 avril 1999] (n° 1546)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 637, posée le 15 février 1999. Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Vins doux naturels, organisation commune de marché (p. 1417)

n° 754, posée le 26 avril 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Agrément, conditions d'attribution, Céret (p. 3599)

n° 901, posée le 21 juin 1999. Mer et littoral. Animaux (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Cétacés, échouage, intervention, réglementation (p. 6249)

DÉBATS

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République héllénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4436)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4436)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4437)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4436, 4437)

Jean-Pierre SOISSON

Yonne (1ère circonscription)
Non-Inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10981)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Son intervention (p. 10989)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) (p. 11040)

Dominique STRAUSS-KAHN

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

DÉPÔTS

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998 [18 novembre 1998]

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance [2 décembre 1998]

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière [2 décembre 1998]

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [9 décembre 1998]

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997 [16 décembre 1998]

Projet de loi n° 1332 portant modification du code minier [20 janvier 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier [17 février 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire [17 juin 1999]

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000 [15 septembre 1999]

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998 [29 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Dosé. Industrie. Sidérurgie. Usinor, emploi et activité [7 octobre 1998] (p. 6043)

M. Jean-Jacques Jégou. Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6582)

M. Georges Sarre. Politique économique. Politique monétaire. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6581)

M. Guy Hascoët. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7012)

M. Dominique Perben. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7392)

M. Gilles Carrez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [28 octobre 1998] (p. 7508)

Mme Nicole Bricq. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [3 novembre 1998] (p. 7929)

M. Alain Barrau. Union européenne. UEM. Conseil de l'Euro [4 novembre 1998] (p. 8032)

M. François Asensi. Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8700)

M. Dominique Paillé. Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8701)

M. Yvon Abiven. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seïta, emploi et activité [17 novembre 1998] (p. 9106)

M. Lucien Degauchy. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seïta, emploi et activité [17 novembre 1998] (p. 9105)

M. Jean-Marie Demange. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. CSG, plafonnement de l'abattement fiscal, conséquences [25 novembre 1998] (p. 9496)

M. Pierre Carassus. Secteur public. Privatisations. Bilan et perspectives [25 novembre 1998] (p. 9494)

M. Pierre Lellouche. Défense. Armement et équipements. Bogue de l'an 2000, conséquences [2 décembre 1998] (p. 9896)

M. Georges Colombier. Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [2 décembre 1998] (p. 9892)

M. Philippe Auberger. Union européenne. Euro. Programme triennal de stabilité [9 décembre 1998] (p. 10236)

M. Dominique Baudis. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, emploi et activité [9 décembre 1998] (p. 10235)

M. Arnaud Lepercq. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Traitement [9 décembre 1998] (p. 10238)

M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Institut d'émission des DOM. Statut [15 décembre 1998] (p. 10484)

M. Jean Vila. Banques et établissements financiers. Caisses d'épargne. Statut, réforme [15 décembre 1998] (p. 10483)

M. François d'Aubert. Impôts et taxes. Fraude fiscale. Lutte et prévention, numéro d'immatriculation de la

sécurité sociale, utilisation [15 décembre 1998] (p. 10482)

M. Émile Vernaudon. Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, franc Pacifique [15 décembre 1998] (p. 10484)

M. Léo Andy. DOM. Institut d'émission des DOM. Statut [16 décembre 1998] (p. 10568)

M. René Mangin. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [20 janvier 1999] (p. 126)

M. Claude Gatignol. Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [20 janvier 1999] (p. 119)

M. Raymond Douyère. Relations internationales. Politique économique. Sommet de Davos [2 février 1999] (p. 708)

M. François Goulard. Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Perspectives [3 février 1999] (p. 848)

M. Jean-Jacques Jégou. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [9 février 1999] (p. 1076)

M. Michel Suchod. Relations internationales. Commerce international. Partenariat économique transatlantique, attitude de la France [16 février 1999] (p. 1445)

Mme Françoise Imbert. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, fusion avec Matra [16 février 1999] (p. 1437)

Mme Jacqueline Fraysse. Industrie. Construction aéronautique. Restructuration, concertation [17 février 1999] (p. 1557)

M. Yves Cochet. Télécommunications. Internet. Sites, prestataires, responsabilité pénale [3 mars 1999] (p. 1971)

M. Jacques Brunhes. Démographie. Recensements. Recensement de 1999, résultats, communes, accès [9 mars 1999] (p. 2137)

M. Gilles Carrez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [9 mars 1999] (p. 2143)

M. Dominique Baert. Banques et établissements financiers. Politique bancaire. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2411)

M. Yves Deniaud. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pensions, création [17 mars 1999] (p. 2528)

M. Michel Crépeau. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, taux d'intérêt [23 mars 1999] (p. 2716)

M. Gilles Carrez. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Durée d'assurance. Perspectives [11 mai 1999] (p. 4312)

M. Éric Besson. Politique extérieure. Aide au développement. Dette, annulation, modalités [18 mai 1999] (p. 4498)

M. Didier Migaud. Politique économique. Croissance. Prévisions [19 mai 1999] (p. 4587)

M. Georges Tron. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [1er juin 1999] (p. 5182)

M. Philippe Briand. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [1er juin 1999] (p. 5181)

M. René Leroux. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Perspectives [2 juin 1999] (p. 5284)

M. Bernard Roman. Politique économique. Croissance. Bilan et perspectives [15 juin 1999] (p. 5817)

M. Hervé Gaymard. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Création, conséquences [16 juin 1999] (p. 5947)

M. Félix Leyzour. Impôt de solidarité sur la fortune. Politique fiscale. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6370)

Mme Nicole Bricq. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [29 juin 1999] (p. 6535)

INTERVENTIONS SUR LES RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François d'Aubert : déclare que le nom du groupe de M. d'Aubert est bien Démocratie libérale et non "dérive libérale" [14 octobre 1998] (p. 6625)

M. François d'Aubert : rappelle que la position du Gouvernement a été donnée et précise que celui-ci s'exprime d'une seule voix que ce soit en la personne du ministre de la culture ou d'un autre [16 octobre 1998] (p. 6775)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6613)

Son intervention (p. 6484)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6523)

Sa réponse (p. 6619)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6633)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert (cf. supra) [14 octobre 1998] (p. 6625)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 6625)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6524)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6523, 6524, 6625)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6525, 6622)

Emploi : chômage (p. 6484)

Emploi : création d'emplois (p. 6493, 6525)
Famille : politique familiale (p. 6525)
Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6485)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6484, 6490 à 6494, 6523, 6624)
Finances publiques : dépenses (p. 6484, 6492 à 6494, 6621, 6622, 6624, 6625)
Finances publiques : dette publique (p. 6488, 6491)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6485, 6494, 6624)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6484, 6490 à 6494, 6523, 6524, 6619 à 6621)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6633)
Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6525)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6494, 6495)
Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6495)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6525)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6494)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6524, 6619, 6621 à 6623)
Marchés financiers : généralités (p. 6486)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 6486, 6489)
Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6485, 6523)
Politique économique : conjoncture (p. 6485, 6486, 6489, 6619, 6620)
Politique économique : croissance (p. 6484 à 6490, 6492 à 6494, 6523, 6620, 6623, 6624)
Politique économique : généralités (p. 6484, 6485, 6487)
Politique économique : mondialisation (p. 6486, 6487)
Politique économique : politique monétaire (p. 6486, 6487)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6484, 6621)
Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 6633, 6634)
Secteur public : privatisations (p. 6634)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6493)
TVA (p. 6494, 6523, 6619, 6621, 6625)
Union européenne : euro (p. 6487)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 6638)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6644)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son intervention (p. 6733)

Soutient l'amendement n° 547 du Gouvernement (appréciation des limites d'application du régime des micro-entreprises par rapport à la situation d'un seul contribuable et non au niveau du foyer fiscal) : adopté (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 548 du Gouvernement (appréciation des limites d'application du régime des micro-entreprises par rapport à la situation d'un seul contribuable et non au niveau du foyer fiscal) : adopté (p. 6738)

Soutient l'amendement n° 549 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6738)

Soutient les amendements n°s 550 à 552 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adoptés (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 553 du Gouvernement (suppression de la référence au forfait pour l'évaluation des immobilisations industrielles en matière de taxe foncière) : adopté (p. 6739)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 6754)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6915)

Seconde délibération

Article 2 bis (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (neutralisation des effets de la réduction du plafonnement du quotient familial pour les invalides, les anciens combattants et les personnes seules ayant des enfants majeurs de moins de 27 ans) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 2 ter (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 8 bis (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (application du taux réduit aux seuls abonnements relatifs aux livraisons d'électricité et de gaz combustible) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 bis (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 ter (application du taux réduit de la TVA aux véhicules pour handicapés paraplégiques)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (application des taux de réduction des droits sur les donations réservée aux seuls donateurs âgés de moins de 75 ans) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 31 bis (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (déficit fixé à 236,552 milliards de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Son intervention (p. 7016)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Son intervention (p. 9163)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8382)

Thème :

Etat : Gouvernement : Assemblée nationale (p. 8382)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Ses réponses (p. 9369, 9373)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9370)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 9370)

Etat (p. 9369, 9370, 9372)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 9371, 9503)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9369 à 9371, 9503)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : hauts fonctionnaires (p. 9370)

Parlement : rôle (p. 9372)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9371 à 9373, 9503)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Son intervention (p. 9503)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10573)

Sa réponse (p. 10578)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10573, 10578 à 10580)

Banques et établissements financiers : Crédit industriel et commercial (CIC) (p. 10579)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 10580)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 10573, 10578, 10579)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 10573)

Secteur public : privatisations (p. 10579)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 556)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 556 à 558, 560)

Démographie (p. 558, 559)

Formation professionnelle : congé de formation (p. 560)

Lois : application (p. 557)

Politique économique : croissance (p. 558, 559)

Retraites : généralités : cotisations (p. 557)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 558 à 560)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 557 à 560)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1511)

Sa réponse (p. 1540)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 1517)

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 1512, 1513, 1543)

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 1516)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1542)

Banques et établissements financiers : Caisse nationale de prévoyance (CNP) (p. 1512, 1513)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1514, 1515, 1541, 1542, 1544)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 1513, 1514)

Banques et établissements financiers : Crédit industriel et commercial (CIC) (p. 1512, 1513)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1512, 1514, 1541 à 1543)

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 1516)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 1542, 1543)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1511 à 1513, 1515 à 1517, 1542)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1512, 1513, 1515, 1517, 1541, 1544)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 1512, 1513)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 1541)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 1515)

Marchés financiers : généralités (p. 1516, 1540, 1542 à 1544)

Politique économique : épargne (p. 1515, 1541, 1544, 1545)

Politique économique : investissement (p. 1515, 1516, 1540, 1541)

Politique économique : mondialisation (p. 1515)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1516, 1541, 1543)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1515)

Politique sociale : surendettement (p. 1515)

Postes : La Poste : activités bancaires (p. 1543)

Union européenne : Banque européenne d'investissement (BEI) (p. 1516)

Union européenne : euro (p. 1511, 1542)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2151)

Sa réponse (p. 2189)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 2153)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2154)

Banques et établissements financiers : Caisse nationale de prévoyance (CNP) (p. 2152)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2151 à 2154, 2189, 2191 à 2196)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 2194, 2195)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2192, 2195)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2189, 2190, 2192, 2193)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2190, 2193, 2195)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2151 à 2153)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2153, 2194)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2152 à 2154, 2190, 2191, 2195)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2190)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : exclusion (p. 2193, 2196)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 2190, 2191)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 2152 à 2154)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2154)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2153, 2154, 2190)

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 2195)

Environnement : protection (p. 2196)

Logement : logement social (p. 2194)

Politique économique : mondialisation (p. 2152, 2193)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 2192, 2195)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 78

Soutient l'amendement n° 327 du Gouvernement (nomination de rapporteurs généraux adjoints au sein du Conseil de la concurrence) : adopté (p. 2377)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Son intervention (p. 2537)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5188)

Sa réponse (p. 5202)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 5204)

Assurances : fonds de garantie (p. 5202)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5189, 5202 à 5204)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 5204)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 5189)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 5189)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5189, 5202, 5203)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 5204)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5189, 5203, 5204)

Parlement : Sénat (p. 5189, 5202)

Politique économique : épargne (p. 5204)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 29 (pour coordination)

Soutient l'amendement n° 132 du Gouvernement (garantie des droits sociaux acquis) : adopté (p. 5231)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son intervention (p. 5231)

Article 80 (rapporteurs généraux adjoints au sein du Conseil de la concurrence)

Son intervention (p. 5272)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6089)

Sa réponse (p. 6098)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6089)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 6098)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 6089, 6090)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 6089)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 6089)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6089)

Logement : aides et prêts : prêts : remboursement (p. 6089)

Parlement : Sénat (p. 6089)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6098)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6112)

Sa réponse (p. 6139)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 6143)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6140)

Défense : crédits (p. 6145)

Donations et successions : droits de succession (p. 6116)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 6140)

Emploi : jeunes (p. 6143)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6113, 6114, 6116)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 6115, 6116)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6140)

Etat : réforme (p. 6143)

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale (p. 6141)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6113, 6114)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6114, 6115, 6117, 6140, 6143)

Finances publiques : dépenses (p. 6117, 6142, 6143)

Finances publiques : dette publique (p. 6117, 6144)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6115, 6117, 6141, 6144)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 6116)

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6116)

Impôt sur le revenu : déclarations : simplifications administratives (p. 6116)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6116)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6144)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6115 à 6117)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6115)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6140)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6115, 6116, 6140)

Marchés financiers : généralités : impôts et taxes (p. 6145)

Politique économique : conjoncture (p. 6113, 6116)

Politique économique : croissance (p. 6112, 6113, 6616, 6117, 6143, 6144)

Politique économique : généralités (p. 6141, 6142)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6114)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 6143)

Politique sociale : généralités (p. 6145)

Recherche : innovation (p. 6144)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6139)

Services : sélection et fourniture de personnel (p. 6140)

Télécommunications : France Télécom : impôts locaux (p. 6140)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 6141)

TVA : déduction (p. 6116)

TVA : taux (p. 6139 à 6141)

Union européenne : euro (p. 6114)

Michel SUCHOD

Dordogne (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Vice-président de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 7 : Aménagement du territoire et environnement (environnement) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [10 novembre 1998] (p. 8705)

Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [18 novembre 1998] (p. 9161)

Relations internationales. Commerce international. Partenariat économique transatlantique, attitude de la France [16 février 1999] (p. 1445)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [2 mars 1999] (p. 1858)

Politique extérieure. Kosovo. Situation diplomatique [25 mai 1999] (p. 4815)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 520, posée le 7 décembre 1998. Recherche. Astrophysique (J.O. Questions p. 6603). Appelée le 8 décembre 1998. Etude des rayonnements cosmiques, financement, aides de l'Etat (p. 10152)

n° 593, posée le 1er février 1999. Etablissements de santé. Personnel (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Aides opératoires, qualification, attachés des hôpitaux, carrière (p. 677)

n° 659, posée le 8 mars 1999. Agriculture. SAFER (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Financement (p. 2113)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5851)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5851)

Agriculture : installation (p. 5851)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5851)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5852)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5851, 5852)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5851, 5852)

Retraites : régime agricole (p. 5852)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Après l'article 19

Son amendement n° 156 corrigé : non soutenu (p. 6847)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Gérard Saumade

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7827)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7827)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7827)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9464)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 9464)

Union européenne : euro (p. 9464)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9464)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1527)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Association française des banques (AFB) (p. 1527)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1527, 1528)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1527, 1528)

Banques et établissements financiers : réglementation (p. 1528)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 1528)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 1528)

Marchés financiers : généralités (p. 1528)

Politique économique : mondialisation (p. 1527)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1527)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1926, 1927)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1927)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1927)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2014)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2014)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 2015)

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 2015)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2015)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 2015)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2522)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2523)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2523)

Agroalimentaire : viticulture (p. 2523)

Union européenne : fonds structurels (p. 2522)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2540)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2540)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6353)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 6354)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6353, 6354)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6353)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6354)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6354)

T

Frantz TAITTINGER

Hauts-de-Seine (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Michel TAMAYA

La Réunion (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19145)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7838)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 1998] (p. 6935)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 497 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer bénéficiant de la quote-part réservée à l'outre-mer au sein de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969) : retiré (p. 6970)

Son amendement n° 498 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer ayant conclu un contrat de ville et bénéficiant de la quote-part de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969) : retiré (p. 6970)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7313)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 7314)

Assemblée nationale : séances (p. 7313)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7315)

DOM : La Réunion (p. 7313)

DOM : La Réunion : institutions (p. 7315)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7314)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 7315)

Emploi (p. 7313, 7314)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7315)

Formation professionnelle (p. 7314)

Logement (p. 7314)
Lois : lois d'orientation (p. 7314)
Union européenne (p. 7314)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 688 soutenu par Mme Martine Lignières-Cassou (représentation des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les DOM) : rejeté (p. 410)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 727 (application de la loi aux DOM) : retiré (p. 469)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son intervention (p. 1656)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697, 4743)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 429 soutenu par Mme Huguette Bello (accès égal à l'image des téléspectateurs des DOM-TOM par rapport aux métropolitains) : rejeté (p. 4661)

Son amendement n° 430 : non soutenu (p. 4662)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Son amendement n° 431 soutenu par M. Rudy Salles (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 447 : non soutenu (p. 4728)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 448 soutenu par M. Léo Andy (représentation croisée entre RFO et France Télévision) : rejeté (p. 4744)

Catherine TASCA

Yvelines (11ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Présidente de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3979)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 7 mai 1999] (p. 6903)

Présidente de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7079)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Rapporteure du projet de loi constitutionnelle relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie (n° 1624) [26 mai 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8318)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle (n° 985) relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes [2 décembre 1998] (n° 1240)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat (n° 1354), relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes [10 février 1999] (n° 1377)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 1436), relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes [10 mars 1999] (n° 1451)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1624) relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie [2 juin 1999] (n° 1665)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, référendum, perspectives [10 novembre 1998] (p. 8703)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 6247)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6249)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6248)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6248)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6248)

Famille : enfants (p. 6248, 6249)

Famille : concubinage (p. 6247, 6248)

Famille : mariage (p. 6247)

Parlement : rôle (p. 6247)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 7296)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : subventions (p. 7297)

Défense : service national (p. 7297)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7297)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7297)

DOM-TOM : institutions (p. 7297)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage (p. 7297, 7298)

Emploi (p. 7296, 7297)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7297)

Logement (p. 7297)

Lois : lois d'orientation (p. 7297)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7297)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7296, 7297)

Union européenne (p. 7297)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 7942)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 7942)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7943)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : logement (p. 7943)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 7943)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 7943)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7943)

Famille : concubinage (p. 7943)

Famille : mariage (p. 7944)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 7944)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Jacques Kossowski (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 845 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre un homme et une femme) (p. 8508)

Répond aux observations de M. Renaud Donnedieu de Vabres : rappelle que la convocation a été envoyée le vendredi soit cinq jours avant la réunion de la commission des lois (p. 8504)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8545)

Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8545)

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8545)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la nullité du PACS) (p. 8545)

Après l'article 515-3 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Dominique Dord (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Christine Boutin (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Christine Boutin (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Christian Estrosi (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. Charles de Courson (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Henri Plagnol (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Henri Plagnol (date d'opposabilité aux tiers de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9861)

Intervient sur le sous-amendement n° 1068 de M. Henri Plagnol (conséquences de la dissolution du PACS à l'égard des enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9865)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 10242)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 3041)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3041, 3371, 3372)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3371)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3041)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Thierry Mariani (insertion dans le code civil d'un titre relatif au célibat) (p. 3119)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 498 de M. Charles de Courson (obligation d'une communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 314 de M. Dominique Dord (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 515 de Mme Christine Boutin (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 409 de M. Maurice Leroy (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 3371)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Claude Goasguen (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 241 de Mme Christine Boutin (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de même sexe) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 240 de Mme Christine Boutin (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Henri Plagnol (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et nouvel examen dans les cinq ans) (p. 5684)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. José Rossi (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son intervention (p. 9342)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Rapporteure de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10503)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 10503, 10504)

Elections et référendums : femmes (p. 10504, 10505)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 10504)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10504)

Femmes : parité : Constitution (p. 10504, 10505)

Parlement : rôle : parité (p. 105505)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article unique

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : adopté (p. 10550)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1450)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : femmes (p. 1451)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1450, 1451)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1451)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 1450, 1451)

Parlement : Sénat : parité (p. 1450)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 1451)

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui prévoit que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) : adopté (p. 1468)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 2226)

Thèmes :

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 2227)

Parlement : Sénat : parité (p. 2227)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2227)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 10863)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10863, 10864)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10863, 10864)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 41 (conseil des mines et règles applicables à la prise de décision en matière minière)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 1257)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 1257, 1258)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1258)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Son intervention (p. 2103)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 41 deuxième rectification de M. Jacques Floch (entrée en vigueur des dispositions du chapitre Ier relatif à l'action publique en matière pénale après la promulgation de la loi organique fixant le statut de la magistrature prévue par le projet de loi constitutionnelle sur la réforme du conseil supérieur de la magistrature) (p. 6437)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6584)

Thèmes :

Assemblée nationale : règlement : opposition (p. 6584)

Parlement : Sénat : règlement (p. 6584, 6585)

Christiane TAUBIRA-DELANNON

Guyane (1ère circonscription)
Apparentée au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Rapporteure de la proposition de loi tendant à perpétuer le souvenir du drame de l'esclavage (n° 1050) [3 février 1999]

Rapporteure de la proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité (n° 1297) [3 février 1999]

Rapporteure de la proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité (n° 1302) [3 février 1999]

Rapporteure de la proposition de loi relative à la célébration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine (n° 792) [3 février 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi :

1 - (n° 1297) de Mme Christiane Taubira-Delannon tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité ;

2 - (n° 792) de M. Bernard Birsinger relative à la célébration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine ;

3 - (n° 1050) de M. Bernard Birsinger tendant à perpétuer le souvenir du drame de l'esclavage ;

4 - (n° 1302) de Mme Huguette Bello, MM. Elie Hoarau et Claude Hoarau relative à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [10 février 1999] (n° 1378)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7344)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : députés : rôle et missions (p. 7346)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7344)

Démographie (p. 7345)

DOM : Guyane (p. 7344 à 7346)

DOM : Guyane : politique foncière (p. 7346)

DOM : institutions (p. 7344,7346)

Finances publiques (p. 7344)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7345)

Lois : lois d'orientation (p. 7344)

Politique économique (p. 7345, 7346)

Politique extérieure (p. 7344, 7345)

Politique sociale (p. 7345)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10596)

Thèmes :

DOM : institut d'émission des Dom (p. 10596, 10597)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 10596)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10856)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10856)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10857)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10856)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant l'accession à l'exercice d'une profession libérale et non son exercice) (p. 10941)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 152)

Thèmes :

DOM : Guyane (p. 153)

DOM-TOM : crédits (p. 153)

Environnement : protection (p. 152, 153)

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Après l'article 25

Son amendement n° 1107 : non soutenu (p. 897)

Son amendement n° 1106 : non soutenu (p. 897)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [11 février 1999] (p. 1261)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1261)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

Rapporteure de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1637)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : coopération (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Dom (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : fiscalité (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1637, 1638)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote [17 mars 1999] (p. 2594)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2595)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 428 soutenu par M. Noël Mamère (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4701) : adopté (p. 4702)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 2 (article L. 243 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : droit à pension des militaires autochtones au titre de la guerre d'Algérie)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Alain Néri (de cohérence) (p. 5729)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5752)

Thèmes :

DOM : agences départementales d'insertion (p. 5752)

DOM : Guyane : état civil (p. 5752, 5753)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 5752)

Etat : domaine privé : Guyane (p. 5753)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5752)

Yves TAVERNIER

Essonne (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, les activités et le fonctionnement de l'entreprise publique Elf-Aquitaine (n° 1456) [30 septembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les moyens des services des visas [8 septembre 1999] (n° 1803)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la taxe générale sur les activités polluantes et la politique de l'eau [22 septembre 1999] (n° 1807)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7010)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 737, posée le 5 avril 1999. Gendarmerie. Restructuration (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Effectifs de personnel, Essonne (p. 3278)

n° 839, posée le 31 mai 1999. Urbanisme. Opérations d'aménagement (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1er juin 1999. Concertation, réglementation (p. 5156)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7817)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7817 à 7819)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7818)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7818)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits supprimés) (p. 7852)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux)

Son sous-amendement n° 94 (prise en considération de l'activité de la Banque mondiale) à l'amendement n° 32 de M. Didier Migaud (rapport au Parlement sur l'activité du Fonds monétaire international) : adopté (p. 10134)

Après l'article 19

Son amendement n° 67 (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 10137)

Guy TEISSIER

Bouches-du-Rhône (6ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1525 rendant inéligible le candidat invalidé pour fraude électorale [1er avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [2 février 1999] (p. 711)

Elections et référendums. Elections législatives. Opérations de vote, fraudes, Aubagne [3 mars 1999] (p. 1963)

Système pénitentiaire. Centres pénitentiaires. Sécurité [30 juin 1999] (p. 6700)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 589, posée le 1er février 1999. Voirie. A 50 (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Liaisons avec la RN 8, Marseille (p. 696)

n° 794, posée le 10 mai 1999. Environnement. Espace littoral (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Massif des Calanques, groupement d'intérêt public, création, Bouches-du-Rhône (p. 4292)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8009)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8009)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8009)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Gouvernement (p. 8009)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8009)

Famille : mariage (p. 8009, 8010)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8170)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8170)

Police : crédits (p. 8170, 8171)

Police : effectifs (p. 8170, 8171)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Marseille (p. 8226)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8266)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8266, 8267)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8267)

Défense : réserves (p. 8268)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2852)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : maires (p. 2852)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2852, 2853)

Droit pénal : mineurs : Gouvernement (p. 2853)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2853)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2853)

Politique sociale : exclusion (p. 2852)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2853)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6746)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : réservistes (p. 6747)

Défense : force multinationale : réservistes (p. 6746, 6747)

Défense : loi de programmation militaire (p. 6748)

Défense : professionnalisation (p. 6746, 6747)

Défense : réserves (p. 6746 à 6748)

Défense : service national (p. 6746, 6747)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 1er (principes généraux de la réserve)

Son amendement n° 58 (caractère "incontournable" des réserves) : rejeté (p. 6760)

Son amendement n° 59 (association des réservistes à l'enseignement obligatoire de la défense) : rejeté (p. 6762)

Après l'article 2

Son amendement n° 61 (enseignement de l'organisation générale de la réserve) : adopté après modifications (p. 6765)

Article 3 (modalités d'accès à la réserve)

Son amendement n° 62 (de précision) : adopté (p. 6765)

Son amendement n° 63 (affectation proche du lieu de résidence) : rejeté (p. 6766)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Son amendement n° 64 (entraînement porté à dix jours) : rejeté (p. 6770)

Son amendement n° 65 (formation prémilitaire durant les congés scolaires) : rejeté (p. 6771)

Article 10 (autorisation de l'employeur pour des activités supérieures à cinq jours)

Son amendement n° 66 (entraînement porté à dix jours) : rejeté (p. 6771)

Article 11 (prolongements éventuels des activités à accomplir au titre de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (non fractionnement de la période d'encadrement) (p. 6772)

Après l'article 26

Son amendement n° 60 rectifié (institution d'un Conseil supérieur de liaison des réserves) : retiré (p. 6776)

Son amendement n° 71 (associations de réservistes, membres de droit du Conseil supérieur de liaison des réserves) : rejeté (p. 6777)

Pascal TERRASSE

Ardèche (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Vice-président de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers pour la santé des populations des amalgames dentaires à base de mercure et le contrôle de leur utilisation en France (n° 1480) [28 avril 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1480) de M. André Aschieri tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers pour la santé des populations des amalgames dentaires à base de mercure et le contrôle de leur utilisation en France [12 mai 1999] (n° 1593)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Perspectives [21 octobre 1998] (p. 7119)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7444)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7484)

Thèmes :

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 7446)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 7445)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7445)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7445)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7444, 7484)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7537)

Intervient sur le sous-amendement n° 428 de M. Denis Jacquat (représentation des retraités) à l'amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) (p. 7552)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Son intervention (p. 7557)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7730)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 447 du Gouvernement (coordination des interventions des professionnels libéraux en établissement) (p. 7734)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7743)

Article 30 (prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite)

Son intervention (p. 7748)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (seuil de non-récupération sur succession) : adopté (p. 7750)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9606)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 9606)

Famille : politique familiale (p. 9606)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 9607)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9607)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 9607)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9607)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 9606)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9652)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son amendement n° 144 rectifié (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 549)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 549, 550)

Démographie (p. 550)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 550)

Politique économique : épargne (p. 550)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 551)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 549 à 551)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 549, 550)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1585)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1585, 1586)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1586)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3685)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3685, 3686)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3686)

Santé : accès aux soins (p. 3685)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3853)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 440 rectifié soutenu par M. Bernard Accoyer (composition du conseil d'administration) (p. 3881) : rejeté (p. 3882)

Gérard TERRIER

Moselle (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances (n° 1414) [8 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7897)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 28 mai 1999] (p. 7897)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1414), modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [11 mars 1999] (n° 1460)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1590), modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [19 mai 1999] (n° 1609)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982, portant création des chèques-vacances [27 mai 1999] (n° 1641)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 1647), modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [2 juin 1999] (n° 1669)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive, sur le projet de loi (n° 1730) modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [29 juin 1999] (n° 1746)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi n° 99-584 du 12 juillet 1999 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [22 juillet 1999] (n° 1784)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [17 février 1999] (p. 1554)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5062)

Thèmes :

Emploi : chômage de longue durée (p. 5062)

Emploi : convention de conversion (p. 5062)

Préretraites : allocation spéciale (p. 5062)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5062)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5062)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 6558)

Préretraites : allocation spéciale (p. 6558)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6558)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6558)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399, 7430)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7424)

Son intervention (p. 7431)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7432)

Politique sociale (p. 7424)

Sécurité sociale : déficit (p. 7431)

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7660)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Pierre Hériaud (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. François Goulard (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9678)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son amendement n° 41 (montant de la taxation) : devenu sans objet (p. 9706)

Son amendement n° 42 (montant de la taxation) : devenu sans objet (p. 9706)

Son amendement n° 43 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 9706)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9758)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9758)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 568)

Thèmes :

Famille : concubinage (p. 569)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 569)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 568)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 569)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son amendement n° 285 corrigé (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) : rejeté (p. 2250)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Avant l'article 18

Son amendement n° 109 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (préservation de la spécificité des caisses d'épargne d' Alsace-Moselle) : retiré (p. 5213)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2442)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2635)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2635)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2635)

Travail : chèques vacances : accords interprofessionnels (p. 2636)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2635)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2635)

Travail : chèques vacances : revenus (p. 2636)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Son sous-amendement n° 36 (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) à l'amendement n° 19

du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) : adopté (p. 2654)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) : adopté (p. 2654)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèque-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : retiré (p. 2660)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté après modifications (p. 2661)

Article 3 (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté (p. 2663)

Article 4 (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : coordination)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté (p. 2663)

Article 4 bis (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : versements mensuels pour l'octroi de chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (montant minimal des versements mensuels) : adopté (p. 2663)

Article 4 ter (article 4 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : bénéficiaires potentiels des chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2664)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (tutelle de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) : adopté (p. 2664)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) : adopté (p. 2665)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 2665)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) : adopté (p. 2666)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2666)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : adopté (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Ses interventions (p. 4894, 4900)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4900)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4894)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4894)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 4900)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4894)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4894)

Travail : chèques vacances : négociations (p. 4894)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4902)

Article 3 (article 2-1 nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4903)

Article 4 (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : coordination)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4903)

Article 4 ter (article 4 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : bénéficiaires potentiels des chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4903)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) : adopté (p. 4905)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté (p. 4905)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4906)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Ses interventions (p. 5370, 5374)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 5370)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 5370)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6547)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Michel TERROT

Rhône (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1292 relative à la formation des magistrats des chambres régionales des comptes [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1345 relative à la publicité des chiffres de la délinquance [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1507 relative au recel d'auteur de faits délictueux [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1551 relative à la profession de prothésiste dentaire [28 avril 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la réforme de la coopération appliquée au Tchad et à la Centrafrique [16 juin 1999] (n° 1701)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg [29 juin 1999] (p. 6528)

André THIEN AH KOON

La Réunion (3ème circonscription)
Non-Inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1165 tendant à ériger deux départements à La Réunion [4 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1166 relative à la titularisation d'agents non titulaires de la fonction publique territoriale de La Réunion [4 novembre 1998]

Proposition de résolution n° 1372 tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur le fonctionnement du service public hospitalier dans le département de La Réunion [8 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7327)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 7328)

Communes : mairies (p. 7329)

DOM : La Réunion (p. 7328, 7329)

DOM-TOM : institutions (p. 7328)

Enseignement (p. 7328)

Entreprises (p. 7327, 7328)

Etat (p. 7327, 7329)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7329)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7328)

Lois : lois d'orientation (p. 7328)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer (p. 7327)

Politique extérieure (p. 7329)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7329)

Jean-Claude THOMAS

Marne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Jean TIBERI

Paris (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Son amendement n° 54 : devenu sans objet (p. 648)

Marisol TOURAINE

Indre-et-Loire (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 667, posée le 8 mars 1999. Voirie. RN 143 (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Liaison Tours Loches, aménagement (p. 2124)

DÉBATS

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3724)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3724, 3725)

Santé : accès aux soins (p. 3724)

Alain TOURRET

Calvados (6ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Président de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1122 relative au pacte civil de solidarité [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [24 novembre 1998] (p. 9427)

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention, Normandie [20 janvier 1999] (p. 117)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6158)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 474 de M. Jacques Rebillard (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) : adopté (p. 6163)

Soutient l'amendement n° 475 de M. Jacques Rebillard (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) : rejeté (p. 6169)

Soutient l'amendement n° 477 de M. Jacques Rebillard (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitations et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : retiré (p. 6170)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7022)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7023)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10587)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 10587, 10588)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10587)

Impôt de solidarité sur la fortune : taux (p. 10587)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10587, 10588)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 10587)

Politique économique : croissance (p. 10587)

Politique économique : inflation (p. 10587)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10588)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325, 8399)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8353)

Son intervention (p. 8399)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 8353)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8400)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propriété (p. 8400)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 8400)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8399)

Famille (p. 8400)

Famille : concubinage (p. 8399)

Parlement : rôle (p. 8399)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 1032 (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) : adopté (p. 8569)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Christine Boutin (régime de la séparation des biens) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 984 de M. Henri Plagnol (régime de la séparation des biens à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Henri Plagnol (régime de la communauté universelle à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Claude Goasguen (régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Henri Plagnol (régime des meubles et de la communauté d'acquêts à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) (p. 9823)

Son amendement n° 812 (régime de la séparation des biens) : rejeté (p. 9826)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9877)

Après l'article 1er

Son amendement n° 813 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre XIII relatif au concubinage qui se constate par la possession d'état stable et notoire du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent) : non soutenu ; repris par M. Dominique Dord : rejeté (p. 9910)

Après l'article 3

Son amendement n° 810 : non soutenu (p. 9967)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10194)

Après l'article 10

Son amendement n° 816 : non soutenu (p. 10213)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10245)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10246)

DEUXIÈME LECTURE

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3376)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3376)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9205)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9205)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son amendement n° 51 (consultation par les fédérations sportives) : adopté (p. 9227)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Son amendement n° 52 (caractère volontaire de l'utilisation de produits prohibés) : retiré (p. 9229)

Son amendement n° 53 (modification des aptitudes physiques) : retiré (p. 9229)

Son amendement n° 54 rectifié (double examen) : rejeté (p. 9231)

Son amendement n° 55 rectifié (prélèvements complémentaires) : adopté (p. 9231)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 56 (recours suspensifs) : rejeté (p. 9235)

Soutient l'amendement n° 79 de M. André Aschieri (injonctions thérapeutiques) : adopté (p. 9245)

Après l'article 17

Son amendement n° 78 (sursis à exécution) : rejeté (p. 9246)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Patrick Leroy (caractère suspensif de la saisine) (p. 9247)

Son amendement n° 57 (caractère suspensif de la saisine) : rejeté (p. 9249)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10258)

Thèmes :

Justice : aide juridictionnelle (p. 10258)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 10258)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10283)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10284)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10284)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2043)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2043, 2044)

Economie sociale : mutuelles (p. 2044)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2044)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2735)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : prescription (p. 2736)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2735)

Droit pénal : procédure inquisitoire (p. 2736)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2736)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2787)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2792)

Son amendement n° 209 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 210 : devenu sans objet (p. 2792)

Après l'article 1er

Son amendement n° 212 corrigé (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) : adopté (p. 2805)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2806)

Avant l'article 2

Son amendement n° 213 corrigé (de coordination) : adopté (p. 2806)

Son amendement n° 217 corrigé (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2813)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Patrick Devedjian (communication du dossier de procédure aux personnes mises en examen) (p. 2824)

Après l'article 4

Son amendement n° 219 (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) : devenu sans objet (p. 2829)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2836)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2879)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) : adopté (p. 2880)

Son amendement n° 238 corrigé (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) : adopté (p. 2880)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2881)

Son amendement n° 239 (contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire) : rejeté (p. 2891)

Son amendement n° 240 (contrôle judiciaire susceptible d'être ordonné si la personne mise en examen encourt une peine d'emprisonnement correctionnel) : rejeté (p. 2891)

Son amendement n° 241 (suppression du contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire saisi d'une demande de mise en détention) : rejeté (p. 2891)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Son amendement n° 242 (délai ramené de cinq à trois jours pour la décision du juge de la détention provisoire) : adopté (p. 2896)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 2899, 2902)

Son amendement n° 243 : non soutenu (p. 2901)

Son amendement n° 244 : devenu sans objet (p. 2902)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (absence de limitation de la détention provisoire en cas de condamnation antérieure supérieure à un an ferme substituée à celle prévue pour la commission de plusieurs crimes) : rejeté (p. 2906)

Son amendement n° 245 (absence de limitation de la détention provisoire en cas de condamnation antérieure supérieure à un an ferme substituée à celle prévue pour la commission de plusieurs crimes) : rejeté (p. 2906)

Intervient sur l'amendement n° 319 de Mme Christine Lazerges (absence de limitation de la détention provisoire en cas de commission de plusieurs crimes contre la personne, l'Etat, la Nation ou la paix publique) (p. 2906)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Son intervention (p. 2915)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) (p. 2918)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (décision allouant une indemnité communiquée aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) : adopté (p. 2918)

Son amendement n° 246 (décision allouant une indemnité communiquée aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à sa prolongation) : devenu sans objet (p. 2918)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (commission du suivi de la détention provisoire) (p. 2921)

Après l'article 21

Son amendement n° 247 (prescription de trois ans pour les délits à compter du jour où ils ont été commis sauf actes d'instruction ou de poursuite effectués dans ce délai) : retiré (p. 2930)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 175 de M. André Gerin (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner toute mesure permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Son amendement n° 222 (insertion d'un article 81-1 dans le code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction, sur réquisition du parquet ou à la demande de la partie civile, de procéder d'office à toute acte permettant d'évaluer le préjudice subi) : adopté (p. 2951)

Avant l'article 29

Son amendement n° 223 (articles 81 et 706-3 du code de procédure pénale - information des victimes par le juge d'instruction de leur droit de se porter partie civile et par les juridictions accordant des dommages et intérêts des possibilités de saisine de la commission d'indemnisation des victimes d'infraction) : rejeté (p. 2954)

Article 30 (article 464 du code de procédure pénale : renvoi de la décision sur l'action civile à une audience ultérieure)

Son amendement n° 224 (renvoi de droit à la demande des parties civiles) : devenu sans objet (p. 2955)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 310 de M. André Gerin (insertion d'un article 15-2 dans le code de procédure pénale enjoignant à la police judiciaire de recevoir les plaintes) : adopté (p. 2955)

Soutient l'amendement n° 315 de M. André Gerin (insertion d'un article 393-1 dans le code de procédure pénale - victime avisée de la date de l'audience) : adopté (p. 2957)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) : rejeté (p. 2958)

Son amendement n° 226 (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) : rejeté (p. 2958)

Intervient sur l'amendement n° 309 du Gouvernement (insertion d'un article 800-2 dans le code de procédure pénale - prise en charge par l'Etat des frais irrépétibles en cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement) (p. 2958)

Avant l'article 32

Soutient l'amendement n° 177 de M. André Gerin (article 622 du code de procédure pénale - demande de révision même en l'absence de faits nouveaux) : rejeté (p. 2959)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 178 de M. André Gerin (rappel de la présomption d'innocence bénéficiant à la personne mise en examen) : rejeté (p. 2962)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6318)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6319)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6319)

Justice : indépendance (p. 6318, 6319)

Justice : parquet : rôle (p. 6319)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6319)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son sous-amendement n° 51 rectifié (nouvelle rédaction de l'article 30-1 permettant au ministre d'agir contre toute décision mettant fin aux poursuites) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6406)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6411)

Son sous-amendement n° 52 rectifié (représentation du ministre de la justice pour la mise en mouvement de

l'action publique par un avocat désigné par arrêté ministériel et choisi pour trois ans parmi les bâtonniers ou anciens bâtonniers de chaque ressort de cour d'appel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6411)

Après l'article 1er

Son amendement n° 53 (insertion d'un article 497-1 dans le code de procédure pénale permettant aux associations reconnues d'utilité publique de demander au procureur de faire appel sur l'action publique) : adopté (p. 6412)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de Mme Véronique Neiertz (nouvelle rédaction de l'article 620 du code de procédure pénale fixant à la cour de cassation un délai de six mois pour statuer sur pourvoi dans l'intérêt de la loi) (p. 6413)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Son amendement n° 54 (suppression de la référence aux considérations de fait et de droit motivant le classement) : devenu sans objet (p. 6424)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6543)

Abstention du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6544)

Catherine TRAUTMANN

Ministre de la culture et de la communication

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [10 novembre 1998]

Lettre rectificative n° 1541 au projet de loi (n° 1187) portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [21 avril 1999]

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive [5 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Patrimoine culturel. Protection. Loi n° 97-179 du 28 février 1997, décrets d'application, publication [7 octobre 1998] (p. 6044)

M. André Angot. Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Fonctionnement [3 novembre 1998] (p. 7925)

M. Bernard Roman. Presse et livres. Presse régionale. Concentration [4 novembre 1998] (p. 8033)

M. Michel Péricard. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [10 novembre 1998] (p. 8707)

M. Maurice Leroy. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [24 novembre 1998] (p. 9425)

M. Roger Meï. Archives et bibliothèques. Prêts de livres. Gratuité, directive européenne [1er décembre 1998] (p. 9748)

M. Christian Kert. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9887)

M. Olivier de Chazeaux. Audiovisuel et communication. Télévision. Directive européenne, transposition [15 décembre 1998] (p. 10479)

M. Jean-Jacques Filleul. Arts et spectacles. Intermittents. Statut [9 février 1999] (p. 1080)

M. Didier Mathus. Audiovisuel et communication. Canal Plus. Fusion avec le groupe Murdoch, conséquences, exception culturelle [3 mars 1999] (p. 1967)

M. Anicet Turinay. DOM. Radio France Outre-mer (RFO). Perspectives [24 mars 1999] (p. 2764)

M. Olivier de Chazeaux. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [31 mars 1999] (p. 3101)

M. Jean-Jacques Jégou. Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : personnel. Gardiens de musées, grève [2 juin 1999] (p. 5287)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Henri Nayrou. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, personnel d'intendance et d'administration, gestion des emplois jeunes [11 mai 1999] (p. 4294)

M. Jean-Jacques Denis. Audiovisuel et communication. Télévision. France 3 Lorraine, restructuration, conséquences [11 mai 1999] (p. 4293)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7092)

Ses réponses (p. 7100 à 7107)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : archives (p. 7099)

Archives et bibliothèques : consultation : nouvelles technologies (p. 7096)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7095)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7095)

Culture (p. 7092)

Culture : politique culturelle : déconcentration (p. 7094)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7096)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : titularisation (p. 7094)

Patrimoine culturel : conservation (p. 7097, 7098)

Patrimoine culturel : musées : Président de la République (p. 7098)

Réponses aux questions :

Arts et spectacles : musique (p. 7103) (M. Patrick Bloche) (p. 7103)

Collectivités territoriales : décentralisation : culture (p. 7105) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7105)

Culture : cultures régionales (p. 7106) (M. Yvon Abiven) (p. 7105)

Culture : politique culturelle : équipements (p. 7107) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 7106)

Culture : politique culturelle : Front national (p. 7102) (M. Jean-Paul Bret) (p. 7102)

Culture : politique culturelle : politique de la ville (p. 7107) (M. Jean-Paul Bret) (p. 7107)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7100) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 7100)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7102) (M. Franck Dhersin) (p. 7101)

Patrimoine culturel : conservation : architectes des Bâtiments de France (p. 7101) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7100)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : politique culturelle (p. 7101) (M. Patrick Delnatte) (p. 7101)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : impôt de solidarité sur la fortune (p. 7104) (M. Henri Plagnol) (p. 7104)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8921)

Ses réponses (p. 8926 à 8930)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte : La Cinquième (p. 8925)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 8925)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 8924, 8925)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 8924)

Audiovisuel et communication : journalistes : impôt sur le revenu (p. 8923)

Audiovisuel et communication : radio (p. 8923)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 8924)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 8924)

Audiovisuel et communication : Société française de production (SFP) (p. 8925)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 8922)

Presse et livres : presse nationale (p. 8922)

Presse et livres : presse régionale (p. 8922)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8924)

Réponses aux questions :

Arts et spectacles : musique : nouvelles technologies (p. 8928) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8928)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : dopage (p. 8926) (M. Christian Kert) (p. 8926)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8927) (M. François Baroin) (p. 8926)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget de l'Etat (p. 8930) (M. Renaud Muselier) (p. 8929)

Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 8928) (M. Olivier de Chazeaux) (p. 8927)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2146)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2146, 2147)

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles : droit du travail (p. 2146, 2147)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2146)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4501)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4519)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4533)

Sa réponse (p. 4597)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4605)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4504, 4533)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4504, 4519, 4606)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4501 à 4504)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4502)

Audiovisuel et communication : radio (p. 4501, 4597, 4605, 4606)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4597, 4606)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4503, 4504, 4533)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4501 à 4504, 4519, 4533, 4597, 4598, 4605, 4606)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4501 à 4504, 4519, 4533, 4597, 4598, 4605, 4606)

Culture : politique culturelle : démocratie (p. 4502)

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4598, 4605, 4606)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 4501)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) : adopté (p. 4627)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4658)

Soutient le sous-amendement n° 628 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 68 de M. Christian Kert (gratuité des programmes de RFO pour France-Télévision) : adopté (p. 4702)

Soutient l'amendement n° 630 du Gouvernement (partenariat entre RFO, France-Télévision et Radio-France) : adopté (p. 4703)

Soutient l'amendement n° 437 du Gouvernement (statut des radios locales de Radio-France) : adopté (p. 4703)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Soutient l'amendement n° 631 du Gouvernement (clarification des missions des deux chaînes) : adopté (p. 4712)

Soutient l'amendement n° 438 du Gouvernement (actions en direction des milieux scolaires) : adopté (p. 4713)

Soutient l'amendement n° 439 du Gouvernement (de simplification administrative) : adopté (p. 4714)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) : adopté (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Soutient l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) : adopté (p. 4728)

Après l'article 4

Soutient le sous-amendement n° 644 du Gouvernement (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) : adopté (p. 4750)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté après modifications (p. 4778)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Soutient l'amendement n° 441 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 4856)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4864)

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (entrée en vigueur) : adopté (p. 4865)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Soutient l'amendement n° 442 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 4870)

Soutient l'amendement n° 443 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 4870)

Soutient l'amendement n° 444 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 4871)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 648 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 4872)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Soutient l'amendement n° 445 du Gouvernement (fréquences réservées pour les radios à mission sociale de proximité) : adopté (p. 4979)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Soutient le sous-amendement n° 657 du Gouvernement (pouvoirs d'intervention du Gouvernement) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (saisine du Conseil de la concurrence) : adopté (p. 4994)

Soutient le sous-amendement n° 658 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission : adopté (p. 4994)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5080) : adopté après modifications (p. 5084)

Après l'article 29

Soutient le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) : adopté (p. 5086)

Soutient le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission : adopté (p. 5086)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5095)

Georges TRON

Essonne (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 39 : Premier ministre (services généraux, Conseil économique et social, Plan et journaux officiels) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Zone d'Education Prioritaire (ZEP). Classement, Epinay-sous-Sénart [9 décembre 1998] (p. 10237)

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [1er juin 1999] (p. 5182)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6613)

Son intervention (p. 6616)

Thèmes :

Politique économique : conjoncture (p. 6616, 6617)

Politique économique : croissance (p. 6616, 6617)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7801)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 7802)

Etat : Conseil économique et social (p. 780, 7802)

Etat : Médiateur de la République (p. 7803)

Etat : Plan (p. 7803)

Etat : services du Premier ministre (p. 7802)

Finances publiques : fonds spéciaux (p. 7802)

Presse et livres : Documentation française (p. 7802)

Presse et livres : journaux officiels (p. 7802)

Relations internationales : Institut français des relations internationales (IFRI) (p. 7803)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 1996)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : activités privées lucratives (p. 1997)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 1998)

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 1997)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 1997)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 1999)

Elections et référendums : statut des élus (p. 1996, 1997)

Etat : ministres : cumul des mandats (p. 1997)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 1997, 1998)

Parlement : parlementaires : fonctionnaires et agents publics (p. 1997)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1996)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1996)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 1998)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 1997)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2023)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. François Goulard (incompatibilité du mandat de député avec un emploi relevant de la catégorie A de la fonction publique) (p. 2024)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (missions confiées à un parlementaire)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2025)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 35 corrigé de M. Hervé Morin (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir directement ou indirectement tout acte de sa profession) (p. 2029)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Philippe Vuilque (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de M. Pierre Albertini (incompatibilité de la qualité de membre du Conseil économique et social avec le mandat de député ou de représentant au Parlement européen) : adopté (p. 2070)

Ses explications de vote (p. 2070)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2071)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Soutient le sous-amendement n° 93 de M. Christian Estrosi (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2077)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers généraux)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 49 corrigé de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient le sous-amendement n° 92 de M. Christian Estrosi (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) : rejeté (p. 2082)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Albertini (saisissabilité des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 2083)

Article 3 quinquies supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement dc l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2085)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Soutient le sous-amendement n° 94 de M. Christian Estrosi (incompatibilité avec le mandat de maire d'une commune de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2088)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Soutient le sous-amendement n° 95 de M. Christian Estrosi (de coordination) à l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2089)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Albertini (création d'une commission chargée d'examiner les conditions d'exercice des fonctions et des mandats des élus locaux) (p. 2102)

Ses explications de vote (p. 2104)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2104)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4688)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4688)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5049)

Son intervention (p. 5049)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5108)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5109, 5110)

Administration : maisons des services publics (p. 5110)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5108)

Administration : rapports avec les administrés : informatique (p. 5108, 5109)

Administration : rapports avec les administrés : prérogatives (p. 5109)

Etat : Médiateur de la République (p. 5109)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 5109, 5110)

Urbanisme : opérations d'aménagement : population (p. 5109, 5110)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 5120)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrice Carvalho (de suppression) (p. 5120)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs : définition de la notion de documents administratifs et régime applicable à la communication de ces documents - extension du champ de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'obligation faite aux administrations de communiquer les documents n'émanant pas d'elles) (p. 5123)

Avant l'article 10

Son amendement n° 67 (amende de 100 000 F pour l'atteinte à la confidentialité des observations non définitives présentées par les chambres régionales des comptes) : rejeté après rectification (p. 5128)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à un département) (p. 5130)

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à la région) (p. 5130)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (procédure pour le reversement de prestations sociales indûment perçues) (p. 5135)

Article 24 (les maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article apportant des précisions sur les agents affectés dans les maisons des services publics, prévoyant l'accès des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer et la mobilité géographique des services publics) (p. 5137)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5143)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5144)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5330)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Lionnel Luca (recensement de la population des gens du voyage) (p. 5337)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Patrice Martin-Lalande (réalisation des aires d'accueil après enquête publique) (p. 5340)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5344)

Soutient l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (interdiction d'implantation d'aires permanentes d'accueil dans les zones en situation économique ou sociale difficile) : rejeté (p. 5346)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Patrice Martin-Lalande (définition après enquête publique des aires accueillant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5348)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Philippe Martin (schéma départemental élaboré par le préfet, le

président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Thierry Mariani (schéma départemental approuvé après avis des communes concernées) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Guy Hascoët (schéma départemental approuvé après concertation avec les communes concernées) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Weber (schéma départemental approuvé après information du conseil général sur ses conséquences financières) (p. 5356)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) (p. 5358)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) (p. 5358)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6149)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6150, 6151)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6150)

Finances publiques : dépenses (p. 6150, 6151)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6150, 6151)

Politique économique : conjoncture (p. 6149, 6150)

Politique économique : croissance (p. 6149, 6150)

Politique économique : investissement (p. 6150)

TVA : taux (p. 6151)

Union européenne : euro (p. 6149)

Odette TRUPIN

Gironde (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Coopération : budget. Crédits, francophonie [13 octobre 1998] (p. 6472)

Fonction publique hospitalière. Praticiens hospitaliers. Statut [25 novembre 1998] (p. 9501)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 646, posée le 1er mars 1999. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Grec ancien et moderne (p. 1847)

n° 824, posée le 24 mai 1999. Santé. Dyslexie et dysphasie (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Lutte et prévention (p. 4798)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : groupements d'établissements scolaires pour la formation continue (GRETA) (p. 7165)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage : régions (p. 8723)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 8720)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4176)

Thèmes :

Santé : fin de vie : famille (p. 4177)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4177)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4176)

Anicet TURINAY

Martinique (1ère circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Commerce extracommunautaire. Bananes, droits de douane, attitude des Etats-Unis [18 novembre 1998] (p. 9158)

DOM. Radio France Outre-mer (RFO). Perspectives [24 mars 1999] (p. 2764)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5869)

Thème :

DOM-TOM (p. 5869, 5870)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7338)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7339)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7340)

Défense : service national (p. 7339)

DOM : Martinique : institutions (p. 7340)

Emploi (p. 7338, 7339)

Enseignement maternel et primaire (p. 7339)

Finances publiques (p. 7338, 7339)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7339)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 7339)

Logement (p. 7339)

Lois : lois d'orientation (p. 7340)

Politique extérieure (p. 7340)

Tourisme et loisirs (p. 7339)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9307)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : enfants (p. 9308)

Enfants : travail : généralités (p. 9307)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 9307)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son amendement n° 83 soutenu par M. Patrick Ollier (cas des départements d'outre-mer) (p. 885) : rejeté (p. 886)

Son amendement n° 212 corrigé soutenu par M. Patrick Ollier (dispositions spécifiques pour les zones ultra-périphériques) : rejeté (p. 890)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1644)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1645)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1644)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1644, 1645)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1645)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 1644)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 1645)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son amendement n° 5 (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 1661)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Son amendement n° 9 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1662)

Son amendement n° 6 (rédactionnel) : retiré (p. 1662)

Après l'article 3

Son amendement n° 7 (date du 27 avril pour la commémoration de l'esclavage en métropole) : devenu sans objet (p. 1664)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 11 (rapport sur le développement des soins palliatifs)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 4357)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4630)

Joseph TYRODE

Doubs (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (n° 1318) [17 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève) (n° 1427) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud (n° 1428) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (n° 1661) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 788), autorisant l'approbation de l'accord entre le

Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Inde sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [17 mars 1999] (n° 1475)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 786), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [7 avril 1999] (n° 1531)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères :

- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1427), autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève) ;
- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1428), autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud [4 mai 1999] (n° 1572)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 578)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 578)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 578)

U

Jean UEBERSCHLAG

Haut-Rhin (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1813 tendant à rendre obligatoires les déclarations de candidature aux élections municipales dans toutes les communes [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [31 mars 1999] (p. 3102)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 536, posée le 7 décembre 1998. Etat civil. Extraits (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Actes de naissance, délivrance, délais, Alsace (p. 10154)

n° 587, posée le 25 janvier 1999. Défense. Service national (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. Report d'incorporation, demandes, procédure (p. 351)

n° 691, posée le 15 mars 1999. Famille. Divorce (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Prestation compensatoire, révision (p. 2402)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1998] (p. 10207)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. Dominique Dord (union de biens) (p. 10224)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage : financement (p. 8719)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094)

Après l'article 2

Son amendement n° 54 soutenu par M. Gilles Carrez (extension aux départements d'Alsace-Moselle des dispositions de l'article L. 5223-3 du code général des collectivités territoriales autorisant la création de syndicat de communes gérant des biens indivis) (p. 1095) : adopté (p. 1096)

V

Léon VACHET

Bouches-du-Rhône (15ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Fruits et légumes [1er juin 1999] (p. 5187)

Daniel VACHEZ

Seine-et-Marne (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 24 septembre 1999] (p. 14287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [12 mai 1999] (p. 4424)

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 990)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 990)

Aménagement du territoire : villes nouvelles (p. 991)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 990)

Coopération intercommunale (p. 990)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 990)

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1208) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 565 de M. Jacques Guyard (transformation des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1219)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1363)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5305)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement (p. 5305 à 5307)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5306, 5307)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : projets de loi (p. 5305 à 5307)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Lionnel Luca (recensement de la population des gens du voyage) (p. 5337)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5344)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Philippe Martin (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Weber (schéma départemental approuvé après information du conseil général sur ses conséquences financières) (p. 5356)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) (p. 5358)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) (p. 5358)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Yves Bur (composition de la commission consultative - associations représentant les gens du voyage substituées à ces derniers) (p. 6450)

Intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6450)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6450)

Intervient sur l'amendement n° 264 de Mme Christine Boutin (prise en charge par l'Etat des rassemblements de plus de cinquante caravanes) (p. 6454)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6455)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 223 rectifié (participation financière des communes et des groupements de communes retenus dans le schéma départemental et non de la seule commune d'implantation de l'aire d'accueil) : adopté (p. 6463)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 105 (extension du financement à la réhabilitation des aires d'accueil) : adopté (p. 6464)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 225 (majoration de trois habitants et non d'un habitant par place de caravane) : retiré ; repris par M. Patrice Martin-Lalande : rejeté (p. 6470)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (insertion dans le code de l'urbanisme des besoins des gens du voyage en matière d'habitat) (p. 6472)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Philippe Martin (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) (p. 6483)

Ses explications de vote (p. 6493)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6493)

Daniel VAILLANT

Ministre des relations avec le Parlement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Dominique Paillé. Parlement. Ordre du jour. Fixation [13 octobre 1998] (p. 6463)

Mme Sylvia Bassot. Parlement. Questions écrites. Taux de réponse [3 novembre 1998] (p. 7930)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [1er décembre 1998] (p. 9749)

M. Pierre Cardo. Politique extérieure. Allemagne. Divorce, droits de garde et de visite, enfants enlevés [1er décembre 1998] (p. 9744)

M. François Rochebloine. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [16 décembre 1998] (p. 10570)

Mme Janine Jambu. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [10 mars 1999] (p. 2217)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Odette Grzegrzulka. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Saint-Quentin [16 février 1999] (p. 1415)

M. Yves Fromion. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Cher [18 mai 1999] (p. 4474)

M. Didier Quentin. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, réforme [1er juin 1999] (p. 5165)

M. Léo Andy. DOM. Antilles : commerce extérieur. Bananes, décisions de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), conséquences [1er juin 1999] (p. 5164)

M. Hervé Gaymard. Elections et référendums. Organisation. Perspectives [15 juin 1999] (p. 5802)

M. Yvon Montané. Agriculture. Calamités agricoles. Tornade, indemnisation, viticulture, Sud-Ouest [15 juin 1999] (p. 5803)

INTERVENTION SUR LE RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. François d'Aubert : indique que l'obstruction de l'opposition retardera le vote de la proposition de loi [8 novembre 1998] (p. 8497)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5500)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5511)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5500)

Assemblée nationale : propositions de loi : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5500)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5500, 5824)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 5500, 5501)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5500, 5824, 5825)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 5501)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5500)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5825)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Son intervention (p. 5824)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10486)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10486, 10487)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10487)

Associations : sectes : Gouvernement (p. 10486)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10486)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10486)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2605)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2605 à 2607)

Secteur public : service minimum (p. 2606, 2607)

Transports : transports de voyageurs : grèves (p. 2606)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2606)

Transports urbains : RATP (p. 2606)

Travail : droit de grève (p. 2605 à 2607)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4641)

Thème :

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4641, 4642)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4653)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Son intervention à l'issue du vote (p. 4657)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5685)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale : amendes (p. 5685)

Justice : réforme (p. 5685, 5686)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5685)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5685)

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5690)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5701)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5701)

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5701)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5701)

Justice : magistrats : recrutement (p. 5701)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5695)

Thèmes :

Droit civil : procédure civile : transaction (p. 5695)

Entreprises : comptabilité : normes (p. 5695, 5696)

Lois : validations législatives : personnel pénitentiaire (p. 5695, 5696)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : discipline (p. 5695)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5695)

Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5695)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (sociétés d'exercice libéral unipersonnelles à responsabilité limitée)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 5698)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (compétences du comité de la réglementation comptable - premier alinéa de l'article 357-8 de la loi n° 66-357 du 24 juillet 1966) : adopté (p. 5699)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (validation des promotions au grade de premier surveillant à l'issue du concours organisé en 1997) : adopté (p. 5699)

Soutient le sous-amendement n° 11 du Gouvernement (validation sous réserve des décisions de justice devenues définitives) à l'amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy (validation des droits proportionnels perçus par les huissiers en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996) : adopté (p. 5700)

Soutient le sous-amendement n° 12 du Gouvernement (validation des droits perçus antérieurement à l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 5 mai 1999) à

l'amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy : adopté (p. 5700)

Titre

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (nouveau titre : "Proposition de loi portant sur diverses professions relevant du ministère de la justice, la procédure civile et le droit comptable") : adopté (p. 5700)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6576)

Sa réponse (p. 6584)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6576)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6576)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 6584, 6585)

Parlement : Sénat : règlement (p. 6576, 6585)

Allocution n° 1758 prononcée par M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale

[30 juin 1999] (p. 6701)

Son intervention (p. 6703)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6703)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Assemblée nationale (p. 6703)

Jean VALLEIX

Gironde (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

André VALLINI

Isère (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 957) relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale [16 juin 1999] (n° 1702)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Elections européennes. Ressortissants européens, droit de vote [18 novembre 1998] (p. 9157)

Justice. Fonctionnement. Réforme, calendrier [2 décembre 1998] (p. 9889)

Consommation. Sécurité des produits. Fromages [31 mars 1999] (p. 3105)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8853)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance financière (p. 8854)

Droit pénal : détention provisoire (p. 8854)

Droit pénal : garde à vue (p. 8854)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8854)

Justice : cours d'assises (p. 8854)

Justice : réforme (p. 8854)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10257)

Thèmes :

Droit pénal : médiation pénale (p. 10257)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10257)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10257)

Justice : réforme (p. 10257)

Parlement : Sénat (p. 10257)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminis-tration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6281)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6288)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6301)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6386)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6386, 6387)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6301, 6540)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6540)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6283, 6301, 6386, 6540, 6541)

Droit pénal : politique pénale : Premier ministre (p. 6282)

Justice : contentieux : croissance (p. 6281)

Justice : indépendance (p. 6281, 6282, 6301)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6282, 6541)

Justice : magistrats : statuts (p. 6386)

Justice : réforme (p. 6301)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6301)

Police : police judiciaire (p. 6540)

Système pénitentiaire : établissements : députés (p. 6541)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) : adopté après modifications (p. 6411)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 6420)

Article 3 (articles 39-1 à 39-4 du code de la procédure pénale - attributions du procureur de la République)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 6422)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (obligation de motiver le classement même en l'absence d'identification d'une personne susceptible d'être mise en cause) : adopté (p. 6424)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique) (p. 6429)

Article 6 (cadre des activités de la police judiciaire)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6429)

Article 7 (direction de la police judiciaire par le procureur de la République)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6430)

Soutient l'amendement n° 22 rectifié de la commission (nouvelle rédaction du septième alinéa de l'article relatif à l'information réciproque du procureur et des chefs des services de police et de gendarmerie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'action publique) : adopté (p. 6430)

Article 8 (articles 75-1 et 75-2 du code de procédure pénale - contrôle du procureur de la République sur les enquêtes préliminaires)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (prorogation par le procureur du délai imparti aux officiers de police judiciaire) : adopté (p. 6431)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (obligation faite à l'officier de police judiciaire de rendre compte au procureur des enquêtes menées d'office dans le délai de six mois) : adopté (p. 6431)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de précision) : adopté (p. 6432)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6432)

Article 11 (coordinations)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Article 12 (application de la loi dans les TOM et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6438)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Son intervention (p. 6540)

François VANNSON

Vosges (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [15 juin 1999] (p. 5821)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 550, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Maintien, Gérardmer (p. 10456)

n° 655, posée le 1er mars 1999. Energie et carburants. GDF (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Desserte, extension, loi n° 98-546 du 2 juillet 1998, article 50, décret d'application, publication (p. 1849)

n° 866, posée le 7 juin 1999. Voirie. RN 66 (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Aménagement, Vosges (p. 5458)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 817 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 818 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 819 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 107 corrigé de M. François Sauvadet (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) : rejeté (p. 9129)

Philippe VASSEUR

Pas-de-Calais (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1326 visant à créer une commission d'enquête sur les conditions du cumul des missions de conception et de maîtrise d'oeuvre par les architectes des bâtiments de France [12 janvier 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de résolution (n° 1326) visant à créer une commission d'enquête sur les conditions de cumul des missions de conception et de maîtrise d'oeuvre par les architectes des bâtiments de France [3 mars 1999] (n° 1417)

Proposition de loi n° 1490 relative aux conditions de cumul des missions des architectes des bâtiments de France [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7395)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette l'examen de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité un dimanche alors que les élus ont des engagements dans leur circonscription [8 octobre 1998] (p. 6140)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5826)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5833) : rejetée (p. 5843)

Son interruption (p. 5891)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5823, 5838)

Agriculture : installation (p. 5836)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5836)

Agroalimentaire : labels (p. 5835, 5837)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5836)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5835)

Enseignement agricole (p. 5837)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5836)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5835)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5834)

Retraites : régime agricole (p. 5836)

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [8 octobre 1998] (p. 6158) ; [12 octobre 1998] (p. 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Après l'article 44

Son sous-amendement n° 980 soutenu par M. Christian Jacob (décret en Conseil d'Etat pour fixer la liste des produits ou denrées pour lesquels la traçabilité doit être assurée) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6401)

Ses explications de vote (p. 6481)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6483)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3381) : rejetée (p. 3390)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3396)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3382, 3396, 3397)

Agriculture : installation (p. 3382 à 3383)

Agriculture : pollution (p. 3384)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 3384, 3396)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : contrôle sanitaire (p. 3385, 3386)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 3382)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 3382)

Enseignement agricole (p. 3386)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3384)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3383)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3381, 3383, 3386, 3416 à 3419)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : préretraites (p. 3383, 3386, 3396)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3385, 3386)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 56) : rejetée (p. 69)

Thèmes :

Agriculture (p. 56)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 58)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 59, 60)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 61, 62)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 58, 60)

Aménagement du territoire : villes (p. 57, 58)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 58)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 57, 60)

Environnement : protection (p. 56, 58)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 59)

Secteur public : services publics (p. 58, 59)

Union européenne : fonds structurels (p. 61)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6343)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6344)

Audiovisuel et communication (p. 6345)

Enfants : travail (p. 6345)

Environnement (p. 6345)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6343, 6344)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6344, 6345)

André VAUCHEZ

Jura (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 680, posée le 15 mars 1999. Enseignement. Etablissements (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Visites et sorties, sécurité (p. 2394)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5882)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5883)

Environnement : espace rural (p. 5882)

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 822 (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : adopté après modifications (p. 6316)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3443)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 3518)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8076)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8076)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8076)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8076)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmerie mobile (p. 8302)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 147)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 147, 148)

Transports par eau : Canal Rhin-Rhône (p. 147)

Union européenne : fonds structurels (p. 147)

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son intervention (p. 914)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6750)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : réservistes (p. 6751)

Défense : professionnalisation (p. 6751)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 6750, 6751)

Défense : réserves (p. 6750, 6751)

Gendarmerie (p. 6751)

Michel VAUZELLE

Bouches-du-Rhône (16ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 88-2 de la Constitution (n° 1072) [8 octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes (n° 1365) [3 février 1999]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1072), modifiant l'article 88-2 de la Constitution [18 novembre 1998] (n° 1209)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 145 du règlement, sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité d'Amsterdam [17 février 1999] (n° 1402)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1365 rectifié) autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [2 mars 1999] (n° 1411)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le partenariat euro-méditerranéen [23 juin 1999] (n° 1737)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Recrutement. Discriminations raciales, lutte et prévention [3 février 1999] (p. 850)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427)

Son intervention (p. 9437)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9438, 9439)

Etat : souveraineté : mondialisation (p. 9439)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9437, 9438)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9437)

Union européenne : institutions communautaires : Sénat (p. 9438)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1877)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1877)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1878)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1877, 1878)

Union européenne : élargissement (p. 1878, 1879)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1878)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1877)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Michel VAXÈS

Bouches-du-Rhône (13ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Vice-président de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3936)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [2 juin 1999] (p. 5289)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 485, posée le 23 novembre 1998. Justice. Conseils de prud'hommes (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Fonctionnement, Martigues (p. 9399)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7893)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7893)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7893)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7894)

Fonctionnaires et agents publics : affectation : politique de la ville (p. 7893)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70

Son intervention (p. 101)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 102)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 102)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 962)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1006)

Thèmes :

Communes (p. 962, 963)

Coopération intercommunale (p. 962, 963)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 963)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 397 (prohibition des regroupements n'ayant pas l'assentiment des communes intéressées) : rejeté (p. 1011)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-2 du code général des collectivités territoriales : durée d'existence de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 400 (possibilité de prévoir une durée limitée) : rejeté (p. 1025)

Son amendement n° 401 (règlement intérieur de la communauté) : rejeté (p. 1026)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 402 (arrêté fixant le périmètre de la communauté prenant acte des décisions des collectivités locales intéressées) : rejeté (p. 1027)

Son sous-amendement n° 588 (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) : retiré (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 411 de M. Jean Vila (possibilité de ne transférer qu'une compétence optionnelle) : rejeté (p. 1033)

Soutient l'amendement n° 410 de M. Bernard Birsinger (de coordination) : rejeté (p. 1035)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 415 (de coordination) : rejeté (p. 1099)

Soutient l'amendement n° 416 de M. Jean Vila (de coordination) : rejeté (p. 1099)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Jean Vila (de coordination) : rejeté (p. 1101)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (extension du périmètre des communautés urbaines par une procédure dérogatoire) (p. 1111)

Intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Pierre Ducout (procédure non applicable lorsqu'un syndicat mixte réunit la communauté et les communes susceptibles d'y être intégrées) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 1111)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 420 corrigé de M. Bernard Birsinger (de coordination) : retiré (p. 1123)

Son amendement n° 421 (garantie d'un siège pour chaque commune, aucune ne pouvant disposer de plus de la moitié des sièges) : devenu sans objet (p. 1124)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Son amendement n° 418 : devenu sans objet (p. 1129)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Son amendement n° 422 soutenu par M. Jean Vila (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Son amendement n° 427 corrigé (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 428 soutenu par M. Bernard Birsinger (consultation du département pour la fixation du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1144) : rejeté (p. 1145)

Son amendement n° 430 (périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale ne pouvant être identique à celui d'un département) : adopté (p. 1147)

Son amendement n° 432 (de coordination) : rejeté (p. 1147)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Jean Espilondo (élection des délégués au scrutin de liste proportionnel par les conseils municipaux des

communes de plus de 3 500 habitants lorsqu'elles élisent plus d'un délégué) (p. 1175)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 435 de M. Bernard Birsinger (transferts de compétences après avis conforme des conseils municipaux) : rejeté (p. 1183)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son sous-amendement n° 437 (possibilité d'audition à la demande du conseil municipal) à l'amendement n° 127 de la commission (possibilité pour le président de l'établissement public de coopération intercommunale d'être entendu à sa demande par le conseil municipal de chaque commune membre) : adopté (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean Vila (débat avec vote des conseils municipaux avant l'examen du budget de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (consultation des maires par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à la demande du tiers et non de la majorité des maires) (p. 1192)

Après l'article 32

Son amendement n° 610 (décision du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale intéressant une seule commune devant faire l'objet d'un avis de celle-ci) : adopté (p. 1208)

Article 34 (transformation des districts en communautés de communes ou en syndicats de communes)

Son amendement n° 440 (transformation dans les mêmes conditions que celles prévues pour la création du district) : rejeté (p. 1210)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 441 soutenu par M. Jean Vila (avis conforme des communes pour le passage à la taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1333)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son intervention (p. 1360)

Son amendement n° 443 : devenu sans objet (p. 1360)

Son amendement n° 629 (non prise en compte des taux de la fiscalité sur les ménages inférieurs aux 3/4 de la moyenne nationale pour la mise en oeuvre de la majoration spéciale de la taxe professionnelle des groupements à taxe professionnelle unique ne percevant pas de fiscalité additionnelle sur les ménages) : adopté après rectification (p. 1362)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1363)

Son amendement n° 527 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (exonération du second prélèvement pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1373) : retiré (p. 1374)

Après l'article 57

Son amendement n° 444 soutenu par Mme Janine Jambu (nouvelle rédaction de l'article L. 2531-14 du code général des collectivités territoriales relatif aux communes attributaires du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1375)

Ses explications de vote (p. 1402)

Abstention du groupe communiste (p. 1402)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1271)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1271)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1271)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1271)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4646)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4646, 4647)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4646)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4647)

Régions : Corse : population (p. 4647)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4823)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4823 à 4825)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : Corse (p. 4824, 4825)

Politique économique : libéralisme : Corse (p. 4824)

Régions : Corse : difficultés (p. 4823, 4824)

Régions : Corse : population (p. 4823)

Vote contre du groupe communiste (p. 4826)

Hubert VÉDRINE

Ministre des affaires étrangères

DÉPÔT

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [3 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Noël Mamère. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [7 octobre 1998] (p. 6040)

M. Pierre Brana. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [13 octobre 1998] (p. 6468)

M. Éric Besson. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [14 octobre 1998] (p. 6577)

M. Louis Mexandeau. Politique extérieure. Droits de l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [20 octobre 1998] (p. 7009)

Mme Monique Collange. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [27 octobre 1998] (p. 7389)

M. René Mangin. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [3 novembre 1998] (p. 7931)

M. Georges Sarre. Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [4 novembre 1998] (p. 8037)

M. Noël Mamère. Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Protocole sur les mines antipersonnel, application [10 novembre 1998] (p. 8706)

M. Alain Madelin. Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 novembre 1998] (p. 8706)

M. Damien Alary. Politique extérieure. Aide humanitaire. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8702)

M. Michel Suchod. Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [18 novembre 1998] (p. 9161)

M. Yves Dauge. Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [9 décembre 1998] (p. 10239)

M. François Loncle. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11011)

M. Georges Hage. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11010)

M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [3 février 1999] (p. 851)

M. Jacques Desallangre. Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [10 février 1999] (p. 1157)

Mme Marie-Hélène Aubert. Drogue. Héroïne. Interpol, conférence de Rangoon, attitude de la France [16 février 1999] (p. 1446)

M. Pierre Brana. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [16 février 1999] (p. 1439)

M. Jean-Paul Bret. Politique extérieure. Turquie. Droits de l'homme [2 mars 1999] (p. 1861)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Politique extérieure. Afghanistan. Droits de l'homme [9 mars 1999] (p. 2139)

M. Daniel Feurtet. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2419)

M. Didier Boulaud. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [16 mars 1999] (p. 2413)

Mme Martine David. Esotérisme. Sectes. Session de l'OSCE, attitude de la France [17 mars 1999] (p. 2532)

M. Jean-Claude Viollet. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3365)

Mme Janine Jambu. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4496)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4492)

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [19 mai 1999] (p. 4587)

M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [25 mai 1999] (p. 4809)

M. Michel Suchod. Politique extérieure. Kosovo. Situation diplomatique [25 mai 1999] (p. 4815)

M. Damien Alary. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Vietnam [26 mai 1999] (p. 4930)

M. Christian Cuvilliez. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [2 juin 1999] (p. 5288)

M. Pierre Lequiller. Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [15 juin 1999] (p. 5815)

M. Pierre Brana. Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [15 juin 1999] (p. 5816)

M. Gérard Revol. Commerce extérieur. Importations. Enfants, travail, lutte et prévention [15 juin 1999] (p. 5823)

M. Daniel Marcovitch. Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme, communauté juive [22 juin 1999] (p. 6271)

M. Patrick Rimbert. Politique extérieure. Algérie. Relations bilatérales, développement [22 juin 1999] (p. 6273)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7841)

Ses réponses (p. 7846 à 7850)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7845)

Enseignement supérieur (p. 7845)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7841, 7844)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7845)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7842)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7845)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7818)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7842)

Relations internationales (p. 7841, 7842)

Traités et conventions : droit international : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7843)

Traités et conventions : ratification : armes nucléaires tactiques (p. 7843)

Traités et conventions : ratification : terrorisme (p. 7843)

Union européenne (p. 7841, 7842)

Réponses aux questions :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 7849) (M. Jean-Jacques Weber) (p. 7849)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7846) (M. Bernard Schreiner) (p. 7846)

Pays étrangers : Cambodge (p. 7847) (Mme Nicole Catala) (p. 7847)

Pays étrangers : Palestine (p. 7850) (M. Michel Voisin) (p. 7850)

Union européenne : institutions communautaires (p. 7848) (M. Charles Ehrmann) (p. 7848)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits supprimés) (p. 7852)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10265)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : comités techniques paritaires (p. 10265)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1872)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1872)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1874)

Politiques communautaires : budget (p. 1872)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1872, 1873)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1872)
Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1872, 1873)
Union européenne : élargissement (p. 1873)
Union européenne : euro (p. 1873)
Union européenne : fonds structurels (p. 1872)
Union européenne : institutions communautaires (p. 1872, 1873)
Union européenne : subsidiarité (p. 1872)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1872)

Michel VERGNIER

Creuse (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Artisanat. Promotion [17 mars 1999] (p. 2533)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5878)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5877)
Agriculture : exploitations agricoles (p. 5879)
Agriculture : installation (p. 5879)
Enseignement agricole (p. 5879)
Environnement : espace rural (p. 5878)
Retraites : régime agricole (p. 5879)
Ventes et échanges (p. 5879)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7167)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (intégration au service public de l'éducation nationale de l'Ecole nationale des métiers du bâtiment de Felletin (Creuse)) (p. 7168)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8102)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 191)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Ses explications de vote [17 mars 1999] (p. 2570)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2570)

Émile VERNAUDON

Polynésie Française (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République
puis Non-Inscrit
puis Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe du Rassemblement pour la République [21 octobre 1998] (p. 15970)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 octobre 1998] (p. 15970)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 27 janvier 1999] (p. 1414)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 octobre 1998] (p. 16039)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [9 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, franc Pacifique [15 décembre 1998] (p. 10484)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Polynésie : statut. Réforme, concertation [28 avril 1999] (p. 3702)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7335)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires (p. 7337)

Finances publiques (p. 7335, 7336)

Parlement : sénateurs : Polynésie française (p. 7336)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7336)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 7336, 7337)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10859)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : catastrophes naturelles (p. 10859)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 10859, 10860)

Alain VEYRET

Lot-et-Garonne (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 771, posée le 3 mai 1999. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Ligne Bordeaux Toulouse, construction (p. 3917)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 547 (coexistence équilibrée entre le monde agricole et les autres activités) : adopté (p. 5969)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 16

Son amendement n° 70 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (majoration de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés) : retiré (p. 10127)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3731)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3732)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3732)

Santé : accès aux soins (p. 3731)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 382 (aide dégressive à la protection complémentaire) : retiré (p. 3838)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 384 : non soutenu (p. 3841)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3879)

Son amendement n° 385 (fixation d'un taux minimum de 1,75%) : retiré (p. 3887)

Son amendement n° 387 (prise en charge intégrale) : retiré (p. 3889)

Son amendement n° 386 (de coordination) : retiré (p. 3889)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opératoire et aides instrumentistes) (p. 3964)

Après l'article 37

Son amendement n° 381 (prise en compte de la notion de bassin de santé) : adopté (p. 3995)

Son amendement n° 377 (dérogations pour des équipements lourds) : retiré (p. 3996)

Son amendement n° 2 (dérogations pour des équipements lourds) : retiré (p. 3996)

Son amendement n° 378 (dérogations pour des équipements lourds) : adopté (p. 3996)

Son amendement n° 380 (de cohérence) : adopté (p. 3997)

Son amendement n° 379 (de cohérence) : adopté (p. 3997)

Son amendement n° 42 (développement de la coopération interhospitalière) : retiré (p. 3999)

Son amendement n° 43 (développement des groupements de coopération sanitaire) : adopté (p. 3999)

Avant l'article 38

Son amendement n° 375 rectifié (rapport au Parlement sur les indemnités journalières) : rejeté (p. 4024)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4180)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4180)

Mort (p. 4180)

Santé : douleur (p. 4180)

Alain VIDALIES

Landes (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission supérieure de codification [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17555)

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale (n° 1462) [11 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes (n° 1860) [16 juin 1999]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce (n° 735) [25 juin 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1462) insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale [31 mars 1999] (n° 1501)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 mars 1999] (p. 2222)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 600, posée le 1er février 1999. Transports aériens. Personnel (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Formation professionnelle, centre de Biscarosse, activité (p. 692)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8415)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8416)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8415, 8416)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8416)

Famille : concubinage (p. 8416)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3300)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3301, 3302)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3300, 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3300)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3300, 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3301)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3330)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3330)

Droit pénal : composition pénale (p. 3330)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3330)

Droit pénal : infractions : dépénalisation (p. 3331)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3330)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3330)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3330)

Droit pénal : sanctions pénales : lois (p. 3331)

Justice : réforme (p. 3330, 3331)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 3330)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Gérard Gouzes (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) (p. 3336)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) (p. 3352)

Jean VILA

Pyrénées-Orientales (1ère circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 31 : Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation (fonction publique) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Caisses d'épargne. Statut, réforme [15 décembre 1998] (p. 10483)

Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [28 avril 1999] (p. 3698)

Travail. Durée du travail. Réduction, deuxième projet de loi [29 juin 1999] (p. 6538)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 854, posée le 7 juin 1999. Santé. Hépatite C (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Ribavirine, distribution (p. 5468)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6056)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7181)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7182)

Eau : agences : assainissement (p. 7181, 7182)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7181)

Environnement : crédits (p. 7181)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8115)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : fonctionnaires et agents publics (p. 8117)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8116)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8115 à 8117)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8116)

Fonctionnaires et agents publics : primes : retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8117)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8116)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8115)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8116)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : Royaume-Uni (p. 8115)

Secteur public : services publics (p. 8115)

Travail : absentéisme : fonctionnaires et agents publics (p. 8116)

Travail : chèques vacances : fonctionnaires et agents publics (p. 8116, 8117)

Travail : chèques vacances : fonctionnaires et agents publics (p. 8117)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8116)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (affectation de 35 millions de francs à des actions sociales) (p. 8138)

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 44 Gouvernement (affectation de 15 millions de francs à l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 8140)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) (p. 8141)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8588)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8588)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8588)

Union européenne : fonds structurels (p. 8589)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8620)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8621)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8620)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8620)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8621)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8621)

Procédure des questions :

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : décrets (p. 8652)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8948)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 8950)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8949)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 8949)

Entreprises : financement (p. 8949)

Industrie (p. 8948)

Marchés publics (p. 8949)

Travail : durée du travail (p. 8948)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 977)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 977)

Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 977, 978)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 978)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 977, 978)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 977, 978)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 978)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 399 : devenu sans objet (p. 1022)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 403 corrigé de M. Bernard Birsinger (répartition des sièges au conseil par accord amiable des conseils municipaux réservant au moins un siège à chaque commune et interdisant à l'une d'entre elles de disposer de la moitié des sièges ou plus) : retiré (p. 1027)

Son amendement n° 404 : devenu sans objet (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 408 corrigé (exercice des compétences énumérées par l'article après avis conforme de l'ensemble des conseils municipaux) : rejeté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 405 corrigé de M. Bernard Birsinger (exercice d'une ou de plusieurs des compétences énumérées par l'article après avis conforme de l'ensemble des conseils municipaux) : rejeté (p. 1032)

Son amendement n° 407 (compétence de la communauté sur un projet précis relevant des missions définies à l'article) : rejeté (p. 1033)

Soutient l'amendement n° 406 de M. Bernard Birsinger (suppression de l'obligation de transfert des compétences optionnelles) : rejeté (p. 1033)

Son amendement n° 409 (de coordination) : rejeté (p. 1033)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Michel Vaxès (possibilité de ne transférer qu'une compétence optionnelle) : rejeté (p. 1033)

Son amendement n° 412 (de coordination) : retiré (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Bernard Birsinger (intérêt communautaire déterminé après avis conforme des conseils municipaux) : rejeté (p. 1036)

Article 5216-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions financières

Son amendement n° 414 (perception par la communauté de la taxe professionnelle et des impositions mentionnées à l'article 1609 nonies D du code général des impôts lorsque le conseil de communauté a opté pour la taxe professionnelle à taux unique après avis conforme des communes) : rejeté (p. 1040)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 416 soutenu par M. Michel Vaxès (de coordination) : rejeté (p. 1099)

Son amendement n° 417 soutenu par M. Michel Vaxès (de coordination) : rejeté (p. 1101)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Son amendement n° 419 (périmètre de la communauté fixé après avis conforme des conseils municipaux) : rejeté (p. 1123)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 422 de M. Michel Vaxès (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 429 (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1146)

Son amendement n° 431 (référendum communal sur le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1147)

Soutient l'amendement n° 433 de M. Bernard Birsinger (avis conforme des conseils municipaux pour la création des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1148)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 436 (suppression de l'interdiction du retrait d'une commune lorsque plus du tiers des conseils municipaux s'y opposent) : rejeté (p. 1187)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 438 (débat avec vote des conseils municipaux avant l'examen du budget de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1191)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son intervention (p. 1198)

Son amendement n° 439 rectifié (examen par l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale des questions relevant de sa compétence soulevées par voie de pétition ou par des associations) : rejeté (p. 1200)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Soutient l'amendement n° 441 de M. Michel Vaxès (avis conforme des communes pour le passage à la taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1333)

Après l'article 51

Son amendement n° 442 soutenu par Mme Janine Jambu (lien entre les taux des impositions votées par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1342)

Après l'article 60

Son amendement n° 489 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (versement aux communes et à leurs établissements de coopération intercommunale des impôts locaux acquittés par France Télécom) : rejeté (p. 1381)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 425 soutenu par M. Bernard Birsinger (dotation d'intercommunalité pour les communautés d'agglomération créées après le 1er janvier 2005) : rejeté (p. 1385)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 426 soutenu par M. Bernard Birsinger (dotation d'intercommunalité pour les communautés d'agglomération créées après le 1er janvier 2005) : retiré (p. 1387)

Après l'article 66

Son amendement n° 423 soutenu par M. Bernard Birsinger (abattement de 16 % sur les bases de taxe professionnelle prévu par l'article 1472 A bis du code général des impôts ramené à 8 % pour les entreprises dont la taxe professionnelle représente de 1,5 à 2 % de la valeur ajoutée et supprimé pour celles acquittant une taxe professionnelle inférieure à 1,5 % de leur valeur ajoutée) (p. 1394) : rejeté (p. 1395)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6594)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6595)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6595)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6595)

Communes (p. 6595)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6595)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 6595)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6595)

Vote contre du groupe communiste (p. 6596)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1311)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1311)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1311)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Son intervention (p. 2168)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2169)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2168, 2169)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2169)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2168 à 2170)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2169)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2169, 2170)

Marchés financiers : généralités (p. 2169, 2170)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2356)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son intervention (p. 2197)

Son amendement n° 259 (définition des missions d'intérêt général du réseau des caisses d'épargne) : retiré (p. 2198)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son intervention (p. 2204)

Article 8 (l'objet et le statut des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 260 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (renforcement du rôle et des compétences des groupements locaux d'épargne) (p. 2256) : adopté (p. 2257)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 261 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (rôle de la Caisse nationale) (p. 2267) : rejeté (p. 2268)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 262 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (compétences de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2269)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Son amendement n° 265 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 2285) : retiré (p. 2286)

Article 29 (les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs)

Son amendement n° 306 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 2292)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 263 : non soutenu (p. 2361)

Article 69 (possibilité de résilier les contrats conclus pour la gestion et le recouvrement des prêts et ressources d'une société de crédit foncier)

Son amendement n° 264 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (accomplissement des opérations de gestion et recouvrement des prêts par les seuls établissements de crédit) : retiré (p. 2369)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2543)

Abstention du groupe communiste (p. 2543)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6096)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6096)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 6096, 6097)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 6096)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6096)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 167 de M. André Gerin (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Intervient sur l'amendement n° 155 de Mme Muguette Jacquaint (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) (p. 3813)

Philippe de VILLIERS

Vendée (4ème circonscription)
Non-Inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1238 visant à instaurer un service minimum dans l'exercice du droit de grève dans les transports publics [1er décembre 1998]

Proposition de résolution n° 1456 tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, les activités et le fonctionnement de l'entreprise publique Elf-Aquitaine [10 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Consommation. Protection des consommateurs. Etiquetage informatif, organismes génétiquement modifiés [2 juin 1999] (p. 5289)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8395)

Thèmes :

Assemblée nationale : Président (p. 8395)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 8396)

Famille : politique familiale (p. 8396)

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9900)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Christian Estrosi (absence d'ouverture de droit à l'adoption ou à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption à la personne engagée dans un PACS avec une personne de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Christian Estrosi (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 791 de M. Renaud Dutreil (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 792 de M. Renaud Dutreil (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Christian Estrosi (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3080)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3081)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3081)

Famille : concubinage (p. 3080)

Pays étrangers : Pays-Bas (p. 3081)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : homosexualité (p. 3081)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9439) : rejetée (p. 9456)

Son intervention (p. 9512)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9446)

Etat : souveraineté (p. 9442, 9444 à 9450)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9443, 9446 à 9448)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9440 à 9443)

Union européenne : accords de Schengen (p. 9442, 9453)

Union européenne : Commission (p. 9440 à 9444, 9447, 9512, 9513)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 9445, 9448)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9441 à 9443, 9447, 9448)

Union européenne : constitution européenne (p. 9513)

Union européenne : Cour de justice (p. 9441, 9448, 9513)

Union européenne : droit communautaire (p. 9444, 9445, 9513)

Union européenne : euro (p. 9446)

Union européenne : institutions communautaires : police (p. 9447)

Union européenne : Parlement européen (p. 9447, 9513)

Union européenne : subsidiarité (p. 9444)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 9440 à 9443)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9449, 9513)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : réfugiés (p. 9444)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions (p. 9444)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : transferts de compétences (p. 9446)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles Millon (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) (p. 9555)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Sa question préalable (p. 1899) : rejetée (p. 1908)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1899 à 1901)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1903)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1902)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1901, 1902)

Union européenne : élargissement (p. 1903 à 1905)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1903 à 1905)

Union européenne : subsidiarité (p. 1901)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1899, 1900)

Jean-Claude VIOLLET

Charente (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3365)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 823, posée le 24 mai 1999. Voirie. RN 10 et RN 141 (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Aménagement, Charente (p. 4786)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8303, 8304)

Gérard VOISIN

Saône-et-Loire (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 685, posée le 15 mars 1999. Agroalimentaire. Vin (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. AOC, classement, Chenas et Beaujolais-villages (p. 2397)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 502 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 503 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son sous-amendement n° 933 (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) : non soutenu (p. 6079)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 501 (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 500 (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) : rejeté (p. 6145)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 161 : non soutenu (p. 3467)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 162 : non soutenu (p. 3571)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4936)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4937)

Agriculture : conjoints (p. 4937)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4937)

Agriculture : installation (p. 4937)

Enseignement agricole (p. 4937)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 4937)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4937)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683) ; [16 octobre 1998] (p. 6846)

Après l'article 3

Son amendement n° 191 soutenu par M. Marc Laffineur (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer de la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hébergement dans un établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 6718) : rejeté (p. 6719)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Marc Laffineur (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer du plafond spécifique accordé aux invalides au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6718) : rejeté (p. 6719)

Après l'article 19

Son amendement n° 190 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 496 (de suppression) : retiré (p. 6880)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8092)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Procédure des questions :

Emploi : création d'emplois : secteur privé (p. 8722)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548)

Après l'article 3

Son amendement n° 9 corrigé : non soutenu (p. 7567)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 788)

Son amendement n° 988 (missions et durée du pays) : rejeté (p. 804)

Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)

Son amendement n° 989 (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : devenu sans objet (p. 809)

Son amendement n° 990 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)

Son amendement n° 987 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 991 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 825) : rejeté (p. 826)

Son amendement n° 996 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (référence à la notion d'agglomération) : rejeté (p. 827)

Son amendement n° 995 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Son amendement n° 992 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 997 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (conclusion d'un contrat particulier entre l'Etat et les communes composant une agglomération) : rejeté (p. 833)

Son amendement n° 993 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)

Son amendement n° 994 soutenu par M. Michel Bouvard (engagement facultatif à se regrouper) : rejeté (p. 836)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 998 soutenu par M. Éric Doligé (de suppression partielle) : rejeté (p. 874)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 212 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4211) : adopté après rectification (p. 4212)

Son sous-amendement n° 211 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4212)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 981)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 981)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 981)

Coopération intercommunale (p. 981, 982)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 982)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 981, 982)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 326 : non soutenu (p. 1015)

Son amendement n° 586 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de l'exigence de continuité territoriale pour les districts et les communautés de plus de 50 000 habitants se transformant en communautés d'agglomération) (p. 1021) : retiré (p. 1022)

Article 5216-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions financières

Son amendement n° 332 : non soutenu (p. 1039)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 368 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Son amendement n° 353 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Son amendement n° 357 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Son amendement n° 358 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1133)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 321 deuxième correction (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1144)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 327 : non soutenu (p. 1170)

Son amendement n° 328 corrigé : non soutenu (p. 1171)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Son amendement n° 355 : non soutenu (p. 1181)

Son amendement n° 356 : non soutenu (p. 1181)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 351 : non soutenu (p. 1197)

Après l'article 46

Son amendement n° 329 corrigé soutenu par M. Charles de Courson (élection des délégués des communes siégeant au conseil d'un établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1231)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 336 soutenu par M. Francis Delattre (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1333)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 348 soutenu par M. Francis Delattre (application des dispositions de l'article différée jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 376 soutenu par M. Francis Delattre (indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes étendue aux anciennes communautés urbaines, indexation au minimum sur cette dotation et coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à cette moyenne) : rejeté (p. 1398)

Son amendement n° 377 soutenu par M. Francis Delattre (coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à 1,2 de cette moyenne pour l'indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes) : retiré (p. 1398)

Son amendement n° 378 soutenu par M. Francis Delattre (indexation de la dotation perçue par les groupements au minimum sur la dotation forfaitaire des communes lorsque leur coefficient d'intégration fiscale excède le double de la moyenne de celui de leur catégorie) : retiré (p. 1398)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1495)

Thème :

Energie et carburants : électricité (p. 1495)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 63 : non soutenu (p. 4450)

Michel VOISIN

Ain (4ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur les travaux de la VIIème session annuelle de cette Assemblée (Copenhague – 7 au 10 juillet 1998) [14 décembre 1998] (n° 1260)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3019)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 518, posée le 30 novembre 1998. Associations. Anciens maquis de l'Ain et du Haut-Jura (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1er décembre 1998. Mise en liquidation judiciaire (p. 9735)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que toute guerre est absurde et souligne que notre mémoire doit se rappeler tous ceux qui sont tombés pour la défense de notre pays et de nos libertés, tout en s'interrogeant sur l'opportunité de l'intervention du Premier ministre quelques jours avant la commémoration de l'armistice de 1918 [6 novembre 1998] (p. 8290)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Palestine (p. 7850)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7860)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits (p. 7860)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7861)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7861)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7861)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7861, 7862)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8268)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8268)

Gendarmerie (p. 8268, 8269)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Article 47 (mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires)

Son amendement n° 59 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8311)

Son amendement n° 60 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8311)

Son amendement n° 61 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 62 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 63 (réduction des crédits destinés à la direction générale à l'armement) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 64 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8313)

Son amendement n° 65 (réduction des crédits ouverts au titre des opérations intéressant divers organismes internationaux et Etats étrangers) : retiré (p. 8313)

Son amendement n° 66 (réduction des crédits relatifs aux frais de déplacement) : rejeté (p. 8314)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6745)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 6745)

Défense : réserves (p. 6745, 6746)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 1er (principes généraux de la réserve)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de précision) (p. 6762)

Article 4 (limites d'âge)

Son amendement n° 74 (limite d'âge fixée à 60 ans) : retiré (p. 6767)

Article 7 (durée et objet de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Son amendement n° 75 (contrat d'engagement de service dans la première réserve) : adopté après rectification (p. 6768)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Fromion (cas des personnes en formation) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Guy Teissier (entraînement porté à dix jours) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Sandrier (entraînement porté à dix jours) (p. 6770)

Article 13 (personnes soumises à l'obligation de disponibilité)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Yves Fromion (de précision) (p. 6773)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6786)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6786)

Défense : armée : professionnalisation (p. 6786)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6786)

Ses explications de vote (p. 6792)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6792)

Dominique VOYNET

Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean Launay. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, tri sélectif [7 octobre 1998] (p. 6040)

M. Yves Deniaud. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Crédits, gestion [4 novembre 1998] (p. 8036)

M. Guy Hascoët. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Négociation [4 novembre 1998] (p. 8038)

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effet de serre, lutte et prévention, sommet de Buenos-Aires [17 novembre 1998] (p. 9107)

M. Éric Doligé. Cours d'eau, étangs et lacs. Loire. Barrage de Chambonchard, construction [24 novembre 1998] (p. 9418)

M. Robert Galley. Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe générale sur les activités polluantes, création, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10563)

M. Serge Poignant. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [22 décembre 1998] (p. 11008)

M. Michel Bouvard. Aménagement du territoire. Montagne. Perspectives [19 janvier 1999] (p. 37)

M. André Aschieri. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Algue Caulerpa Taxifolia, littoral méditerranéen [26 janvier 1999] (p. 372)

M. Jacques Pélissard. Automobiles et cycles. Sécurité. Utilisation du GPL [2 février 1999] (p. 706)

M. René Rouquet. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, Ile-de-France [9 mars 1999] (p. 2141)

M. Philippe Duron. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [6 avril 1999] (p. 3291)

M. François Loos. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Concertation [7 avril 1999] (p. 3367)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Eau. Politique de l'eau. Perspectives [7 avril 1999] (p. 3364)

M. Philippe Martin. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [19 mai 1999] (p. 4594)

M. Maxime Gremetz. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [26 mai 1999] (p. 4923)

M. René Couanau. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Zones bénéficiaires, délimitation [1er juin 1999] (p. 5183)

M. Charles de Courson. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [9 juin 1999] (p. 5602)

M. Jean-Jacques Jégou. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Collecte et traitement [15 juin 1999] (p. 5823)

M. Hubert Grimault. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [16 juin 1999] (p. 5940)

M. Michel Hunault. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [22 juin 1999] (p. 6271)

M. René André. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [23 juin 1999] (p. 6365)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Cuillandre. Environnement. Parcs naturels nationaux. Création, conséquences, mer d'Iroise [15 décembre 1998] (p. 10460)

M. Vincent Burroni. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Etang de Berre, réhabilitation, mise en oeuvre, Provence Alpes Côte-d'Azur (PACA) [26 janvier 1999] (p. 349)

M. Jean-Pierre Abelin. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, réforme [26 janvier 1999] (p. 348)

M. Alain Ferry. Environnement. Carrières. Aménagement en parc paysager, Saint-Nabor [2 février 1999] (p. 691)

M. Dominique Bussereau. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Comité de décentralisation, membres, désignation [2 février 1999] (p. 690)

M. Lionnel Luca. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges. Fermeture, Jas-de-Madame, Villeneuve-Loubet [2 février 1999] (p. 689)

M. Hervé Gaymard. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Services publics, maintien, Albertville [9 février 1999] (p. 1062)

M. Roland Metzinger. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Résidus de broyage, sites pollués, réhabilitation [9 février 1999] (p. 1060)

M. Alain Rodet. Industrie. Travail des métaux. Péchiney, emploi et activité, Le Palais-sur-Vienne [9 février 1999] (p. 1061)

M. Alain Marleix. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Massif central [9 février 1999] (p. 1063)

M. Jean-François Chossy. Cours d'eau, étangs et lacs. Aménagement et protection. Retenue du barrage de Grangent, vidange [9 février 1999] (p. 1064)

M. Alain Bocquet. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation, Nord-Pas-de-Calais [2 mars 1999] (p. 1846)

M. Didier Quentin. Chasse et pêche. Redevance cynégétique. Montant, conséquences [16 mars 1999] (p. 2387)

M. Jean-Claude Decagny. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, réforme [30 mars 1999] (p. 3009)

M. Pierre Micaux. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution, Aube [27 avril 1999] (p. 3614)

Mme Annette Peulvast-Bergeal. Environnement. Parcs naturels régionaux. Zone d'exploitation spéciale, création, Vexin [27 avril 1999] (p. 3615)

M. Patrice Martin-Lalande. Aménagement du territoire. Zonage. Loir-et-Cher [27 avril 1999] (p. 3612)

M. Germain Gengenwin. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement [25 mai 1999] (p. 4792)

M. Joël Goyheneix. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, aides de l'Etat [25 mai 1999] (p. 4793)

M. Patrick Leroy. Secteur public. Services publics. Développement, Nord [25 mai 1999] (p. 4794)

M. Marc Laffineur. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution, Maine-et-Loire [1er juin 1999] (p. 5154)

M. Roger Franzoni. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Lutte et prévention, Méditerranée [1er juin 1999] (p. 5151)

M. Gérard Saumade. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution, Hérault [1er juin 1999] (p. 5153)

M. Marc Dumoulin. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Haut-Rhin [8 juin 1999] (p. 5455)

M. Jean Delobel. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes. Enseignement privé, enseignement public, égalité de traitement [8 juin 1999] (p. 5454)

M. Jean-Claude Sandrier. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Cher [15 juin 1999] (p. 5790)

M. Henri Sicre. Mer et littoral. Animaux. Cétacés, échouage, intervention, réglementation [22 juin 1999] (p. 6249)

M. Michel Hunault. Aménagement du territoire. Financement. Prime à l'aménagement du territoire (PAT), fonds structurels européens, Chateaubriant [22 juin 1999] (p. 6247)

INTERVIENT SUR LE RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Yves Coussain : précise que l'article 16 du projet de loi sur l'aménagement du territoire met l'accent sur l'élaboration des schémas multimodaux de transports [2 février 1999] (p. 731 à 733)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7192)

Ses réponses (p. 7199 à 7203)

Thèmes avant la procédure des questions :

Cours d'eau, étangs et lacs (p. 7196)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 7198)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7193)

Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 7196)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 7196)

Eau : agences : assainissement (p. 7198)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 7198)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7194, 7196 à 7199)

Environnement : crédits (p. 7192 à 7199)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 7196)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 7194, 7196)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7193, 7195)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7194, 7197 à 7199)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7195)

Réponses aux questions :

Eau : assainissement : agences (p. 7202) (M. Pierre Micaux) (p. 7202)

Eau : assainissement : agences (p. 7203) (M. René André) (p. 7203)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7202) (M. Thierry Lazaro) (p. 7201)

Mines et carrières : carrières : pollution et nuisances (p. 7199) (M. Pierre Cardo) (p. 7199)

Transports aériens : bruit (p. 7201) (M. Nicolas Dupont-Aignan) (p. 7200)

Elevage : loups (p. 7200) (M. Patrick Ollier) (p. 7200)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8079)

Ses réponses (p. 8088 à 8106)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 8081, 8086)

Aménagement du territoire : crédits (p. 8080)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8079, 8080, 8082, 8085)

Aménagement du territoire : directives territoriales d'aménagement (p. 8086, 8087)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8079, 8081, 8082)

Aménagement du territoire : montagne (p. 8084)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8079 à 8081, 8087)

Environnement : protection de la nature (p. 8087)

Prestations familiales (p. 8084)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8079, 8085)

Secteur public : services publics (p. 8083, 8086)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8083)

Union européenne : fonds structurels (p. 8085)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8088) (M. Serge Poignant) (p. 8088)

Aménagement du territoire : montagne (p. 8098) (M. Michel Bouvard) (p. 8098)

Aménagement du territoire : pays (p. 8100) (M. Jean Proriol) (p. 8100)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8088) (M. Serge Poignant) (p. 8088)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8102) (M. Michel Vergnier) (p. 8102)

Aménagement du territoire : programmes d'aménagement concerté du territoire (p. 8103) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8103)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : entreprises (p. 8099) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8099)

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire (p. 8097) (M. Jacques Barrot) (p. 8097)

Eau : agences (p. 8106) (M. François Sauvadet) (p. 8105)

Eau : assainissement : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 8101) (M. Paul Patriarche) (p. 8101)

Emploi : contrats emploi-jeunes : contrats de plan Etat-régions (p. 8094) (M. Yves Dauge) (p. 8094)

Régions : Bretagne : transports aériens (p. 8099) (M. Michel Hunault) (p. 8099)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8091) (M. Jean Proriol) (p. 8091)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8092) (M. Gérard Voisin) (p. 8092)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8096) (M. Jacques Barrot) (p. 8095)

Régions : Corse (p. 8089) (M. Roland Francisci) (p. 8088)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8090) (M. Christian Estrosi) (p. 8089)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8093) (M. Charles Ehrmann) (p. 8092)

Secteur public : services publics (p. 8093, 8094) (Mme Nicole Feidt) (p. 8093)

Secteur public : services publics (p. 8104) (M. Léonce Deprez) (p. 8104)

Transports aériens : aéroports (p. 8105) (M. Édouard Landrain) (p. 8105)

Union européenne : fonds structurels (p. 8095) (M. Jean Launay) (p. 8095)

Union européenne : fonds structurels (p. 8102) (M. Paul Patriarche) (p. 8102)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 160)

Son intervention (p. 40)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 63)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 78)

Sa réponse (p. 166)

Thèmes :

Agriculture (p. 40, 43, 168, 169)

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 45, 170)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 169)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 47)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 166)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 41)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 45, 46, 169, 170)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 171)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 43, 46, 169)

Aménagement du territoire : villes (p. 167)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 166, 171)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution industrielle (p. 42)

DOM : Guadeloupe (p. 171)

DOM : Guyane (p. 171)

Emploi (p. 42, 167)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 45, 46)

Environnement : protection (p. 44, 167)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 41, 171)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 42 à 46)

Secteur public : services publics (p. 47, 78, 170, 171)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 63, 167)

Union européenne : fonds structurels (p. 45, 171)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) : adopté après modifications (p. 324)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Soutient l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) : adopté après modifications (p. 414)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 428)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Soutient l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : retiré (p. 504)

Soutient le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbert (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) : adopté (p. 507)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 731)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 770)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Soutient le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : adopté (p. 822)

Soutient le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission : adopté (p. 822)

Soutient l'amendement n° 1243 du Gouvernement (champ des contrats de pays étendu aux projets privés) : adopté (p. 823)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 1168 du Gouvernement (contrats de ville conclus entre l'Etat, la région et le département, la commune ou le groupement de communes) : adopté après modifications et rectification (p. 838)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Soutient l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) : adopté (p. 874)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son intervention (p. 914)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 1173 du Gouvernement (conditions transitoires) : adopté (p. 927)

Soutient l'amendement n° 1239 du Gouvernement (restriction d'accès dans les zones à environnement fragile) : adopté (p. 932)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 1174 du Gouvernement (concertation entre l'Etat et les collectivités locales organisée au sein d'organismes de réflexion appelés "agences d'urbanisme") : adopté (p. 1174)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Soutient le sous-amendement n° 1251 du Gouvernement (objectif de limiter les nécessités de déplacements) à l'amendement n° 358 de la commission (de précision) : rejeté (p. 937)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Son intervention (p. 1084)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4038)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4047)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4059)

Sa réponse (p. 4096)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 4041, 4042, 4098, 4099)

Aménagement du territoire : généralités (p. 4039 à 4042)

Aménagement du territoire : montagne (p. 4060, 4099)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4039, 4097)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4098)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4061, 4097, 4098)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4061)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4040, 4097)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4061, 4100)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4060)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4039, 4098)

Emploi (p. 4040, 4041)

Enseignement supérieur (p. 4039)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4099)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4099)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4041)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4040, 4041, 4060, 4097)

Secteur public : services publics (p. 4039, 4042, 4098)

Transports (p. 4042, 4100)

Union européenne : fonds structurels (p. 4047, 4099)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 226 du Gouvernement (respect du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) : adopté (p. 4117)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 229 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : adopté (p. 4122)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement (association des collectivités territoriales amenées à participer au financement des actions ou programmes contenus dans les contrats de plan Etat-région aux procédures de négociation) : adopté (p. 4129)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Soutient le sous-amendement n° 218 rectifié du Gouvernement (organisation de la concertation) à l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en oeuvre des schémas de services collectifs) : adopté (p. 4136)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Soutient le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : adopté (p. 4144)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 220 du Gouvernement (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : retiré (p. 4196)

Article 16 supprimé par le Sénat (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 4202)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Soutient le sous-amendement n° 222 rectifié du Gouvernement (conditions de classement du périmètre d'un pays en "espace de reconquête paysagère") à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4222)

Soutient le sous-amendement n° 223 du Gouvernement (conditions d'application des dispositions du présent article par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4223)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 231 du Gouvernement (non versement de compensations par l'Etat dans le cadre de conventions auxquelles il n'est pas nécessairement partie prenante) : rejeté (p. 4228)

Article 26 bis (extension des exonérations fiscales en faveur des entreprises de services en matière de télétravail)

Soutient l'amendement n° 224 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement : adopté (p. 4267)

Article 30 supprimé par le Sénat (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Soutient le sous-amendement n° 234 du Gouvernement (référence au soutien apporté par le fonds d'intervention pour les transports terrestres et les voies navigables) à l'amendement n° 215 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4244)

Article 56 (article 57 de la loi n° 95-105 du 2 février 1995 : groupements d'intérêt public dans le domaine de la protection de l'environnement)

Soutient l'amendement n° 225 du Gouvernement (financement après examen au cas par cas) : adopté (p. 4266)

Seconde délibération

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (appellation du schéma relatif aux services sanitaires) : adopté (p. 4268)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la référence aux services de proximité) : adopté (p. 4268)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (majorité au sein du groupement d'intérêt public détenu par les personnes morales de droit public) : adopté (p. 4269)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (possibilité de contracter réservée aux communes et EPCI existants) : adopté (p. 4270)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) : rejeté (p. 4273)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Son intervention (p. 4314)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5830)

Sa réponse (p. 5846)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 5846, 5847)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5831, 5846)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5831)

Coopération intercommunale (p. 5831)

Emploi (p. 5831, 5846)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5831)

Secteur public : services publics (p. 5831, 5847)

Union européenne : fonds structurels (p. 5846, 5847)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Son intervention (p. 5948)

Roland VUILLAUME

Doubs (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Philippe VUILQUE

Ardennes (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1633 relative à la création d'un fonds d'indemnisation des salariés d'une entreprise victime d'un sinistre relevant d'un cas de force majeure [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [14 octobre 1998] (p. 6576)

Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Sécurité des produits [16 juin 1999] (p. 5941)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 636, posée le 15 février 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Gites thérapeutiques, agrément (p. 1425)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025)

Son intervention (p. 7034)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : aide sociale (p. 7035)

Enseignement supérieur : constructions universitaires : universités (p. 7035)

Enseignement supérieur : étudiants : logement : aides et prêts (p. 7036)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : recrutement (p. 7035)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : collectivités locales (p. 8725)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2032)

Son amendement n° 31 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2032)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) : adopté (p. 2076)

Son amendement n° 47 (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) : adopté (p. 2076)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers généraux)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Son amendement n° 49 corrigé (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux)

Son amendement n° 48 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 46 : devenu sans objet (p. 2082)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Ses explications de vote (p. 2106)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2106)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Son intervention (p. 3738)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3738)

Constitution : préambule : santé (p. 3738)

W

Aloyse WARHOUVER

Moselle (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5862)

Thèmes :

Agriculture : revenu agricole (p. 5862)

Environnement : espace rural (p. 5862)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5862)

Retraites : régime agricole (p. 5862)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3403)

Son intervention (p. 3415)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3416)

Agriculture : pollution (p. 3416)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3416)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7237)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7237)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7237)

Procédure des questions :

Transports par eau : transports fluviaux : canaux (p. 7264)

Voirie : routes (p. 7263)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8075)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8075)

Aménagement du territoire : directives territoriales d'aménagement (p. 8076)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8075)

Environnement : protection de la nature (p. 8076)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8076)

Union européenne : fonds structurels (p. 8076)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10576)

Thème :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10576, 10577)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Après l'article unique

Son amendement n° 2 (mise en conformité des statuts des caisses d'épargne) : retiré (p. 10581)

Son amendement n° 3 (limitation des restructurations des caisses d'épargne) : retiré (p. 10582)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 186)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 584)

Thèmes :

Enseignement : élèves : carnet de santé (p. 585)

Sports : dopage : généralités (p. 585)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 585)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son amendement n° 27 (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 598)

Article 3 bis (déclaration nominale obligatoire des cas présumés de dopage)

Son amendement n° 28 : devenu sans objet (p. 598)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son intervention (p. 2237)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2249)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5201)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5201, 5202)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 5201)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (quota spécifique en Alsace-Moselle) (p. 6739)

Jean-Luc WARSMANN

Ardennes (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Rapporteur de la proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 1151) [28 octobre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 1151) de M. Nicolas Sarkozy modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 novembre 1998] (n° 1191)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [22 décembre 1998] (p. 11009)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 364)

Gendarmerie. GPS. Création, Corse [11 mai 1999] (p. 4306)

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [30 juin 1999] (p. 6694)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 674, posée le 8 mars 1999. Logement : aides et prêts. Montant (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Amélioration de l'habitat, Ardennes (p. 2126)

n° 798, posée le 10 mai 1999. Collectivités territoriales. Finances (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Installations sportives, construction, aides de l'Etat (p. 4279)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : culture (p. 7105)

Patrimoine culturel : conservation : architectes des Bâtiments de France (p. 7100)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7266)

Voirie : autoroutes (p. 7266)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7912)

Communes : Sedan : contrats de ville (p. 7909)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 8135)

Etat : réforme (p. 8135, 8136)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) (p. 8141)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmeries : Ardennes (p. 8190, 8191)

Police : commissariats : Ardennes (p. 8190, 8191)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : service national (p. 8300)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8645)

Procédure des questions :

Professions sociales : éducateurs spécialisés : équivalence des diplômes (p. 8645)

Santé : tabagisme : cures (p. 8645)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8656)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8850)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 8850)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8851)

Droit pénal : détention provisoire : réforme (p. 8850, 8851)

Justice : crédits (p. 8850)

Justice : jugements (p. 8850)

Justice : réforme (p. 8850, 8851)

Justice : tribunaux administratifs (p. 8850)

Lois : lois d'orientation : justice (p. 8851)

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 8851)

Système pénitentiaire : établissements (p. 8851)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8851)

Procédure des questions :

Justice : jugements (p. 8861, 8862)

Justice : tribunaux : Lons le Saunier (p. 8861)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Ses interventions (p. 9363, 9372, 9385)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 9363)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9363, 9364, 9372)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 9363, 9372)

Etat (p. 9363, 9373, 9386, 9504)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9364, 9372, 9373, 9385, 9386, 9504)

Justice : Conseil d'Etat : rétroactivité des lois (p. 9363)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9363 à 9365, 9385, 9386)

Lois : validations législatives (p. 9364)

Partis et mouvements politiques : majorité : rétroactivité des lois (p. 9365, 9385)

Union européenne : Cour de justice : rétroactivité des lois (p. 9364)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Son intervention (p. 9503)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10513)

Thème :

Femmes : parité : Constitution (p. 10513)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3306)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3307)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3307)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3306, 3307)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3307)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Patrice Martin-Lalande (définition après enquête publique des aires accueillant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5348)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Schreiner (fixation par arrêté du maire du droit de stationnement lors des rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5348)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Gérard Hamel (obligations des gens du voyage en matière de scolarisation, d'alphabétisation et de respect de l'ordre public et de la salubrité publique précisées par le schéma départemental) (p. 5349)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Philippe Martin (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Reprend l'amendement n° 168 de M. Guy Hascoët (schéma départemental approuvé après concertation avec les communes concernées) (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé en concertation avec les communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé après consultation des communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du département) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes de l'arrondissement) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton et de celles des cantons limitrophes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental approuvé après consultation des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5355)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6291)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6302)

Son intervention (p. 6304)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6388)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés (p. 6388)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6291, 6306)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6304, 6305)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6307)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6291, 6302, 6305, 6389)

Justice : contentieux : délais (p. 6306)

Justice : indépendance (p. 6305, 6306)

Justice : parquet : rôle (p. 6306)

Justice : procureurs généraux (p. 6291, 6302, 6305, 6389)

Justice : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 6306, 6307)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6304)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son intervention (p. 6390)

Soutient l'amendement n° 58 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 6393)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6411)

Son sous-amendement n° 94 (magistrats du parquet devant respecter les directives) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 92 (rédactionnel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 96 (directives s'imposant aux magistrats du parquet) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 63 (fixation par le ministre des modalités d'évaluation des directives) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6405)

Son sous-amendement n° 65 (suppression de la mise en mouvement de l'action publique par le ministre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6405)

Son sous-amendement n° 105 (information du Parlement sur les conditions de mise en œuvre des directives par une déclaration suivie d'un débat) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : adopté après rectification (p. 6407)

Son sous-amendement n° 93 (information du Parlement sur l'application de l'article 37 du code de procédure pénale relatif à la mise en mouvement de l'action publique par les procureurs généraux) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6408)

Son sous-amendement n° 90 (information du Parlement sur l'activité de chaque tribunal de grande instance et sur les adaptations aux directives décidées par le parquet) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6409)

Son sous-amendement n° 91 (possibilité de débat d'orientation judiciaire) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6410)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 rectifié de M. Alain Tourret (représentation du ministre de la justice pour la mise en mouvement de l'action publique par un avocat désigné par arrêté ministériel et choisi pour trois ans parmi les bâtonniers ou anciens bâtonniers de chaque ressort de cour d'appel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6411)

Son amendement n° 61 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 95 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 62 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 64 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 67 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 69 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 104 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 66 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 60 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 71 : devenu sans objet (p. 6411)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Son intervention (p. 6413)

Soutient l'amendement n° 59 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 6414)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Pierre Albertini (suppression du pouvoir de précision et d'adaptation des directives dévolu aux procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6416)

Son sous-amendement n° 79 rectifié (adaptation par les procureurs généraux ne pouvant aboutir à la méconnaissance des directives) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6417)

Son sous-amendement n° 77 (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 37 du code de procédure pénale relatif aux relations entre les procureurs généraux et les procureurs - procureurs généraux tenus de dénoncer les infractions et ne pouvant faire obstacle à la mise en mouvement de l'action publique) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6417)

Son sous-amendement n° 74 (information des magistrats par les procureurs généraux sur les conditions de mise en œuvre des directives au moins deux fois et non au moins une fois par an) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6418)

Son sous-amendement n° 97 (information des magistrats sur les résultats obtenus et sur les adaptations apportées aux directives par les procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6418)

Son sous-amendement n° 82 (suppression de l'information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance et sur les procédures de déclenchement de l'action publique à la demande du ministre) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6419)

Son sous-amendement n° 78 (suppression de l'information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6419)

Son sous-amendement n° 72 (droit pour le ministre d'être informé de toute affaire dont les parquets sont saisis) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6420)

Son amendement n° 80 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 76 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 75 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 70 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 83 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 81 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 73 corrigé : devenu sans objet (p. 6420)

Article 3 (articles 39-1 à 39-4 du code de la procédure pénale - attributions du procureur de la République)

Son sous-amendement n° 114 rectifié (adaptation par les procureurs ne pouvant aboutir à la méconnaissance des directives) à l'amendement n° 14 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 112 (suppression de la mise en mouvement de l'action publique à la suite des décisions des commissions de recours contre les classements sans suite) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 110 (information des magistrats par les procureurs sur les conditions de mise en œuvre des directives au moins deux fois et non au moins une fois par an) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 108 (suppression de l'information du procureur général par les procureurs sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance et sur les procédures de déclenchement de l'action publique à la demande du ministre) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 106 (droit pour le procureur général d'être informé de toute affaire dont les procureurs sont saisis) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son amendement n° 115 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 113 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 111 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 109 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 107 : devenu sans objet (p. 6422)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Son amendement n° 116 (suppression du recours contre les classements sans suite institué à l'article 5 du projet) : rejeté (p. 6425)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son intervention (p. 6426)

Son amendement n° 117 (suppression de la saisine de la commission de recours) : rejeté (p. 6427)

Son amendement n° 99 (suppression des dispositions relatives au ressort territorial et à la composition des commissions de recours) : rejeté (p. 6427)

Son amendement n° 118 (suppression des dispositions relatives à la saisine de la commission de recours) : rejeté (p. 6428)

Son amendement n° 100 (suppression des dispositions relatives aux compétences de la commission de recours) : rejeté (p. 6428)

Son amendement n° 101 (suppression des dispositions relatives à la saisine abusive de la commission de recours) : rejeté (p. 6428)

Article 7 (direction de la police judiciaire par le procureur de la République)

Son amendement n° 102 (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la définition en commun par le procureur et le chef de service de police ou de gendarmerie des moyens à mettre en œuvre dans les enquêtes complexes ou de longue durée) : rejeté (p. 6430)

Article 8 (articles 75-1 et 75-2 du code de procédure pénale - contrôle du procureur de la République sur les enquêtes préliminaires)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (prorogation par le procureur du délai imparti aux officiers de police judiciaire) (p. 6431)

Article 11 (coordinations)

Son amendement n° 103 (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) : adopté (p. 6435)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 41 deuxième rectification de M. Jacques Floch (entrée en vigueur des dispositions du chapitre Ier relatif à l'action publique en matière pénale après la promulgation de la loi organique fixant le statut de la magistrature prévue par le projet de loi constitutionnelle sur la réforme du conseil supérieur de la magistrature) (p. 6437)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6541)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6542)

Jean-Jacques WEBER

Haut-Rhin (6ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 24 septembre 1999] (p. 14287)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1437 visant à modifier l'article 363 du Code civil qui régit l'adoption simple [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1625 tendant à sanctionner de peines aggravées certaines infractions commises sur les agents d'un réseau de transport public de voyageurs [26 mai 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1740 visant à modifier l'article 2 de la Constitution de 1958 afin d'inscrire le principe de la reconnaissance des langues régionales par la République [23 juin 1999]

Proposition de loi n° 1771 visant à défendre et à promouvoir les langues et cultures régionales [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS). Exonération, revenus patrimoniaux, personnes non imposables [15 décembre 1998] (p. 10480)

Tourisme et loisirs. Centres de vacances et de loisirs. Animateurs, statut [22 juin 1999] (p. 6269)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 471, posée le 5 octobre 1998. Impôt sur le revenu. Revenus fonciers (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Investissements immobiliers locatifs neufs, loyers, plafonnement (p. 5933)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651) ; [16 octobre 1998] (p. 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 434 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 6658)

Après l'article 19

Son amendement n° 243 (non-assujettissement à la TVA des prestations fournies par les syndicats de copropriétaires aux résidences avec services aux retraités) : rejeté (p. 6840)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Son amendement n° 245 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Son amendement n° 244 (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 185 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) : retiré (p. 6880)

Après l'article 35

Son amendement n° 242 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'un crédit d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) (p. 6957) : rejeté (p. 6958)

Après l'article 36

Son amendement n° 540 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'une réduction d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) : rejeté (p. 6961)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 7849)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Procédure des questions :

Baux : baux d'habitation (p. 8053)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : Royaume-Uni (p. 8222)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Son amendement n° 51 soutenu par M. Jean-Luc Préel (de suppression) : rejeté (p. 8656)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Son amendement n° 50 (de suppression) : rejeté (p. 8729)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7463)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7464)

Frontaliers : travailleurs frontaliers : assurance maladie maternité : prestations (p. 7464)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7464)

Retraites : généralités : pensions de réversion : veuves (p. 7464)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7744)

Article 30 (prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite)

Son intervention (p. 7748)

Après l'article 30

Son amendement n° 278 (rapport) : rejeté (p. 7750)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10961)

Thèmes :

Départements : Haut-Rhin : emploi (p. 10961)

Industrie : machines et équipements (p. 10961)

Industrie : textile et habillement (p. 10961)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 721 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) (p. 378) : rejeté (p. 379)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 623)

Son intervention (p. 632)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 632)

Coopération intercommunale (p. 632)

Ordre public : personnels (p. 632)

Parlement : Sénat (p. 632)

Police : police municipale : Alsace Lorraine (p. 632)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 50 (règlement édicté par le préfet et par le président de l'association départementale des maires) : rejeté (p. 641)

Son sous-amendement n° 55 (exercice des missions de la police municipale entre sept heures trente et trois heures en l'absence de convention ou de règlement) à son amendement n° 50 : rejeté (p. 642)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales : mise en commun occasionnelle des services de police municipale)

Son amendement n° 53 (groupement intercommunal) : rejeté (p. 644)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son sous-amendement n° 51 (autorisation du port d'arme justifiée par la nature des missions ou des circonstances particulières) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (autorisation du port d'arme de quatrième ou de sixième catégorie par le préfet sur demande motivée du maire en cas d'existence d'une convention ou d'un règlement de coordination lorsque la nature des missions des agents de la police municipale et des circonstances particulières le justifient) : rejeté (p. 652)

Article 10 (article L. 441-1 du code des communes : application du projet de loi en Alsace-Moselle)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 656)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-Antoine Léonetti (habilitation des agents de police munipale à inviter les contrevenants à justifier leur identité) : rejeté (p. 659)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1000) : rejetée au scrutin public (p. 1006)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 1000)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 1000, 1002)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 1001)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 1001)

Communes (p. 1001)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 1001)

Départements (p. 1001)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 1002)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 1000, 1001)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 523 (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Son sous-amendement n° 594 (deux communautés d'agglomération) à l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel : retiré (p. 1025)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 522 soutenu par M. Léonce Deprez (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Son amendement n° 521 soutenu par M. Léonce Deprez (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Éric Doligé (de coordination) (p. 1105)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Michel Bouvard (de coordination) (p. 1105)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 520 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son amendement n° 524 corrigé : non soutenu (p. 1198)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 452 (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1330)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 569 soutenu par M. Germain Gengenwin (application des dispositions de l'article différée jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 501 (suppression du paragraphe III de l'article modifiant le mode de calcul des coefficients d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1391)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 454 (garantie portée de 80 à 100 % de la dotation perçue l'année précédente) : rejeté (p. 1398)

Soutient l'amendement n° 466 de M. Marc-Philippe Daubresse (garantie portée de 80 à 100 % de la dotation perçue l'année précédente) : rejeté (p. 1398)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1311)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1311, 1312)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1312)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Après l'article 37

Son amendement n° 330 soutenu par M. Germain Gengenwin (rapport annuel au Parlement) (p. 4021) : rejeté (p. 4022)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 137 (quota spécifique en Alsace-Moselle) : adopté (p. 6739)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5299)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5300)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5300, 5301)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5300, 5301)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5299, 5300)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5299, 5300)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 33 (schéma national d'accueil pour les grandes migrations des gens du voyage) : rejeté (p. 5328)

Son amendement n° 186 (respect des règles de stationnement par les gens du voyage) : rejeté (p. 5328)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 21 (communes participant à l'accueil des gens du voyage disposant d'un titre de circulation) : rejeté (p. 5336)

Son amendement n° 20 (communes participant à l'accueil des gens du voyage quelle que soit leur nationalité) : rejeté (p. 5336)

Son amendement n° 42 (définition de la résidence mobile) : rejeté (p. 5336)

Son amendement n° 22 (définition des gens du voyage) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 23 (schéma départemental approuvé après information du conseil général sur ses conséquences financières) : rejeté (p. 5356)

Son amendement n° 192 (approbation du schéma départemental par le préfet seul après avis du président du conseil général) : rejeté (p. 6447)

Son amendement n° 24 (opposabilité du schéma départemental) : adopté (p. 6447)

Son amendement n° 25 (composition de la commission consultative) : rejeté (p. 6448)

Soutient l'amendement n° 239 de M. Yves Bur (composition de la commission consultative - associations représentant les gens du voyage substituées à ces derniers) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 43 (médiateur nommé par la commission consultative sur désignation du tribunal de grande instance) : devenu sans objet (p. 6451)

Son amendement n° 26 (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) : devenu sans objet (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 264 de Mme Christine Boutin (prise en charge par l'Etat des rassemblements de plus de cinquante caravanes) : retiré (p. 6454)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6455)

Son amendement n° 31 (maintien des missions et moyens de la commission nationale consultative des gens du voyage créée par le décret n° 92-262 du 24 mars 1992) : rejeté (p. 6456)

Son amendement n° 183 (maintien des missions et moyens de la commission nationale consultative des gens du voyage créée par le décret n° 92-262 du 24 mars 1992) : rejeté (p. 6456)

Article 2 (obligations des communes)

Soutient l'amendement n° 211 de M. Émile Blessig (extension des dispositions de l'article aux groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 6458)

Son amendement n° 27 (caractéristiques des aires d'accueil) : retiré (p. 6459)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Lionnel Luca (prohibition des caravanes et des habitations mobiles dans les zones dangereuses) (p. 6461)

Son amendement n° 28 (inscription des aires d'accueil dans les plans d'occupation des sols) : rejeté (p. 6461)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 182 (réduction du taux de 70 à 69 %) : retiré (p. 6466)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 191 (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Daniel Vachez (majoration de trois habitants et non d'un habitant par place de caravane) (p. 6469)

Son amendement n° 291 : non soutenu (p. 6471)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Son amendement n° 44 (extension aux aires d'accueil de la procédure d'autorisation prévue par le paragraphe III de l'article pour l'habitat permanent) : rejeté (p. 6472)

Son amendement n° 45 (de coordination) : rejeté (p. 6473)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Soutient l'amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6482)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6482)

Soutient l'amendement n° 258 de Mme Christine Boutin (expulsion d'un terrain n'appartenant pas au domaine public - réquisition de la force publique par le maire à la demande du titulaire du droit ou à l'initiative du maire en cas d'atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques) : retiré (p. 6482)

Son amendement n° 185 (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) : rejeté (p. 6487)

Soutient l'amendement n° 268 de M. Patrice Martin-Lalande (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) : rejeté (p. 6487)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Bernard Schreiner (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Émile Blessig (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 184 (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : retiré (p. 6488)

Son amendement n° 187 (de coordination) : retiré (p. 6488)

Son amendement n° 188 (contravention de quatrième classe au titre du stationnement irrégulier des caravanes) : rejeté (p. 6488)

Son amendement n° 189 rectifié (sanctions du stationnement irrégulier des caravanes - retrait de

deux points du permis de conduire pour stationnement irrégulier d'une caravane au-delà de quarante-huit heures) : rejeté (p. 6490)

Après l'article 10

Son amendement n° 34 (recensement de la population des gens du voyage) : rejeté (p. 6492)

Ses explications de vote (p. 6492)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6493)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Ses explications de vote [17 juin 1999] (p. 6205)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6206)

Pierre-André WILTZER

Essonne (4ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449) ; [1er décembre 1998] (p. 9792)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) : rejeté (p. 8476)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1056 de M. Thierry Mariani (motivation de la déclaration conjointe) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9840)

Intervient sur le sous-amendement n° 1136 de Mme Christine Boutin (versement d'une pension alimentaire selon les articles 281 à 285 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9873)

Intervient sur le sous-amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (versement d'une pension alimentaire selon les articles 281 à 285 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9873)

Intervient sur le sous-amendement n° 1135 de Mme Christine Boutin (versement d'une prestation compensatoire selon les articles 270 à 280-1 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9873)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 51 (solidarité et coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage) : rejeté (p. 9552)

Son amendement n° 52 (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) : rejeté (p. 9553)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5334)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son intervention (p. 6462)

Y

Kofi YAMGNANE

Finistère (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1634 visant à modifier la réglementation applicable en matière de détermination du quotient familial pour les familles ayant recueilli des enfants placés par la DDASS [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [31 mars 1999] (p. 3105)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5868)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5868)

Agroalimentaire : labels (p. 5868)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5868)

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son intervention (p. 6072)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9064)

Après l'article 71

Son amendement n° 155 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (représentation des élus locaux au sein de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : retiré (p. 9087)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son intervention (p. 373)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1648)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : immigration (p. 1648, 1649)

Politique extérieure : relations commerciales : esclavage (p. 1648)

Z

Marie-Jo ZIMMERMANN

Moselle (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1126 permettant aux contribuables des collectivités territoriales d'agir en justice en leur nom lorsque leur intérêt direct est en cause et donnant aux associations de contribuables la possibilité de se constituer partie civile [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1127 relative au stationnement des nomades [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1351 élargissant le bénéfice du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle à certaines catégories de retraités domiciliés dans ces départements [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1388 tendant à limiter l'abus de position dominante des câblo-opérateurs dans le choix de la diffusion des programmes de télévision [16 février 1999]

Proposition de résolution n° 1643 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les risques d'accidents et sur la pollution créés par les différents modes de transport, ainsi que sur le développement de solutions alternatives [27 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Réforme. Mise en œuvre [4 novembre 1998] (p. 8036)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [9 février 1999] (p. 1083)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Langue française : anglicismes : langues étrangères (p. 7161)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10518)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10518, 10519)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10520)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 10518, 10519)

Femmes : égalité des sexes : traités et conventions (p. 10519)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10518)

Femmes : parité : Constitution (p. 10518)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10520)

Ses explications de vote (p. 10553)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10553)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1455)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1456)

Femmes : parité : histoire (p. 1455)

Parlement : Sénat : parité (p. 1455)

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui prévoit que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) (p. 1468)

Son sous-amendement n° 3 (loi "favorisant" l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 1468)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2228)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2229)

Femmes : égalité des sexes (p. 2228, 2229)

Femmes : égalité professionnelle (p. 2228, 2229)

Femmes : parité (p. 2229)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 2228)

Parlement : Sénat : parité (p. 2228)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1253)

Thème :

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1253)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6563)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6563)

Femmes : parité (p. 6563)

Émile ZUCCARELLI

Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Nicolas Forissier. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [16 décembre 1998] (p. 10565)

M. Alain Cousin. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [22 décembre 1998] (p. 11009)

M. Lionnel Luca. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Rapport, publication [3 février 1999] (p. 853)

M. Georges Sarre. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [10 février 1999] (p. 1158)

M. Gilbert Gantier. Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Fonctionnement [17 mars 1999] (p. 2529)

M. Jacques Myard. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6529)

M. Henry Chabert. Enseignement. Fonctionnement. Heures supplémentaires [29 juin 1999] (p. 6528)

M. Paul Patriarche. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6531)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gérard Saumade. Chasse et pêche. Accidents de chasse. Lutte et prévention [24 novembre 1998] (p. 9408)

M. Raymond Douyère. Préretraites. Fonctionnaires et agents publics. Agents ne totalisant pas quinze annuités [24 novembre 1998] (p. 9407)

M. André Schneider. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Strasbourg [24 novembre 1998] (p. 9410)

M. Jean Ueberschlag. Etat civil. Extraits. Actes de naissance, délivrance, délais, Alsace [8 décembre 1998] (p. 10154)

M. Roger Lestas. Fonction publique territoriale. Filière sociale. Agents spécialisés des écoles maternelles, suppressions d'emplois, financement [8 décembre 1998] (p. 10155)

M. Jean-Claude Lenoir. Logement. Maisons individuelles. Construction, garantie d'achèvement, réglementation [8 décembre 1998] (p. 10156)

M. Jean-Pierre Michel. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables. Fonctionnaires ayant accompli les obligations du service national en qualité d'objecteurs de conscience [16 février 1999] (p. 1420)

M. Gilbert Meyer. Défense. Réservistes. Perspectives [16 février 1999] (p. 1420)

M. Serge Poignant. Fonction publique territoriale. Indemnités. Réglementation [16 mars 1999] (p. 2404)

M. Patrick Braouezec. Enseignement maternel et primaire. Etablissements. Sécurité, crédits, utilisation [16 mars 1999] (p. 2404)

M. Guy Teissier. Environnement. Espace littoral. Massif des Calanques, groupement d'intérêt public, création, Bouches-du-Rhône [11 mai 1999] (p. 4292)

M. Alain Clary. Fonction publique territoriale. Durée du travail. Réduction, application [11 mai 1999] (p. 4289)

M. Jean-Louis Dumont. Industrie. Récupération. Société RVA, déchets d'aluminium, importations, autorisation, Sainte-Menehould [11 mai 1999] (p. 4291)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 417 du Gouvernement (financement du congé de fin d'activité) : adopté (p. 7608)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8129)

Ses réponses (p. 8134 à 8137)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : rapports avec les administrés (p. 8131)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 8133)

Etat : réforme (p. 8131, 8132, 8134)

Fonction publique territoriale (p. 8133)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8129)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8132)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 8130)

Fonctionnaires et agents publics : nomination (p. 8130)

Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 8130, 8131)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8129)

Handicapés : obligation d'emploi : fonctionnaires et agents publics (p. 8130)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8133, 8134)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8129)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8130)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 8136) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8135)

Etat : décentralisation (p. 8135) (M. Éric Doligé) (p. 8135)

Etat : réforme (p. 8134, 8135) (M. Maurice Ligot) (p. 8134)

Etat : réforme (p. 8136) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8135, 8136)

Fonctionnaires et agents publics (p. 8136) (M. Lionnel Luca) (p. 8136)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8137) (M. Christian Paul) (p. 8137)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141)

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (affectation de 35 millions de francs à des actions sociales) : adopté (p. 8138)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) (p. 8140)

Etat C, titre V

Soutient l'amendement n° 44 Gouvernement (affectation de 15 millions de francs à l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) : adopté (p. 8140)

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) : adopté après deuxième rectification (p. 8141)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Soutient l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : adopté après modifications (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3783)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : communes (p. 3783)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3783, 3784)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3784)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3783)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3783, 3784)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5096)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5096, 5097)

Administration : maisons des services publics (p. 5097)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5096, 5097)

Etat : réforme (p. 5096, 5097)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 5097)

Lois : codification (p. 5097)

Politique sociale : exclusion : services publics (p. 5096, 5097)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 20 (décisions implicites d'acceptation)

Soutient le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 32 de la commission (décision implicite d'acceptation pouvant faire l'objet d'une notification à la demande du bénéficiaire) : adopté (p. 5133)

Soutient le sous-amendement n° 69 du Gouvernement (attestation délivrée par l'autorité administrative) à l'amendement n° 32 de la commission : adopté (p. 5133)

Soutient l'amendement n° 70 du Gouvernement (décisions implicites d'acceptation des demandes relatives à la sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 5133)

Article 25 (les maisons des services publics sous forme de groupements d'intérêt public)

Soutient le sous-amendement n° 75 du Gouvernement (ajout de la mise à disposition) à l'amendement n° 39 de la commission (détachement des fonctionnaires affectés) : adopté (p. 5138)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement (insertion d'un titre IV bis relatif à la fonction publique) : adopté (p. 5140)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (appellations de secrétaire général et de secrétaire général adjoint des communes remplacées par celles de directeur général et de directeur général adjoint des services) : adopté (p. 5140)

Soutient l'amendement n° 48 du Gouvernement (majoration pour tierce personne mise au niveau de celle du régime général, révision des pensions après déclaration d'une maladie et attribution de la majoration pour tierce personne) : adopté (p. 5140)

Soutient l'amendement n° 49 du Gouvernement ("arrêt Berkani" - agents non titulaires de l'Etat) : adopté (p. 5141)

Soutient l'amendement n° 50 du Gouvernement ("arrêt Berkani" - agents non titulaires des collectivités territoriales) : adopté (p. 5141)

Soutient l'amendement n° 52 rectifié du Gouvernement (validations législatives et dispositions intéressant les personnels de l'Office national de la chasse) : adopté (p. 5141)

Soutient l'amendement n° 51 du Gouvernement (validation législative des résultats du concours de

professeur territorial d'enseignement artistique de 1994 - spécialité arts plastiques) : adopté (p. 5141)

Avant l'article 27

Soutient l'amendement n° 71 du Gouvernement (médecins du travail des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) : adopté (p. 5143)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5145)

CONGRÈS DU PARLEMENT

Du 18 janvier 1999 :

- Projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Du 28 juin 1999 :

- Projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

- Projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 18 JANVIER 1999

Projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Nicole AMELINE

Députée

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 17)

Thèmes :

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 17)

Union européenne : construction européenne (p. 18)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 17, 18)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : droits de l'homme et libertés publiques (p. 18)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 17)

René ANDRÉ

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 11)

Thèmes :

Union européenne : construction européenne (p. 11)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 11)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 11)

Robert BADINTER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 5)

Thèmes :

Constitution : révision : référendums (p. 6)

Union européenne : construction européenne (p. 6, 7)

Union européenne : euro (p. 6)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 5, 6)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 6)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7)

Michel BARNIER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 9)

Thèmes :

Union européenne : construction européenne (p. 9, 10)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 10)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 9)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9)

Philippe DOUSTE-BLAZY

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 10)

Thèmes :

Constitution : révision : référendums (p. 10)

Union européenne : construction européenne (p. 10, 11)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : droits de l'homme et libertés publiques (p. 11)

Vote pour du groupe de l'Union pour la démocratie française – Alliance (p. 11)

Michel DUFFOUR

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 14)

Thèmes :

Constitution : révision : référendums (p. 14)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 14)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 14)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 14)

Vote contre du groupe communiste, républicain et citoyen (p. 14)

Laurent FABIUS

Président de l'Assemblée nationale
Président du Congrès

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [31 décembre 1998] (p. 20049), [18 janvier 1999] (p. 3)

Pierre FAUCHON

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 15)

Thèmes :

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 15)

Union européenne : constitution européenne (p. 15)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 15)

Union européenne : institutions communautaires : Sénat (p. 15, 16)

Vote pour du groupe de l'Union centriste (p. 15)

Jean-Pierre FOURCADE

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 16)

Thèmes :

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 16)

Union européenne : construction européenne (p. 16, 17)

Vote pour du groupe du Rassemblement démocratique et social européen (p. 17)

Robert HUE

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 13)

Thèmes :

Constitution : révision : référendums (p. 13)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 13, 14)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 14)

Union européenne : euro (p. 13)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 13)

Vote contre du groupe communiste (p. 14)

Lionel JOSPIN

Premier Ministre

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son intervention avant les explications de vote [18 janvier 1999] (p. 4)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes : Union européenne (p. 4)

Politique sociale : exclusion : Union européenne (p. 4)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 5)

Secteur public : services publics : Union européenne (p. 5)

Union européenne : construction européenne (p. 4)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 5)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 4, 5)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 5)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : droits de l'homme et libertés publiques (p. 5)

Jacques LARCHÉ

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 8)

Thèmes :

Constitution : révision : procédures (p. 8)

Union européenne : construction européenne (p. 8)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 8)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 8, 9)

Vote pour du Républicains et indépendants (p. 8)

Henri NALLET

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 7)

Thèmes :

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 7)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 8)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 7)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 7)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7)

Michel SUCHOD

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution

Son explication de vote [18 janvier 1999] (p. 12)

Thèmes :

Constitution : révision : procédures (p. 12)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 12)

Politiques communautaires : politique économique : emploi (p. 13)

Union européenne : construction européenne (p. 12, 13)

Union européenne : construction européenne : Parlement (p. 12, 13)

Union européenne : euro (p. 13)

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 28 JUIN 1999

Projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

François ASENSI

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 19)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 19)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 19)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 19)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 19)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 20)

Pays étrangers : Etats-Unis : Cour pénale internationale (p. 20)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 19)

Pays étrangers : Turquie (p. 20)

Relations internationales (p. 20)

Vote pour du groupe communiste (p. 19)

Robert BADINTER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 9)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 10)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 10)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 9, 10)

Pays étrangers : Etats-Unis : Cour pénale internationale (p. 10)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 10)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11)

Laurent FABIUS

Président de l'Assemblée nationale
Président du Congrès

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [J.O. du 24 juin 1999] (p. 9246) [28 juin 1999] (p. 5)

Guy FISCHER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 15)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 15, 16)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 15)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 16)

Pays étrangers : Etats-Unis : Cour pénale internationale (p. 15, 16)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 15)

Relations internationales (p. 15)

Vote pour du groupe communiste, républicain et citoyen (p. 16)

Patrice GÉLARD

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 16)

Thèmes :

Constitution : révision : procédures (p. 17)

Droit pénal : responsabilité pénale : ministres (p. 17)

Droit pénal : responsabilité pénale : Président de la République (p. 17)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : code pénal (p. 16)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 16)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 16)

Traités et conventions : ratification (p. 17)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 17)

François GOULARD

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 12)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 12, 13)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Conseil constitutionnel (p. 13)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 12)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 13)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 12, 13)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 13)

Guy HASCOËT

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 20)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 21)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 21)

Relations internationales (p. 20, 21)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 21)

Jean-Jacques HYEST

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 18)

Thèmes :

Droit pénal : responsabilité pénale : ministres (p. 18)

Droit pénal : responsabilité pénale : Président de la République (p. 18)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Conseil constitutionnel (p. 18)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 19)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 19)

Vote pour du groupe de l'Union centriste (p. 19)

Lionel JOSPIN

Premier Ministre

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son intervention avant les explications de vote [28 juin 1999] (p. 6)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 6, 7)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Conseil constitutionnel (p. 7, 8)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 7)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 6, 7)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6, 7)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 7)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : victimes (p. 7)

Jacques LARCHÉ

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 17)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 17)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 18)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 17)

Relations internationales (p. 18)

Vote pour du groupe Républicains et indépendants (p. 18)

Georges OTHILY

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 11)

Thèmes :

Constitution : révision : procédures (p. 12)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 11)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 11)

Pays étrangers : Etats-Unis : Cour pénale internationale (p. 11)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 11)

Vote pour du groupe du Rassemblement démocratique et social européen (p. 12)

Alain VIDALIES

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 13)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 14)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Conseil constitutionnel (p. 14)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 13, 14)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : victimes (p. 14)

Pays étrangers : Etats-Unis : Cour pénale internationale (p. 14)

Vote pour du groupe socialiste (p. 15)

Jean-Luc WARSMANN

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 21)

Thèmes :

Droit pénal : responsabilité pénale : ministres (p. 22)

Droit pénal : responsabilité pénale : Président de la République (p. 22)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 21, 22)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Conseil constitutionnel (p. 22)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 21, 22)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 22)

Pierre-André WILTZER

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 8)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 9)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : francophonie (p. 8)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Gouvernement (p. 8)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 8, 9)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9)

Pays étrangers : Etats-Unis : Cour pénale internationale

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 8)

Vote pour du groupe de l'Union pour la démocratie française - Alliance (p. 9)

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 28 JUIN 1999

Projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Nicole AMELINE

Députée

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 32)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 33)

Famille : politique familiale : parité (p. 33)

Femmes : parité : communautarisme (p. 32)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 33)

Femmes : parité : Union européenne (p. 32, 33)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 32, 33)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 33)

Pierre-Christophe BAGUET

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 33)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 35)

Famille : politique familiale : parité (p. 34)

Femmes : égalité des sexes (p. 33, 34)

Femmes : parité (p. 35)

Femmes : parité : communautarisme (p. 34)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 35)

Femmes : parité : Union européenne (p. 33, 34)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 33)

Vote pour du groupe de l'Union pour la démocratie française - Alliance (p. 35)

Alain BOCQUET

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 46)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes (p. 46)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 46)

Politique sociale (p. 47)

Vote pour du groupe communiste (p. 47)

Guy CABANEL

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 45)

Thèmes :

Femmes : parité : communautarisme (p. 45)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 45, 46)

Femmes : parité : projet de loi (p. 45, 46)

Parlement : Sénat : parité (p. 45, 46)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 45)

Vote pour du groupe du Rassemblement démocratique et social européen (p. 46)

Gérard CORNU

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 42)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 43)

Femmes : parité (p. 43)

Femmes : parité : communautarisme (p. 43)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 43)

Femmes : parité : projet de loi (p. 42, 43)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 43)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 43)

Dinah DERYCKE

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 35)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : parité (p. 36)

Femmes : égalité des sexes (p. 35, 36)

Femmes : parité (p. 36)

Femmes : parité : communautarisme (p. 35, 36)

Vote pour du groupe socialiste (p. 36)

Anne HEINIS

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 40)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 41)

Elections et référendums : modes de scrutin : Sénat (p. 41)

Famille : politique familiale : parité (p. 42)

Femmes : égalité des sexes (p. 40, 41)

Femmes : égalité professionnelle (p. 42)

Femmes : mères de famille : rôle (p. 42)

Femmes : parité : projet de loi (p. 42)

Vote pour du groupe Républicains et indépendants (p. 40)

Lionel JOSPIN

Premier Ministre

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son intervention avant les explications de vote [28 juin 1999] (p. 29)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : parité (p. 29, 30)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 30)

Etat : Premier ministre : femmes (p. 29)

Femmes : égalité des sexes (p. 30)

Femmes : parité (p. 29, 30)

Femmes : parité : Union européenne (p. 30)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 30)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 29)

Hélène LUC

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 43)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : parité (p. 44)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 44)

Femmes : égalité des sexes (p. 44, 45)

Femmes : parité (p. 44)

Femmes : parité : communautarisme (p. 44)

Femmes : parité : projet de loi (p. 44)

Vote pour du groupe communiste, républicain et citoyen (p. 45)

Philippe RICHERT

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 38)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : parité (p. 38, 39)

Femmes : égalité des sexes (p. 38, 39)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 39)

Femmes : parité : Union européenne (p. 39)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 39)

Vote pour du groupe de l'Union centriste (p. 39)

Chantal ROBIN-RODRIGO

Députée

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 30)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 31)

Femmes : égalité des sexes (p. 30 à 32)

Femmes : parité (p. 31)

Femmes : parité : communautarisme (p. 31)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 31)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 30)

Catherine TASCA

Députée

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 39)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 40)

Femmes : parité (p. 40)

Femmes : parité : communautarisme (p. 39, 40)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 39)

Femmes : parité : projet de loi (p. 39)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 40)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 40)

Vote pour du groupe socialiste (p. 40)

Marie-Jo ZIMMERMANN

Députée

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Son explication de vote [28 juin 1999] (p. 36)

Thèmes :

Avortement (p. 37)

Famille : contraception (p. 37)

Femmes : égalité des sexes (p. 36 à 38)

Femmes : égalité professionnelle (p. 37)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 37)

Femmes : parité : projet de loi (p. 37, 38)

Femmes : parité : Union européenne (p. 37)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 37)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 38)